Faculté de droit de Rennes. Thèse pour le doctorat. De Operis servorum. Du Travail industriel des enfants et des femmes. [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Cottineau, Léon-Marie-François-Rogatien. Faculté de droit de Rennes. Thèse pour le doctorat. De Operis servorum. Du Travail industriel des enfants et des femmes. Thèse... soutenue le 9 août 1875, par Léon-François-Marie-Rogatien Cottineau,.... 1875.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

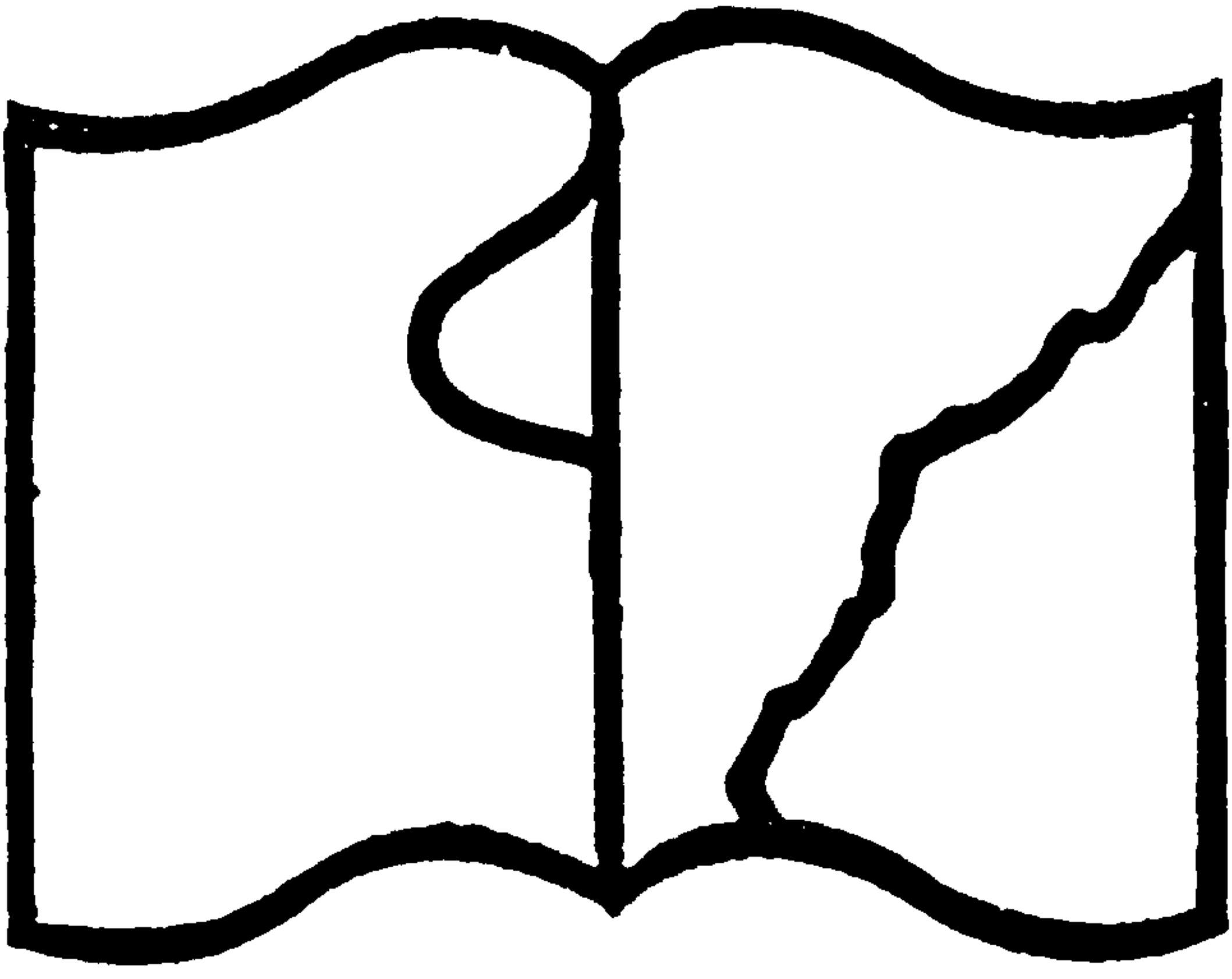
*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.



Texte détérioré — reliure défectueuse

NF Z 43-120-11

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

FACULTÉ DE DROIT DE RENNES

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

Par M. Gottineau, L. M. F. P.

NANTES

IMPRIMERIE VINCENT FOREST ET ÉMILE GRIMAUD

PLACE DU COMMERCE, 4

—

1875

FACULTÉ DE DROIT DE RENNES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

DE OPERIS SERVORUM

DU TRAVAIL INDUSTRIEL DES ENFANTS ET DES FEMMES

CETTE THÈSE SERA SOUTENUE LE 9 AOUT 1875

PAR

LÉON-MARIE-FRANÇOIS-ROGATIEN COTTINEAU

AVOCAT

Né à Nantes, le 27 juin 1851.

EXAMINATEURS

MM. BODIN, *doyen.*
EON,
WORMS,
DE CAQUERAY } *professeurs.*
MARIE, *agrégé chargé de cours.*

NANTES

IMPRIMERIE VINCENT FOREST ET ÉMILE GRIMAUD

PLACE DU COMMERCE, 4.

1875

F

8° F 21

MEIS ET AMICIS

DROIT ROMAIN

DE OPERIS SERVORUM

L'esclave, en droit romain, fait partie du patrimoine de son maître. C'est un bien, qui peut être l'objet soit d'un droit réel, soit d'un droit de créance. Aussi les principes généraux qui régissent la propriété, s'appliquent ordinairement sans restriction aux esclaves eux-mêmes.

Seulement, comme l'esclave est un être animé, on envisage principalement en lui le travail (*operæ*), qu'il peut faire; et, comme c'est un être intelligent, on est bien obligé de tenir compte, dans une certaine mesure, de ses actes au point de vue juridique. De là des règles spéciales pour le travail des esclaves; de là, aussi, pour le maître une cause d'acquisition et une cause d'obligation toutes particulières.

Nous examinerons donc : d'abord, ce que comprennent les *operæ* d'un esclave et quelle est la nature des droits qui s'y rapportent; puis comment les actes d'un esclave peuvent engager la responsabilité du maître et motiver une action contre lui.

I

CONDITION ET TRAVAUX DES ESCLAVES.

A Rome, le droit des maîtres sur leurs esclaves était absolu, et rien, au moins dans le principe, ne venait limiter leur puissance souveraine. Libre d'employer son esclave au service qui lui convenait, le maître était également libre de le traiter comme bon lui semblait, et même de lui ôter la vie, si cela lui plaisait. Considéré comme une chose dont le propriétaire peut arbitrairement se servir, l'esclave ne jouissait même pas de cette protection que l'on accordait aux animaux domestiques. Pendant assez longtemps, ce fut un crime de tuer un bœuf sans nécessité (1), et ce n'en était pas un de donner la mort à son esclave.

Disons toutefois que les premiers Romains usaient avec une modération relative du droit exorbitant qui leur appartenait. Au dire de Plutarque (2), les maîtres vivaient et travaillaient alors avec leurs esclaves en leur épargnant les traitements rigoureux. Plus tard, au contraire, avec les progrès du luxe et la multiplication excessive des esclaves, la corruption des mœurs rendit bientôt cruels les possesseurs d'esclaves. Tandis que leurs ancêtres ménageaient, autant par intérêt que par humanité, le petit nombre de serviteurs dont ils disposaient, les Romains enrichis se

(1) Tite-Live, *Hist.*, liv. I.
(2) *Coriolan*, XXIV.

firent une jouissance d'abuser de leur pouvoir, et le souvenir de leur barbarie raffinée reste dans l'histoire comme un reproche sanglant à la civilisation romaine.

Vedius Pollio engraissant des murènes avec la chair de ses esclaves (1), Auguste lui-même faisant crucifier un esclave pour avoir mangé une caille (2): ce sont là des traits monstrueux, qui n'étaient point alors chose inouïe. Et, indépendamment de ces excès de cruauté, qui ont réussi, sinon à émouvoir, du moins à toucher l'indifférence des contemporains, combien de traitements cruels, que tous acceptaient comme une coutume naturelle et contre laquelle il eût été dangereux de s'élever! La fustigation, les chaînes et la marque: c'étaient là des moyens de discipline prodigués bien souvent aux esclaves pour les fautes les plus légères (3).

Il y avait des esclaves, qui demeuraient toute leur vie enchaînés à la porte dont ils avaient la garde. Il y en avait d'autres, qui travaillaient aux champs avec des fers aux pieds, et qui couchaient chaque soir dans des cachots souterrains (4).

On sentit, enfin, le besoin de réprimer les plus criants abus, et des constitutions impériales restreignirent le pouvoir discrétionnaire des maîtres sur leurs esclaves. Auguste eut, paraît-il, l'initiative de ces mesures d'humanité, et, au temps de Sénèque, il existait un magistrat spécialement chargé de recevoir les plaintes des esclaves. *De injuriis dominorum*

(1) Cette anecdote, que l'on a quelquefois voulu considérer comme apocryphe, est rapportée par trois auteurs: Dion, LIV, 23; Sénèque, *de Clementiâ*, I, 18; et Pline, IX, 23.

(2) Plutarque, *Apoph.*

(3) Horace, *Sat.* I, 3.

(4) Voir Dezobry: *Rome au siècle d'Auguste*, t. I, p. 430 et s., t. III, p. 421.

in servos qui audiat positus est, qui sævitiam et libidines et in præbendis ad victum necessariis avaritiam compescat (1).

Antonin le Pieux et, plus tard, Constantin et Justinien (2) développèrent ces mesures protectrices, en punissant le meurtre de l'esclave commis par le maître (3), et en ordonnant aux magistrats supérieurs de retirer la puissance dominicale (en faisant vendre l'esclave) à ceux, qui en abuseraient manifestement par trop de dureté. C'est d'ailleurs au nom de l'intérêt public que ces dispositions sont présentées, et, suivant Gaïus, il y a là une application du principe qui fait retirer aux prodigues l'administration de leurs biens (4) : *Male enim nostro jure uti non debemus.*

Ajoutons que les empereurs chrétiens édictèrent différentes dispositions favorables à l'esclave, parmi lesquelles nous mentionnerons une constitution de Théodose et Valentinien, qui donne la liberté à la femme esclave que son maître aurait prostituée contre sa volonté (5).

Sous tous autres rapports, la condition des esclaves est demeurée la même. Le maître a toujours conservé le pouvoir de disposer de leurs services à son gré et le droit de *castigatio* est resté dans sa main la brutale sanction de ses volontés.

Aussi, comme les occupations des esclaves étaient variées suivant les besoins ou les caprices de leurs maîtres, et que le nombre prodigieux de la population

(1) Sén., *de Clementiâ*, XXI.

(2) *Ins.*, *lib.* I, *tit.* VIII, § 2.

(3) Le meurtre commis par un étranger était depuis longtemps puni, parce qu'il contenait une atteinte à la propriété du maître.

(4) *Com.*, I, § 59.

(5) *Cod. de spectaculis*, *l.* 6 (XI, 40).

servile (1) permettait de diviser presque à l'infini les fonctions de chacun d'eux (2), il serait bien difficile d'en faire une énumération complète. Contentons-nous d'indiquer quelques distinctions basées sur la nature du travail des esclaves. Dans le cas où ils exerçaient un art ou un métier, on appelait leurs travaux *artificia*, et dans le cas où ils étaient employés au service personnel du maître, on appelait leurs travaux *officia* ou *ministeria*.

On faisait d'ailleurs une sous-distinction entre l'*officium* et le *ministerium* (3). Suivant Cujas (4), ce dernier est d'un ordre plus élevé que l'*officium*. Le portier est *in officio*, tandis que l'échanson est *in ministerio*.

Ajoutons que, bien que les esclaves exerçassent à Rome beaucoup de professions fort considérées dans les temps modernes (médecins, instituteurs, grammairiens, etc.), il leur était interdit de cultiver certains arts, appelés pour cela libéraux. Pline dit ainsi, en parlant de la peinture : *Semper quidem ei honos fuit ut ingenui exercerent, mox ut honesti ; perpetuo interdicto ne servilia docerentur. Ideò neque in hâc*

(1) Pline parle d'un Cecilius Isidorus qui avait 4,116 esclaves. M. Dezobry, qui conteste certains chiffres comme exagérés, admet néanmoins que communément il y avait de 400 à 500 esclaves dans les grandes maisons de Rome.

(2) « Un seul esclave avait suffi aux premiers Romains; il portait alors le nom de son maître en y joignant le sien et la qualité qu'il avait près de lui, *Marcipor*, *Lucipor*, etc. (*Marci puer*, *Lucii puer*, etc.). Le nombre des esclaves s'accrut bientôt : leurs diverses fonctions, d'abord réunies, se partagèrent entre eux; elles se subdivisèrent toujours à mesure que le luxe fit des progrès. » (De Pastoret, *Mémoire sur le commerce des Romains*. Acad. des inscript., t. III, p. 305.)

(3) *Dig. de legatis, l.* 65 *pr.* (XXXI, 1).

(4) *Op. posth. Quæstionum, lib.* XVI.

neque in torentice, *ullius qui servierit opera celebrantur* (1).

En droit, tous les esclaves (2) étaient égaux ; mais la diversité de leurs emplois créait, on n'en peut douter, des différences profondes dans leur condition. Les esclaves de la ville n'étaient pas traités comme ceux de la campagne, et, entre l'esclave intendant et l'esclave chargé des plus grossiers travaux, il y avait en fait une distance énorme.

Mais, au point de vue juridique, ce qui présente le plus d'intérêt, c'est l'existence d'un *pécule* pour certains esclaves. Rien ne peut appartenir en propre à l'esclave, tout ce qu'il acquiert appartient à son maître, et rigoureusement il n'a aucun droit pécuniaire, comme il n'a aucun droit de famille et de cité. Cependant il était assez ordinaire de laisser aux esclaves la jouissance de quelque bien, et l'on appelait pécule cette concession faite gratuitement par le maître et qu'il pouvait à son gré révoquer (3). *Peculium est quod servus domini permissu separatum a rationibus dominicis habet* (4). La gestion de ce patrimoine instable et *sui generis,* amenait souvent l'application de règles particulières relativement aux droits du maître et des tiers sur la valeur du pécule.

Dans ce pécule pouvaient être compris des meubles, des immeubles, et souvent d'autres esclaves que l'on appelait *vicarii*, en opposition aux esclaves *ordinarii,* sous la dépendance desquels ils étaient placés. Rien n'empêchait d'ailleurs le *vicarius* d'avoir à son

(1) *Lib.* XXXV, 17.
(2) On doit pourtant faire une exception pour le *servus publicus.*
(3) *Dig. de Peculio, l.* 8 (XV, 1).
(4) *Eod. tit., l.* 5, § 4.

tour un pécule compris dans le pécule de l'*ordinarius*, comme celui-ci était compris dans le patrimoine du maître commun.

II

DU DROIT AUX OPERÆ DES ESCLAVES.

Lorsque le maître de l'esclave en a la pleine propriété, ou même lorsque, sans avoir le *dominium ex jure quiritium* (1), il a la propriété *utile* (*in bonis*), la distinction des *operæ* présente peu d'intérêt. Tous les avantages que procure la possession de l'esclave appartiennent en propre à son maître, sans qu'il ait à en rendre compte à personne. Il n'en est plus de même quand le droit de propriété se fractionne, et que plusieurs personnes se trouvent avoir des droits particuliers sur le même esclave.

Ainsi la propriété comprenant trois attributs : l'usage, la jouissance et la disposition (*uti*, *frui*, *abuti*), on peut supposer qu'une personne a la nu-propriété de l'esclave, tandis qu'une autre en a l'usage, ou la jouissance et l'usage réunis, c'est-à-dire l'usufruit.

Il importe alors de déterminer quelle est l'étendue du droit de chacune de ces personnes relativement aux services de l'esclave. Une autre hypothèse doit, en outre, appeler tout particulièrement notre attention : c'est celle du legs des *operæ*. Ce legs crée en effet, nous le verrons, un droit *sui generis* distinct de l'usage et de l'usufruit.

(1) Gaius, *Com.* I, § 54.

§ I. — *Usage des esclaves.*

L'usager, en principe, peut seulement se servir de la chose à laquelle s'applique son droit, sans en percevoir aucun fruit. Quand il s'agit d'un esclave, qui n'est pas une chose frugifère, dans le sens propre du mot, le droit d'usage comprend tous les travaux de l'esclave avec la défense de les louer. *Ipse tantummodo operis et ministerio ejus uti potest; ad alium vero nullo modo jus suum transferre ei concessum est* (1). La raison en est que le droit de se servir de l'esclave est personnel à l'usager, et qu'il modifierait la nature de ce droit en le faisant exercer par un tiers. *Quemadmodum enim concedere alii operas poterit, cum ipse uti debeat* (2)?

Les jurisconsultes romains se montrent d'ailleurs assez larges dans l'application de cette règle. — L'usager, dit Ulpien, qui loue un champ peut le faire labourer par l'esclave dont il a l'usage. *Quid enim interest, in quâ re operâ ejus utatur* (3)? De même il peut employer cet esclave à filer la laine qu'il s'est engagé à filer pour le compte d'une autre personne. Peu importe, dit-on, que le travail de l'esclave porte sur une matière qui n'appartient pas à l'usager, pourvu que le travail soit toujours fait pour l'avantage propre de l'usager. *Nec offendetur illa Sabini sententia, ancillæ usu dato, ad lanificium eam non mitti, nec ex operis mercedem capi, sed sibi lanam facere jure cogere: sibi enim facere videtur qui non operas ejus locavit, sed opus, quod conduxit, expediit* (4).

(1) *Instit. lib.* II, *tit.* V, § 3
(2) *Dig. de usu et habitatione, l.* 12, § 6 (VII, 8).
(3) *Eodem loco.*
(4) *Ibidem.*

De même on admet que l'usager peut recevoir de l'esclave une certaine somme comme équivalent de son travail. *Sed ipsi servo ancillæve pro operâ mercedem imponi posse Labeoni placet* (1). Fais ce que tu voudras, dit en ce cas l'usager à l'esclave, pourvu que tu me rapportes tant de sesterces par mois.

Ce n'est pas là louer les services de l'esclave, puisque l'usager se borne à traiter à forfait avec l'esclave (ou avec le nu-propriétaire), en le laissant libre de travailler comme bon lui semble.

Ainsi l'usager profite de tous les services de l'esclave; mais il ne peut ni céder son droit, ni même en céder la jouissance. On exprime cela en disant que l'usager ne peut rien acquérir *ex operis servi*. Il acquiert seulement *ex re suâ* (2), ou, suivant une locution employée par quelques commentateurs, *pro operis servi*. — C'est-à-dire que, d'une part, tout l'avantage du travail de l'esclave appartient à l'usager et que, d'autre part, tous les profits, que gagne l'esclave en exploitant les biens de l'usager ou le pécule confié par ce dernier, sont considérés comme l'accessoire de ce travail.

§ II. — *Usufruit des esclaves.*

L'usufruit est le droit d'user et de jouir. La jouissance seule se comprend difficilement, et plusieurs textes nous disent formellement qu'elle ne peut exister séparée de l'usage : *fructus sine usu esse non potest* (3). On peut seulement supposer que la chose demeure entre les mains du nu-propriétaire chargé

(1) *Dig. de usu et habitatione, l.* 13 (VII, 8).
(2) *Dig. eodem titulo, l.* 14 *pr.*
(3) Pauli *Sentent.*, lib. III, tit. VI, § 24; *Dig. de usu et habitatione, l.* 14, § 1 (VII, 8).

de remettre tous les fruits à celui qui aurait le droit de jouissance. Mais cette hypothèse, toujours exceptionnelle en ce que le *fruens* ne jouirait pas directement de la chose sur laquelle porte son droit, se comprend encore moins lorsqu'il s'agit d'un esclave dont les *operæ*, à moins d'être louées, ne peuvent être utiles qu'à celui qui en a l'usage.

C'est en effet au travail de l'esclave que l'usufruitier a uniquement droit. L'usage et la jouissance se confondent sous ce rapport.

Le part de la femme esclave n'est point considéré comme un fruit, et appartient au nu-propriétaire, *ad dominum proprietatis pertinet.* La raison qu'en donne Gaius (1), et que répète Justinien (2), c'est qu'il serait absurde de considérer l'homme comme un fruit, alors que la nature a destiné à son usage tous les fruits de la terre. Cette pensée, exprimée d'une façon un peu déclamatoire, n'est assurément point celle qui a dû dicter la décision du droit romain. La dignité humaine n'est point ici en jeu, puisque la seule question qui se pose est relative à l'acquisition de l'enfant esclave, soit au profit du propriétaire, soit au profit de l'usufruitier. « La dignité humaine est également sacrifiée dans tous les cas. » La véritable raison nous est donnée par Ulpien (3) : *Partus ancillarum fructus esse non existimantur, quia non temerè ancillæ ejus rei causâ comparantur ut pariant.* Le même auteur nous apprend d'ailleurs qu'il y avait autrefois une controverse sur ce point, *vetus fuit quæstio.* Ce fut Brutus qui fit triompher le droit du propriétaire,

(1) *Dig. de usuris et fructibus, l.* 28, § 1 (XXII, 1).
(2) *Instit. lib.* II, *tit.* 1, § 37.
(3) *Dig. de hereditatis petitione, l.* 27 *pr.* (V, 3).

contrairement à l'opinion de Manilius et de Scévola (1).

L'usufruit des esclaves diffère de l'usage en ce que l'usufruitier peut louer les services de l'esclave, aussi dit-on qu'il acquiert *ex operis servi* aussi bien que *ex re suâ. Si servi ususfructus sit legatus, quidquid operâ suâ adquirit, vel ex re fructuarii, ad eum pertinet* (2). Le travail de l'esclave étant en effet considéré comme un fruit, on comprend que l'usufruitier puisse en disposer en louant l'esclave, comme il pourrait aliéner les fruits d'un champ en mettant à sa place un locataire.

L'usufruitier d'ailleurs, doit jouir comme le ferait un propriétaire prudent, et ne point changer la destination de la chose. De là il résulte que l'esclave doit être traité convenablement et qu'on ne doit l'employer qu'aux travaux auxquels il est propre. L'usufruitier, et à plus forte raison l'usager, a bien droit aux *operæ* de l'esclave, mais seulement aux *operæ* que la condition de l'esclave comporte. *Mancipiorum quoque ususfructûs legato non debet abuti, sed secundum conditionem eorum uti. Nam si librarium rus mittat, et calcem portare cogat; histrionem balneatorem faciat, vel de symphoniâ atriensem, abuti videtur proprietate* (3).

De même l'usufruitier a le droit de contraindre l'esclave au travail, *sciendum est etiam cogendum servum operari* (4). Il peut employer sur sa personne des moyens coercitifs, *modicam castigationem;* mais il doit s'abstenir de tout ce qui pourrait détériorer

(1) Cicéron. *De finibus bonorum*, I, 4.
(2) *Dig. de usufructu et quemadmodum, l.* 21 (VII, 1).
(3) *Dig. de usufructu et quemadmodum, l.* 15, § 1 (VII, 1).
(4) *Eodem titulo, l.* 23, § 1.

l'esclave, *vi neque torqueat, neque flagellis cædat* (1). L'abus qu'il ferait de son droit entraînerait contre lui l'application de la loi Aquilia, *etiam lege Aquiliâ eum convenire* (2).

§ III. — *Legs des operæ.*

La grande faveur dont jouissait à Rome le testament, et le profond respect que l'on y professait pour la volonté des mourants, peuvent nous expliquer les efforts des jurisconsultes pour assurer, par des distinctions nombreuses, l'exécution aussi parfaite que possible des dispositions testamentaires.

Le droit d'habitation a été ainsi créé par interprétation des legs (3). C'est également le désir de donner au legs une exécution plus rigoureusement exacte, qui paraît avoir fait admettre un droit spécial pour le légataire des *operæ* d'un esclave. Tandis que certains jurisconsultes ne voyaient dans ce legs que la dation de l'usage ou de l'usufruit, d'autres attribuaient au testateur une pensée différente, et l'on a fini par faire du droit aux *operæ* quelque chose de particulier à côté des droits d'usage et d'usufruit appliqués aux esclaves.

Voet définit ainsi le droit aux *operæ : Servitus operarum* (4) *est jus percipiendi omne commodum ex operis servi alieni.*

Cette définition, exacte en soi, a le défaut de ne pas suffisamment distinguer le droit aux *operæ* du droit d'usufruit. Pour la compléter nous devons faire une

(1) *Dig. de usufructu et quemadmodum, l.* 23, § 1.
(2) *Ibidem, l.* 15, § 3.
(3) *Cod. Just. de usufructu et habitatione, l.* 13 *pr.* (III, 33).
(4) *Ad pandect., de operis servorum.*

comparaison entre ces deux droits, et rechercher les différences caractéristiques qui les séparent.

Le légataire des *operæ servi* a droit à tous les services de l'esclave, et, comme l'usufruitier, il peut les louer (1). Comme lui encore, il doit donner caution (2); et cela, au dire d'Ulpien, bien qu'il y ait des différences profondes entre l'usufruit et les *operæ legatæ, licet per omnia hæc usumfructum non imitantur.*

Voici les points de dissemblance: l'usufruit s'éteint, par la mort de l'usufruitier, par sa *capitis deminutio* et par le non-usage; le droit aux *operæ* survit à ces trois faits; inversement, l'usucapion de l'esclave nuit au légataire des *operæ,* tandis qu'elle laisse intact le droit de l'usufruitier; le *dies cedit* a lieu pour le legs d'usufruit au moment de l'adition d'hérédité, et n'a lieu, pour legs des *operæ,* qu'au jour de la demande. Enfin l'usufruit peut être susceptible de division, tandis que le droit aux *operæ* est indivisible.

Suivant Cujas, auquel Noodt conseille de recourir toujours en cette matière délicate (3), il y aurait une différence fondamentale entre l'usufruit des esclaves et le droit du légataire des *operæ.* L'usufruit est un droit réel, *jus in re,* qui porte directement sur la chose. C'est l'objet même dont vous avez l'usufruit qui se trouve obligé envers vous. Au contraire, le droit du légataire des *operæ* ne porte pas directement sur l'esclave. C'est l'héritier propriétaire de l'esclave qui est obligé. Le légataire n'a donc qu'un droit de créance contre lui.

(1) *Dig. de usu et usufructu, l.* 2 (XXXIII, 2).

(2) *Dig. Usufructuarius quemadmodum caveat, l.* 5, § 3 (VII, 9).

(3) *Non explico leges eo pertinentes, etsi obscuras; quia est mihi religio hic aliquid tentare post Jacobum Cujacium, qui unus sufficit pro omnibus.* (Noodt, *de operis servorum.*)

Aussi les textes nous disent-ils que le légataire des *operæ* n'a ni l'usage, ni l'usufruit de l'esclave; *legatarius fructuarius non est* (1). Et ailleurs : *Operis servi legatis neque usus neque ususfructus in eo legato esse videtur* (2).

Il est vrai que Terentius Clemens semble professer une doctrine contraire : *Operis servi legatis usum datum intelligi et ego didici et Julianus existimat* (3). On a cherché à concilier ce fragment avec les deux autres que nous venons de citer, en disant que sans doute le legs des *operæ* procure tous les avantages de l'usage, et que Terentius a simplement voulu constater ce fait que le légataire des *operæ* peut user librement de l'esclave. Il nous semble plus admissible de voir une véritable opposition entre les textes, et un souvenir des divergences qui ont dû se produire dans l'interprétation du legs des *operæ*. Julien pensait que le testateur, en léguant les *operæ*, avait voulu léguer l'usage de son esclave : voilà ce que la loi 5 paraît exprimer avec la plus grande netteté.

Il y a une autre différence importante entre l'usufruit et le droit aux *operæ*. Le premier est soumis aux règles rigoureuses du droit civil, le second est *potius facti quam juris*, c'est-à-dire qu'on n'appliquera pas si rigoureusement aux *operæ legatæ* les principes du droit. *Opera in actu consistit*, dit Paul (4).

Reprenons maintenant en détail les différences que nous avons énumérées.

Le droit aux *operæ* ne s'éteint pas par la mort du légataire (5). On considère sans doute que le testateur

(1) *Dig. de usu et usufructu, l.* 2 (XXXIII, 2).
(2) *Dig. ad legem Falcidiam, l.* 1, § 9 (XXXV, 2).
(3) *Dig. de operis servorum, l.* 5 (VII, 7).
(4) *Dig. de operis servorum, l.* 1 (VII, 7).
(5) *Dig. de usu et usufructu, l.* 2 (XXXIII, 2).

n'a point entendu conférer un droit personnel au légataire, mais une créance transmissible. Nous dirons d'ailleurs que c'est là une des singularités les plus grandes du legs des *operæ*. La *capitis deminutio* du légataire laisse de même subsister le droit aux *operæ* (1). Ce n'est pas en effet une création du droit civil; l'on comprend bien que les déchéances peu justifiables admises par ce droit soient écartées, et que l'on puisse dire ce que Modestin dit du legs d'habitation, *quia tale legatum in facto potiùs quàm in jure consistit* (2).

Une raison analogue fait décider que l'extinction du droit par le non-usage ne s'applique pas au légataire des *operæ* (3). D'ailleurs il peut être considéré comme un créancier, et en droit romain les créances ne se prescrivent point, du moins jusqu'à l'époque de Théodose.

Sous un autre rapport, le légataire des *operæ* est moins bien traité que l'usufruitier.

Si l'esclave est *usucapé* par un tiers, les *operæ* sont perdus, tandis que l'usufruit se conserverait dans le même cas (4). Cette différence se comprend très-bien si l'on admet, avec plusieurs interprètes du droit romain, que le légataire des *operæ* n'a qu'un droit de créance. *Operas non debet servus in quem non cadit obligatio, sed heres tantum legato obligatur ut scilicet patiatur legatarium uti operis servi, et ex operis mercedem capere* (5). L'acquéreur par usucapion acquiert la pleine propriété de l'esclave, et les obligations de l'ancien propriétaire ne le regardent en

(1) *Dig. de operis servorum, l.* 2 (VII, 7.)
(2) *Dig. de capite minutis, l.* 10 (IV, 5).
(3) *Dig. de usu et usufructu, l.* 2 (XXXIII, 2).
(4) *Eodem loco.*
(5) Cujas. *Quæstionum lib.* XVII (*ad l.* 2 *de usufructu legato*).

rien. Le légataire n'a donc rien à lui domander ; mais il ne peut davantage se retourner contre l'héritier, car celui-ci devait simplement le laisser jouir, et l'exécution de l'obligation étant devenue impossible par suite d'un fait indépendant du débiteur, il se trouve définitivement libéré envers le légataire.

Il n'en est plus de même pour un usufruitier, dont le droit grève la chose usucapée. L'acquéreur par usucapion n'acquiert cette chose que dans l'état où elle se trouve, c'est-à-dire démembrée, et dès lors il est tenu de souffrir l'exercice du droit d'usufruit, qui subsiste après comme avant l'usucapion.

Pour le legs des *operæ*, le *dies cedit* n'a lieu, suivant Ulpien (1), qu'au jour de la demande ; tandis que pour le legs d'usufruit le *dies cedit* a lieu, en principe, au jour de l'adition d'hérédité (2). Et cela est une dérogation aux principes généraux, qui font remonter au moment de la mort le *dies cedit,* lorsque le legs est transmissible aux héritiers du légataire. La raison de cette dérogation paraît être que les travaux de l'esclave étant un produit successif, n'existent pas pour le bénéficiaire tant qu'il ne les a pas réclamés : *opera in actu consistit, nec ante in rerum naturâ est quàm si dies venit quo prestanda est : quemadmodum cum stipulamur quod ex Arethusâ natum erit* (3). Le légataire, dit-on, ayant droit au travail de l'esclave, ne peut jamais demander que le travail actuel, et sa réclamation ne peut s'étendre au passé qu'autant qu'il a été privé injustement des avantages que son droit lui conférait, auquel cas il

(1) *Dig. de usu et usufructu, l.* 7 (XXXIII, 2).
(2) *Dig. Quando dies ususfructus legati, l.* 1, § 2 (VII, 3).
(3) *Dig. de operis servorum, l.* 1 (VII, 7).

pourra réclamer la valeur représentative des *opera* qu'il a perdues. Tant qu'il ne s'adresse point à l'héritier, celui-ci ne lui doit rien, et le testament reçoit son exécution complète, pourvu que le légataire ait la faculté de faire travailler l'esclave dès qu'il le veut.

Aussi, suivant l'opinion de Pothier (1), le texte d'Ulpien ne s'occuperait de la question du *dies cedit* qu'au point de vue de la consistance du legs, et non au point de vue de l'époque de sa transmissibilité. On peut invoquer, à l'appui de cette opinion, l'assimilation faite entre les *operæ* d'un esclave et l'enfant qui doit naître d'une femme esclave. Ces deux choses nous sont présentées comme également éventuelles. Or, quant au part de la femme esclave, nous avons une loi de Papinien (2) qui décide que la *diei cessio* du legs a lieu à l'époque ordinaire et que le legs devient transmissible, bien qu'on ne puisse rien réclamer avant la naissance de l'enfant. *Namque dies legati, cui conditio non adscribitur, quamvis* extrinsecùs *expectanda sit, cedit.*

Nous remarquerons cependant que la loi 7 (*de usufructu*) ne fait aucune distinction relativement aux effets du *dies cedit.* Nous inclinerions donc à voir là une nouvelle bizarrerie du droit des *operæ.* D'ailleurs le jurisconsulte présente la décision qu'il donne comme lui étant personnelle: *Et puto ex die petitionis cas cedere.* Peut-être y avait-il controverse sur ce point.

Une dernière différence entre l'usufruit et le droit aux *operæ legatæ,* c'est que l'usufruit est divisible, tandis que le legs des *operæ* ne l'est pas (3). On peut,

(1) *Pandectæ Justinianeæ, de operis servorum.*
(2) *Dig. Quando dies legatorum cedat, l.* 25, § 1 (XXXVI, 2).
(3) *Dig. ad legem Falcidiam, l.* 1, § 9 (XXXV, 2).

en effet, partager des fruits; mais on ne peut pas partager le travail d'un homme, *nec pars operæ intelligi potest.* On peut dire, il est vrai, que, lorsque l'usufruit s'applique à un esclave, les fruits ne sont autres que les *operæ*. Sans doute que, dans la pensée des jurisconsultes romains, lorsque les *operæ* sont considérés comme des fruits, c'est leur valeur qu'on envisage seulement, tandis que les *operæ legatæ* forment un tout indivisible, comme le serait la servitude d'usage.

Les obligations du légataire des *operæ* quant aux conditions d'exercice de son droit, paraissent être assez analogues à celle de l'usufruitier. Nous avons vu qu'il devait donner caution. Un rescrit de Dioclétien décide d'ailleurs formellement (1) que le légataire ne peut point affranchir l'esclave, ni l'aliéner, *cùm in his dominium non habeat.*

Lorsque l'esclave est du sexe féminin, le propriétaire auquel appartiennent les enfants qui peuvent naître, a quelque intérêt à conserver intact son droit de propriété. Lorsque, au contraire, il s'agit d'un homme esclave, nous ne voyons pas, nous l'avouons, comment les Romains comprenaient les avantages de la propriété. L'esclave est tout entier à la disposition du légataire, et jusqu'à la mort il doit rester au service du légataire et de ses héritiers. Pourquoi obliger le légataire dans ce cas à donner caution? Pourquoi mettre entrave au droit de disposition qui n'appartient alors à personne? Il est difficile de l'expliquer.

Voici pourtant la conjecture que nous proposerions. Il pourrait bien y avoir dans le legs des *operæ* quelque chose d'analogue à la clause d'incessibilité qui existe, en notre droit, à l'égard de certaines libé-

(1) *Cod. Just. de usufructu et habitatione, l.* 9 (III, 33).

ralités. Le testateur, redoutant la prodigalité du légataire, veut lui assurer un revenu qu'il soit obligé de conserver. Il lui lègue pour cela les *operæ* d'un esclave. La propriété de l'héritier est plutôt nominative que réelle; mais elle met un obstacle absolu aux désirs d'aliénation du légataire.

§ IV. — *Quelques conventions relatives aux operæ.*

Nous avons vu que l'usufruitier et le légataire des *operæ* pouvaient louer les services de l'esclave. Souvent même c'est l'esclave qui loue ses propres services; mais alors il représente celui qui doit en profiter. Voici sur ce point une espèce qui se trouve prévue par plusieurs textes. L'esclave donné en usufruit loue ses *operæ* pour un temps déterminé, pour cinq ans par exemple, et il stipule le paiement d'une certaine somme, à raison de tant par année, *in annos singulos certum aliquid stipulatur*. Quel sera le sort de cette stipulation si l'usufruit vient à prendre fin avant l'expiration des cinq années?

Ulpien (1) et Papinien (2) décident avec accord que le propriétaire en profite pour le temps qui reste à courir. Seulement il y a dans l'expression de leur pensée une certaine divergence, que les commentateurs ont relevée. Ulpien représente le propriétaire comme succédant à l'usufruitier dans le bénéfice de la stipulation. Il serait son ayant-droit. *Sequentium (annorum) stipulatio ad proprietarium transit, semel adquisita fructuario, quamvis non soleat stipulatio semel cui quæsita, ad alium transire: nisi ad heredem vel*

(1) *Dig. de usufructu et quemadmodum, l.* 25, § 2 (VII, 1).
(2) *Dig. de stipulationibus servorum, l.* 18, § 3 (XLV, 3).

ad rogatorem. Papinien, au contraire, condamne cette manière de voir : *Non transit ad alterum stipulatio, sed unicuique tantùm adquiritur*. Quand l'esclave stipule, dit-il, on ne sait pas encore pour quel maître sera le bénéfice de la stipulation. L'usufruitier et le nu-propriétaire peuvent également être appelés à le recueillir. Si donc l'usufruit s'éteint alors que le louage dure encore, c'est au nu-propriétaire qu'appartient désormais le prix du louage. Mais il ne succède pas, à proprement parler, à l'usufruitier, puisque l'esclave est censé avoir stipulé pour lui, comme il a stipulé pour l'usufruitier. Cette façon d'exposer nous semble plus juridique que la première.

On applique d'ailleurs le même principe si l'esclave a traité à forfait. *Et si ab initio certam summam propter operas certas stipulatus fuerit, capite deminuto eo, idem dicendum est* (1).

Indépendamment du louage, il peut intervenir un contrat innommé, suivant l'exemple fourni par Marcien (2). *Si operas fabriles quis servi vice mutuâ dedisset, ut totidem reciperet, posse cum præscriptis verbis agere*. Je vous remets mon esclave pour que vous jouissiez de son travail pendant un temps déterminé, et ce, en convenant avec vous que vous me procurerez à votre tour la jouissance d'un de vos esclaves. Mais vous refusez ensuite d'exécuter la convention ; c'est alors que je pourrai agir par l'action *præscriptis verbis*.

Et, ajoute Marcien, cette décision n'a rien de contraire à celle qui fait en pareil cas refuser la répétition de l'indû. La convention *do ut des* engendre une obligation selon le droit des gens, si du moins elle a

(1) *Dig. de usufructu et quemadmodum, l.* 26 (VII, 1).
(2) *Dig. de præscriptis verbis, l.* 25 (XIX, 5).

reçu une exécution partielle; *nam aliud dando, ut aliud reddatur, obligari jure gentium possumus.* Mais la répétion de l'indû ne s'applique qu'à des choses qui peuvent être revendiquées en nature ou qui sont fongibles. Il n'en est point ainsi pour les *operæ*. *Quod autem indebitum datur, aut ipsum repeti debet, aut tantumdem ex eodem genere, quorum neutro modo operæ repeti possunt.*

Sous ce dernier rapport, la doctrine de Marcien souffre d'ailleurs un tempérament. Ce qu'il dit n'est rigoureusement vrai que pour les *operæ officiales*, qu'il est bien difficile d'évaluer pécuniairement; quant aux *operæ fabriles*, Ulpien admet avec raison la possibilité de répéter. Il est bien vrai, dit-il, que les *operæ* ne sont pas des choses fongibles que l'on puisse remplacer les unes par les autres, *nam plerumque robur hominis, ætas temporis opportunitasque naturalis mutat causam operarum, et ideo nec volens quis reddere potest.* Mais on peut estimer le travail de l'esclave, et c'est le montant de cette estimation que l'on répétera. *Sed hæc recipiunt æstimationem, et interdum, licet aliud præstemus, aliud condicimus.*

Il y a enfin une stipulation assez curieuse qui intervient relativement aux *operæ* dans le cas du prêt à grosse aventure. Voici comment elle est indiquée par Papinien : *Pro operis servi trajectitiæ pecuniæ gratiâ secuti, quod in singulos dies in stipulatum deductum est, ad finem centesimæ non ultra duplum debetur. In stipulatione fœnoris post diem periculi separatim interposita quod legitimæ usuræ deerit per alteram stipulationem operarum supplebitur* (1).

Le texte suppose qu'une personne a prêté de l'argent

(1) *Dig. de nav' [illegible]re, l.* 4, § 1 (XXII, 2).

pour une entreprise maritime, et qu'elle a chargé un de ses esclaves d'accompagner le navire jusqu'au port de destination, afin de recevoir là des mains de l'emprunteur le remboursement du prêt. Dans cette hypothèse, on peut stipuler que le débiteur paiera une certaine somme s'il tarde à se libérer. Plus il tardera, en effet, plus longtemps le prêteur sera privé des services de son esclave, et voilà pourquoi la stipulation intervient *pro operis servi*. Mais il pourrait y avoir là un moyen détourné de prélever un intérêt usuraire, car, le navire ayant accompli son voyage, le péril a cessé et avec le péril le droit d'exiger des intérêts supérieurs au taux légal (1). C'est donc ce taux qui devra limiter l'indemnité réclamée comme équivalent des services de l'esclave. Dans tous les cas, au surplus, cette indemnité ne devra pas dépasser le double du capital, de même que les intérêts cessent quand ils se sont accumulés jusqu'au double.

Enfin, si le créancier a stipulé par ailleurs des intérêts pour le retard que l'emprunteur mettrait à le rembourser, et si ces intérêts sont inférieurs au maximum déterminé par la loi (*usuræ legitimæ*), on pourra stipuler accessoirement *pro operis servi*, pourvu que le total des deux stipulations ne s'élève pas au dessus du taux légal.

§ V. — *Estimation des operæ servorum.*

Disons, en terminant, quelques mots des règles à suivre dans l'évaluation que l'on peut être obligé de faire relativement aux *operæ*.

(1) *Pœnam pro usuris stipulari nemo suprà modum usurarum licitum potest.* (*Dig. de usuris. l.* 44 (XXII, 1).

On doit estimer l'esclave eu égard au profit que l'on peut en retirer, et pour cela il faut tenir compte de la condition de l'esclave. *Cum de operis servi artificis agitur, pro modo restituendæ sunt; sed mediastini secundum ministerium* (1).

L'esclave artisan est estimé suivant son habileté, on le compare aux ouvriers de même espèce. Le *mediastinus*, ou l'esclave qui n'a pas de profession déterminée (2), n'a d'autre valeur que celle des services qu'on obtient de lui. Tout dépend donc de l'emploi auquel on l'applique. *Non hic pro modo peritiæ æstimatur; cum nulla desideretur in mediastinis, vili genere mancipiorum quæ ad infima ministeria in quibus nullâ peritiâ opus est adhibeantur* (3).

Si l'esclave est incapable de fournir aucun travail utile, comme l'enfant de cinq ans, on ne tient pas compte des *operæ*.

On néglige de même le prix d'affection que l'esclave peut avoir au regard de son maître. *Voluptatis vel affectionis æstimatio non habebitur, veluti si dilexerit cum dominus aut in deliciis habuerit* (4).

On déduit d'ailleurs de l'évaluation des *operæ* les dépenses nécessaires qui ont été faites par le possesseur de l'esclave. Ce sont des fruits, dit Gaius, que l'on ne doit compter que déduction faite de ces dépenses; *ut in cæteris rebus fructus, deductis necessariis impensis, intelligitur, ita et in operis servorum* (5). C'est ainsi que les frais de maladie (6)

(1) *Dig. de operis servorum, l.* 6 *pr.* (VII, 7).

(2) *Videtur dici mediastinus quod in medio stet servus expositus omnibus* (Gérard Noodt).

(3) Pothier. *Pand. Just. de operis servorum.*

(4) *Dig. de operis servorum, l.* 6, § 1.

(5) *Ibid., l.* 4.

(6) *Dig. de usufructu et quemad., l.* 45 (VII, 1).

doivent toujours être comptés, car les soins donnés à l'esclave ont eu pour objet la conservation de la chose elle-même.

III

DES ACTIONS AUXQUELLES PEUT DONNER LIEU L'EMPLOI DES ESCLAVES

Après avoir parlé des *operæ servorum* et des droits qui s'y rapportent, nous devons maintenant envisager les obligations dont elles peuvent être la source, et les actions qu'elles peuvent engendrer contre celui qui a le bénéfice des travaux de l'esclave.

C'est un principe constant que le maître ne peut être obligé par le fait de son esclave; mais ce principe, qui souffre exception, d'après le droit civil, quand l'esclave commet un délit, a reçu également du droit prétorien un double tempérament.

D'une part, si le patrimoine du maître s'est accru par suite des agissements de l'esclave, les tiers qui ont traité avec ce dernier peuvent s'adresser au maître par l'action *de in rem verso*, ou par l'action *de peculio*, si l'esclave possède un pécule. Ils peuvent encore intenter l'action *tributoria*, si l'esclave a fait le commerce avec les marchandises comprises dans son pécule.

D'autre part, et ce cas est celui qui doit surtout attirer notre attention, il se peut que l'esclave ait agi d'après les instructions formelles que son maître lui

a données ou du moins d'après l'autorisation tacite qu'il en a reçue.

Dans cette hypothèse, nous rencontrons une action générale, l'action *quod jussu*, et deux actions spéciales appelées l'une *exercitoria*, et l'autre *institoria* (1).

Ce ne sont point d'ailleurs là, à proprement parler, des actions nouvelles. Le préteur accorde aux créanciers les mêmes actions qu'ils auraient eues si la personne avec laquelle ils ont contracté avait été libre (2). Seulement, pour les approprier à la circonstance, il ajoute quelque chose à la formule ordinaire de l'action. Et c'est pour cela que plusieurs commentateurs appellent ces actions *adjectitiæ qualitatis*, parce qu'en effet on leur ajoute une qualité nouvelle.

§ I. — *Action quod jussu.*

Quand un esclave contracte avec des tiers en vertu de l'ordre de son maître, il est juste que celui-ci soit engagé envers ceux qui ont reçu la promesse du serviteur.

Car, ainsi que le fait remarquer Gaius, c'est la foi du maître et non celle de l'esclave que les contractants ont suivie en pareil cas. *Si jussu patris dominive negotium gestum erit, in solidum prætor actio-*

(1) L'action *quod jussu* s'applique également au *filius familiis* et à l'esclave; les actions *exercitoria* et *institoria* s'appliquent même au cas où les préposés sont des personnes *sui juris*. Nous nous placerons toujours dans l'hypothèse spéciale d'un maître et de son esclave.

(2) Aussi Cujas dit-il avec raison, en parlant de l'action *institoria* : *Hæc actio omnibus contractibus aptatur et multas actiones complectitur.*

nem in patrem dominumve comparavit, et rectè : quia qui ita negotium gerit, magis patris dominive quàm filii servire fidem sequitur (1). Et Ulpien (2) dit, de son côté, que l'on peut considérer le maître comme ayant contracté lui-même : *Nam quodammodo cum eo contrahitur qui jubet.*

La volonté du maître peut se manifester de différentes manières. Il suffit, pour qu'il y ait lieu à l'action *quod jussu*, que cette volonté ne soit point douteuse : *Jussum autem accipiendum est sive testato quis, sive per epistolam, sive verbis, aut per nuncium.* Le *jussus* peut d'ailleurs être spécial à une affaire déterminée ou donné d'une façon générale (3). On peut charger l'esclave de faire simplement telle opération, ou au contraire, lui confier le soin de conduire une suite d'affaires et lui donner mission de passer avec les tiers toutes les conventions qui peuvent s'y rattacher.

Cela est important ; car la responsabilité du maître, au point de vue qui nous occupe, se mesure sur l'étendue des pouvoirs qu'il a donnés à son esclave (4). Seulement le maître qui emploie des termes généraux est présumé accepter tous les engagements que l'esclave pourra prendre. Et cela est juste. Les tiers ne doivent point souffrir de l'imprudence du maître, et, s'il veut limiter sa responsabilité, il doit avoir soin de dire clairement quels sont les actes qu'il permet de faire à son esclave.

De même s'il est libre de révoquer à son gré le *jussus* qu'il a donné, cette révocation, pour être vala-

(1) Gaius. *Com.*, IV, § 70.
(2) *Dig. Quod jussu, l.* 1 *pr.* (XV, 4).
(3) *Eod. tit., l.* 1, § 1.
(4) *Dig. Quod jussu,* l. 3.

ble, doit être notifiée à ceux qui pourraient traiter sur la foi du premier *jussus* (1).

Quand un esclave contracte sans avoir reçu d'ordre et que le maître approuve ensuite ce qu'il a fait, cette ratification équivaut au *jussus* qui aurait pu intervenir avant le contrat, et la même action est donnée contre le maître (2).

Mais qu'arriverait-il si le maître était intervenu comme fidéjusseur pour garantir l'engagement pris par son esclave? Dans ce cas, Ulpien décide, après Marcellus (3), que le créancier n'aura aucun recours par l'action *quod jussu,* et cela bien que la fidéjussion soit nulle. Cette décision paraît bien dure; car enfin, comment admettre que le maître n'autorise pas un contrat qu'il vient lui-même cautionner? La raison qui a déterminé les jurisconsultes romains est toute juridique. Il y a, disent-ils, une sorte de contradiction entre les termes de la fidéjussion et du *jussus.* Le fidéjusseur garantit la dette d'une autre personne, tandis que le maître qui autorise son esclave agit en réalité pour soi. Dans notre hypothèse, il s'est comporté comme s'il était étranger à l'engagement pris par son esclave, *quasi extraneus intervenit,* il n'a donc rien autorisé. D'autre part, il ne pouvait valablement se porter fidéjusseur, *inutiliter fidejusserit;* mais cette nullité de l'engagement apparent qu'il a pris ne saurait donner de la force à un engagement qu'il n'a point pris.

Si l'esclave a plusieurs maîtres et qu'un seul d'entre eux lui ait donné l'ordre d'agir, les autres ne

(1) *Eod. tit., l.* 1, § 2.
(2) *Edd. leg.*, § 6.
(3) *Edd. leg.*, § 5.

seront point obligés; mais si tous sont intervenus pour charger l'esclave d'une affaire, les tiers auront action pour le tout contre chacun d'eux. *Si unus ex servi dominis jussit contrahi, is solus tenebitur; sed si duo jusserunt, cum quovis* in solidum *agi potest : quia similes sunt duobus mandantibus* (1).

Nous pensons d'ailleurs qu'il s'agit ici d'une obligation *in solidum* et non pas corréale, pour nous servir de l'expression adoptée par les commentateurs. En effet, nous ne trouvons point ici une convention expresse de solidarité, et l'assimilation qui est faite de la position des donneurs d'ordre à celle des comandants, nous indique qu'on doit la régler par les mêmes principes, c'est-à-dire en repoussant les conséquences rigoureuses de la corréalité. Or, pour qu'une obligation corréale puisse naître d'un contrat de bonne foi comme le mandat (ce qui d'ailleurs est contesté), il faut que les contractants aient entendu se lier ainsi. A défaut de pacte formel, c'est la solidarité simple qui est présumée.

Jusqu'ici nous avons parlé du maitre de l'esclave, sans faire de distinction quant à la nature de son droit; mais nous devons ajouter que l'action *quod jussu* s'applique non pas seulement au propriétaire, mais encore à tous ceux à qui appartiennent les *operæ* de l'esclave. L'usufruitier (2), l'usager (3), le possesseur de bonne foi, et nous ajouterons le légataire des *operæ*, peuvent se trouver soumis à cette action. Tous ceux en effet qui ont droit au travail de l'esclave peuvent le charger de gérer leurs affaires,

(1) *Dig. quod jussu, l.* 5, § 1.
(2) *Dig. quod jussu, l.* 1, § 8.
(3) *Dig. de peculio, l.* 2 (XV, 1).

de traiter avec des tiers, il est naturel qu'ils soient tous tenus de la même façon.

Voyons enfin comment devait être rédigée la formule dans l'action *quod jussu*.

On conservait le cadre de la formule qui conviendrait à l'action ordinaire née du contrat passé par l'esclave, et, soit dans la *demonstratio*, soit dans l'*intentio*, on plaçait une *adjectio* faisant mention du *jussus*. La *condemnatio* sera d'ailleurs dans le nom du maître. Ainsi, dans l'hypothèse d'un contrat de vente, voici comment, d'après Keller (1), on peut vraisemblablement supposer que la formule était rédigée :

Quod Numerii jussu Sticho M medimnos tritici Aulus vendidit, quidquid ob eam rem Stichum Aulo, si liber esset, *dare facere oporteret ex fide bonâ Numerium Aulo condemna*.

Nous devons ajouter que la nécessité de cette condition, *si liber esset*, n'est pas admise par tous les auteurs. Nous pensons avec le romaniste Allemand (2), que, l'esclave ne pouvant être civilement obligé, il fallait bien introduire une fiction dans la formule, pour pouvoir parler de son obligation. On peut l'induire d'ailleurs d'un texte de Venuleius (3) qui semble se rapporter à cette condition de la formule.

§ II. — *Action exercitoria.*

Lorsqu'un maître prépose son esclave à une entreprise maritime, il est censé lui donner pouvoir de faire tous les actes qui intéressent cette entreprise. Et

(1) *De la procédure civile et des actions*, § 32.
(2) *Sic* M. Demangeat, *Obligations solidaires*, p. 349.
(3) *Dig. de duobus reis*, *l.* 12, § 1 (XLV, 2).

de même que le *jussus* fait naître une action contre le donneur d'ordre, de même la charge confiée à l'esclave navigateur motive une action spéciale, appelée *exercitoria* (1).

Tum autem exercitoria locum habet cùm pater dominusve filium servumve magistrum navis præposuerit (2).

On appelle *exercitor* (et de là le nom donné à l'action) celui qui perçoit les produits de la navigation, soit comme propriétaire, soit comme usufruitier ou locataire du navire. *Exercitorem autem dicimus ad quem obventiones et reditus omnes perveniunt, sive is dominus navis est, sive a domino per aversionem conduxit, vel ad tempus vel ad perpetuum* (3). C'est l'armateur des temps modernes.

Celui qui a la conduite du navire s'appelle *magister navis* (4) ; c'est le capitaine actuel. Il peut y avoir plusieurs *magistri ;* dans ce cas, il est vraisemblable qu'un seul remplissait les fonctions de capitaine, *cui totius navis cura mandata est* (5). Les autres *magistri* n'étaient que des facteurs chargés des soins du commerce.

Peu importe la nature du navire et le genre de navigation, au point de vue de la responsabilité de

(1) L'action *exercitoria* présentait d'autant plus d'intérêt que le commerce était interdit aux grands de Rome, et qu'ils devaient forcément recourir à des intermédiaires pour les opérations mercantiles.

La loi Julia défendait absolument aux sénateurs d'avoir des vaisseaux (*Dig. de vacat. et excus., l.* 3) ; des constitutions impériales défendaient de même tout trafic aux gouverneurs des provinces (*Dig. de reb. credit., l.* 33 ; *de jure fidei. l.* 46, § 2).

(2) Gaïus. *Com.*, IV, § 71.

(3) *Dig. de exercitoria actione, l.* 1, § 15 (XIV, 1).

(4) *Edd leg.*, § 1.

(5) *Ibid.*

l'armateur. L'action *exercitoria* s'applique aussi bien dans le cas d'une barque allant sur les fleuves, que dans celui d'un vaisseau faisant des voyages de long cours (1).

Sous plusieurs rapports, l'action *exercitoria* est régie par les mêmes principes que l'action générale *quod jussu*. Ainsi la responsabilité du préposant ne s'étend pas au delà des actes qu'il a chargé son esclave de faire; *non autem ex omni causâ prætor dat in exercitorem actionem, sed ejus rei nomine cujus ibi præpositus fuerit* (2). D'ailleurs, la mission de l'esclave a pu être nettement déterminée ou bien le maître a pu se contenter de lui confier la direction du navire et les soins du trafic, sans rien préciser. Dans le premier cas, on devra se reporter aux termes des instructions données à l'esclave: *Præpositio certam legem dat contrahentibus*. Dans le second cas, on admet le recours des tiers, pour tous les actes compris dans les fonctions ordinaires d'un capitaine ou d'un trafiquant, mais non pour les actes qui seraient étrangers à ces fonctions.

On suppose toujours, au surplus, que le *magister navis* est autorisé à faire les actes nécessaires à la conservation du navire, par exemple, à emprunter de l'argent pour effectuer les réparations indispensables (3).

Mais ici se pose une question. Pour que l'*exercitor* soit tenu, faut-il que réellement l'argent emprunté ait servi à l'usage auquel on le disait destiné? — Non, dit Ulpien (4), la faute du préposé ne devant

(1) *Dig. de exercitoriâ actione*, § 6.
(2) *Edd. leg.*, §§ 7, 12.
(3) *Edd. leg*, *l.* 1, § 8.
(4) *Edd. leg.*, § 9.

nuire qu'à son maître, *imputaturum sibi cùr talem præposuerit.* Il n'en serait plus de même si le prêteur avait négligé de faire mention, en prêtant ses fonds, de l'emploi qui devra en être fait. Dans ce cas, il s'en est remis à la bonne foi du *magister*, et n'a pu compter sur un recours direct contre l'armateur (1).

De plus, suivant la doctrine d'Africanus, si l'on n'exige pas que le prêt ait servi à la réparation du navire, il faut cependant que le prêteur ait pu raisonnablement croire que ses fonds auraient la destination indiquée. Ainsi doit-il s'assurer que le navire a besoin de réparations. De même si le *magister navis* prétendait vouloir acheter une voile dans un lieu où il n'y en a point à vendre, on ne devrait pas lui prêter de l'argent pour ce prétendu achat. En résumé, dit le jurisconsulte, celui qui traite avec le *magister* doit apporter quelque circonspection, *et in summâ aliquam diligentiam in eâ re creditorem debere præstare* (2).

S'il y a plusieurs *magistri* et que leurs attributions respectives ne soient point fixées, les actes de chacun d'eux obligent l'*exercitor*. Si, au contraire, celui-ci a eu la précaution de diviser leurs fonctions, il n'est obligé que dans la mesure du mandat plus ou moins étendu qu'il leur a donné (3). De même le préposant pourrait dire que l'un de ses commis ne pourra pas agir sans l'autre, *ne alter sine altero quid gerat.* Dans ce cas, les tiers ne pourraient pas valablement se contenter de la promesse d'un seul.

Comment la volonté de l'*exercitor* doit-elle se ma-

(1) *De exercit. act., l.* 1, § 9.
(2) *Dig. eod. tit., l.* 7.
(3) *Eod. tit., l.* 1, §§ 13, 14.

nifester ? Les textes ne mentionnent aucune forme spéciale. Il nous paraît pourtant vraisemblable que le *magister navis* était ordinairement muni d'une pièce émanée de son maître et indiquant la mission qui lui avait été confiée. Sans cela, comment les tiers auraient-ils pu connaître toutes les réserves dont nous venons de parler ?

Nous trouvons, à ce sujet, une dérogation remarquable au principe de l'autorité du maître pour circonscrire les pouvoirs de son esclave. A défaut de toute autorisation, et ce qui est plus fort, malgré la défense qui lui en a été faite, le *magister navis* peut se faire remplacer par une autre personne. Et ce remplaçant, en agissant à la place du premier *magister*, oblige l'*exercitor* de la même manière que s'il avait été préposé directement par lui (1). — Une raison d'utilité publique, les besoins de la navigation, ont fait admettre cette exception aux règles communes, *eò usque producendam utilitatem navigantium*.

Si plusieurs personnes copriétaires d'un esclave l'emploient en même temps pour une entreprise maritime, tous ces *exercitores* seront tenus *in solidum* de l'action *exercitoria* (2). Nous nous référons d'ailleurs à ce que nous avons dit de cette solidarité à propos de l'action *quod jussu*.

Il peut se faire qu'un esclave, ayant un pécule, se fasse lui-même armateur et qu'il prépose un *magister* à la conduite de son navire. Dans ce cas, quelle sera la situation du maître ?

Si l'armement a été autorisé par ce dernier, s'il a eu lieu *voluntate ejus*, l'action *exercitoria* est donnée

(1) *De exercit. act., l.* 1, § 5.
(2) *Did. de act. exerc., l.* 1, § 2.

contre lui, comme s'il avait directement préposé le *magister*. Si l'armement a simplement été fait à sa connaissance, sans qu'il l'ait autorisé, Paul n'admet que l'exercice de l'action *tributoria* (1), et son opinion est partagée par Ulpien, qui présente cependant la question comme douteuse (2). Si l'armement avait été fait à l'insu du maître, il n'y aurait de possible que l'action *de peculio*.

Toute personne, pourvu qu'elle soit capable, peut faire un armement et se soumettre ainsi à l'action *exercitoria* (3). Pour les femmes, on s'était, paraît-il, demandé si la prohibition d'intercéder qui leur est faite par le sénatus-consulte Velléien ne met point obstacle à leur engagement. Mais cette objection était peu sérieuse; car, ainsi que le fait remarquer Pothier, la femme ne garantit point ici l'obligation d'une autre personne, mais elle est réputée s'être obligée par le fait de son préposé. Une décision de Dioclétien et Maximien a consacré cette interprétation (4).

Nous n'avons jusqu'ici parlé que du recours des tiers contre le maître de l'esclave, et non du recours qu'il aurait inversement avoir contre eux. Nous l'avons d'ailleurs supposé propriétaire de l'esclave. Dans cette hypothèse comme dans tous les cas où le préposant a un droit réel sur l'esclave, il n'a besoin d'aucune action particulière contre ceux qui traitent avec le *magister navis*, parce que l'esclave en stipulant fait acquérir à son maître tout le bénéfice de la stipulation. Si au contraire l'*exercitor* n'est que locataire de l'esclave, il n'acquiert pas directement par

(1) *Did. de act. exerc., l.* 6.
(2) *L.* 1, § 20.
(3) *Edd. leg.*, § 16.
(4) *Cod. de institoriâ et exercitoriâ, l.* 1 (IV, 25).

lui, et pour atteindre les tiers il doit s'adresser à son bailleur pour que celui-ci lui cède les actions, qui appartiennent au propriétaire de l'esclave (1).

Il peut aussi arriver que le propriétaire contracte avec son propre esclave dont il a loué les services et qui se trouve *magister navis*. Dans cette hypothèse, le maître acquiert comme toute autre personne l'action *exercitoria* contre l'armateur; mais, réciproquement, ce dernier peut lui réclamer par l'action *locato* tout ce qu'il aurait obtenu si une personne étrangère avait traité avec l'esclave et qu'elle se fût obligée (2).

L'action *exercitoria* est perpétuelle, et diffère en cela de l'action *de peculio,* qui ne peut plus être exercée après l'année qui suit la mort ou l'aliénation de l'esclave (3).

Pour la rédaction de la formule *exercitoria,* on suivait un procédé analogue à celui que nous avons mentionné pour l'action *quod jussu*. Ainsi, toujours d'après Keller (4), voici comment le prêteur devait s'exprimer:

Si paret Titium magistrum Aulo HS. X. M. *dare oportere, judex Numerium exercitorem Aulo* HS. X. M. *condemna; si non paret, absolve.*

Ou bien, en plaçant l'*adjectio* dans la *demonstratio: Quod Aulus Titio magistro* M. *medimnos tritici vendidit, quâ de re agitur, quidquid ob eam rem Titium Aulo dare facere oportet, ex fide bonâ ejus Numerium Aulo condemna.* On ajouterait d'ailleurs la restriction *si liber esset,* toutes les fois que le *magister* est un esclave, comme nous le supposons.

(1) *Dig. de exercitoriâ actione, l.* 5 *pr.*
(2) *Ibid.*
(3) *Dig. de actione exercit., l.* 4, § 4.
(4) *Loc. hab.*

§ III. — *Action institoria.*

En même temps que l'action *exercitoria,* le préteur admet une action nommée *institoria* au profit de ceux qui auraient contracté avec un esclave chargé de faire un commerce quelconque. On appelle *institor* ce préposé: *Quicunque negotio præpositus sit institor rectè appellabitur* (1). Peu importe, au surplus, qu'il tienne une boutique (*tabernæ*) ou qu'il fasse autrement le commerce. *Institor est qui tabernæ locove ad emendum vendendumque præponitur, quique sine loco ad eumdem actum præponitur* (2).

L'action *institoria* a de nombreuses analogies avec l'action *exercitoria.*

Le maître de l'esclave n'est tenu de l'action *institoria* que dans la mesure des pouvoirs qu'il lui a donnés. Ici encore on devra examiner si l'autorisation est générale ou restreinte à certains actes. *Non tamen omne quod cum institore agitur, obligat eum qui præposuit; sed ità, si ejus rei gratiâ cui præpositus fuerit contractum est, id est, duntaxat ad id ad quod eum præposuit* (3). Les textes font différentes applications de ce principe.

Si d'ailleurs l'esclave est préposé à la garde d'une boutique, il y a présomption que son maître l'a autorisé à y faire le commerce, et cette présomption fait accorder aux tiers l'action *institoria.* Pour échapper à la responsabilité qui pèse sur lui, le maître doit avoir soin de rendre publiques ses volontés, et cela par

(1) *Dig. de institoria actione, l.* 5 *pr.* (XIV, 3). *Institor appellatus est ex eo quod negotio instet.* (L 3).

(2) *Eod. tit., l.* 18.

(3) *Dig. de inst. act., l.* 5, § 2.

une affiche apparente placée comme enseigne sur la boutique. Cette affiche peut comprendre une interdiction absolue du commerce : *Cum Januario servo meo geri negotium veto* (1). Elle peut aussi poser simplement certaines conditions aux actes passés par l'esclave (2).

Lorsque plusieurs personnes préposent un même esclave à une opération commerciale, toutes sont tenues *in solidum* de l'action *institoria* (3).

Dans le cas où l'*institor* n'appartient pas à celui qui lui a confié la gestion de ses affaires, on suit les mêmes règles que pour les rapports de l'*exercitor* avec les tiers (4). Julien, prévoyant l'hypothèse où l'*institor* est un esclave, *vicarius,* dont les *operæ* ont été louées par l'*ordinarius,* et avec lequel son maître a contracté, donne à celui-ci une action utile contre le locataire préposant (5). Suivant Pothier, cette action n'est autre que l'action ordinaire; le jurisconsulte voulant dire seulement qu'elle est efficace (6).

La véritable action *utile* est celle dont Papinien parle dans la loi 19, et qu'il dit applicable à celui qui a chargé un mandataire de recevoir des prêts d'argent. *In eum qui mutuis accipiendis pecuniis præposuit, utilis ad exemplum institoriæ dabitur actio.* Dans ce cas, en effet, le *procurator* ne peut être considéré comme un *institor ;* car il n'a point la direction des affaires du mandant; son rôle se borne à recevoir les fonds: *Nec enim præest quæstuariæ*

(1) *Dig. de peculio, l.* 47 *pr.* (XV, 1).
(2) *De inst. act., l.* 11, § 5.
(3) *Eod. tit., l.* 13, § 2.
(4) *Eod. tit., l.* 11, § 8.
(5) *L.* 12.
(6) Pothier, *ad Pandect., lib.* XIV, *tit.* 3, § 11.

negotiationi, dit encore Pothier. C'est donc par extension de l'action *institoria,* qu'on peut poursuivre le mandant (1).

Comme l'action *exercitoria,* l'action *institoria* est perpétuelle et transmissible, *novissimè sciendum est has actiones perpetuò dari, et in heredem et heredibus* (2).

Voyons maintenant quelques différences qui existent entre ces deux actions.

L'*exercitor* ne peut pas comme le *magister navis* se faire remplacer (3) sans le consentement du maître. Il n'y a pas, a-t-on justement pensé, les mêmes raisons d'urgence pour le commerce terrestre que pour le commerce maritime.

Si l'*institor* est établi par une personne qui n'est pas *sui juris,* alors même que le *paterfamiliàs* y eût consenti, les tiers n'ont point l'action *institoria* contre lui (4). Ils ne pourraient agir que par l'action *de peculio* ou *de in rem verso* ou encore par l'action *tributoria* (5).

La formule de l'action *institoria* était rédigée de la même façon que celle de l'action *exercitoria.*

§ IV. — *Actions de peculio, de in rem verso et tributoria.*

Disons maintenant quelques mots des autres actions qui peuvent être intentées contre le maître, à raison du fait de son esclave. En laissant de côté l'action née des délits, qui ne rentre pas dans le cadre que nous

(1) *De inst. act., l.* 19 *pr.*
(2) *Eod. tit., l.* 15.
(3) *Dig. de exerc. act., l.* 1, § 15.
(4) *Dig. de exercit. act. l.* 1, § 20.
(5) *De inst. act., l.* 11, § 7.

nous sommes tracé, nous trouvons l'action *de peculio* et *de in rem verso* et l'action *tributoria.* Ces actions se distinguent de celles que nous venons d'examiner, en ce qu'on ne suppose plus que le maître ait contracté par l'intermédiaire de son esclave. Au lieu de le poursuivre pour le tout comme personnellement obligé, on ne s'adresse à lui qu'à raison du profit qu'il a retiré, ou est censé avoir retiré des actes de l'esclave.

A. — L'action *de peculio* est accordée à toute personne qui a traité avec un esclave possesseur d'un pécule. Par cette action, le maître est tenu de payer les dettes de l'esclave jusqu'à concurrence du pécule qu'il lui a confié. A cette action est intimement liée l'action *de in rem verso.* Justinien dit même qu'il n'y a qu'une seule action *de peculio* et *de in rem verso,* mais que cette action comprend deux condamnations distinctes (1). Tout ce qui est dans le pécule doit servir à désintéresser les créanciers de l'esclave (le maître lui-même peut être réputé créancier et, dans ce cas, il est payé de préférence à tout autre); mais en outre, l'engagement pris par l'esclave peut avoir tourné au profit de son maître. L'esclave peut, par exemple, avoir emprunté de l'argent pour payer les dettes propres de son maître. Dans ce cas, soit qu'on considère le maître comme obligé envers ceux qui ont fourni l'argent dont il s'est enrichi, soit encore qu'on le considère fictivement comme débiteur du pécule, il doit être condamné à payer aux créanciers de l'esclave tout ce qui lui a profité, indépendamment de la valeur actuelle du pécule (2). On dit qu'il y a deux con-

(1) *Inst. lib.* IV, *tit.* VII, § 4.

(2) Voici comment M. Demangeat construit, pour l'hypothèse d'un commodat accepté par un fils de famille, l'action *de peculio* contre le

damnations, parce que le juge saisi de l'action *de peculio* doit en même temps examiner et ce que vaut le pécule et ce dont le maître a profité. Ce double examen fait, il condamne le maître à raison des circonstances, soit à raison du pécule, soit à raison de l'intérêt qu'il a eu aux actes de l'esclave. C'est en ce sens que Paul dit que l'action *de in rem verso* est contenue dans l'action *de peculio, in quam actionem venit, et quod in rem versum est* (1).

Seulement, il pourrait se faire que l'action *de peculio* ne fût plus recevable alors que l'action *de in rem verso* peut encore être intentée. Dans ce cas, il serait utile de mentionner expressément que l'on agit par cette dernière voie, *quæ tamen adjectio necessaria esset, cum annus post mortem filii excessit.* L'action *de peculio* cesse, en effet, lorsqu'il s'est écoulé un an depuis l'aliénation, l'affranchissement ou la mort de l'esclave (2).

L'action *de peculio* et *de in rem verso* peut très-bien être intentée dans le cas des actions *quod jussu* et des actions *exercitoria* et *institoria.* On comprend d'ailleurs que celles-ci, qui sont données pour le tout contre le maître, sont en général bien plus avantageuses que l'action *de peculio.*

B. — L'action *tributoria* a lieu dans une hypothèse spéciale, celle où l'esclave fait le commerce avec des marchandises contenues dans son pécule, et

paterfamilias : Quod Titius Seio, filiofamilias, mensam argenteam commodavit, quâ de re agitur, quidquid ob eam rem Seium Titio dare facere oportet ex fide bonâ ejus. Id judex Gaium patrem de peculio, aut quod in rem Gaii patris versum est, condemnato. La même formule s'appliquerait avec des changements de détail au cas d'un esclave.

(1) *Dig. de in rem verso, l.* 19 (XV, 3).

(2) *Dig. Quando de peculio, l.* 1, *pr.* (XV, 2).

cela à la connaissance de son maître (1). Ceux qui ont traité avec l'esclave ont le droit de demander que les marchandises et le profit retiré du commerce soient partagés proportionnellement entre les créanciers de l'esclave. Le maître vient également ici comme créancier, mais il n'a aucun droit de préférence. *Quidquid in his mercibus erit, quidque indè receptum erit, id inter dominum, si quid ei debetur, et ceteros creditores pro ratâ portione distribuatur.*

L'action *tributoria* ne peut jamais se trouver en concours avec les actions *exercitoria* et *institoria;* car elle repose sur une donnée toute différente. L'*institor* fait le commerce avec les marchandises de son maître, tandis que, dans le cas de l'action *tributoria,* il s'agit de marchandises contenues dans le pécule. *Neque enim potest habere locum tributoria in merce dominicâ* (2).

Les actions *de peculio* et *tributoria* peuvent d'ailleurs concourir entre elles, et elles ont chacune des avantages particuliers. La première s'exerce sur tout le pécule, la seconde ne s'applique qu'à une partie du pécule, mais elle permet d'éviter le prélèvement que le maître est autorisé à faire sur le pécule, s'il est créancier de son esclave.

§ V. — *Actions directes données pour et contre le maître.*

A. — Après avoir parlé dans ses *Institutes* (3) des actions *adjectitiæ qualitatis,* Justinien ajoute que le créancier a de plus une action directe contre le mai-

(1) *Inst. lib.* IV, *tit.* VII, § 3.
(2) *Dig. de inst. act., l.* II, § 7.
(3) *Inst. lib.* IV, *tit.* VII, § 8.

tre do l'osclave. *Illud in summâ admonendi sumus, id quod jussu patris dominive contractum fuerit; quodque in rem ejus versum erit, directò quoque posse a patre dominove condici, tanquam si principaliter cum ipso negotium gestum esset. Ei quoque qui vel exercitoriâ vel institoriâ actione tenetur, directò posse condici placet, quia hujus quoque jussu contractum intelligitur.*

On explique facilement le concours de cette action civile avec les actions prétoriennes, en admettant que celles-ci l'ont précédée dans leur institution. La jurisprudence a commencé par ouvrir la voie, et plus tard le droit civil est venu consacrer ce que le préteur avait avec quelques détours déjà établi.

Mais après l'introduction de l'action civile, les actions prétoriennes ont-elles conservé dans certains cas une application exclusive? Quelques auteurs le pensent (1). Les textes, disent-ils, permettent d'intenter la *condictio,* mais cette action n'est pas toujours possible. Elle n'a lieu qu'autant que le contrat intervenu est un de ceux qui la produisent naturellement par eux-mêmes. Ainsi, que l'esclave, sur l'ordre de son maître, emprunte de l'argent, le prêteur pourra intenter la *condictio*, car il s'agit d'un *mutuum.* Si au contraire l'esclave avait fait un achat, le vendeur ne pourrait agir que par l'action *venditi,* en y ajoutant *l'adjectio quod jussu.*

Nous pensons, au contraire, que telle n'est point la doctrine des jurisconsultes romains. Suivant eux, la *condictio* paraît devoir être admise en thèse générale, et Paul, en parlant des actes d'un *institor*, ne fait aucune distinction (2). Voici comment s'explique cette décision.

(1) Bonjean. *Traité des actions*, t. 2, p. 294.
(2) *Dig. de rebus creditis, l.* 29 (XII, 1); *De inst. act., l.* 17, § 5.

Toutes les fois que le maître s'enrichit à l'occasion des agissements de son esclave, il est tenu de rendre aux tiers ce qui est passé de leur patrimoine dans le sien. Et c'est au moyen de la *condictio* qu'ils agissent contre lui; car, ainsi que le reconnaît Bonjean lui-même, il y a lieu à *condictio* dans tous les cas « où une personne a reçu quelque chose qu'elle n'avait aucun prétexte honnête de retenir ». Il y a beaucoup d'applications de ce principe (1), et, indépendamment de celle qui se fait dans le cas de l'action *de in rem verso*, nous pouvons ajouter que, pour l'action *quod jussu* et les actions *exercitoria* et *institoria*, c'est toujours l'équité qui demande que le maître supporte les dettes contractées par l'esclave, comme il profiterait des bénéfices acquis. On peut dire aussi que la *condictio* a pour objet de répéter contre lui une sorte de prêt, un *creditum*, que lui ont fait les tiers en traitant avec l'esclave et en suivant sa foi. C'est donc le cas d'appliquer ce que Ulpien dit en parlant des *res creditæ* et de la *condictio*, qui peuvent se trouver implicitement contenues dans tous les contrats (2).

B. — Inversement, on est venu accorder au préposant d'un esclave qui ne lui appartient pas, une action directe contre les tiers.

Nous avons dit, en effet, qu'on pouvait employer comme *magister navis* ou *institor* un esclave simplement loué, mais que dans ce cas, le préposant, ne pouvant agir directement contre ceux qui traitaient avec l'esclave, devait s'adresser au propriétaire et lui demander par l'action *ex locato* la cession des actions que l'esclave lui avait fait acquérir.

(1) *Dig. de rebus creditis, l.* 23 et 32.
(2) *Dig. de reb. cred., l.* 1 *et l.* 9 *pr.*

Ce recours indirect pouvait avoir de graves inconvénients si le propriétaire de l'esclave était insolvable. Aussi Gaius et Marcellus (1) donnent une action directe au préposant, *si modò aliter rem suam servare non potest.* Ces deux auteurs ne parlent d'ailleurs que d'un *institor*; mais nous pensons que leur opinion doit être généralisée. On peut invoquer par analogie la décision donnée relativement aux marins, lorsqu'un vol a été commis sur des objets confiés à leur garde (2).

Il y a aussi un texte qui accorde à l'*exercitor* une action directe (3); mais il s'agit dans ce texte d'une faveur accordée à ceux qui font des approvisionnements de blé: *solent planè præfecti propter ministerium annonæ, item in provinciis præsides provinciarum, extrà ordinem eos juvare ex contractu magistrorum.* Il est probable d'ailleurs que, dans tous les cas, c'était par cette voie, *extra ordinem,* qu'il fallait procéder.

(1) *Dig. de inst. act., l.* 1 *et* 2.
(2) *Dig. Nautæ, Caupones, l.* 4 *pr.* (IV, 9).
(3) *Dig. de exercit. act., l.* 1, § 18.

DROIT FRANÇAIS

DU TRAVAIL INDUSTRIEL DES ENFANTS ET DES FEMMES

INTRODUCTION

La liberté du travail est un des premiers principes de notre législation, et nous n'avons point ici à en discuter le mérite; mais ce principe comporte, dans son application, certaines restrictions que nous devons étudier.

Le législateur a, en effet, le droit de veiller à la conservation des forces sociales, et quand l'abus de la liberté individuelle met en péril la moralité ou la santé publique, il peut légitimement intervenir pour réprimer cet abus. C'est ainsi que nous comprenons les lois qui protégent l'homme contre lui-même en fixant une limite à la durée de son travail journalier, ou qui sanctionnent, dans un haut intérêt social, l'observation du repos dominical.

Mais c'est surtout lorsqu'il s'agit des faibles, que la loi doit veiller à ce que leurs intérêts physiques et moraux ne soient point sacrifiés par la spéculation de ceux qui les emploient. En réglementant le travail

des enfants, on ne fait que répondre à un sentiment profond de la conscience publique et à un besoin de conservation, que la société réclame impérieusement.

Il ne faut pas que, sous le vain prétexte des exigences de l'industrie, on puisse exiger des plus jeunes ouvriers un travail disproportionné avec leurs forces. Une telle faculté serait contraire à l'ordre public, comme elle serait contraire aux intérêts bien entendus de la production industrielle, qui doivent d'ailleurs céder le pas devant les intérêts supérieurs de la morale (1). Ce n'est point comprendre les besoins réels de la nation, que de permettre, en multipliant pour quelque temps les travailleurs, qu'on appauvrisse la race et qu'on ruine l'existence des jeunes générations. Il vaut mieux avoir moins de bras et qu'ils soient vigoureux; il vaut mieux écarter des usines un grand nombre de faibles enfants et préparer pour l'avenir de robustes ouvriers.

L'expérience est d'ailleurs venue confirmer ce que nous avançons. En Angleterre, la protection accordée aux enfants, loin de ralentir les progrès de l'industrie les a, semble-t-il, accélérés. D'après une statistique (2) dressée en 1839, l'exportation des produits auxquels s'appliquait la législation protectrice des enfants s'était élevée de 102 % depuis le commencement du siècle, tandis que l'accroissement n'était,

(1) « Le but de la société n'est pas seulement d'être riche. Supposons que ce fût un moyen de richesse nationale, de faire travailler les enfants quinze heures par jour, la morale dirait que cela n'est pas permis; la politique nous dirait aussi que c'est une chose nuisible à l'Etat.....

» Quand l'application du travail est contraire à un but plus élevé que la production de la richesse, il ne faut pas l'employer. » (Rossi : *Cours d'économie politique*, t. I, p. 36.)

(2) Rapport de M. Dupin à la Chambre des Pairs, en 1840.

dans le même temps, que de 25 % pour les autres produits. De même en comparant pendant dix ans les manufactures *réglementées* d'Angleterre avec les manufactures *libres* de France, on voyait le tissage du coton augmenter, dans les premières, de 130 millions de kilogrammes, et seulement de 24 millions dans les secondes.

Aussi l'objection la plus grave que l'on ait élevée contre la protection légale accordée aux jeunes ouvriers, ressort-elle d'un autre ordre d'idées.

On invoque la liberté du chef de la famille, et l'on se demande si le législateur a le droit, en pareille matière, de s'interposer entre le père et l'enfant. A cela nous opposerons l'éloquente réponse faite à la Chambre des pairs (1) par le baron Charles Dupin. « Nous proclamons, disait-il, le droit des pères, et par ces mots nous entendons d'abord le droit de pourvoir les premiers à la nourriture, au vêtement, au logement, à la santé de leurs enfants; puis le droit de veiller sur leur âme autant que sur leur corps; le droit de les former en même temps à l'amour du travail comme à l'amour de la vertu. Mais le droit prétendu de vendre sans contrôle et sans frein la force, la santé, la vie de leurs enfants, nous voulons que la loi l'interdise, le flétrisse et le châtie dans la personne des pères indignes de ce saint nom. »

Oui sans doute, l'autorité domestique est chose sacrée. La loi doit respecter l'intérieur de la famille et laisser aux parents la responsabilité de l'éducation qu'ils donnent à leurs enfants. Mais il y a pourtant un cas où la société ne peut rester impassible, c'est quand la puissance paternelle abuse manifestement

(1) Séance du 22 février 1840.

de ses droits et devient en quelque sorte homicide. Il y a une exploitation impie de l'enfance, pour nous servir de l'énergique expression de M. Tallon, que l'on ne peut jamais tolérer. Les parents qui se la permettent encourent justement la déchéance de leur droit, et le législateur a le devoir de prévenir un pareil abus.

Ce qui est fort grave encore, c'est la conciliation à faire des ménagements exigés par l'enfance avec les impérieux besoins de son alimentation. Suivant Rossi, cette conciliation est la plus grande difficulté que présente la réglementation du travail des enfants. « Dans cette question, disait-il (1), nous sommes toujours entre deux terribles écueils : l'un de permettre qu'on impose aux enfants un travail meurtrier ; l'autre de leur arracher le morceau de pain qui les nourrit. Nous sommes toujours entre deux écueils, dont le résultat est cependant le même, d'abréger le cours de la vie des enfants, déjà si fragile, ou par les excès du travail, ou par les souffrances non moins douloureuses de la faim. »

Cette considération a incontestablement beaucoup d'importance, et il serait bien téméraire de n'en point tenir compte. Pourtant elle ne doit point, suivant nous, mettre un obstacle absolu à la réglementation du travail. Si, comme nous le croyons, l'intérêt général du pays s'oppose énergiquement à ce que l'on abuse des forces de l'enfant, l'intérêt privé de la famille s'y oppose également. C'est un bien mauvais calcul que de supputer le produit d'un travail qui tue, et Dieu merci ! les classes laborieuses ne sont point encore réduites à cette affreuse nécessité du

(1) Discours à la Chambre des Pairs.

suicide. L'égoïsme, bien plus souvent que la nécessité, a inspiré les parents en pareil cas, et ce qui le prouve, c'est que le sentiment de leurs devoirs suffit, en général, à faire respecter la faiblesse de l'enfance. D'ailleurs ne peut-on pas dire, avec un grand économiste (1), que le salaire des enfants est pris sur le salaire du père, et qu'en définitive il n'augmente pas le revenu total de la famille? En employant des enfants comme ouvriers, on diminue, dit-il, le gain des hommes faits, dont ils prennent la place. Le travail des premiers emporte à celui des seconds une partie de sa rémunération, et le résultat dernier, pour la famille ouvrière, se traduit par un surcroît de travail sans compensation. Sans aller aussi loin dans cette induction, nous croyons franchement qu'il y a quelque chose de vrai dans ce système, et qu'au point de vue des intérêts matériels eux-mêmes, le travail des enfants ne doit jamais excéder des limites raisonnables.

Et pourtant ce n'est que lentement que l'on est arrivé à admettre en pratique ces idées, et à les faire entrer dans nos lois.

Il y a quarante ans, la législation française ne s'occupait point encore de régler le travail des enfants dans les manufactures et ateliers. Depuis la réforme de 1791, qui, en supprimant les corporations, avait en même temps supprimé les garanties d'un système trop protecteur, aucune disposition législative (2) n'était venue mettre un frein à la cupidité des parents et à l'inhumanité des patrons.

(1) Sismondi, *Nouveaux principes d'économie politique*, t. I, liv. IV, ch. V.

(2) Nous devons toutefois mentionner le décret du janvier 1813 sur le travail des mines.

Aussi de scandaleux abus s'étaient-ils produits. Dans beaucoup de villes industrielles, la condition des jeunes ouvriers ressemblait au plus dur esclavage, soit au point de vue de la durée du travail, soit au point de vue des traitements indignes auxquels ils étaient soumis.

« En 1827, deux hommes, dont le nom doit être conservé, le docteur Gerspach, de Thann, et M. Jean-Jacques Bourcard, de Mulhouse, appelèrent l'attention sur cette question capitale, M. Gerspach par une thèse soutenue devant la faculté de médecine de Paris, M. Bourcard en provoquant, au sein de la société industrielle de Mulhouse, une discussion approfondie sur la situation des enfants dans les fabriques de coton et surtout dans les filatures (1). »

Mais le document le plus remarquable fut une étude consciencieuse de M. Villermé sur l'état physique et moral des ouvriers. Cette étude, communiquée en 1837 à l'Académie des sciences morales et politiques et publiée en 1840 avec de nouveaux développements, mit au grand jour les misères profondes des enfants employés dans l'industrie.

Des pétitions pressantes étaient adressées, vers la même époque, aux deux assemblées législatives, et des orateurs distingués se faisaient les interprètes du sentiment général.

Voici comment s'exprimait, à la chambre des pairs, M. le comte de Tascher, rapporteur de plusieurs pétitions (2) : « De toutes parts, l'attention du gouvernement a été provoquée, et, il est juste de le dire, sa sollicitude y a répondu; car dans la discussion de la

(1) M. Jules Simon. *L'ouvrier de huit ans*, p. 178.
(2) Séance du 1er juin 1839.

dernière adresse de cette chambre, sur la réclamation d'un de ses membres, le ministre du Commerce a répondu qu'une loi était préparée sur cet important objet et devait être présentée dans le cours de la session qui s'ouvrait. Puisse la nouvelle administration succéder à cet engagement et acquitter cette promesse solennelle ! »

Et le ministre interpellé répondait : « Certes il n'y a pas de spectacle plus douloureux que celui de malheureux enfants attachés à un grand nombre de manufactures en France. Tous les inconvénients dont la pétition nous a entretenus, cette énervation physique et morale (1) qui pèse sur ces enfants, tous ces inconvénients sont d'une extrême gravité; mais, pour la loi, elle présente des difficultés extrêmes. »

Enfin, en 1840, le gouvernement présenta à la chambre des pairs, un projet de loi qui, après de longues et vives discussions dans l'une et l'autre chambre, devint avec plusieurs modifications la loi du 22 mars 1841.

C'était un grand pas; mais il restait beaucoup à faire et la nouvelle loi demeurait bien incomplète. Incomplète sous le rapport des nombreux ateliers qu'elle négligeait de comprendre dans ses dispositions, elle était encore incomplète sous le rapport des mesures insuffisantes qu'elle édictait pour son exécution.

Aussi, presque aussitôt après la promulgation de la loi de 1841, s'était-on occupé d'en préparer la réforme. En 1847, un nouveau projet était présenté à la Chambre des Pairs, qui y donna son approbation, le

(1) Un élément de statistique très-significatif avait été présenté. En 1837, la moyenne des jeunes gens réformés pour la conscription était de 86 °/o. Mais dans les contrées agricoles la proportion n'était que de 33 °/o, tandis qu'à Rouen, ville manufacturière, la proportion s'élevait à 116 °/o.

21 février 1848. La révolution survenue à ce moment ne permit point de promulguer cette décision, et la question allait être reprise au sein de l'Assemblée nationale, lorsque le coup d'Etat du 2 décembre 1851 interrompit encore les travaux législatifs. Et comme s'il était écrit que nos révolutions dussent éternellement entraver l'amélioration de la loi sur le travail des enfants, la chute de l'Empire fit, vingt ans plus tard, avorter un dernier projet. — Le 28 juin 1870, le Sénat avait en effet été saisi d'une proposition nouvelle, et la délibération en était commencée lorsque la guerre éclata.

L'année suivante, le 19 juin 1871, un membre de l'Assemblée nationale, M. Ambroise Joubert, faisait à son tour la présentation d'un projet de loi, qui devait heureusement avoir un autre sort. De nouvelles et longues délibérations ont eu lieu, et la loi du 19 mai 1874 est venue enfin consacrer la réforme attendue depuis si longtemps.

Nous devons ajouter que, dans l'intervalle, une loi spéciale, du 22 février 1851, avait réglé la condition des apprentis, soit au point de vue du contrat d'apprentissage, soit au point de vue de la nature et de la durée de leur travail. Sous ce rapport, il y avait là un complément de la loi de 1841 ; mais il était facile d'éluder la nouvelle loi en ne faisant point de convention d'apprentissage (1). Et pourtant, comme le disait M. Jules Simon, « ce n'est pas parce qu'un enfant devient apprenti, qu'il a besoin d'être ménagé et d'apprendre à lire, c'est parce qu'il est un enfant et parce qu'il sera un homme » (2).

(1) D'après une statistique donnée en 1864, à Paris, sur 25,540 enfants employés comme apprentis à Paris, il n'y en avait que 4,523 à jouir du bénéfice de la loi de 1851.

(2) *L'Ouvrier de huit ans*, p. 223.

D'ailleurs, la loi de 1851 sur l'apprentissage négligeait, comme la loi de 1841, de prendre des mesures efficaces pour l'observation de ses prescriptions.

Aussi la nouvelle loi du 19 mai 1874 a-t-elle justement généralisé son application et remplacé quelques-unes des dispositions de la loi de 1851.

Seulement, comme cette dernière loi demeure maintenue pour tout ce qui se rapporte au contrat civil d'apprentissage, et qu'elle crée encore pour les apprentis une situation particulière, nous devrons en faire une étude spéciale.

Notre travail comprendra donc deux parties : la première traitant des conditions générales du travail industriel des enfants ; la seconde s'occupant des conditions propres aux apprentis. Nous dirons, en terminant, comment nous envisageons la législation française actuelle, comparée à la législation antérieure et à celle des pays étrangers.

I

Des conditions générales du travail industriel des enfants et des femmes.

CHAPITRE PREMIER

DES CAS OU S'APPLIQUE LA LOI DU 19 MAI 1874.

« Les enfants et les filles mineures ne pourront être » employés à un travail industriel dans les manufac- » tures, fabriques, usines, mines, chantiers et ateliers, » que sous les conditions déterminées par la présente » loi. » (Article 1er de la loi du 19 mai 1874.)

§ I. — *Enfants et filles mineures.*

La loi du 19 mai 1874, dont nous commençons l'étude, est intitulée : « Loi sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie. » Elle fait ainsi une distinction relative au sexe des travailleurs. Ceux du sexe masculin ne sont protégés que jusqu'à l'âge de seize ans révolus, tandis que les jeunes ouvrières demeurent soumises, dans une certaine mesure, à l'application de la loi jusqu'à l'époque de leur majorité. On voulait même d'abord aller plus

loin, et comprendre les femmes de tout âge dans le système protecteur appliqué au travail des enfants. La présente loi ne l'a point fait, et nous verrons qu'elle se contente d'interdire aux femmes les travaux souterrains.

Dans le vocabulaire employé par le législateur et que nous adopterons, le mot *enfants* désigne donc les ouvriers des deux sexes jusqu'à l'âge de seize ans, l'expression de *filles mineures* étant réservée aux ouvrières qui ont plus de seize ans et moins de vingt et un ans.

Deux questions se rapportent à la désignation des personnes protégées. Les filles qui viennent à se marier avant leur majorité échappent-elles aux dispositions de la loi? Les garçons émancipés avant l'âge de seize ans deviennent-ils libres de travailler comme bon leur semble?

Sur la première question, le terme employé par le législateur, et surtout la discussion qui a eu lieu devant l'Assemblée nationale (1), ne permettent guère d'hésiter. La femme mariée, a-t-on dit, doit échapper à toute surveillance pour un double motif: d'une part, parce qu'elle devient maîtresse de ses actions, et d'autre part, parce qu'elle est placée sous la protection spéciale de son mari. Quant aux veuves, il était assez naturel de ne pas les soumettre à un autre régime que les femmes mariées. C'est donc uniquement des filles non mariées et encore mineures, qu'il s'agit dans la loi actuelle.

Quant aux garçons qui seraient émancipés, à quinze ans, par exemple, nous pensons qu'ils doivent continuer à être soumis à la réglementation du tra-

(1) Séance du 5 février 1873.

vail faite pour les enfants. La cessation de la puissance paternelle n'implique point, suivant nous, l'affranchissement de ces dispositions protectrices, qui demeurent nécessaires. Sans doute il pouvait être utile d'empêcher les parents d'abuser de leur autorité pour contraindre leurs enfants à un travail excessif; mais là n'était pas la seule pensée du législateur. Ce qui le préoccupait surtout, c'était le péril social qui résulte pour la conservation de la jeunesse d'un travail prématuré. Si l'enfant, à raison de sa faiblesse, a besoin d'être ménagé, l'émancipation qui ne lui donne pas des forces, ne doit pas le soustraire à la protection de la loi.

Pour la même raison, nous pensons que si une jeune fille venait à se marier avant l'âge de seize ans, elle devrait, jusqu'à cet âge, être assimilée aux enfants (1). Si nous avons décidé autrement, pour les filles de seize à vingt et un ans, c'est que le texte de la loi nous y autorisait; et d'ailleurs, la situation était différente. Ce qui paraît surtout avoir préoccupé les auteurs de la loi à l'égard des filles mineures, c'est le danger que court leur moralité dans les manufactures. Pour les enfants de moins de seize ans, ce danger existe également, mais il n'est pas le seul. Leur santé, leur vie, peut s'y trouver compromise. On comprend donc que, si le mariage peut être une garantie de respect pour la femme mariée, il n'est point un préservatif contre les dangers physiques auxquels elle serait exposée, et nous ne croyons pas que l'on ait voulu abandonner la protection d'une enfant de quinze ans, par cela seulement qu'elle a contracté mariage.

(1) *Contrà*, M. Blondel, auteur d'une petite étude sur le travail des enfants dans les manufactures.

§ II. — *Genre de travail réglementé.*

Le législateur s'est à dessein servi d'une expression caractéristique pour indiquer la nature du travail qu'il entend réglementer. Le travail *industriel* est opposé au travail artistique et au travail agricole. C'est surtout pour exclure ce dernier que l'on a employé le mot industriel, et la discussion de la loi est suffisamment claire sur ce point. La seule question qui puisse se poser est relative à la distinction de ces travaux. Le travail agricole, disait M. Ducarre, se rapproche chaque jour davantage par son outillage et ses méthodes nouvelles du travail industriel. C'est là une question de fait que les tribunaux devront apprécier. De même les travaux esthétiques ont parfois des rapports nombreux avec les travaux de l'industrie. On trouve dans le commerce des produits que l'on appelle objets d'art, parce qu'ils sont d'une perfection trop grande pour qu'on les attribue à de simples ouvriers. Et pourtant ceux qui confectionnent ces objets ne sont pas, à proprement parler, des artistes, et sous bien des rapports, le maître qui les emploie est un industriel. Si des enfants sont occupés dans de telles conditions, les soumettrons-nous au régime des jeunes ouvriers? Oui, assurément; car, au point de vue économique, qui est celui du législateur, leur condition ne diffère pas des autres enfants employés dans l'industrie.

Ainsi donc le travail industriel, sous toutes ses formes, est en principe soumis pour les enfants à des prescriptions réglementaires, qui sont d'ordre public.

Ces prescriptions sont-elles partout applicables? La dernière partie de l'article 1er répond à la ques-

tion. Nous voyons, en effet, une énumération des lieux où le travail des enfants ne sera pas complétement libre. Ce sont : les manufactures, les fabriques, les usines, les mines, les chantiers et les ateliers. La pensée de la loi est de ne point pénétrer dans l'intérieur de la famille, et d'abandonner à la sagesse des parents la direction du travail qu'ils font faire à leurs enfants dans leur propre maison. L'atelier de la famille, on l'a maintes fois répété, échappe à toute surveillance, quand il se confond avec le foyer domestique (1).

En est-il de même quand les enfants travaillent, même avec leurs parents, hors de la maison paternelle? Ce point a soulevé les plus grandes difficultés de rédaction, et de nombreux amendements ont été présentés dans un sens ou dans un autre. Il ressort néanmoins de l'ensemble de la discussion et du texte définitivement adopté, que dans ce cas la loi reprend son empire.

Lorsque, en effet, l'enfant travaille hors de la maison, il travaille forcément dans un des lieux énumérés par l'article 1er. Si l'on prend l'exemple d'un couvreur qui mènerait son enfant travailler avec lui sur les toits, on devra dire avec M. Balsan que « le toit du couvreur est un chantier » (2). La présence des parents ne justifie pas l'emploi de l'enfant hors de la famille.

Mais n'y a-t-il pas des maisons de travail qui doivent être assimilées aux ateliers de famille et dispensées comme eux de la surveillance légale? La discussion a encore porté sur ce point, et les déclarations les

(1) Séance du 22 janvier 1873. — Paroles de M. Tallon, rapporteur.
(2) Séance du 23 janvier 1873.

plus formelles ont eu lieu au nom de la commission (1) chargée de préparer la loi. D'après ces déclarations, on doit assimiler à la maison paternelle les maisons de bienfaisance, et celles où un père ou une mère de famille reçoit des enfants étrangers pour les élever avec les siens, sans tenir d'atelier proprement dit.

C'est aussi dans ce sens, qu'a été rédigé l'article 2, qui porte que « les enfants ne peuvent être employés *par des patrons,* ni être admis dans les manufactures, usines, ateliers ou chantiers, avant l'âge de douze ans révolus ». Aux termes de cet article, l'interdiction comprend en effet deux hypothèses distinctes ; l'une, relative à tout travail fait sous l'autorité d'un patron ; l'autre, relative au travail qui se fait dans une manufacture ou un atelier, même sous l'autorité d'une autre personne qu'un *patron.* Les circonstances montreront s'il y a un *patron,* comme elles montreront s'il y a véritablement un *atelier.*

La loi du 19 mai 1874 est évidemment une loi de police applicable sur tout le territoire français, aussi bien aux étrangers qu'aux nationaux. Ce principe, qui ne nous semble pas souffrir de difficulté, était admis sous l'empire de la loi du 22 mars 1841 (2).

(1) Discours de M. le comte de Melun, président de la Commission. Séance du 23 janvier 1873.

(2) Dalloz. Rép. Vo Ouvriers, no 225 ; jugement du tribunal de simple police de Calais, cité par Dalloz.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE L'AGE D'ADMISSION ET DE LA DURÉE DU TRAVAIL DES ENFANTS.

§ I. — *Age d'admission.*

« Les enfants ne pourront être employés par des « patrons ni être admis dans les manufactures, « usines, ateliers ou chantiers, avant l'âge de douze « ans révolus.

« Ils pourront être toutefois employés à l'âge de dix « ans révolus, dans les industries spécialement déter- « minées par un règlement d'administration publique, « rendu sur l'avis conforme de la commission supé- « rieure ci-dessous instituée. » (Art. 2.)

C'est relativement à cette disposition et à celle qui vient ensuite déterminer la durée du travail, que se sont présentées, lors de l'élaboration de la loi, les plus grandes difficultés et les plus vives controverses. Tout le monde à peu près était d'accord pour repousser comme trop prématuré l'âge de huit ans, fixé par la loi du 22 mars 1841 (1); et les industriels consultés le reconnaissaient volontiers.

(1) La statistique présentée par le rapporteur de la loi constatait que, sur 124,215 enfants employés en France dans les établissements industriels, il n'y en avait que 6,365 ayant moins de dix ans.

La discussion se concentrait sur la question de savoir si l'on adopterait, comme minimum, l'âge de dix ou de douze ans ou même de treize ans, ainsi que plusieurs personnes le demandaient. Les uns voulaient élever l'âge d'admission de l'enfant, sauf à lui permettre à cet âge un travail de plus longue durée, les autres voulaient, en adoptant un minimum d'âge inférieur, diminuer la durée du travail et introduire ce que l'on est convenu d'appeler le système du demi-temps.

Dans ce système, qui avait triomphé devant la commission chargée d'élaborer la loi, on fixe à six heures la journée de travail de l'enfant, c'est-à-dire à la moitié du temps normal d'une journée d'ouvrier (1). Cela permet à l'industriel de conserver toujours le même nombre d'enfants en établissant des relais, qui se succèdent alternativement sans interrompre la marche de l'usine. L'enfant qui a travaillé pendant la matinée est libre tout le reste du jour ; et inversement, le lendemain, sa matinée sera libre, tandis qu'il devra travailler l'après-midi. — Cette organisation du travail fut vivement combattue au sein de l'Assemblée (2), au nom des exigences de l'industrie et aussi des intérêts moraux de l'enfant. L'établissement de relais d'enfants, possible en Angleterre, au milieu d'une population exubérante, serait presque impossible en France, où le recrutement des ouvriers se fait bien plus difficilement. D'ailleurs, ce qui est à la rigueur praticable dans les usines, ne l'est pas dans

(1) La loi du 9 septembre 1848 a en effet fixé à douze heures la durée maximum de la journée des ouvriers. Mais quelques modifications ont été apportées par la loi du 17 mai 1851, et par des décrets spéciaux rendus en exécution de cette dernière loi.

(2) Notamment par MM. Leurent et Feray.

la petite industrie, dans les ateliers d'apprentissage, où les apprentis étant généralement de force et de capacité différentes, on ne saurait les remplacer l'un par l'autre.

Mais c'est principalement au point de vue de la morale, que le système du demi-temps présente les plus graves inconvénients. L'entrée de l'enfant dans la manufacture ou l'usine ne saurait, a-t-on dit, jamais être trop retardée, et la meilleure de toutes les garanties pour l'enfance, c'est d'en être écartée pendant les plus jeunes années. D'ailleurs l'enseignement primaire deviendrait grandement compromis par une semblable mesure. A moins de créer partout des écoles spéciales aux enfants-ouvriers, comment faire concorder avec la méthode et la discipline des écoles actuelles, une intermittence perpétuelle des études scolaires?

On ajoutait encore que le système du demi-temps offrirait aux chefs d'industrie un moyen de fraude facile, puisqu'ils pourraient toujours prétendre, le matin comme le soir, que l'enfant ne fait que sa demi-journée.

Pour toutes ces raisons, le législateur s'est déterminé à établir, pour l'admission au travail industriel, le minimum d'âge de douze ans, en admettant d'ailleurs une exception pour les industries qui seraient déterminées par un règlement d'administration publique. Ce règlement, décrété le 27 mars 1875, spécifie douze sortes d'industries dans lesquelles les enfants pourront être admis dès l'âge de dix ans.

Ces industries sont: 1° le dévidage des cocons; 2° la filature de bourre de soie; 3° la filature du coton; 4° la filature de la laine; 5° la filature du lin; 6° la filature de la soie; 7° les impressions à la main sur les tissus; 8° le moulinage de la soie; 9° la papete-

rie (1); 10° le retordage du coton ; 11° la fabrication mécanique des tulles et dentelles; 12° la verrerie.

Cette longue énumération a singulièrement restreint, il faut le reconnaître, la portée de la loi de 1874, et modifié dans le sens des partisans du demi-temps le régime du travail des enfants. Cela est d'autant plus saillant que les industries mentionnées par le susdit décret, sont certainement celles qui emploient le plus grand nombre d'enfants. Battu devant l'Assemblée nationale, le système du demi-temps a eu plus de succès devant l'administration. Nous verrons bientôt ce qu'il peut produire de bon ; car jusqu'ici la controverse a été trop vive pour qu'on puisse se prononcer d'une manière absolue.

§ II. — *Durée du travail.*

« Les enfants, jusqu'à l'âge de douze ans révolus,
« ne pourront être assujettis à une durée de travail
« de plus de six heures par jour, divisées par un repos.
« A partir de douze ans, ils ne pourront être employés
« plus de douze heures par jour, divisées par un
« repos. » (Art. 3.)

Ainsi deux catégories distinctes sont créées par la loi entre les jeunes ouvriers :

L'une, qui est générale, comprend tous les enfants au dessus de douze ans. La durée de leur travail est fixée à douze heures au plus.

L'autre, qui forme l'exception, comprend les enfants de dix à douze, qui ne peuvent être admis que

(1) Les enfants ne peuvent toutefois y être employés à trier les chiffons.

dans certaines industries. La durée de leur travail sera au plus de six heures par jour.

Dans tous les cas, la journée de l'enfant doit être interrompue par un temps de repos, dont la durée n'est pas fixée, mais qui doit être sans doute proportionné à la nature du travail. Dans la plupart des industries, ce temps de repos est d'ailleurs consacré au repas de l'ouvrier.

CHAPITRE TROISIÈME

DES TRAVAUX INTERDITS AUX ENFANTS ET AUX FILLES MINEURES.

§ I. — *Travail de nuit.*

« Les enfants ne peuvent être employés à aucun « travail de nuit jusqu'à l'âge de seize ans révolus. « La même interdiction est appliquée à l'emploi des « filles mineures de seize à vingt et un ans, mais « seulement dans les usines et manufactures.

« Tout travail entre neuf heures du soir et cinq « heures du matin est considéré comme travail de « nuit.

« Toutefois, en cas de chômage résultant d'une « interruption accidentelle et de force majeure, l'in- « terdiction ci-dessus pourra être temporairement « levée, et pour un délai déterminé, par la Commis- « sion locale ou l'inspecteur ci-dessous institués, sans « que l'on puisse employer au travail de nuit des « enfants âgés de moins de douze ans. » (Art. 4.)

Le travail de nuit est une conséquence de la transformation opérée dans l'industrie par l'introduction des moteurs mécaniques. La puissance même des nouveaux auxiliaires que l'on emploie, a développé outre mesure les demandes de production et les excitations

de la concurrence. De là un besoin pressant d'éviter toute perte de temps et de force motrice. De là cette coutume de maintenir constamment en activité les machines et les outils, afin d'une part d'utiliser tous les instants, et d'autre part de prévenir le dérangement que cause toujours dans un atelier l'interruption même momentanée du travail. Mais, comme on n'intervertit jamais impunément l'ordre naturel que la Providence a établi dans la répartition des forces des êtres organisés, de graves inconvénients sont inévitablement résultés de l'abus du travail de nuit. L'hygiène et la morale ont eu également à en souffrir. Presque toujours fatal à la santé des ouvriers, le travail nocturne est bien souvent une cause de désordre et de dépravation, surtout quand il s'applique à des personnes faibles : aux femmes et aux enfants.

A. — Aussi, depuis que l'on s'occupe de la protection des jeunes travailleurs, n'a-t-on jamais cessé de proscrire, du moins en principe, le travail de nuit pour les enfants. La loi de 1841 le défendait, et la loi de 1874 maintient cette interdiction.

Seulement il était désirable, suivant nous, que l'on étendit de seize à dix-huit ans la mesure protectrice accordée aux enfants. Les données élémentaires de la médecine constatent qu'en général le développement physique des adolescents de seize ans est encore très-imparfait, et un député, M. Roussel, invoquait de graves considérations pour faire adopter cette limite d'âge de dix-huit ans, que l'on trouve dans plusieurs législations étrangères.

Une question plus délicate encore se produit relativement au travail des femmes, et sur ce point se sont concentrés les efforts d'une ardente controverse.

La première rédaction du projet de loi présenté par la commission de l'Assemblée nationale interdisait le travail de nuit aux femmes de tout âge, d'une manière absolue. Et voici comment M. Joubert s'exprimait à ce sujet :

« Il y a dans l'industrie un abus contre lequel nous devons réagir : c'est le travail de nuit pour les femmes. Jusqu'ici l'industrie française a généralement résisté à l'entraînement ; mais il ne faut pas se dissimuler que si le travail de nuit est maintenu il se développera (1). »

Cédant à de vives résistances, la commission se décida, lors de la deuxième délibération, à restreindre aux filles mineures la prohibition du travail de nuit. M. Wolowski présenta alors un amendement pour rétablir la prohibition, qui venait d'être effacée, avec cette différence toutefois que la défense ne s'appliquait plus, d'après l'amendement, qu'au travail dans les usines et manufactures. Une vive discussion s'engagea sur ce terrain. M. Wolowski défendit avec une grande vigueur sa proposition, qui était appuyée par plusieurs députés, mais combattue par de nombreux adversaires. Nous reviendrons plus loin sur la portée des arguments qui ont été présentés de part et d'autre.

Disons seulement que le projet de la commission fut adopté par une grande majorité (2), et que la loi actuelle se contente d'interdire le travail de nuit aux filles mineures, et cela seulement dans les usines et manufactures. On a pensé avec raison que, là beaucoup plus qu'ailleurs, se produisent les plus graves

(1) Séance du 25 novembre 1872.
(2) 567 voix contre 90.

inconvénients pour la santé des travailleurs et surtout pour leur moralité. Il était d'ailleurs bien difficile, on doit le reconnaitre, de défendre aux jeunes filles de travailler la nuit dans les simples ateliers. Les travaux de couture les plus usuels demandent fréquemment la prolongation de la journée de travail, et c'eût été bouleverser la petite industrie que de prohiber une coutume aussi invétérée. — Dans les ateliers proprement dits, la condition des filles mineures ne diffère donc point de celle des adolescents de l'autre sexe. La détermination des usines et manufactures devra d'ailleurs se faire en appréciant la nature et les conditions de l'industrie, et en se référant aux données économiques sur lesquelles on peut en fonder la définition (1). Le législateur n'a pas voulu trancher une question que les circonstances de fait permettent seules de bien apprécier.

B. — Le législateur de 1874, suivant en cela l'exemple de la loi de 1841, permet une dérogation exceptionnelle à la défense qu'il a faite. L'interdiction du travail de nuit peut être levée dans un cas déterminé. C'est celui du chômage forcé quand ce chômage provient d'une cause accidentelle. L'interruption du travail dans la manufacture justifie, en effet, la mesure exceptionnelle que l'on prend pour la faire ces-

(1) On a fait grief à la présente loi de laisser trop de place à l'arbitraire dans cette détermination. M. Paulin Gillon disait, à ce sujet, qu'il y aurait là une source interminable de procès. Nous pensons, quant à nous, qu'il était impossible de donner une définition absolue, et qu'à moins de faire une énumération complète des établissements industriels qualifiés usines ou manufactures, il valait encore mieux s'en rapporter à la sagesse des tribunaux.

ser. On décidait d'ailleurs, sous l'ancienne loi (1), qu'il suffisait d'une interruption atteignant la partie de l'usine où les enfants travaillent, pour motiver leur emploi pendant la nuit. Nous croyons que la même solution doit être actuellement suivie; la loi ne parle pas en effet d'un chômage général.

Une autorisation préalable doit être obtenue par le patron qui veut faire travailler des enfants au delà du temps normal de la journée. L'autorisation détermine le délai pendant lequel les travaux devront avoir lieu. Ajoutons, bien que la loi ne le dise pas expressément, que les conditions et la durée du travail pourront également être déterminées par celui qui accorde l'autorisation. La loi de 1841 prescrivait de compter deux heures pour trois pendant la nuit, en se rapportant à la durée journalière du travail. La nouvelle loi ne dit rien de semblable, parce qu'elle laisse évidemment à la prudence des autorités administratives le soin de déterminer, suivant les circonstances, la durée du travail de nuit qu'elles permettront.

Ces autorités sont : la commission locale et l'inspecteur. Peuvent-elles accorder concurremment les permissions ou seulement à défaut l'une de l'autre? Le texte de la loi nous paraît devoir s'entendre dans le sens le plus large, et si nous ne nous abusons, la pensée du législateur a été de faciliter les demandes, qui peuvent être urgentes, en multipliant les fonctionnaires ayant qualité pour les recevoir. On pourra donc s'adresser à la commission locale ou à l'inspecteur, suivant les commodités particulières du pétitionnaire.

Si l'inspecteur ou la commission refusait l'autori-

(1) Dalloz Rép. V° industrie, n° 449.

sation, pourrait-on recourir de l'un à l'autre? Evidemment non; car la loi ne parle pas de ce recours, et si la commission locale a mission de contrôler le service de l'inspection, nous verrons qu'elle n'a point le droit d'annuler les actes faits par un inspecteur.

§ II. — *Travail des jours fériés.*

« Les enfants âgés de moins de seize ans et les « filles âgées de moins de vingt et un ans, ne pour- « ront être employés à aucun travail par leurs « patrons, les dimanches et fêtes reconnues (1) par « la loi, même pour rangement de l'atelier. » (Art. 5).

La disposition qui précède exclut par la précision de ses termes toute tolérance, et a pour but d'assurer pour les travailleurs protégés l'observation du repos dominical. Elle vise tout particulièrement la loi sur l'apprentissage, qui permettait, ainsi que nous le verrons bientôt, de faire travailler les apprentis jusqu'à dix heures du matin pour ranger l'atelier. Cette tolérance avait en pratique les plus graves inconvénients; elle supprimait souvent pour l'apprenti tout le bénéfice du repos auquel il a droit, et lui rendait très-difficile l'accomplissement de ses devoirs religieux.

Nous remarquerons de plus que, contrairement à ce qui a été admis pour le travail de nuit, la loi ne permet aucune dispense de l'interdiction qu'elle édicte. Un amendement présenté par M. Balsan, afin

(1) Les fêtes dont il s'agit sont, d'après l'arrêté du 29 germinal, an X: Noël, l'Ascension, l'Assomption et la Toussaint. Un usage consacré par un avis du Conseil d'Etat du 13 mars 1810 et suivi par la jurisprudence, ajoute à ces fêtes le premier jour de l'an.

de prévoir le cas de chômage, a été rejeté. Ce rejet confirme encore une interprétation que la seule lecture de la loi fait d'ailleurs apercevoir. Le législateur a justement pensé que le repos du dimanche avait une portée morale plus haute encore que l'interdiction du travail de nuit, et il a voulu qu'il restât toujours assuré à l'enfant (1).

Nous regrettons d'ailleurs que l'on ait fait ici une distinction peu justifiable entre les sexes. Les mêmes raisons militent pour tous les mineurs, et la loi aurait dû ici les comprendre tous dans une même disposition.

§ III. — *Travaux insalubres ou dangereux.*

« Des règlements d'administration publique déter-
« mineront les différents genres de travaux présen-
« tant des causes de danger ou excédant leurs forces,
« qui seront interdits aux enfants dans les ateliers où
« ils seront admis. » (Art. 12.)

Cette disposition, déjà inscrite dans la loi de 1841, mais qui n'avait jamais reçu d'exécution, faute d'une énonciation détaillée, a reçu son complément obligatoire dans un règlement du 13 mai 1875 (2), dont voici les principales dispositions.

(1) Un membre de l'Assemblée nationale, M. Bamberger, avait demandé que le jour de repos ne fût pas uniformément fixé le dimanche, mais qu'on réservât le samedi pour les enfants appartenant au culte israélite. Cet amendement a été repoussé pour ce motif qu'il était nécessaire d'établir une règle générale, si l'on voulait obtenir l'exécution de la loi. Autrement les distinctions de cultes auraient pu amener des difficultés pratiques continuelles et faciliter les fraudes contre la loi.

(2) Nous avons placé en appendice le texte de ce règlement ainsi que tous les autres décrets rendus en exécution de la loi du 19 mai 1874.

Tout d'abord, il est interdit de faire travailler les enfants âgés de moins de seize ans à la réparation ou au nettoiement des mécanismes encore en mouvement. Il est également défendu de les employer à la manœuvre des scies mécaniques et des cisailles automatiques, ou au service des robinets à vapeur. Les enfants ayant moins de quatorze ans ne peuvent cueillir le verre dans les creusets.

Dans tous ateliers qui occupent des enfants au dessous de seize ans, les engrenages et pièces saillantes mobiles doivent être recouverts d'organes protecteurs. C'est là d'ailleurs une prescription inscrite textuellement dans la loi et que le règlement ne fait que reproduire. Le poids maximum que les enfants peuvent porter ou traîner est fixé suivant leur âge.

Les enfants ne peuvent, avant l'âge de seize ans, être occupés à la rotation des roues à pédales et des roues horizontales. Dans le cas où ils font tourner des roues verticales, ils ne doivent pas travailler pendant plus d'une demi-journée.

Après avoir interdit certains travaux dans tous les ateliers indistinctement, le législateur formule ensuite une prohibition plus absolue pour les établissements insalubres ou dangereux. « Les enfants ne pourront « être employés dans les fabriques et ateliers indiqués « au tableau officiel des établissements insalubres ou « dangereux que sous les conditions spéciales déter- « minées par un règlement d'administration publique.

« Cette interdiction sera généralement appliquée à « toutes les opérations où l'ouvrier est exposé à des « manipulations ou à des émanations préjudiciables « à sa santé. » (1) (Art. 13).

(1) L'article 13 se terminait par les dispositions transitoires sui-

Le règlement annoncé a été rendu le 14 mai 1875.

Deux tableaux, A et B, sont annexés à ce règlement, d'après lequel les établissements insalubres ou dangereux se trouvent actuellement divisés en trois classes particulières au point de vue qui nous occupe.

La première classe est celle des établissements où les enfants ne peuvent jamais être admis; elle comprend quatre-vingt-dix-huit espèces d'industries, énumérées dans le tableau A. La seconde classe, celle où l'interdiction ne s'applique qu'à certains travaux ou à certaines parties des locaux de la manufacture, comprend cinquante-deux espèces d'industries, mentionnées dans le tableau B. Enfin la troisième classe renferme tous les établissements insalubres, dangereux ou incommodes, dans lesquels le travail des enfants n'est soumis à aucune réglementation spéciale. Cette

vantes : En attendant la publication de ce règlement, il est interdit d'employer des enfants âgés de moins de seize ans :

1° Dans les ateliers où l'on manipule des matières explosibles, et dans ceux où l'on fabrique des mélanges détonnants, tels que poudre, fulminate, etc., ou tous autres, éclatant par le choc ou par le contact d'un corps enflammé;

2° Dans les ateliers destinés à la préparation, à la distillation ou à la manipulation de substances corrosives, vénéneuses, ou de celles qui dégagent des gaz délétères ou explosibles.

La même interdiction s'applique aux travaux dangereux et malsains tels que :

L'aiguisage ou le polissage à sec des objets en métal et des verres et cristaux ;

Le battage ou grattage à sec des plombs carbonatés, dans les fabriques de céruse ;

Le grattage à sec d'émaux à base d'oxyde de plomb, dans les fabriques de verre dit de mousseline ;

L'étamage au mercure des glaces ;

La dorure au mercure.

dernière classe, la plus nombreuse, comprend, d'après la nomenclature des décrets du 31 décembre 1866 et du 31 janvier 1872, deux cent treize établissements. Ces établissements sont généralement ceux qui peuvent incommoder les voisins, sans toutefois présenter de dangers exceptionnels pour les ouvriers qui y travaillent.

Nous devons faire remarquer que, pour ce qui concerne les travaux insalubres ou dangereux ou qui excèdent les forces du jeune ouvrier, il n'y a pas de distinction à faire entre les garçons et les filles, la loi et les règlements ayant toujours soin de parler des « filles mineures », quand ils veulent faire une distinction.

CHAPITRE QUATRIÈME

DES TRAVAUX SPÉCIALEMENT RÉGLEMENTÉS POUR LES ENFANTS OU INTERDITS AUX FEMMES.

---

§ I. — *Usines à feu continu.*

« Néanmoins, dans les usines à feu continu, les « enfants pourront être employés la nuit ou les « dimanches et jours fériés aux travaux indispen- « sables.

« Les travaux tolérés et le laps de temps pendant « lequel ils devront être exécutés seront déterminés « par des règlements d'administration publique. Ces « travaux ne seront dans aucun cas autorisés que « pour des enfants âgés de douze ans au-moins.

« On devra en outre leur assurer le temps et la « liberté nécessaires pour l'accomplissement des « devoirs religieux. » (Art. 6.)

Les exigences impérieuses de certaines industries ont fait admettre une dérogation particulière à quelques-unes des règles que nous avons mentionnées.

Dans les « usines à feu continu », le travail des enfants est toléré pendant la nuit et les jours fériés ; mais une réglementation spéciale doit s'appliquer à leur travail.

La première question que soulève l'article 6, est relative à la signification qu'il faut donner à l'expres-

sion d'*usine à feu continu*. Dans le langage usuel, on appelle ainsi tous les établissements industriels dont les travaux ne sont jamais interrompus, les fourneaux de leurs machines n'étant jamais éteints.

Est-ce là ce que le législateur a voulu dire? Non assurément. Les travaux préparatoires de la loi de 1874 montrent clairement que l'on a entendu donner aux termes de l'article 6 la même signification que dans la loi de 1841, qui s'en était déjà servie et qui avait pris soin d'en déterminer la portée en ajoutant ces mots « dont la marche ne peut pas être suspendue pendant le cours des vingt-quatre heures. »

Suivant une interprétation constante de la jurisprudence, « la dénomination d'établissement à feu continu ne s'applique qu'à ceux dont les opérations ne peuvent être suspendues avant d'avoir achevé un produit ou une certaine quantité de produits. Les verreries, les fonderies sont, par exemple, des établissements à feu continu. Mais les établissements qui sont tenus en mouvement par la volonté pure et simple des propriétaires, tels que les filatures, ne rentrent pas dans cette catégorie, lors même que leur moteur serait alimenté par un feu continu (1). » — Il a été décidé dans ce même sens par la cour de Douai (2) que l'on ne doit pas ranger dans la classe des établissements à feu continu les fabriques de sucre qui peuvent arrêter le travail à volonté, et qui chôment habituellement le dimanche.

(1) Circulaire ministérielle du 25 septembre 1854.

(2) Douai, 5 novembre 1858. Dans le règlement que nous allons immédiatement rapporter, on remarquera que les sucreries sont comprises dans les énumérations des usines à feu continu. Cette divergence d'appréciation pourrait bien s'expliquer par les modifications assez profondes que l'industrie des sucres a subies dans ces dernières années.

Quant aux conditions du travail des enfants dans ces usines, la loi décide qu'elles seront déterminées par un règlement spécial d'administration publique (1).

Dans aucun cas, au surplus, on ne peut y admettre les enfants au dessous de douze ans. Et cela présente un intérêt immédiat, puisque les verreries (établissements à feu continu) sont comprises dans la liste des établissements où les enfants peuvent, le jour, être admis dès l'âge de dix ans. (Règlement du 27 mars 1875.)

Enfin, sur la demande de M. de la Bouillerie, un paragraphe additionnel a été inséré dans l'article 6. Il y est formellement dit que les enfants devront jouir de la liberté nécessaire pour accomplir leurs devoirs religieux. La distribution du travail devra donc toujours être convenablement ménagée à cet effet, les dimanches et jours de fêtes.

Le 22 mai 1875 a été rendu un règlement d'administration publique, dont voici la substance.

Les enfants du sexe masculin peuvent seuls être admis dans les usines à feu continu. La loi ne le disait pas expressément, mais cette interprétation nous parait conforme à son texte comme à son esprit. En effet, dans les articles 4 et 5, le législateur oppose les *enfants* aux *filles mineures,* tandis que dans l'article 6 relatif à l'exception qui concerne les usines à feu continu, il ne mentionne que les *enfants,* comme pour exclure absolument les jeunes ouvrières du travail de nuit ou des jours fériés.

La liste des établissements industriels « à feu continu » est limitativement dressée. Ce sont les *pape-*

(1) Le projet primitif parlait de *décision ministérielle.* On a préféré un acte plus solennel, qui implique, comme on sait, l'intervention du Conseil d'État.

teries, les *sucreries*, les *verreries* et les *usines métallurgiques*.

Dans ces quatre industries, les travaux que pourront faire les enfants sont indiqués en détail.

Le travail de nuit doit être coupé par des repos représentant un total de deux heures, et la durée du travail effectif ne peut dépasser dix heures.

Les enfants ne peuvent d'ailleurs être employés plus de six nuits par quinzaine, sauf dans les verreries où l'on travaille à la fonte.

Quant au travail des jours fériés, il ne peut avoir lieu de six heures du matin à midi dans les verreries et les sucreries, et de six heures du matin à six heures du soir dans les papeteries et usines métallurgiques. De plus, il est enjoint aux chefs d'établissements de distribuer l'ordre du travail de façon que les enfants puissent toujours librement accomplir leurs devoirs religieux.

Toutes les indications utiles concernant les heures de travail et de repos et le système de succession usité dans l'usine entre les ouvriers, doivent être consignées sur un tableau approuvé par l'inspecteur et affiché dans les ateliers. Cette obligation pour les chefs d'industrie, de faire un règlement spécial et de le soumettre à l'inspecteur, les obligera à se pénétrer des dispositions légales, en même temps qu'elle aura pour résultat de couper court aux difficultés qui pourraient chaque jour surgir, si les heures de travail et le mécanisme du remplacement des ouvriers n'étaient point prévus une fois pour toutes.

§ II. — *Travaux souterrains.*

« Aucun enfant ne peut être admis dans les tra-
« vaux souterrains des mines, minières et carrières,
« avant l'âge de douze ans révolus.

« Les filles et les femmes ne peuvent être admises
« dans ces travaux.

« Les conditions spéciales du travail des enfants de
« douze à seize ans, dans les galeries souterraines,
« seront déterminées par des règlements d'adminis-
« tration publique. » (Art. 7.)

Le paragraphe second du présent article a une importance exceptionnelle au point de vue de la question de principe. Le législateur, étendant ici son action, s'est décidé à comprendre les femmes majeures elles-mêmes dans une prohibition absolue. On a profité, comme le disait M. Tallon, de l'occasion qui se présentait, pour sanctionner un usage moral, que l'industrie française a presque toujours respecté (1).

Quant aux enfants, il y a longtemps déjà que l'on avait senti le besoin de les protéger contre l'abus du travail souterrain. Le décret du 3 janvier 1813 sur la police des mines, disposait en effet dans les termes suivants: « Il est défendu de laisser descendre ou travailler dans les mines et minières les enfants au dessous de dix ans. »

Le projet de loi élevait le minimum d'âge jusqu'à treize ans. On est revenu à l'âge de douze ans comme pour les industries ordinaires, par la raison que le travail des mines demande un apprentissage pro-

(1) Les femmes employées dans nos mines du Nord étaient généralement d'origine belge.

longé. Mais on a maintenu la nécessité d'une réglementation spéciale, qui a été postérieurement faite par le décret du 12 mai 1875.

La durée du travail des enfants est réduite pour les travaux souterrains à huit heures (au lieu de douze), coupées par un repos d'une heure au moins.

Les travaux proprement dits du mineur sont interdits aux enfants jusqu'à l'âge de seize ans. Lorsqu'on les emploie à faire tourner les ventilateurs, ils ne doivent pas être retenus plus de quatre heures, coupées par un repos d'une demi-heure.

Par mesure transitoire, le règlement du 12 mai 1875 permet d'employer les enfants pendant dix heures par jour, dans les mines où le service est actuellement réglé sur cette durée. Mais toutes les conditions de travail prescrites par ailleurs devront être observées, et cette dispense temporaire cessera à partir du 1er janvier 1878.

Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent, la loi le dit expressément, qu'aux travaux souterrains. Les femmes et les enfants peuvent donc travailler librement aux mines et carrières, si leur travail se fait à ciel ouvert. On avait même proposé, au cours de la discussion de la loi, d'abaisser le minimum d'âge pour les enfants employés en dehors des mines, au triage des minerais. Ce travail, fait au grand air, a beaucoup de rapport, disait-on, avec le travail agricole. Toutefois aucune dérogation n'a été faite pour ce travail spécial, ni dans la loi du 19 mai 1874, ni dans le règlement du 27 mars 1875, qui admet les enfants dès l'âge de dix ans dans certaines industries.

CHAPITRE CINQUIÈME

DE L'INSTRUCTION PRIMAIRE.

Le législateur, en admettant conditionnellement les enfants au travail industriel, ne veut pas que l'on puisse les priver du bénéfice de l'instruction primaire. Ce n'est point là, suivant nous, préjuger la grave question de l'enseignement obligatoire. Tout en repoussant l'immixtion de l'Etat dans la direction de l'éducation des enfants, on peut défendre aux parents de les astreindre à un travail prématuré, et réglementer les conditions moyennant lesquelles ce travail pourra être toléré.

A. — « Nul enfant ayant moins de douze ans « révolus ne peut être employé par un patron qu'au- « tant que ses parents ou tuteur justifient qu'il fré- « quente actuellement une école publique ou privée.

« Tout enfant admis avant douze ans dans un « atelier devra, jusqu'à cet âge, suivre les classes « d'une école pendant le temps libre du travail. Il « devra recevoir l'instruction pendant deux heures « au moins, si une école spéciale est attachée à l'éta- « blissement industriel.

« La fréquentation de l'école sera constatée au « moyen d'une feuille de présence, dressée par l'ins- « tituteur et remise chaque semaine au patron. » (Art. 8.)

Les dispositions de l'article 8 s'appliquent ainsi à l'enfant admis avant l'âge normal de douze ans dans un atelier quelconque autre que celui de la famille. Son admission et son maintien dans l'établissement industriel dépendent de la fréquentation d'une école, dont il doit justifier.

Et remarquons que, pour être reçu à travailler, il doit, aux termes de la loi, fréquenter *actuellement* une école. Cette expression indique suffisamment (telle paraît avoir été la pensée des auteurs de la loi), que l'enfant doit depuis quelque temps recevoir l'enseignement d'un maître avant d'être présenté au patron. Si en effet l'enfant ne venait que d'être envoyé à l'école au moment où ses parents le proposent au chef d'atelier, comment pourraient-ils justifier qu'il *fréquente* une école dans laquelle il n'a encore fait qu'entrer? Aussi verrons-nous bientôt que le livret de l'enfant doit indiquer le temps pendant lequel il a suivi l'école (art. 10).

L'enfant, une fois admis dans l'établissement industriel, ne peut y être au surplus conservé qu'autant qu'il continue jusqu'à l'âge de douze ans à suivre les classes d'une école. Peu importe d'ailleurs que cette école soit publique ou privée. Il peut même se faire, et c'est une institution excellente que l'on doit encourager, qu'une école spéciale soit attachée à la manufacture. La loi admet très-bien que l'enfant y reçoive l'instruction, pourvu qu'un temps suffisant, deux heures au moins, lui soit accordé.

Dans tous les cas, il faut que le patron s'assure de l'exécution des prescriptions de la loi. Ainsi il a été justement jugé (1), sous l'empire de la loi du 22 mars

(1) Cassation, 14 mai 1846.

1841 (qui contenait sur ce point une disposition identique à celle que nous mentionnons), qu'il ne suffit pas au patron de donner des ordres pour que les enfants soient envoyés à l'école. Il faut que ces ordres aient été suivis, ou du moins que l'on ait dû croire qu'ils l'étaient.

La nouvelle loi indique un moyen très-simple de contrôle. L'instituteur délivre à l'enfant une feuille de présence, dont le patron doit chaque semaine exiger la remise entre ses mains. La représentation de ces feuilles de présence servira à justifier de l'observation de la loi.

B. — « Aucun enfant ne pourra, avant l'âge de « quinze ans accomplis, être admis à travailler plus « de six heures par jour, s'il ne justifie, par la pro- « duction d'un certificat de l'instituteur ou de l'ins- « pecteur primaire, visé par le maire, qu'il a acquis « l'instruction primaire élémentaire. Ce certificat « sera délivré sur papier libre et gratuitement. » (Art. 9).

Après l'âge de douze ans, l'obligation d'envoyer l'enfant à l'école ne continue pas; mais les parents sont indirectement contraints de lui faire donner l'instruction élémentaire. En effet, tant que cette instruction n'est pas acquise, l'enfant ne peut, jusqu'à l'âge de quinze ans, être admis à faire plus d'une demi-journée de travail, comme s'il n'avait pas encore douze ans.

L'intérêt des parents les stimule ainsi à procurer de bonne heure à l'enfant une instruction suffisante, afin de pouvoir obtenir pour lui un salaire supérieur. La justification des connaissances du jeune ouvrier (1)

(1) L'enseignement primaire élémentaire comprend, d'après l'article 23 de la loi du 27 mars 1850: l'instruction morale et religieuse, la lecture, l'écriture et les éléments de la langue française et du calcul.

se fait d'ailleurs très-simplement. Il suffit pour cela d'un certificat délivré par l'instituteur qui l'a enseigné ou par l'inspecteur primaire. Ce certificat doit être visé par le maire, afin que la qualité de la personne qui délivre le certificat soit bien constatée.

Nous ajouterons toutefois que cette disposition nous paraît plus exposée à la critique que celle de l'article précédent. Si nous comprenons très-bien qu'on veuille assurer à l'enfant le bienfait de l'école pendant ses plus jeunes années, nous comprenons moins qu'on fasse à douze ans une distinction aussi tranchée entre ceux qui ont acquis l'instruction primaire élémentaire et ceux qui sont restés ignorants. C'est peser un peu trop directement, pensons-nous, sur la liberté des parents, et les rendre dans certains cas responsables d'un fait qui ne dépend point d'eux. Ne peut-il pas se faire en effet que l'enfant soit complétement dénué d'intelligence ou de dispositions pour l'étude, et qu'il soit en même temps fortement constitué pour le travail manuel? Pourquoi dans ce cas l'empêchera-t-on de consacrer à l'atelier un temps aussi long que pourrait le faire un enfant peut-être moins robuste que lui? Nous voyons là une inégalité qu'on ne peut guère justifier qu'en admettant le principe de l'instruction obligatoire, qu'il nous répugne d'adopter. Si l'on jugeait qu'à l'âge de douze ans l'enfant a encore besoin d'aller à l'école, ce que nous croyons volontiers, ne fallait-il pas réduire pour tous la durée de la journée de travail, sans faire d'exception ?

CHAPITRE SIXIÈME

DES MESURES DE POLICE CONCERNANT L'EMPLOI DES ENFANTS DANS L'INDUSTRIE

§ I. — *Pièces justificatives exigées pour l'emploi des enfants.*

« Les maires sont tenus de délivrer aux père, mère « ou tuteur, un livret sur lequel sont portés les nom « et prénoms de l'enfant, la date et le lieu de sa nais- « sance, son domicile, le temps pendant lequel il a « suivi l'école.

« Les chefs d'industrie ou patrons inscriront sur le « livret la date de l'entrée dans l'atelier ou établisse- « ment, et celle de la sortie.

« Ils devront également tenir un registre sur lequel « seront mentionnées toutes les indications insérées « au présent article. » (Art. 10.)

Ces dispositions, empruntées à la loi de 1841, fournissent un moyen facile de contrôler l'état de l'enfant. Aussi est-ce là une mesure obligatoire dans tous les cas. Les chefs d'industrie ne doivent recevoir aucun enfant sans un livret régulier, alors même qu'ils connaîtraient parfaitement tous les détails de sa situation. Leur négligence sur ce point trouverait une sanction dans l'amende prononcée par l'article 25

de la loi du 19 mai 1874, pour toute contravention aux prescriptions de cette loi. Et cela, indépendamment des autres condamnations, qui seraient encourues si l'enfant admis sans livret ne se trouvait pas dans les conditions légales d'admission.

La loi ne donne pas de détails pratiques sur la délivrance du livret. Elle en laisse la réglementation à l'autorité administrative. Nous trouvons sur ce point des indications qui peuvent encore être suivies, dans une circulaire ministérielle adressée aux préfets, à la date du 25 septembre 1854, relativement à l'exécution de la loi sur le travail des enfants.

« Les livrets destinés aux enfants étant généralement imprimés, il est essentiel qu'ils contiennent le texte de la loi. »

« Il est nécessaire qu'on tienne dans les mairies un registre spécial sur lequel seront relatés, par ordre de dates, les livrets délivrés à des enfants et les diverses indications que renferment ces documents, afin qu'on puisse toujours faire les vérifications nécessaires, notamment lorsqu'un livret vient à se perdre et doit être remplacé. Quand il y a lieu à ce remplacement, le second livret doit porter en tête les mots : Par duplicata. »

Toutes ces recommandations sont fort sages et ne nous paraissent point dépasser les limites des attributions administratives. En voici une prise également dans la circulaire de 1854, qui pourrait être contestée.

« Les livrets appartenant à des enfants qui viennent d'une autre commune doivent être soumis au visa du maire et transcrits sur le registre spécial. »

Nous ne croyons pas qu'on puisse obliger le porteur d'un livret à le soumettre au visa du maire de la nou-

velle commune dans laquelle il vient travailler. Tout ce qu'on peut demander c'est que la signature du maire qui a délivré le livret soit légalisée dans les formes ordinaires.

« Il est d'usage, dit enfin la circulaire, de délivrer gratuitement dans chaque commune les livrets destinés aux enfants des fabriques; il est pourvu généralement à cette faible dépense par les fonds municipaux. » Nous ne savons si la gratuité absolue sera maintenue, à raison de l'augmentation assez considérable du nombre des enfants qui doivent maintenant avoir des livrets.

Quant au registre qui doit être tenu par le patron, aucune forme particulière n'est exigée. La circulaire en question faisait seulement observer qu'on doit y éviter les blancs et les surcharges, de même que dans tous les écrits destinés à des constatations régulières. Le patron qui ne mettrait aucun ordre dans son registre, ne satisferait pas aux exigences de la loi.

Ajoutons ici que la prudence fait en outre un devoir au chef d'industrie de retenir, pendant tout le temps qu'il occupe un enfant, les certificats et le livret qui lui ont été présentés. C'est le seul moyen qu'il ait, le cas échéant, de prouver que les énonciations de son registre sont exactes, ou qu'il a été trompé par la production de pièces fausses.

§ II. — *Police des ateliers.*

A. — « Les ateliers doivent être tenus dans un état « constant de propreté et convenablement ventilés. « Ils doivent présenter toutes les conditions de sécu- « rité et de salubrité nécessaires à la santé des en- « fants.

« Dans les usines à moteurs mécaniques, les courroies, les engrenages ou tout autre appareil, dans « le cas où il aura été constaté qu'ils présentent une « cause de danger, seront séparés des ouvriers, de « telle manière que l'approche n'en soit possible que « pour les besoins du service.

« Les puits, trappes et ouvertures de descente doivent être clôturés. » (Art. 14.)

Cet article, qui a pour but d'assurer l'hygiène des ateliers où travaillent des enfants, renferme deux sortes de prescriptions.

Les unes sont imposées dès maintenant d'une façon générale, et doivent par conséquent être exécutées par les chefs d'usines ou d'ateliers, sans qu'ils aient à attendre aucune autre indication : ce sont notamment celles qui ordonnent de tenir propres les ateliers et de clôturer les ouvertures de descente. Les autres comportent l'intervention d'un pouvoir appréciateur : ce sont les mesures diverses de salubrité et de sécurité, qu'il est impossible de prévoir complétement dans le texte de la loi, et qu'il est préférable de laisser déterminer, suivant les circonstances, par une autorité compétente.

Dans ce dernier cas, la cause de danger doit être constatée; et l'industriel peut attendre cette constatation pour modifier, d'après les indications qui lui seront fournies, l'état de ses ateliers. Le législateur a d'ailleurs prévu la cause la plus fréquente de danger pour les ouvriers dans les usines : ce sont les appareils de transmission, dont le mouvement rapide peut si facilement entraîner ceux qui s'en approchent de trop près. On devra donc, toutes les fois que la prudence l'exigera, faire intercepter le contact de ces appareils. Des règlements généraux ou individuels

déterminoront l'opportunité et les conditions de ces mesures de sécurité.

Nous verrons bientôt aussi quel est le devoir des inspecteurs en cette matière.

La distinction que nous venons de faire entre les prescriptions de l'article 14, présente un intérêt pratique au point de vue de la répression. Tandis que le patron qui n'aura point fait clôturer ses trappes pourra, sans avertissement préalable, être poursuivi et condamné, celui, au contraire, qui aurait négligé une mesure de sécurité non prévue par la loi, ne pourrait être déclaré en contravention, tant que la nécessité de cette mesure n'aura point été officiellement constatée.

B. — « Les patrons ou chefs d'établissement doi-
« vent, en outre, veiller au maintien des bonnes
« mœurs et à l'observation de la décence publique
« dans leurs ateliers. » (Art. 15.)

La loi du 22 mars 1841 contenait une disposition analogue, mais avec une rédaction différente. Il y était dit que « des règlements d'administration publique devraient assurer le maintien des bonnes mœurs et de la décence publique dans les ateliers, usines et manufactures. » La nouvelle loi semble charger directement le patron de pourvoir au maintien des bonnes mœurs, sans qu'il y ait besoin d'autres règlements. Suivant le rapporteur de la loi (1), on n'aurait pourtant rien innové au fond, et toute l'obligation du chef d'industrie se bornerait à observer les circulaires ministérielles qui interviendront sur l'observation de la loi. Malgré la grande autorité qui s'attache aux

(1) Discours de M. Tallon, à la séance du 6 février 1873.

paroles d'un des principaux auteurs de la loi, nous avons quelque peine à comprendre ainsi l'article 15.

Nous ne voyons point dans cet article, comme dans beaucoup d'autres de la loi de 1874, un renvoi aux règlements d'administration publique et encore moins aux circulaires ministérielles. Il nous semble donc que le législateur a voulu faire peser sur le maître une part de responsabilité plus grande que celle que lui imposait la loi de 1841. Actuellement le chef d'industrie devra toujours, semble-t-il, empêcher les désordres graves de se produire dans son atelier, en prenant d'initiative les mesures nécessaires. Nous sommes pourtant forcé de reconnaître qu'en pratique, les prescriptions de la loi manqueront généralement de sanction, tant que les obligations du patron n'auront pas été plus nettement définies.

Un amendement de M. Pernolet allait plus loin en disant que « les chefs d'établissement, patrons, contre-maîtres et surveillants devraient s'interdire toute atteinte aux bonnes mœurs de la population ouvrière qu'ils emploient et surveillent. » Cet amendement, vivement attaqué (1), a été rejeté. En dehors de toute autre considération, on peut dire que les faits qu'il prévoyait doivent trouver dans la loi pénale ordinaire une sanction bien plus énergique que celle de la présente loi.

C. — « Les patrons ou chefs d'industrie seront « tenus de faire afficher dans chaque atelier les dis- « positions de la présente loi et les règlements d'ad- « ministration publique relatifs à son exécution. » (Art. 11.)

(1) « S'inscrire dans la loi serait faire injure à l'industrie française », dit M. Joubert. (Séance du 18 mai 1874.)

La grande publicité de la loi est une garantie de son exécution. Tous les intéressés peuvent ainsi la connaître et en invoquer la protection (1).

La loi du 22 mars 1841 (art. 9) prescrivait, en outre, aux chefs d'établissements industriels, de faire afficher les règlements intérieurs qu'eux-mêmes seraient tenus de faire pour assurer l'exécution de la loi. Cette disposition, qui n'est pas reproduite dans la loi de 1874, peut cependant être considérée comme implicitement maintenue, puisque les patrons sont chargés de veiller dans leurs ateliers au maintien du bon ordre, ce qui exige naturellement de leur part des règlements intérieurs de police privée.

(1) Une circulaire du Ministre du Commerce adressée aux inspecteurs divisionnaires, vient de recommander l'application rigoureuse de la loi sur ce point.

CHAPITRE SEPTIÈME

DES AUTORITÉS CHARGÉES DE VEILLER A L'EXÉCUTION DE LA LOI

L'une des meilleures innovations réalisées par la loi du 19 mai 1874, c'est la création de fonctionnaires spéciaux chargés de pourvoir à l'application sérieuse de ses dispositions. Le plus grand reproche qu'on puisse faire à la loi du 22 mars 1841, c'est de n'avoir presque jamais été appliquée. Bien des fois on avait réclamé près du gouvernement et près des assemblées législatives l'observation vigilante de la loi, et toujours on était venu se briser contre la négligence de l'administration ou l'insuffisance de ceux auxquels on demandait un surcroît exagéré de travail.

Les premiers inspecteurs choisis en dehors de l'administration avaient bientôt donné leur démission, et le gouvernement s'était adressé successivement aux inspecteurs primaires, aux vérificateurs des poids et mesures et aux ingénieurs des mines (1). Parmi ces fonctionnaires, les uns étaient trop occupés, les autres trop timides pour exercer un contrôle sérieux, et

(1) Ces derniers avaient été chargés de l'inspection par un décret du 7 décembre 1868. Le même décret instituait près du ministre du commerce une *commission supérieure* chargée de donner son avis sur toutes les questions intéressant le travail des enfants, et de faire un rapport annuel sur l'exécution de la loi qui les concernait.

comme l'unité d'action faisait d'ailleurs complétement défaut, la loi, comme nous l'avons déjà dit, avait fini par tomber communément dans l'oubli. Seuls, quelques départements, celui du Nord par exemple, devaient à l'initiative de leurs conseils généraux, avec la création d'inspecteurs spéciaux et salariés, une application beaucoup plus exacte des mesures protectrices de l'enfance.

Aussi, lors de la discussion de la loi de 1874, insista-t-on vivement pour une réforme complète de l'ancien système d'inspection et pour la centralisation de la surveillance qu'elle demanderait.

Dans cette pensée, qui a prévalu, deux pouvoirs distincts ont été institués : des conseils ou commissions de surveillance, dont les membres ne sont point salariés, puis des inspecteurs salariés, qui sont chargés du service actif.

Les conseils se divisent eux-mêmes en *commission supérieure*, laquelle étend son contrôle sur toute la France, et en *commissions locales*, qui surveillent dans ses détails le service de l'inspection.

§ I. — *Inspecteurs.*

« Pour assurer l'exécution de la loi, il sera nommé « quinze inspecteurs divisionnaires. La nomination « des inspecteurs sera faite par le gouvernement, sur « une liste de présentation dressée par la commission « supérieure ci-dessous instituée, et portant trois « candidats pour chaque emploi disponible.

« Ces inspecteurs seront rétribués par l'État.

« Chaque inspecteur divisionnaire résidera et exer- « cera sa surveillance dans l'une des circonscriptions « territoriales déterminées par un règlement d'admi- « nistration publique. » (Art. 16.)

« Seront admissibles aux fonctions d'inspecteur les « candidats qui justifieront du titre d'ingénieur de « l'État ou d'ingénieur civil, ainsi que les élèves « diplômés de l'école centrale des arts et manufac- « tures et des écoles des mines.

« Seront également admissibles ceux qui auront « déjà rempli, pendant trois ans au moins, les fonc- « tions d'inspecteurs du travail des enfants ou qui « justifieront avoir dirigé ou surveillé pendant cinq « années des établissements industriels occupant cent « ouvriers au moins. » (Art. 17.)

A. — A raison de l'importance du choix à faire des inspecteurs, la loi entoure leur nomination de garanties fort remarquables.

Tout d'abord, ils doivent justifier de connaissances spéciales, puis ils doivent être agréés par la commission supérieure chargée de présenter les candidats. Enfin ils sont désignés sur la liste de présentation par un acte du gouvernement, c'est-à-dire par un arrêté ministériel.

Chaque inspecteur a une résidence déterminée et doit exercer sa surveillance sur une partie limitée de la France.

Un décret du 15 février 1875 a statué sur ce point en conformité des dispositions de la loi. Quinze circonscriptions (dont la première comprend le seul département de la Seine et dont les autres varient de deux à dix départements) ont été tracées eu égard à la distribution géographique des centres industriels, et aussi en tenant compte des facilités plus ou moins grandes de transport que pourrait avoir l'inspecteur.

Les inspecteurs, avons-nous dit, sont salariés (1).

(1) Une loi de finance du 3 juin 1875 a accordé au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, pour les frais d'inspection, un crédit

Leur traitement sera fixé par le ministre après le vote des crédits alloués à cet effet par l'Assemblée nationale.

B. — « Les inspecteurs ont entrée dans tous les « établissements manufacturiers, ateliers et chantiers. « Ils visitent les enfants ; ils peuvent se faire repré- « senter le registre prescrit par l'article 10, les livrets, « les feuilles de présence aux écoles, les règlements « intérieurs. » (Art. 18, § 1.)

Les pouvoirs les plus larges sont ainsi accordés aux inspecteurs pour accomplir leur mission. Tous les établissements industriels sans exception sont soumis à leur visite, aussi bien ceux qui n'occupent pas d'enfants que ceux qui en renferment. Il est en effet nécessaire que l'inspecteur puisse toujours s'assurer si les déclarations du patron quant à l'âge et au sexe des ouvriers qu'il emploie, sont conformes à la vérité.

Aucun temps spécial n'est d'ailleurs fixé pour la visite des inspecteurs. Ils peuvent se présenter à toute heure dans les ateliers et aussi bien les jours fériés que les jours ouvrables. Rien non plus ne détermine la fréquence de leurs tournées d'inspection. On comprend facilement que les excès de zèle sont peu à redouter de la part des inspecteurs. Indépendamment de l'intégrité que les conditions de leur nomination peuvent permettre d'espérer de ces fonctionnaires, il est certain que l'étendue considérable de leur charge sera toujours un obstacle sérieux aux velléités inquisitoriales qu'ils pourraient avoir.

supplémentaire de 70,000 francs, applicable aux sept mois de l'année restant à courir. C'est donc une dépense totale de 120,000 francs par an pour le service de l'inspection.

Si l'entrée des ateliers était refusée à un inspecteur, il devrait dresser procès-verbal de ce refus, qui constitue une contravention spéciale aux termes de l'article 28 de la loi du 19 mai 1874. Nous croyons de plus qu'il pourrait directement requérir l'assistance de la force publique, pour vaincre la résistance matérielle qui serait opposée à l'exercice de ses fonctions.

« Les inspecteurs devront, chaque année, adresser « des rapports à la commission supérieure ci-dessous « instituée. » (Art. 19.)

La commission supérieure, nous le verrons bientôt, a le devoir de contrôler la marche générale de l'inspection et de présenter au gouvernement un travail d'ensemble sur l'application faite de la loi. Ce sont les rapports particuliers de chaque inspecteur, qui doivent principalement lui fournir les renseignements nécessaires.

On avait proposé de créer un inspecteur général, qui aurait centralisé les résultats de l'inspection et présenté un rapport unique à la commission supérieure. Mais on a craint d'augmenter inutilement le nombre des fonctionnaires, et surtout d'ôter quelque chose à l'efficacité du contrôle de la commission supérieure.

Cette commission, a-t-on dit, ne recevant qu'un seul rapport, se contenterait le plus souvent de le reproduire à peu près textuellement dans son propre rapport au président de la république. La comparaison des différents rapports des inspecteurs divisionnaires fournira au contraire à la commission, une connaissance plus sûre et plus complète de la situation industrielle. Et l'œuvre personnelle émanée d'un conseil important aura toujours plus de poids, ajou-

tait-on, que celle d'un fonctionnaire moins désintéressé et peut-être moins indépendant.

Pour ces raisons, on a décidé que les inspecteurs communiqueraient directement avec la commission supérieure, et qu'ils n'auraient point de supérieur hiérarchique autre que le ministre du commerce.

C. — « Le conseil général pourra également nom-« mer un inspecteur spécial rétribué par le dépar-« tement; cet inspecteur devra toutefois agir sous la « direction de l'inspecteur divisionnaire. » (Art. 21, § 2.)

Sous l'empire de la loi du 22 mars 1841, quelques conseils généraux, reconnaissant l'insuffisance notoire de l'inspection ordinaire, avaient eu l'heureuse initiative d'instituer des inspecteurs départementaux aux frais du département (1).

Cette mesure avait produit d'excellents résultats, et bien qu'actuellement la présence d'inspecteurs spéciaux ne soit plus aussi nécessaire, à raison de la meilleure organisation du service de l'inspection générale, il n'en est pas moins vrai que, bien souvent, les inspecteurs divisionnaires ne pourront pas suffire à la tâche qui leur est confiée.

La loi de 1874 reconnaît donc l'utilité des inspecteurs départementaux et laisse aux conseils généraux le soin d'apprécier l'opportunité de cette institution. Mais, afin d'éviter tout conflit, elle subordonne la mission de ces inspecteurs à l'autorité des inspecteurs

(1) En 1872, le conseil général du Nord ayant nommé deux inspecteurs, ces deux fonctionnaires ont visité 913 établissements industriels et constaté 6, 352 contraventions. Ce renseignement, fourni par M. Testelin, député, peut donner une idée de la besogne qui attend les nouveaux inspecteurs divisionnaires.

divisionnaires nommés par le gouvernement. Sous cette réserve, ils devront agir dans les mêmes conditions et avec les mêmes droits que les inspecteurs divisionnaires.

§ II. — *Commissions locales.*

« Il sera institué, dans chaque département, des « commissions locales, dont les fonctions seront gra- « tuites, chargées : 1° de veiller à l'exécution de la « loi ; 2° de contrôler le service de l'inspection ; « 3° d'adresser au préfet du département sur l'état « du service et l'exécution de la loi, des rapports qui « seront transmis au ministre et communiqués à la « commission supérieure.

« A cet effet, les commissions locales visiteront les « établissements industriels, ateliers et chantiers ; « elles pourront se faire accompagner d'un médecin, « quand elles le jugeront convenable. » (Art. 20.)

« Le Conseil général déterminera, dans chaque « département, le nombre et la circonscription des « commissions locales ; il devra en établir une au « moins dans chaque arrondissement ; il en établira, « en outre, dans les principaux centres industriels « ou manufacturiers, là où il le jugera nécessaire. » (Art. 21.)

A. — Les commissions locales ont été considérées comme un complément de l'inspection. Placées aussi près que possible des établissements industriels, elles doivent suppléer au service de l'inspecteur en exerçant par elles-mêmes une surveillance attentive, et

en lui signalant au besoin les faits qui réclament son intervention (1).

Elles ont d'ailleurs une autre utilité en ce sens qu'elles peuvent servir à prévenir la négligence des inspecteurs, dont elles feront connaître la conduite au gouvernement par l'intermédiaire des préfets et de la commission supérieure. Aussi le vœu du législateur est-il que les commissions locales soient assez multipliées, pour embrasser facilement dans leur contrôle tous les lieux où se trouvent des travailleurs protégés. Le Conseil général est juge en cette matière. Il fixe lui-même le nombre et la circonscription des commissions locales; mais il ne peut se dispenser d'en établir au moins une dans chaque arrondissement.

La loi ne dit pas très-nettement quels devront être les rapports des inspecteurs avec les commissions locales. Celles-ci pourront-elles directement adresser leurs observations aux inspecteurs? Nous ne le pensons pas. La loi se borne à dire que les commissions locales devront contrôler le service de l'inspection, et elle ajoute que des rapports sur l'état du service seront adressés au préfet du département. Qu'est-ce à dire, sinon que les commissions locales ne peuvent qu'indirectement diriger le travail des inspecteurs? S'il en était autrement, la situation de ces derniers serait extrêmement difficile. L'inspecteur qui a la surveillance de quatre ou cinq départements comprenant plus d'une vingtaine de commissions locales, pourrait-il être astreint à suivre les indications qui

(1) Le décret du 7 décembre 1868 autorisait le ministre du commerce à créer des commissions locales dans les départements où il pourrait en être besoin. Sur certains points, ces commissions ont fonctionné de la manière la plus heureuse. (Voir le rapport de M. Kolb-Bernard sur la proposition de M. Joubert.)

lui arriveraient peut-être en même temps de tous les côtés ?

La seule manière raisonnable d'interpréter la loi nous semble être de laisser toute liberté à l'inspecteur, et de supprimer tous rapports directs (autres que les rapports officieux) entre lui et les commissions locales. C'est le meilleur moyen de prévenir des conflits autrement presque inévitables, et d'assurer la marche régulière de l'inspection, sans rien enlever à l'influence des commissions locales.

Nous trouvons, au surplus, dans le texte même de la loi, un autre motif de décider ainsi. L'article 18, ainsi que nous le verrons bientôt, prévoit un cas où l'inspecteur devra demander l'avis de la commission ; mais ce cas est présenté comme une exception, et nous pouvons en inférer qu'ordinairement il doit y avoir séparation complète entre leurs attributions.

Les commissions locales peuvent se faire accompagner d'un médecin dans leurs visites. Mais là ne s'arrête pas leurs pouvoirs ; car l'article 28, que nous étudierons bientôt, prévoit et punit la résistance qui serait opposée à la mission d'ingénieurs ou experts délégués. Bien que cet article ne dise pas de qui doit émaner la délégation, il nous semble voir là un complément des dispositions de l'article 20 relativement aux attributions des commissions locales. On comprend d'ailleurs que les constatations que la loi les charge de faire, peuvent présenter des difficultés techniques et exiger absolument l'intervention de spécialistes : des chimistes, des mécaniciens, aussi bien que des médecins.

B. — « Les commissions locales seront composées de « cinq membres au moins et de sept au plus, nommés

« par le préfet, sur une liste de présentation arrêtée « par le Conseil général.

« On devra faire entrer, autant que possible, dans « chaque commission, un ingénieur de l'Etat ou un « ingénieur civil, un inspecteur de l'instruction pri- « maire et un ingénieur des mines, dans les régions « minières.

« Les commissions sont renouvelées tous les cinq « ans; les membres sortants pourront être de nou- « veau appelés à en faire partie. » (Art. 22.)

C'est au préfet qu'appartient le droit de nommer les membres des commissions locales que le Conseil général a une fois instituées. Cette nomination doit d'ailleurs se faire sur une liste de présentation arrêtée par le Conseil général. La loi ne dit pas combien cette liste de présentation doit contenir de noms, de même qu'elle ne dit pas par qui doit être fixé le nombre des membres de chaque commission.

Voici l'interprétation qui nous paraît ressortir cependant des termes de l'article 22. Le Conseil général présente une liste contenant sept noms, sur lesquels le préfet peut en éliminer un ou deux, en nommant cinq ou six membres seulement. Si l'on n'entendait pas la loi de cette façon, il faudrait permettre au préfet de refuser la liste qui lui est présentée, jusqu'à ce qu'elle contienne des noms qui lui conviennent.

La loi indique certains éléments de composition pour les commissions locales. Le corps des ingénieurs et celui de l'instruction primaire doivent être autant que possible représentés. Mais il n'y a dans l'article 22 qu'un conseil, et nous ne voyons pas comment on pourrait attaquer la nomination d'une commission locale faite en dehors de ces indications.

Les commissions locales doivent être renouvelées

tous les cinq ans. Pendant cette durée, leurs membres doivent, ce semble, être considérés comme inamovibles.

La dépense nécessaire pour fournir un lieu de réunion aux commissions, et les menus frais qu'elles peuvent occasionner, nous paraissent devoir être supportés par le département.

§ III. — *Commission supérieure.*

« Une commission supérieure, composée de neuf « membres dont les fonctions seront gratuites, est « établie auprès du ministre du commerce ; cette com- « mission est nommée par le président de la répu- « blique ; elle est chargée :

« 1° De veiller à l'application uniforme et vigilante « de la loi ;

« 2° De donner son avis sur les règlements à faire « et généralement sur les diverses questions intéres- « sant les travailleurs protégés ;

« 3° Enfin d'arrêter les listes de présentation des « candidats pour la nomination des inspecteurs divi- « sionnaires. » (Art. 23.)

A. — La nomination des membres de la commission supérieure est laissée au chef de l'Etat, dont le choix est complétement libre (1). La loi ne fixant pas la durée

(1) Cette nomination a été faite, quelques jours après la promulgation de la loi, par un décret en date du 9 juin 1874, qui est ainsi conçu :

Art. 1er. — La commission supérieure instituée par l'article 23 de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures employés daus l'industrie, sera composée de la manière suivante :

des fonctions de ceux qui composent cette commission, on doit en conclure qu'ils sont en principe nommés à vie. Mais sont-ils inamovibles? Nous pensons que non. L'inamovibilité est toujours une exception pour ceux que le gouvernement a le droit de nommer, et, dans le silence de la loi, nous ne voyons pas que les membres de la commission supérieure puissent revendiquer un privilége particulier. Hâtons-nous d'ajouter que le rôle de la commission supérieure est trop éloigné des questions irritantes de la politique, pour qu'en pratique il y ait à redouter un conflit sérieux entre elle et le gouvernement.

Le décret du 9 juin 1874 institue un secrétaire salarié près de la commission. Ce détail avait été prévu dans les discussions du projet de loi, et l'on était convenu de ne point édicter de disposition spéciale, pour donner toute liberté au ministre du commerce et lui permettre de pourvoir le plus économiquement possible aux exigences du service de la commission supérieure.

MM. Deseilligny, député (M. Deseilligny, étant mort, a été remplacé par M. Grivart, député, ancien ministre du commerce.)
Ambroise Joubert, député.
Comte de Melun, député.
Eugène Tallon, député.
Ozenne, conseiller d'Etat, secrétaire général du ministère de l'agriculture et du commerce.
L'abbé de Broglie, aumônier de l'école normale primaire d'Auteuil.
Dumas, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences.
Gouin, président de la chambre de commerce de Paris.
Dumoustier de Frédilly, directeur du commerce intérieur au ministère de l'agriculture et du commerce.

Art. 2. — Un arrêté du ministre de l'agriculture et du commerce nommera le secrétaire de la commission et fixera son traitement.

B. — Les attributions de la commission supérieure sont de deux sortes. D'une part, elle a un rôle actif qui consiste dans une surveillance générale de l'application de la loi; d'autre part, elle forme une assemblée consultative appelée à donner son avis sur certaines questions d'administration.

1° Elle doit veiller à l'application uniforme et vigilante de la loi.

La pensée du législateur a été évidemment de rendre plus efficaces les mesures de protection contenues dans la loi du 19 mai 1874, en plaçant au dessus des inspecteurs, et à la tète de toutes les commissions locales de France, un conseil unique, auquel la garde de la loi sera tout spécialement confiée. C'est un moyen, a-t-on pensé, de prévenir les défaillances et les divergences, dans une matière où les influences locales sont souvent à redouter. On a voulu relier en quelque sorte tous les efforts de l'inspection et garantir, par l'intervention d'une autorité impartiale et forte, l'exécution sérieuse de la loi.

Mais comment s'exerce l'action de la commission supérieure?

Le projet de la loi, adopté en seconde lecture, portait un paragraphe ainsi conçu : « La commission supérieure est chargée de diriger par ses conseils et par ses instructions, les travaux des inspecteurs divisionnaires et des commissions locales, de développer la puissance morale de l'inspection et d'en assurer l'efficacité. » La suppression de ce paragraphe dans l'article 23 a été faite lors de la troisième lecture de la loi, et a gravement modifié les conditions d'existence de la commission supérieure. Il en résulte, semble t-il, qu'elle ne doit exercer, comme les commissions locales, qu'un contrôle indirect sur l'inspec-

tion, et ce qui nous paraît fort convenable par rapport aux commissions inférieures, nous paraît au contraire très-critiquable dans le présent cas.

Si la commission supérieure n'a point le droit (et la modification rapportée à l'article 23 semble le lui refuser) de s'adresser personnellement aux inspecteurs, soit pour leur demander des renseignements, soit pour leur donner des instructions, nous craignons beaucoup que la surveillance de la commission ne demeure, comme celle de bien d'autres conseils, une surveillance purement platonique.

Quoi qu'il en soit du mérite de la législation, voici comment nous pensons qu'elle doive être entendue. La commission supérieure reçoit annuellement les rapports des inspecteurs divisionnaires, elle a de plus communication des rapports adressés aux préfets des différents départements par les commissions locales, et c'est sur tous ces rapports qu'elle doit se faire une opinion et la formuler ensuite dans un rapport au président de la république. Là, en définitive, paraît se borner sa mission de surveillance. Elle ne comprend ni l'inspection personnelle des établissements où travaillent des enfants, ni même la possibilité d'adresser aux inspecteurs autre chose que des conseils officieux.

2° La commission supérieure doit donner son avis sur les règlements à faire, et généralement sur les diverses questions intéressant les travailleurs protégés.

Ainsi toutes les mesures réglementaires prises par l'administration supérieure en exécution de la loi du 19 mai 1874, doivent être antérieurement soumises à l'appréciation de la commission supérieure. Le règlement promulgué sans son avis préalable serait enta-

ché de nullité (¹). On remarquera d'ailleurs, que la loi ne parle pas seulement des règlements d'administration publique, mais qu'elle a soin d'ajouter que la commission supérieure devra être consultée sur toutes les questions intéressant les travailleurs protégés. Cette expression est aussi générale que possible et elle étend la mission consultative de la commission dans les plus larges limites.

Il pourrait donc se faire que le rôle consultatif fût en définitive la plus importante partie des attributions de la commission supérieure.

C. — Nous avons déjà dit comment elle intervient dans la nomination des inspecteurs divisionnaires.

Voyons maintenant comment la commission supérieure fait parvenir ses observations au gouvernement.

« Chaque année, le président de la commission su-
« périeure adressera au président de la république
« un rapport général sur les résultats de l'inspection
« et sur les faits relatifs à l'exécution de la présente
« loi.

« Ce rapport devra être, dans le mois de son dépôt,
« publié au *Journal officiel.* » (Art. 24, §§ 1 et 2.)

Ce rapport est, en définitive, le seul moyen efficace d'action que la loi ait donné à la commission supérieure. Aussi cet acte doit-il recevoir une grande publicité par son insertion au *Journal officiel.* C'est un moyen d'associer l'opinion publique aux réclamations que la commission pourra faire, et d'empêcher que cette commission cesse jamais de donner au moins signe de vie.

(¹) Le gouvernement a de plus consulté, pour tous les règlements qu'il a jusqu'ici édictés, le comité consultatif des arts et manufactures. Ce comité a été réorganisé par le décret du 1er avril 1861.

La loi dit que le rapport devra être adressé par le président de la commission supérieure; il est bien entendu que ce rapport doit être l'œuvre de la commission tout entière et représenter l'opinion de la majorité des membres qui la composent.

Tout ce qui a trait aux fonctions de la commission peut s'y trouver compris : ce doit être un tableau aussi fidèle que possible de l'application de la loi dans l'année précédente.

§ IV. — *Rapport à l'Assemblée nationale.*

« Le gouvernement rendra compte chaque année à « l'Assemblée nationale, de l'exécution de la loi et « de la publication des règlements d'administration « publique destinés à la compléter. » (Art. 24, § 3.)

Au dessus de la commission supérieure et du pouvoir exécutif, le législateur s'est réservé de surveiller lui-même l'exécution de ses décisions. Cette disposition exceptionnelle a le double avantage de stimuler le zèle du ministère, obligé de rendre compte de l'exécution de la loi, et de permettre la réforme successive des défectuosités que l'expérience pourra révéler dans cette loi.

Il a été plusieurs fois dit, au cours de la discussion de la présente loi, que le travail des enfants serait encore susceptible de bien des améliorations, et l'Assemblée nationale a voulu, en quelque sorte, s'engager solennellement à ne point oublier l'examen successif de ces améliorations (1).

(1) En écrivant ces lignes, nous songeons au projet de constitution qui est actuellement préparé et qui partage le pouvoir législatif entre deux assemblées. A laquelle de ses assemblées devrait être adressé le rapport du gouvernement ? Peut-être aux deux? La loi du 19 mai 1874 ne prévoit point cette petite difficulté, qui ne sera probablement pas la dernière.

CHAPITRE HUITIÈME

DE LA POURSUITE ET DE LA RÉPRESSION DES CONTRAVENTIONS.

§ I. — *Recherche et constatation des contraventions.*

« Les contraventions seront constatées par les « procès-verbaux des inspecteurs, qui feront foi jus- « qu'à preuve contraire.

« Lorsqu'il s'agira de travaux souterrains, les con- « traventions seront constatées concurremment par « les inspecteurs ou par les gardes-mines.

« Les procès-verbaux seront dressés en double « exemplaire dont l'un sera envoyé au préfet du dé- « partement et l'autre déposé au parquet. Toutefois, « lorsque les inspecteurs auront reconnu qu'il existe « dans un établissement ou atelier une cause de dan- « ger ou d'insalubrité, ils prendront l'avis de la com- « mission locale ci-dessous instituée, sur l'état du « danger ou d'insalubrité, et ils consigneront cet avis « dans un procès-verbal.

« Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux « règles du droit commun quant à la constatation et à « la poursuite des infractions commises à la présente « loi. » (Art. 18.)

A. — C'est aux inspecteurs du travail des enfants qu'il incombe principalement de rechercher les contraventions qui peuvent être commises relativement à ce travail, et c'est par un procès-verbal qu'ils doivent constater le résultat de leurs recherches.

Les procès-verbaux dont parle l'article 18 ne sont pas une innovation en matière pénale. En général, tous les agents administratifs chargés d'une surveillance spéciale doivent dresser des procès-verbaux, toutes les fois qu'ils rencontrent un fait contraire aux prescriptions de la loi qu'ils ont mission de faire appliquer. Seulement la forme de ces procès-verbaux et l'autorité qu'ils ont en justice sont diversement réglées par des lois particulières. Il y a tel procès-verbal qui doit être dressé avec l'assistance de témoins et qui fait foi jusqu'à inscription de faux; il y a tel autre qui peut être rédigé par un seul agent, mais qui ne fait foi que jusqu'à preuve contraire.

Les procès-verbaux des inspecteurs sont ainsi dispensés de toutes formes extraordinaires, et peuvent être combattus, sans qu'il soit besoin de recourir à la procédure du faux.

On remarquera qu'ils doivent être dressés en double exemplaire, pour que le procureur de la république et le préfet en aient simultanément connaissance. On comprend, en effet, qu'il importe également de provoquer l'attention de l'administration et du ministère public. Celui-ci poursuivra la répression des infractions à la loi, tandis que l'autorité préfectorale et l'administration supérieure qu'elle représente, pourront aviser à prévenir le retour de ces infractions par des mesures de police.

B. — Un cas particulier est prévu par le cinquième

paragraphe de l'article 18, relativement aux causes de danger ou d'insalubrité qui existeraient dans les ateliers.

Si nous ne nous trompons, il s'agit ici d'une hypothèse toute différente de celle que prévoit le reste de l'article 18. Ce n'est plus la constatation d'une contravention, mais bien la constatation de la nécessité d'une réforme dans l'aménagement de l'atelier. Ainsi que nous avons eu l'occasion de le remarquer, la loi, en prescrivant aux chefs d'industrie de veiller à la salubrité et à la sécurité des ateliers où travaillent des enfants, leur a imposé, outre certaines obligations particulières, une obligation générale susceptible d'une large appréciation. Quant à cette obligation, les patrons y obéissent en se soumettant aux mesures de police indiquées par l'autorité compétente, et il nous semble que c'est pour la détermination de ces mesures qu'est exigé le concours de la commission.

L'inspecteur, en visitant une fabrique, ne trouve aucune infraction aux règlements généraux, mais il remarque une cause particulière de danger ou d'insalubrité, qui n'a point encore été prévue par ces règlements, que doit-il faire? Dresser procès-verbal d'une contravention à la loi? Non, car l'industriel n'est pas en faute, d'avoir omis une précaution que personne ne lui avait encore indiquée. L'inspecteur devra donc constater simplement qu'il existe une cause de danger ou d'insalubrité indiquée dans son procès-verbal. Et comme il importe que cette décision soit entourée de toutes garanties, c'est alors que doit intervenir la commission locale pour apprécier le fait signalé par l'inspecteur et contrôler son opinion. L'avis de cette commission devra être consigné dans le procès-verbal de l'inspecteur. Désormais l'indus-

triel est suffisamment averti, et s'il négligo do faire disparaître lo vice d'aménagement do son atelier, un second procès-verbal dressé par l'inspecteur pourra le déclarer contrevenant, sans que l'avis do la commission locale soit désormais nécessaire.

On peut se domander ce qui arriverait, si l'inspecteur et la commission locale se trouvaient en désaccord sur l'appréciation des faits. L'inspecteur devrait-il se soumettre à l'avis de la commission locale ? Nous ne le pensons pas; car la loi nous semble lui laisser toute liberté d'action et l'obliger seulement à prendre cet avis et à le mentionner dans son procès-verbal. Les expressions dont se sert l'article 18 ne paraissent pas se prêter à une autre interprétation.

D'autre part, si l'industriel se trouvait lésé par la décision de l'inspecteur, le seul recours possible serait sans doute une plainte adressée soit au ministre soit à la commission supérieure. Nous inclinons à penser que, dans ce cas, la commission supérieure, qui doit veiller à l'application *uniforme* de la loi, pourrait statuer souverainement sur la question qui lui serait déférée.

C. — Le dernier paragraphe de l'article 18 a été ajouté au projet de la commission, à la suite de longues et vives discussions, dont nous devons mentionner l'objet.

Tout d'abord, on parlait uniquement des inspecteurs pour constater les contraventions. Puis, sur la proposition de M. Keller, on ajouta la disposition suivante : « A défaut des inspecteurs, les agents de police judiciaire constateront les délits qui leur seront signalés par la commission locale ; mais ils n'auront entrée dans les ateliers qu'en vertu d'une disposition spé-

cialo du parquet. » Suivant cet amendement, les agents ordinaires de la police judiciaire n'auraient eu qualité pour agir qu'en l'absence des inspecteurs et sur une délégation spéciale de leur chef hiérarchique. On voulait ainsi éviter le zèle abusif des agents inférieurs, tout en les appelant à renforcer la surveillance des inspecteurs sous la direction des commissions locales. Enfin on se décida à rentrer purement et simplement dans le droit commun, et à sanctionner l'interprétation que la jurisprudence avait déjà donnée à la loi du 22 mars 1841.

Bien que cette loi dit, en effet, que les contraventions seraient constatées par les procès-verbaux des inspecteurs, les tribunaux avaient décidé qu'elle n'excluait point les preuves ordinaires, les témoignages oraux par exemple (1), et que les officiers de police judiciaire avaient qualité pour agir concurremment avec les inspecteurs (2).

Ces solutions ne peuvent plus être discutées actuellement, mais il reste encore à déterminer dans quelles limites doit s'exercer l'action des officiers de police judiciaire. Il a été formellement reconnu devant l'Assemblée nationale, et le texte de la loi du 19 mai 1874 dit implicitement qu'il faut se référer uniquement aux règles générales de l'instruction criminelle.

Ainsi le procureur de la république et les officiers de police judiciaire placés sous sa direction ne pourront procéder à une visite des ateliers et manufactures, hors le cas de flagrant délit, que sur une délégation du juge d'instruction.

Telle n'était point d'ailleurs la jurisprudence de la

(1) Cassation, 15 mars 1862.
(2) Cassation, 16 novembre 1860.

cour de cassation, qui donnait à ces officiers les mêmes droits que ceux des inspecteurs.

« Attendu, disait-elle dans l'arrêt précité de 1860, qu'il résulte de l'ensemble de la discussion de cette loi (22 mars 1841) que le législateur a voulu que la compétence spéciale par lui conférée auxdits inspecteurs ne fût point exclusive de celle dont les commissaires de police se trouvaient investis alors par le droit commun ; d'où il suit que, même dans les localités où ces inspecteurs existent, les commissaires de police ont comme eux caractère pour s'occuper de l'exécution de la loi précitée ; attendu que l'obligation de constater les contraventions qu'elle prévoit et punit, implique nécessairement celle de les rechercher et par suite le droit d'entrer dans les manufactures, usines ou ateliers où elles seraient commises ; que les officiers de police judiciaire ne sauraient, lorsqu'ils se présentent dans ces établissements, contrevenir au principe du droit public d'après lequel la maison de toute personne habitant le territoire français est un asile inviolable, puisque l'article 76 de la constitution du 22 frimaire an VIII, qui le consacre, porte qu'on peut y entrer pour objet déterminé par une loi ou par un ordre émané d'une autorité publique. »

On pouvait répondre à ces considérants que l'article 76 de la constitution de l'an VIII ne permet point de pénétrer la nuit dans une maison sans le consentement de celui qui l'habite, hors le cas d'incendie, d'inondation, ou de réclamation faite de l'intérieur. Il a bien été dit quelquefois que l'atelier est un lieu public, mais cette assertion nous semble inexacte, et elle a été repoussée avec raison devant l'Assemblée nationale. Il faudrait d'ailleurs faire une distinction entre les maisons d'habitation et les ateliers ; mais

l'atelier peut se trouver dans la maison, et alors que décider ? Aujourd'hui que les contraventions à la loi de 1874 sont justiciables du tribunal de police correctionnelle, il nous semble qu'il y a une raison de plus pour ne pas admettre la compétence des commissaires de police chargés surtout de rechercher les contraventions de simple police. Sans doute ils devront recueillir tous les renseignements qui leur parviendront; mais nous ne voyons pas en vertu de quelle loi ils procéderaient à des perquisitions qui, hors le cas de flagrant délit et le cas prévu par l'article 16 du code d'Instruction criminelle, ne peuvent être autorisées que par le juge d'instruction. La loi du 19 mai a réglé les droits des inspecteurs, mais elle a laissé les officiers de police sous l'empire du droit commun.

§ II. — *Pénalités.*

« Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'éta-
« blissements industriels, et les patrons qui auront
« contrevenu aux prescriptions de la présente loi et
« des règlements d'administration publique relatifs à
« son exécution, seront poursuivis devant le tribunal
« correctionnel et punis d'une amende de seize à cin-
« quante francs.

« L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a
« eu de personnes employées dans des conditions
« contraires à la loi, sans que son chiffre total puisse
« excéder cinq cents francs. Toutefois, la peine ne
« sera pas applicable si les manufacturiers, directeurs
« ou gérants d'établissements industriels et les
« patrons établissent que l'infraction à la loi a été le
« résultat d'une erreur provenant de la production
« d'actes de naissance, livrets ou certificats contenant

« de fausses énonciations ou délivrés pour une autre « personne.

« Les dispositions des articles 12 et 13 de la loi du « 22 juin 1854 sur les livrets d'ouvriers seront, dans « ce cas, applicables aux auteurs des falsifications.

« Les chefs d'industrie sont civilement responsables « des condamnations prononcées contre leurs direc- « teurs ou gérants. » (Art. 25.)

A. — C'était au tribunal de simple police que la loi de 1841 déférait, hors le cas de récidive, le jugement des infractions qu'elle réprimait. La nouvelle loi, en élevant le taux des amendes au dessus de celui des peines de simple police, a tout naturellement confié aux juges correctionnels le soin d'appliquer une sanction qui rentre dans les limites des peines correctionnelles.

Indépendamment d'ailleurs du motif d'ordre, qui a fait maintenir une distinction d'attributions fondée sur la quotité des peines, une autre raison a été justement invoquée pour enlever aux tribunaux de simple police la connaissance des infractions relatives au travail des enfants. On a pensé que la situation des juges de paix n'était pas toujours assez indépendante en présence des grands industriels, et que le tribunal correctionnel serait moins exposé aux soupçons de faiblesse ou de partialité.

Mais, si l'on a modifié le taux des peines et la compétence des juges qui devront les appliquer, on a maintenu, et cela devait être, le caractère de *contravention* que comportent les infractions à la loi du 19 mai 1874. Ainsi qu'on en faisait la remarque, devant l'Assemblée nationale, la classification artificielle qui se base sur la nature des peines appliquées

aux faits punissables, n'est pas la seule que ces faits puissent recevoir. Il y a une distinction rationnelle entre le délit et la contravention qui doit ressortir de la nature même du fait (1). C'est la différence qui existe entre la faute intentionnelle et l'infraction en quelque sorte matérielle aux prescriptions d'une loi.

Sous ce rapport, il y a des faits punis de peines correctionnelles, qui sont de véritables contraventions, parce que le législateur, en les réprimant, ne se préoccupe point de l'intention bonne ou mauvaise de celui qui les a perpétrés. Beaucoup de délits commis en matière de contributions sont dans ce cas, et, suivant les déclarations formelles de la commission qui a élaboré la loi du 19 mai 1874, il en est de même dans la matière qui nous occupe. Ce sont des délits-contraventions que l'article 25 réprime, disait le rapporteur, et nous aurons à nous en souvenir dans l'interprétation qui nous reste à faire de la loi.

B. — Comment appliquera-t-on les pénalités, s'il y a plusieurs infractions punissables à la charge du même individu?

En matière de police, on admet généralement que le cumul des peines doit être reçu, l'article 365 du code d'Instruction criminelle ne s'appliquant point aux contraventions. La présente loi fait une application de ce principe en décidant qu'on devra prononcer autant d'amendes qu'il y aura eu de personnes indûment employées. Ainsi le patron qui aura gardé dans son atelier douze enfants de huit ans, devra être condamné à douze amendes, pourvu que le total de ces amendes n'excède pas le maximum total de cinq cents francs. Ce n'est là qu'une reproduction des dis-

(1) Paroles de M. Grévy à la séance du 10 février 1873.

positions de la loi du 22 mars 1841, avec des chiffres différents. Mais sous l'empire de cette dernière loi une question particulière s'était présentée, et rien n'empêche qu'elle ne se représente avec la loi nouvelle.

Lorsqu'un patron a plusieurs fois employé le même enfant à un travail défendu, doit-on voir là plusieurs contraventions distinctes et appliquer dès lors plusieurs amendes? Ainsi le manufacturier qui ferait travailler un enfant treize heures par jour, et cela pendant une semaine, devrait-il être considéré comme ayant commis six contraventions et ayant encouru six amendes distinctes? La Cour de cassation a répondu négativement, en se fondant sur la règle particulière que le législateur avait édictée pour le cumul des amendes, dont il fixait le maximum total et déterminait dans un cas spécial la pluralité (1). Les mêmes raisons nous paraissent devoir faire admettre une solution analogue sous l'empire de la loi de 1874.

(1) « Attendu que si, d'après les principes généraux du droit, le fait d'avoir employé un jeune ouvrier plus de 12 heures, un certain jour déterminé, constitue une contravention distincte de celle de l'avoir fait travailler plus de 12 heures une autre journée, et si chaque contravention doit déterminer une amende particulière, l'article 365 du C. d'Ins. cr. restant inapplicable aux contraventions de police, il appartient néanmoins au législateur ayant à réglementer une matière spéciale, de prescrire, en ce qui touche le cumul des peines, telle disposition qui lui paraît convenable. Attendu que l'article 12 de la loi précitée (22 mars 1841) a eu précisément pour objet de prescrire une règle spéciale en matière de cumul; qu'il détermine que les contraventions qui résulteraient soit de l'admission d'enfants au dessous de l'âge fixé, soit de l'excès de travail, donneront lieu à autant d'amendes qu'il y aura eu d'enfants indûment admis ou employés, sans que ces amendes réunies puissent s'élever au dessus de 200 francs; que l'article exclut par cette détermination particulière le cumul qui pourrait résulter de l'accumulation des journées pendant lesquelles les heures de travail auraient été excédées. » (Arrêt du 21 janvier 1859.)

Nous ajouterons qu'il y aurait de plus ce motif, du moins dans l'opinion d'une partie des auteurs et de la jurisprudence, que le cumul des peines est assez douteux quand il s'agit de délits-contraventions, et que les peines excèdent le taux minimum des contraventions ordinaires.

C. — Le propre des contraventions c'est de ne point admettre l'excuse tirée de la bonne foi. Ce caractère s'applique, nous l'avons vu, aux infractions commises à l'encontre de la loi de 1874, mais avec une exception en faveur de ceux qui ont été trompés par une supercherie particulière.

Si leur erreur provient de la production de fausses pièces par les parents de l'enfant, ils devront être acquittés. Les patrons et chefs d'industrie doivent s'en rapporter aux actes et certificats qu'on leur présente, et il serait par trop rigoureux de les rendre responsables d'une erreur qu'il leur serait à peu près impossible d'éviter. Mais ils ne peuvent alléguer aucune autre excuse. Le maître qui néglige de se faire exhiber les papiers constatant l'âge et l'identité de l'ouvrier qu'il emploie est toujours en faute, et aucune circonstance ne peut complétement couvrir sa responsabilité.

Le législateur prend d'ailleurs soin de prévenir les falsifications qui pourraient se produire par rapport aux pièces justificatives exigées de l'enfant, en édictant une sanction qui n'est autre que celle de la loi du 22 juin 1854 sur les livrets d'ouvriers. Voici quelles sont les dispositions pénales de cette loi : « Tout individu coupable d'avoir fabriqué un faux livret ou falsifié un livret originairement véritable, ou fait sciemment usage d'un livret faux ou falsifié,

ost puni des peines portées en l'article 153 (1) du code pénal (art. 12). — Tout ouvrier coupable de s'être fait délivrer un livret sous un faux nom, soit au moyen de fausses déclarations ou de faux certificats, ou d'avoir fait usage d'un livret qui ne lui appartient pas, est puni d'un emprisonnement de trois mois à un an. » (Art. 13.)

Les différentes incriminations contenues dans ces deux articles s'appliqueront aux fraudes commises à l'égard des certificats et livrets dont parle la loi du 19 mai 1874.

D. — « Les chefs d'industrie sont civilement res-
« ponsables des condamnations prononcées contre
« leurs directeurs ou gérants. »

Il arrive assez fréquemment que les propriétaires d'usines ou de manufactures ne les dirigent pas eux-mêmes et en confient l'administration à un mandataire appelé directeur ou gérant. La disposition que nous venons de reproduire s'applique à ce cas et a un double objet. D'une part, elle indique que la condamnation à l'amende ne peut être prononcée que contre ceux qui ont, en fait, la surveillance et la direction de l'atelier ; et d'autre part, elle veut que les chefs d'industrie supportent, en cas d'insolvabilité de leurs mandataires, le montant des condamnations prononcées.

La pensée de la loi, telle qu'elle ressort de la discussion qui s'est produite à ce sujet, est d'épargner aux propriétaires d'usines la flétrissure d'une condamnation pour un fait auquel ils sont restés étrangers, tout en appelant leur vigilance dans le choix

(1) Cet article, qui prévoit la falsification d'un passeport, édicte un emprisonnement de six mois à trois ans.

des agents, par la menace d'un recours pécuniaire si ces agents commettent des contraventions.

Nous devons d'ailleurs remarquer que la responsabilité civile, édictée par l'article 25 de la présente loi, diffère profondément de la responsabilité de droit commun qui pèse sur les parents à l'égard de leurs enfants, et sur les maîtres à l'égard de leurs domestiques. La responsabilité de ceux-ci ne s'étend point aux condamnations pénales proprement dites, aux amendes, tandis que les chefs d'industrie peuvent être tenus au paiement de toutes les condamnations pécuniaires (1).

Un amendement, présenté d'abord à l'Assemblée nationale, contenait aussi le principe de la responsabilité des parents qui auraient placé leur enfant dans un atelier en dehors des conditions légales. Le texte adopté, en définitive, ne comprend rien de semblable. C'est sur les patrons seuls que doit peser la sanction de la loi, sauf le cas où les parents auraient employé des manœuvres frauduleuses pour tromper celui auquel ils présentaient leur enfant.

Il est d'ailleurs à remarquer qu'en ce qui touche les infractions à la loi de 1874, on n'a point à se préoccuper de la complicité, puisqu'en principe les contraventions ne comportent pas de complicité punissable.

E. — « S'il y a récidive, les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements industriels et les « patrons seront condamnés à une amende de cinquante à deux cents francs.

« La totalité des amendes réunies ne pourra toutefois excéder mille francs.

(1) Il existe des dispositions analogues en matière de douanes et de contributions indirectes.

« Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé « dans les douze mois qui ont précédé le fait qui est « l'objet de la poursuite, d'un premier jugement pour « infraction à la présente loi ou aux règlements d'ad- « ministration publique relatifs à son exécution. » (Art. 26.)

« L'affichage du jugement pourra, suivant les cir- « constances et en cas de récidive seulement, être « ordonné par le tribunal de police correctionnelle.

« Le tribunal pourra également ordonner, dans le « même cas, l'insertion de sa sentence aux frais du « contrevenant, dans un ou plusieurs journaux du « département. » (Art. 27.)

La récidive déterminée par l'article qui précède ne diffère, on le voit, de celle des contraventions ordinaires, qu'en ce que l'article 483 du code pénal ajoute que la première condamnation doit avoir été prononcée pour un fait commis dans le ressort du même tribunal. Hors cette petite différence, le principe du code pénal se trouve textuellement reproduit.

Nous remarquerons que la faculté de donner une grande publicité aux condamnations dont il s'agit, est une heureuse innovation de la loi de 1874. L'affichage et l'insertion dans les journaux auront le double avantage de rendre la peine plus sérieuse et plus exemplaire, dans les cas où cela pourra être nécessaire.

F. — « Seront punis d'une amende de seize à cent « francs les propriétaires d'établissements industriels « et les patrons qui auront mis obstacle à l'accom- « plissement des devoirs d'un inspecteur, des mem- « bres des commissions, ou des médecins, ingénieurs

« et experts délégués pour une visite ou une consta-
« tation. » (Art. 28.)

Le législateur a cru devoir faire une incrimination spéciale des faits de résistance opposée à l'accomplissement des devoirs de ceux qui ont qualité pour visiter les établissements industriels. L'amende a un maximum plus élevé que dans le cas des autres contraventions à la loi; mais par contre, il n'y a pas d'aggravation pour la récidive. Il semble aussi résulter du contexte de la loi que les chefs d'industrie ne seraient point ici civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs gérants.

Ajoutons que la présente loi ne déroge point d'ailleurs aux dispositions générales du code pénal, et qu'il y aurait lieu d'appliquer les peines de la rébellion, si la résistance avait été accompagnée de violence ou de voies de fait. (Art. 209 du C. P.)

G. — « L'article 463 du code pénal est applicable
« aux condamnations prononcées en vertu de la pré-
« sente loi.

« Le montant des amendes résultant de ces con-
« damnations sera versé au fonds de subvention
« affecté à l'enseignement primaire dans le budget
« de l'instruction publique. » (Art. 29.)

La première rédaction du projet de loi se taisait sur les circonstances atténuantes, qui, suivant une doctrine constante, ne sont point applicables aux délits et contraventions repris par une loi spéciale, à moins que cette loi ne le dise expressément.

La commission de l'Assemblée nationale proposa elle-même une modification dans ce sens, et l'on convint généralement de l'utilité qu'il y a toujours à donner aux tribunaux un large pouvoir d'apprécia-

tion pour modérer les peines. Il est d'ailleurs à remarquer que, dans l'hypothèse de plusieurs contraventions, la réduction des amendes ne peut porter que sur chaque amende distinctement et non sur la somme collective de ces amendes. Le patron qui aurait indûment employé vingt enfants, pourrait bien n'être condamné qu'à une amende de vingt francs, mais jamais à une amende inférieure (1).

Le dernier paragraphe de l'article 29 est un heureux emprunt fait aux lois anglaises. « N'est-il pas légitime de reporter au profit de l'enfance la réparation du mal qu'elle a souffert ? »

(1) Cela a été jugé par la Cour de cassation dans une espèce tout à fait analogue. Il s'agissait d'une contravention à la loi du 9 septembre 1848, qui défend de faire travailler les ouvriers, en général, plus de douze heures par jour. (Arrêts du 5 novembre 1857.)

CHAPITRE NEUVIÈME

DE LA MISE A EXÉCUTION DE LA LOI.

« Par une mesure transitoire, les dispositions édic-
« tées par la présente loi ne seront applicables qu'un
« an après sa promulgation.
« Toutefois, à ladite époque, les enfants déjà admis
« légalement dans les ateliers, continueront à y être
« employés aux conditions spécifiées par l'article 3. »
(Art. 31.)

A. — La loi du 19 mai 1874 introduit dans la législation industrielle de trop graves réformes, pour qu'on ait pu sans inconvénients en exiger l'application immédiate. Le législateur a donc prudemment accordé un délai aux intéressés, pour qu'ils aient à se préparer au nouveau régime du travail des enfants.

La promulgation de la loi a été faite le 3 juin 1874, c'est donc le 4 juin 1875 que l'on a dû, après l'expiration d'une année, commencer à exécuter la loi.

Ce délai était, au surplus, utile pour la mise en œuvre de la nouvelle législation, c'est-à-dire pour établir les différents conseils et fonctionnaires dont elle avait décrété l'institution, et pour publier les règlements d'administration publique qui devaient compléter l'ouvrage de l'Assemblée nationale.

Le 9 juin 1874, la Commission supérieure a été instituée; le 15 février 1875, la circonscription des ressorts d'inspection a été déterminée;

Le 27 mars 1875, un règlement a autorisé l'admission des enfants, dès l'âge de dix ans, dans certaines industries;

Le 12 mai 1875, un règlement a fixé les conditions spéciales du travail des enfants dans les mines;

Deux autres règlements, des 13 et 14 mai 1874, ont statué sur l'interdiction de certains travaux aux enfants, et sur les conditions de leur admission dans les ateliers insalubres ou dangereux;

Enfin un dernier règlement du 22 mai 1875 a réglé la situation particulière des usines à feu continu.

Ajoutons, de plus, qu'un arrêté du 3 avril 1875 a nommé les quinze inspecteurs divisionnaires, et que, dans leur dernière session, les conseils généraux ont, pour la plupart, pourvu à l'institution des commissions locales.

B. — Même après l'expiration du délai accordé par l'article 31, la loi du 19 mai 1874 admet un tempérament au profit des industriels qui sont déjà pourvus de jeunes ouvriers dans les conditions de l'ancienne loi (1). Ces enfants, qui ne pourraient pas être admis désormais, resteront toutefois employés dans les ateliers où ils sont entrés. Seulement ils ne pourront l'être qu'aux conditions spécifiées par l'article 3 de la présente loi, c'est-à-dire avec des journées de travail de six ou douze heures, suivant leur âge.

(1) La loi du 22 mars 1851 admettait l'admission des enfants dans les manufactures dès l'âge de huit ans. Elle fixait la durée du travail à huit heures sur vingt-quatre jusqu'à l'âge de douze ans, et à douze heures sur vingt-quatre au dessus de cet âge.

La loi ne dit pas qu'on devra leur appliquer ses autres dispositions relatives au travail de nuit, au travail du dimanche, à l'instruction primaire et aux mesures de sécurité et de salubrité. Elle se borne à mentionner l'application de l'article 3, qui règle la durée du travail. Doit-on en conclure que, sous ces différents rapports, les enfants dont il s'agit ne profiteront point des améliorations de la nouvelle loi? Nous ne le pensons pas; car il nous semble que telle n'a pas été la pensée du législateur.

D'ailleurs, rappelons-nous que la loi de 1841 posait le principe de toutes les réserves que nous venons de mentionner, mais qu'elle se bornait, sur la plupart de ces points, à charger l'administration de faire des règlements détaillés. Aujourd'hui que ces règlements existent en vertu de la loi de 1874, comment pourrait-on refuser de les appliquer aux enfants employés dans l'industrie? Du reste la discussion de la loi confirme pleinement notre interprétation. C'est relativement aux conditions d'âge seulement que l'exécution de la loi demeurera suspendue dans les ateliers où des enfants ont été admis avant le 4 juin 1875.

Nous ajouterons qu'à notre avis le législateur aurait pu se montrer plus sévère sans toucher au principe de la non-rétroactivité des lois. En permettant de conserver tous les enfants admis dans l'année qui suivrait la promulgation de la loi, il invitait en quelque sorte les patrons à user de ce délai pour embaucher le plus grand nombre possible de jeunes ouvriers et reculer ainsi l'époque de la réforme à réaliser.

« A l'expiration du délai susindiqué, toutes dispo-
« sitions contraires à la présente loi seront et demeu-
« reront abrogées. » (Art. 32.)

Ainsi la loi du 22 mars 1841 et quelques-unes des dispositions de la loi du 22 février 1851 sur l'apprentissage, ont cessé d'être applicables depuis le 4 juin 1875. Seulement on doit remarquer qu'en vertu d'un principe constant en matière pénale, les contraventions commises sous l'empire de ces lois abrogées devront encore être jugées d'après elle, sans que les dispositions plus rigoureuses de la loi nouvelle puissent rétroagir contre des faits commis avant l'époque de sa mise à exécution.

II

De l'Apprentissage.

Les enfants employés dans l'industrie peuvent se partager en deux classes : celle des *apprentis* et celle des *enfants-ouvriers*. Les premiers travaillent avec cette convention particulière que le maître doit leur enseigner la pratique de sa profession ; les seconds n'ont rien à recevoir en sus de leur salaire, et dans leurs rapports avec le patron, il n'y a qu'un louage de services.

Autrefois on ne comptait guère que des apprentis, et c'est par suite de l'extension considérable donnée aux manufactures, que l'on a vu se former la classe des enfants de fabrique sans condition d'apprentissage. Il est même arrivé, dans certaines contrées, que l'exception est devenue la règle, et que le nombre des apprentis s'est effacé devant le nombre toujours croissant des jeunes ouvriers de l'usine (1).

(1) Voici comment Sismondi caractérisait, vers le commencement du siècle, cette transformation de la condition des ouvriers :

« Une partie de la richesse du pauvre s'est en même temps anéantie, c'est l'habileté acquise des ouvriers. L'apprentissage est un capital fixe, attaché par la richesse commerciale à l'homme et non au sol. Mais le progrès de l'industrie a amené ce singulier résultat de demander de l'adresse comme de la force aux machines, et de la patience seulement aux hommes. C'est la machine qui accomplit tout ce qu'il y a de merveilleux dans les arts, tandis que la part de l'homme

Aussi, en 1841, s'était-on préoccupé uniquement des enfants employés dans les manufactures ou dans les grands ateliers qu'on y assimilait. C'était une grande lacune; car les apprentis sont encore très-nombreux en somme, et, tout autant que les autres enfants, ils ont besoin de protection.

Avant 1791, sous le régime restrictif des corporations, cette protection ne leur manquait point.

« Les intérêts moraux et les intérêts matériels qui se rattachent à la question d'apprentissage avaient plus d'une fois éveillé la sollicitude royale.....

« L'apprenti n'était pas moins protégé que la communauté elle-même. Il était placé sous la tutelle des jurats ou syndics du corps dont il embrassait la profession; ceux-ci veillaient à la fidèle exécution du contrat, dont ils s'étaient portés garants devant notaire. Un membre du syndicat remplissait les fonctions de *visiteur* ou d'inspecteur, entrait librement dans les ateliers et les boutiques, suivait en juge compétent les progrès de l'apprenti, s'informait de sa conduite, surveillait celle du maître, et les syndics étaient armés d'une autorité suffisante pour réprimer tous les abus signalés par le visiteur. Il fallait que l'apprenti fût véritablement initié aux mystères de la profession, et en outre, convenablement habillé, paternellement élevé. Les lois et statuts entraient à cet égard dans les détails les plus touchants. Aussi, lors de la convocation des Etats-Généraux, en 1789, le tiers-état, tout en proposant dans ses cahiers la suppression des priviléges de la maîtrise et des coutumes

dans l'ouvrage qu'il fait de concert avec la machine, est réduite à des procédés si simples, qu'un ouvrier, après quelques semaines de préparation, souvent une femme, un enfant, suffit à l'exécuter. » (*Etudes sur l'Economie politique*, t. II, p. 437.)

gènantes consacrées par notre législation industrielle, demandait expressément qu'on rédigeât, *d'après ces coutumes*, une loi générale sur l'apprentissage (1). »

Il importait donc de compléter la loi de 1841 en protégeant les apprentis, dont la situation n'était pas moins déplorable que celle des enfants employés dans les manufactures (2). La loi du 22 février y a en partie pourvu; mais elle a fait plus, et a réglé, comme nous l'avons déjà dit, les conditions du contrat d'apprentissage.

A ce point de vue encore, elle a répondu à un véritable besoin. En effet, le contrat d'apprentissage, qui touche par plus d'un côté à l'ordre public, comprend des intérêts multiples, et il était grandement désirable que le législateur vint spécialement statuer sur les nombreuses difficultés qui peuvent se présenter.

Notre législation générale était notoirement insuffisante, et M. Dumas, ministre de l'agriculture et du commerce, constatait, en 1850, dans les termes suivants, l'utilité d'une loi spéciale :

« Il avait été reconnu depuis longtemps que la législation qui régit le contrat d'apprentissage avait besoin d'être refondue et complétée. Les rares dispositions éparses dans la loi du 22 germinal an XI et dans nos codes ne définissent pas assez nettement le caractère de contrat, ni les obligations essentielles qui en découlent. Cependant des règles précises, des principes nets et tutélaires, qui puissent servir de base et de garantie aux conventions privées, seraient ici d'autant plus nécessaires, que l'une des parties

(1) Rapport de M. Aug. Callet sur le projet de loi d'apprentissage. (Séance du 26 décembre 1850.)

(2) Voir un article de M. Léon Faucher sur le travail des enfants à Paris. (*Revue des deux-mondes*, novembre 1844.)

contractantes est presque toujours incapable de stipuler pour elle-même. A l'âge habituel où il traite avec le maître chargé de guider ses premiers pas dans la carrière du travail, l'apprenti ne sait ni comprendre, ni défendre ses intérêts (1).

« Concilier, ajoutait-il, les intérêts du maître et de l'apprenti, établir leurs relations sur le fondement de la bienveillance et de la loyauté, tel est le but qu'il fallait s'efforcer d'atteindre. »

Nous rappellerons ici ce que nous disions, en commençant, de la modification apportée à la loi sur l'apprentissage par la loi du 19 mai 1874. Les règles du contrat sont demeurées intactes ; mais on a étendu aux apprentis quelques-unes des dispositions protectrices que la nouvelle loi a édictées pour tous les enfants employés dans l'industrie. C'est là une conséquence naturelle de la distinction que nous venons d'indiquer, dans la législation qui concerne les apprentis.

(1) Exposé de motifs accompagnant la présentation d'un projet de loi sur l'apprentissage. (Séance du 4 mars 1850.)

CHAPITRE PREMIER

DE LA NATURE DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE.

§ I. — *Definition.*

« Le contrat d'apprentissage est celui par lequel « un fabricant, un chef d'industrie ou un ouvrier « s'oblige à enseigner la pratique de sa profession à « une autre personne, qui s'oblige en retour à tra- « vailler pour lui ; le tout à des conditions et pendant « un temps convenus. » (Art. 1er de la loi du 22 février 1851.)

La convention d'apprentissage peut être considérée comme une sorte de louage d'ouvrage, et c'est dans l'exposé des règles de ce contrat, que nous trouvons en droit romain (1) les seules mentions qui se rapportent à l'apprentissage.

Le maître ou *patron* loue ses services, puisqu'il s'engage à instruire l'apprenti. En échange de ses services, il reçoit un équivalent pécuniaire. Mais tandis que dans le louage ordinaire le prix consiste en argent, nous rencontrons dans le contrat d'apprentissage un autre élément. L'apprenti travaille au profit du maître et son travail entre toujours pour quelque partie dans la fixation de la rémunération due au patron.

(1) *Dig. locati conducti, l.* 13, §§ 3 et 4.

Tantôt ce dernier reçoit une somme d'argent, tantôt il jouit seulement du travail gratuit de l'apprenti, souvent même il lui donne un léger salaire. Dans ce dernier cas, c'est la différence de la valeur réelle du travail avec le salaire alloué, qui constitue le prix de l'apprentissage.

Nous reviendrons bientôt sur les conditions de ce prix, et du paiement qui doit en être effectué. Pour le moment, nous devons simplement indiquer les traits caractéristiques de la convention d'apprentissage.

En quoi l'apprentissage diffère-t-il de l'enseignement proprement dit ?

Les termes de la loi, que nous avons rapportés, répondent à cette question. L'apprentissage est un enseignement *pratique,* et de plus il ne s'applique qu'aux professions *manuelles.* Cette dernière condition ressort clairement de l'énumération faite par la loi de 1851, des personnes qui peuvent recevoir des apprentis, « fabricant, chef d'atelier, ouvrier » : tels sont ceux dont il s'agit.

Les professions libérales et artistiques restent donc complétement en dehors des règles de l'apprentissage. Il est d'ailleurs à remarquer que la distinction de certaines professions peut présenter en fait des difficultés particulières d'appréciation. Tel sculpteur, par exemple, devra être considéré comme un ouvrier, et ses élèves comme des apprentis. Les tribunaux devront tenir compte des conditions du travail et des circonstances dans lesquelles il se produit.

Les professions agricoles comportent-elles l'application de la loi sur l'apprentissage ? Nous ne le pensons pas. Dans toutes les lois qui réglementent le travail des enfants, le législateur a manifesté la pensée de laisser de côté les travailleurs des champs. Sans

doute rien n'empêche qu'une convention d'apprentissage n'intervienne entre cultivateurs. Cette convention sera valable et soumise aux règles du droit commun; mais nous ne pensons pas qu'on doive la régler par les dispositions de la loi spéciale que nous étudions. Cette loi, en effet, ne traite pas seulement des règles du contrat, elle édicte encore certaines mesures de protection destinées aux jeunes ouvriers industriels. A ce titre, et à raison des renseignements fournis par les travaux préparatoires de la loi, il nous semble qu'elle ne peut être appliquée aux professions agricoles.

En est-il de même pour les professions commerciales? En d'autres termes, la personne placée chez un marchand pour apprendre le commerce doit-elle être considérée comme un apprenti?

Ici encore nous croyons devoir répondre négativement. Le commerçant n'est ni un fabricant ni un ouvrier, s'il se contente de vendre sans aucune préparation les objets qu'il a achetés. On n'enseigne pas le commerce comme on enseigne la pratique d'un métier mécanique. En pareille matière, on ne peut guère donner que des conseils, et ces conseils ne sauraient constituer le but du contrat d'apprentissage. Aussi la jurisprudence avait-elle décidé ainsi (1), même avant la loi de 1851.

Nous souhaiterions cependant que la législation fût étendue sous ce rapport. Les abus que la loi de 1851 a voulu prévenir, se retrouvent fréquemment dans les conventions auxquelles nous faisons allusion. En fait, certains marchands, les épiciers, les merciers, par exemple, reçoivent des enfants dont la

(1) Cour de Nancy, 13 mai 1841.

condition a beaucoup d'analogie avec celles des apprentis, et qui auraient besoin de la même protection que ces derniers.

§ II. — *Objet et caractère du contrat.*

A. — Le contrat d'apprentissage a pour objet l'instruction professionnelle de l'apprenti, la formation d'un bon ouvrier.

C'est à raison de cet objet, très-important au point de vue économique, et aussi à raison de l'engagement personnel pris par l'apprenti, que l'on a longtemps considéré en France et que l'on considère encore en Angleterre, l'apprentissage comme essentiellement d'ordre public. Dans notre droit actuel, si les parties sont libres de régler comme elles l'entendent leurs intérêts pécuniaires, elles ne peuvent point toutefois déroger aux prescriptions que le législateur a édictées dans un intérêt supérieur. La loi sur l'apprentissage comprend donc deux sortes de dispositions: les unes qui ne font qu'interpréter la volonté présumée des parties et qui s'effacent devant une volonté contraire de leur part; les autres, qui sont impératives et contre lesquelles ne peuvent prévaloir les conventions privées.

Dans la discussion de la loi du 22 février 1851, plusieurs membres de l'Assemblée demandaient que l'on substituât aux derniers mots de l'article 1er « le tout à des conditions et pendant un temps convenus », cette autre phrase « le tout à des conditions conformes aux bases réglementaires arrêtées par le conseil des prud'hommes ». Cet amendement avait pour but de restreindre la liberté des contractants en faisant

intervenir dans la rédaction des clauses du contrat un pouvoir étranger. Vivement combattue (1), la modification proposée fut enfin repoussée, et le rejet qu'elle éprouva confirme encore le principe de liberté qui s'applique à la convention d'apprentissage.

Indépendamment de l'enseignement, qu'il doit toujours donner à l'apprenti, il arrive assez fréquemment que le maître lui fournisse la nourriture et le logement. Cette condition particulière du contrat motive, soit un supplément de prix, soit une augmentation de la durée de l'apprentissage. Elle entraîne de plus des conséquences importantes relativement aux devoirs respectifs du maître et de l'apprenti. Nous verrons bientôt que le patron qui loge l'apprenti doit remplir certaines conditions que la loi n'exige pas de celui qui ne garde pas l'apprenti sous toit.

Nous verrons aussi que cette circonstance doit entrer en ligne de compte dans les restitutions, ou indemnités, qui peuvent éventuellement être dues par l'une ou l'autre des parties.

B. — Pour résumer les caractères du contrat d'apprentissage, nous pouvons dire qu'il est synallagmatique, consensuel et du droit des gens.

Nous n'avons rien à dire sur le premier caractère; nous devons dire quant au second, que, dans sa première rédaction, le projet de loi sur l'apprentissage exigeait la solennité de l'écriture: « Le contrat d'apprentissage doit être formé par écrit. » Sur ce point les opinions étaient d'ailleurs très-divergentes. L'o-

(1) « Nous ne voulons pas, disait M. de Riancey au nom de la commission, d'un système qui tendrait à enlever les enfants à la tutelle légitime de leurs parents pour les soumettre à celle de l'Etat. »

rateur du gouvernement qui patronnait cette rédaction, disait à la tribune que l'enquête avait amené sur ce point un partage à peu près égal des autorités consultées. Il avait semblé à la commission que le contrat d'apprentissage, à raison de son importance, exige toujours une constatation régulière, et que l'obligation d'un acte écrit serait de nature à prévenir la fraude et les malentendus. On répondait, non sans raison, qu'un grand nombre d'artisans étant encore illettrés, ce serait créer pour plusieurs une véritable difficulté; que d'ailleurs la pratique si ancienne et si générale des conventions verbales, s'opposait fortement à une telle innovation. Ces motifs prévalurent, et l'on se contenta, sur la proposition de M. Valette, de faciliter la confection des actes d'apprentissage, en laissant aux parties le soin d'apprécier si elles devraient se ménager une preuve écrite.

Le contrat d'apprentissage est du droit des gens. Toute personne même étrangère peut être admise à en bénéficier, comme elle peut être soumise aux obligations qui en découlent. En protégeant l'enfance, le législateur a dû vouloir étendre sa protection à tous les apprentis, Français ou non, et l'on ne saurait restreindre aux nationaux la convention d'apprentissage.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE LA PREUVE ET DE L'INTERPRÉTATION DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE.

§ I. — *Moyens de preuve.*

« Le contrat d'apprentissage est fait par acte public « ou par acte sous seing privé.

« Il peut aussi être fait verbalement, mais la « preuve testimoniale n'en est reçue que conformé- « ment au titre du Code civil *des contrats et des « obligations conventionnelles en général.*

« Les notaires, les secrétaires des conseils de prud'- « hommes et les greffiers de justice de paix peuvent « recevoir l'acte d'apprentissage.

« Cet acte est soumis pour l'enregistrement au « droit fixe d'un franc, lors même qu'il contiendrait « des obligations de sommes ou valeurs mobilières ou « des quittances.

« Les honoraires dus aux officiers publics sont « fixés à deux francs. » (Art. 2.)

A. — Si l'apprentissage est constaté par un acte sous seing privé, cet acte, comme tous ceux qui relatent des conventions bilatérales, doit être dressé en double exemplaire. Aucune autre condition de forme n'est exigée.

Si les parties veulent se procurer un acte public, elles jouissent de facilités particulières, et l'authenticité peut exister sans qu'il soit besoin d'observer les formes ordinaires des actes notariés. Ainsi les notaires n'ont point ici de compétence exclusive. Le législateur a voulu rendre plus accessible aux ouvriers l'intervention des officiers publics et répandre par là l'usage des actes écrits, trop communément négligé. De plus, il a simplifié les formes de ces actes et réduit à un taux minime les honoraires de leurs rédacteurs. Enfin, par une faveur spéciale, l'enregistrement n'entraîne plus qu'un droit fixe, tandis que, d'après la loi du 22 frimaire an VII (art. 69, § 7), il y avait lieu de percevoir, en outre du droit fixe, un droit proportionnel de cinquante centimes par cent francs, toutes les fois que l'acte d'apprentissage contenait « stipulation de valeurs mobilières payées ou non ».

Voici maintenant comment doit être rédigé l'acte d'apprentissage :

« L'acte d'apprentissage contiendra : 1° les nom, « prénoms, âge, profession et domicile du maître; 2° « les nom, prénoms, âge et domicile de l'apprenti; « 3° les nom, prénoms, profession et domicile de ses « père et mère, de son tuteur, ou de la personne « autorisée par les parents, et, à leur défaut, par le « juge de paix; 4° la date et la durée du contrat; 5° « les conditions de logement, de nourriture, de prix, « et toutes autres arrêtées entre les parties.

« Il devra être signé par le maître et par les repré- « sentants de l'apprenti. » (Art. 3.)

Nous appliquerons cet article au lieu et place des dispositions qui régissent la forme des actes notariés; mais nous devons faire remarquer qu'il omet de mentionner la signature de l'officier public, et qu'il

ne prévoit pas le cas où les parties ne pourraient pas elles-mêmes signer. D'une part, il est évident que la signature de l'officier public est indispensable pour donner à l'acte qu'il rédige le caractère authentique; d'autre part, on sait qu'en règle générale dans les actes publics, la signature des parties peut toujours être suppléée par la mention de la cause qui les empêche de signer. Cela ne souffre donc point difficulté.

B. — La preuve testimoniale est admise en matière d'apprentissage suivant les règles du droit commun. Elle peut donc toujours être reçue lorsqu'il s'agit d'un intérêt inférieur à 150 francs, et ne peut au contraire être permise au delà de cette somme, s'il n'y a pas commencement de preuve par écrit.

Il faudra d'ailleurs faire une évaluation du travail de l'apprenti, si le prix de l'apprentissage n'est point fixé en argent. Et, comme le dit très-bien M. de Fuisseaux (1), « il faut calculer tout ce que l'apprenti devra à son maître à la fin du contrat. Ainsi, malgré les diverses échéances qui peuvent être stipulées pour le paiement, il faut additionner ces sommes partielles, qui sont destinées à former le montant d'une seule et même stipulation. »

La jurisprudence de quelques conseils de prud'hommes, qui admettent la preuve testimoniale toutes les fois que la demande n'excède pas 150 francs, est trop manifestement contraire à la loi pour qu'il soit besoin de la réfuter. Si l'objet de la convention dépasse 150 francs, il ne saurait être loisible aux parties d'arriver à en prouver par témoins l'existence, alors même qu'elles ne réclameraient qu'une somme inférieure. (Articles 1341 et 1343 combinés.)

(1) Contrat d'apprentissage en Belgique, nº 68.

C. — L'aveu fait ici, comme toujours, preuve complète, et peut être provoqué par un interrogatoire sur faits et articles. Nous devons toutefois ajouter qu'il ne peut émaner de l'apprenti mineur; car le mineur ne peut pas plus reconnaître ses obligations qu'il ne peut s'obliger.

Le serment peut aussi, en tout état de cause, servir à trancher les contestations. Mais ici encore la minorité de l'apprenti est un obstacle à la prestation du serment. Si ses parents sont au procès, rien ne s'oppose à ce qu'ils le prêtent ou le défèrent, car eux-mêmes sont parties au contrat. Si au contraire l'apprenti est représenté par son tuteur, celui-ci n'a point qualité pour prêter serment ou pour le déférer. Il ne pourrait le faire qu'en suivant les formes prescrites pour les transactions qui intéressent des mineurs.

§ II. — *Interprétation du contrat.*

Après avoir parlé des preuves du contrat d'apprentissage, nous devons dire quelques mots des règles d'interprétation qui doivent y être appliquées, quand la pensée des parties ne se trouve pas suffisamment exprimée.

Deux questions principales se rapportent à cette interprétation. En faveur de qui doivent être entendues les clauses douteuses? Quelle est l'autorité des règlements particuliers qui émanent du maître, par rapport à l'exécution du contrat?

A. — Le code civil a établi dans l'article 1162 une règle d'interprétation générale : « Dans le doute, la convention s'interprète contre celui qui a stipulé et en faveur de celui qui a contracté l'obligation. » Puis, à côté de cette règle générale, nous trouvons des règles

spéciales à certains contrats et notamment au contrat de vente, dans lequel les clauses obscures sont entendues contre le vendeur (art. 1602). Dans la matière qui nous occupe, pouvons-nous ainsi fonder un principe constant, et dire par exemple que les conventions douteuses s'interpréteront en faveur de l'apprenti ? Quelques personnes le pensent, et peut-être la loi eût-elle bien fait de consacrer cette opinion, parce que souvent le maître impose ses conditions. Mais la loi est muette sur ce point, et nous ne saurions prétendre réformer la loi. Nous croyons donc qu'il faut appliquer purement et simplement au contrat d'apprentissage les dispositions de l'article 1162 du code civil, et rechercher dans chaque espèce quel a été le rôle des contractants.

B. — Examinons maintenant la seconde question dont nous avons parlé.

Fréquemment le chef d'atelier rédige un règlement d'apprentissage (1), l'affiche dans la salle de travail, et, sans autrement s'expliquer, se réserve d'y recourir s'il surgit quelque contestation entre lui et ses apprentis.

Cette prétention est-elle fondée et devrait-elle être accueillie par les tribunaux ?

Il y a là, suivant nous, une double question de fait et de droit. Tout d'abord, on doit se demander si le règlement a reçu une publicité suffisante et s'il peut être réputé connu de l'apprenti. Celui-ci est-il obligé de s'enquérir des règlements faits par le patron avec lequel il contracte ? Et, parce que le règlement aura

(1) Si ce règlement était relatif à la discipline de l'atelier, il serait incontestablement valable La question se pose relativement aux conditions du contrat.

été affiché plus ou moins ostensiblement, devra-t-on nécessairement admettre qu'il ait été lu et compris par l'apprenti ou ses représentants? Ce premier point de fait présentera souvent des difficultés.

Mais allons plus loin, et en supposant la question de publicité résolue, doit-on considérer l'apprenti comme obligé par cela seulement qu'il a gardé le silence en contractant. Nous hésitons à le croire. M. de Fuisseaux (1) pense que le règlement particulier de l'atelier constitue l'équivalent d'un usage local et doit être appliqué en l'absence de convention contraire. Mais il nous semble que c'est donner à l'œuvre de l'une des parties une autorité bien exorbitante. Nous comprenons bien que l'usage fasse loi ; mais nous ne comprenons pas qu'un particulier puisse se créer à lui-même un usage opposable à ceux avec lesquels il contracte.

Si le maitre veut imposer son règlement à l'apprenti, que lui coûte-t-il de demander une approbation expresse? Nous admettrions même que, le règlement ayant été communiqué à l'apprenti pour le mettre en demeure d'y donner son acquiescement, on vit dans le silence de l'apprenti une acceptation tacite. Dans ce cas, les circonstances du fait peuvent très-bien suffire à donner une interprétation raisonnable de la volonté des parties. Mais ce que nous ne saurions admettre, c'est qu'on posât en principe l'autorité du règlement émané du maître seul et qu'on interprétât toujours contre l'apprenti le silence qu'il a gardé.

(1) Contrat d'apprentissage, nos 58 et suiv.

CHAPITRE TROISIÈME

DE LA CAPACITÉ DES PARTIES.

§ I. — *Capacité du maître.*

La loi du 22 février 1851 exige de la part du maître plusieurs conditions que nous devons étudier.

A. — Tout d'abord il doit être majeur.

« Nul ne peut recevoir des apprentis mineurs, s'il « n'est âgé de vingt et un ans au moins. » (Art. 4.)

C'est là une disposition d'ordre public dont le motif apparaît facilement. On ne saurait confier à un maître trop jeune la surveillance d'apprentis peut-être aussi âgés que lui. Aussi, au cours de la discussion de la loi, avait-on même proposé d'élever l'âge exigé du maître jusqu'à vingt-cinq ans.

Dans un sens contraire, le principe établi par l'article 4 avait été combattu, et encore aujourd'hui quelques personnes voudraient qu'il fût loisible à tout mineur émancipé de recevoir des apprentis. L'intervention de la famille dans l'acte d'émancipation est, dit-on, une garantie suffisante. Quant à nous, la loi ne nous semble point trop sévère. Il est bien rare qu'un mineur ait toutes les aptitudes nécessaires pour former des apprentis, et le législateur a été très-prudent en interdisant un état de choses qui, le plus souvent, ne présenterait pas de garantie pour l'apprenti. L'autorisation de la famille peut bien d'ailleurs

habiliter le mineur à faire les actes qui l'intéressent, mais elle ne peut faire disparaître, pour ceux qui seraient soumis à son autorité, les périls de l'inexpérience ou de la légèreté.

Il est à peine besoin d'ajouter que, dans le cas bien rare où le maître mineur recevrait des apprentis majeurs, aucune prohibition n'existe. Les apprentis majeurs n'ont pas besoin d'être protégés, et nous verrons que plusieurs des dispositions de la loi sur l'apprentissage ne leur sont point applicables.

B. — « Aucun maître, s'il est célibataire ou en état « de veuvage, ne peut loger comme apprenties des « jeunes filles mineures. » (Art. 5.)

Cette prohibition, édictée dans l'intérêt des bonnes mœurs, ne s'applique, on doit le remarquer, qu'au *logement* des apprenties. Rien n'empêche le maître célibataire de recevoir des apprenties et de les faire travailler chez lui, pourvu qu'elles n'habitent point dans sa maison. Il eût été plus moral d'étendre la défense à ce dernier cas, mais le législateur a cru devoir s'arrêter devant les exigences de l'industrie.

De même nous ne croyons pas que l'homme séparé de sa femme soit incapable de loger des apprenties (1). En vain argumenterait-on de l'analogie qui existe entre ce cas et le cas du veuvage; en vain dirait-on que la séparation de corps étant souvent motivée par l'inconduite du mari, il y a une raison à fortiori de décider ainsi. Nous sommes en face d'une incapacité, et dès lors la disposition qui la prononce est de droit étroit. On ne saurait aucunement l'étendre, quand bien même la loi serait, comme nous le pensons, in-

(1) *Contrà* M. Ravelet. *Le jeune ouvrier*, année 1860, p. 152.

suffisante. Nous ne pouvons que constater le besoin de la réforme, sans la faire nous-même.

C. — « Sont incapables de recevoir des apprentis : « Les individus qui ont subi une condamnation pour « crime ; ceux qui ont été condamnés pour attentat « aux mœurs ; ceux qui ont été condamnés à plus de « trois mois d'emprisonnement pour les délits prévus « par les articles 388, 401, 405, 406, 407, 408, 423 du « code pénal. » (Art 6.)

Ainsi trois sortes de condamnations entraînent l'incapacité du maître.

1° *Condamnation pour crime.* — Quel que soit le crime, et quelle que soit la peine encourue, il y a lieu d'appliquer la déchéance. Peu importe que l'admission de circonstances atténuantes ait fait appliquer au prévenu une peine correctionnelle. C'est toujours un crime qu'il a commis et il doit être déclaré incapable.

En serait-il de même si une excuse légale venait à être démontrée ?

Sur cette question, qui nous paraît très-douteuse, nous inclinons à adopter l'opinion la plus favorable. Il y a en effet une différence profonde entre l'excuse et les circonstances atténuantes. Dans l'hypothèse d'une excuse légale, est-il bien exact de dire qu'il y a toujours crime ? Sans doute les circonstances atténuantes laissent subsister la qualification du méfait et ne tendent qu'à modérer la peine ; mais en est-il de même de l'excuse ? Le crime excusé demeure-t-il un crime ? N'est-ce pas plutôt un délit spécial puni des peines correctionnelles ?

Il serait par exemple, bien dur de traiter comme un criminel le mari qui a vengé sur l'amant adultère l'honneur conjugal outragé. Ne doit-on pas le traiter

au moins aussi favorablement que l'auteur de coups et blessures avec préméditation, qui a encouru le maximum de l'emprisonnement ?

2° *Condamnation pour faits d'immoralité.* — Le mot attentat aux mœurs comprend évidemment non-seulement le viol et l'attentat à la pudeur (qui sont des crimes), mais encore l'outrage public à la pudeur et l'excitation à la débauche. Comprend-il également l'adultère et l'outrage à la morale publique ? Nous le pensons. L'expression dont se sert la loi de 1851 est très-générale, et rien ne nous autorise, dans la discussion qui l'a précédée, à en restreindre l'application.

Le projet de loi portait « ceux qui ont été condamnés à une peine quelconque ». On a retranché ces mots comme inutiles. Pour que l'incapacité soit encourue, il suffit qu'une condamnation ait été prononcée, si minime que soit la peine.

3° *Condamnation pour faits d'improbité.* — Nous trouvons ici une énumération limitative mais très-étendue des cas où la condamnation entraînera l'incapacité. Les délits mentionnés sont : les vols punis de peines correctionnelles, l'escroquerie, l'abus des passions d'un mineur, l'abus d'un blanc-seing, l'abus de confiance proprement dit, et enfin la tromperie sur la qualité ou la quantité des objets vendus.

Dans tous ces cas, l'incapacité n'est prononcée par la loi qu'autant que la peine a une certaine gravité. Il faut que la condamnation dépasse trois mois d'emprisonnement.

La loi a mis un tempérament à ses rigueurs en accordant un pouvoir discrétionnaire à l'autorité administrative : « L'incapacité résultant de l'article 6 « pourra être levée par le préfet, sur l'avis du maire,

« quand le condamné, après l'expiration de sa peine, « aura résidé pendant trois ans dans la même com- « mune.

« A Paris, les incapacités seront levées par le préfet « de police. » (Art. 7.)

Indépendamment de l'avis du maire (qui peut n'être pas favorable à la demande, car la loi ne l'exige point), deux conditions sont nécessaires pour l'obtention de la réhabilitation partielle dont parle l'article 7.

Il faut que le condamné ait subi sa peine et ait accompli un stage de trois ans dans la même commune. Lorsque la condamnation n'a prononçé qu'une amende, faut-il en exiger le paiement comme pour la réhabilitation ordinaire? (Art. 623 du code d'instruction criminelle). Nous ne le croyons pas, la loi n'en ayant rien dit. Il suffira donc que le condamné justifie d'une résidence triennale depuis le jour de la condamnation.

De même, si le condamné a été gràcié, c'est à partir du jour de l'obtention de cette faveur que court le délai du stage. La grâce en effet, qui est la remise de la peine, procure les mêmes effets que l'exécution réelle de la peine, et laisse subsister les déchéances légales provenant de la condamnation. Le chef de l'Etat peut dispenser le condamné de l'expiation que celui-ci devait subir; mais il ne peut, hors le cas d'amnistie, effacer la trace de la condamnation et les conséquences juridiques qu'elle entraîne (1).

(1) Il est évident que la réhabilitation dont parle le code d'instruction criminelle, relèverait le condamné de la déchéance spéciale dont il s'agit. Aussi la cour de cassation a-t-elle jugé que la demande de réhabilitation est recevable, alors même que la condamnation n'aurait entraîné aucune autre incapacité. (Cassation, 27 avril 1865.)

Si le condamné prescrit sa peine, il ne peut plus être relevé de l'incapacité qu'il a encourue, puisque l'article 7, rapporté plus haut, suppose que la peine a été *subie*.

§ II. — *Capacité de l'apprenti.*

L'apprenti est ordinairement mineur, et c'est dans cette hypothèse que le législateur s'est généralement placé.

S'il est majeur, lui seul évidemment est partie au contrat et règle, d'accord avec le maître, toutes les conditions de l'apprentissage.

A. — Nous n'avons à nous occuper spécialement que du premier cas, en voyant quelles sont les personnes qui ont qualité pour traiter au nom de l'apprenti.

Au premier rang, nous trouvons le père ou la mère, suivant que la puissance paternelle est exercée par l'un ou par l'autre; puis le tuteur, qui a les mêmes droits que le père sous la surveillance du conseil de famille.

Quant aux orphelins et enfants trouvés que recueillent les établissements de bienfaisance, c'est aux commissions administratives de ces établissements que la surveillance en a été déférée par la loi du 15 pluviôse an XIII. Aux termes de cette loi, les commissions délèguent un de leurs membres pour les représenter près de l'enfant. Et si ce dernier est placé en apprentissage dans un lieu éloigné de l'hospice, la commission peut par un simple acte administratif, visé par le préfet ou le sous-préfet, déférer la tutelle à la commission administrative de l'hospice du lieu le plus voisin de la nouvelle résidence de l'enfant (art. 2 de la loi précitée).

Enfin, et c'est là une heureuse innovation de la loi de 1851, des étrangers peuvent, en matière d'apprentissage, exercer une sorte de tutelle officieuse, à la seule condition d'être autorisés par les parents de l'enfant ou, à leur défaut, par le juge de paix. (Art. 3, § 3.)

Cette intervention bienveillante a pris une assez grande extension depuis la création d'associations charitables dites « patronages d'apprentis », et le législateur a voulu en faciliter les bons offices, qui consistent à surveiller l'apprenti en même temps qu'à supporter tout ou partie des charges de son entretien.

Plusieurs questions se présentent ici. Quel est le juge de paix compétent ? A quelles conditions peut-il donner l'autorisation dont il s'agit ?

On décide généralement que l'on doit s'adresser au juge de paix du domicile de l'enfant. Nous pensons, avec M. Ravelet (1), qu'il n'y a point de raison pour refuser la même juridiction gracieuse au juge du domicile de la personne qui veut se faire autoriser.

Un point plus délicat est celui de l'autorisation du juge de paix, quand les parents ne sont point morts. Suffit-il que les parents négligent de s'occuper de leur enfant, pour que ce magistrat puisse autoriser une personne charitable à en prendre soin? M. Mollot (2) le pense et s'appuie sur les termes extensibles de la loi « à leur défaut ». Suivant lui, le législateur a voulu que le juge de paix pût toujours remplacer les parents lorsqu'ils manquent de représenter leur enfant par un motif quelconque. « L'appréciation de cette circonstance serait faite par le magistrat. »

Nous croyons que c'est aller trop loin et dépasser le but de la loi.

(1) *Loc. cit.*
(2) *Code de l'Ouvrier*, p. 37.

Suivant nous, elle peut s'appliquer non-seulement au cas du décès des parents, mais encore au cas de l'absence ou encore d'une impossibilité absolue de manifester leur volonté, telle que l'aliénation. Là nous semble devoir s'arrêter le pouvoir du juge de paix. Dès que les parents peuvent agir, leur négligence, quelque grande qu'elle soit, ne saurait autoriser une intervention étrangère. Ils conservent encore la puissance paternelle et peuvent seuls l'exercer, tant qu'ils n'en ont point été déclarés déchus par une condamnation.

Nous croyons de plus, contrairement au même auteur, que si le juge de paix avait autorisé un étranger à prendre la direction du mineur apprenti, pendant l'absence de ses parents, le retour de ceux-ci et leur intervention personnelle mettraient fin à la mission de l'étranger. Nous déciderions autrement, si les parents avaient eux-mêmes autorisé le tiers à traiter au nom de leur enfant. Dans ce cas, nous admettrions, avec M. Mollot, qu'il se forme un contrat spécial entre le bienfaiteur et les parents, et que ce contrat ne peut être brisé par la seule volonté d'une des parties. C'est ainsi que l'on décide à peu près unanimement que le contrat de *tutelle officieuse*, qui est fort analogue au nôtre, oblige les parents à respecter la mission du tuteur officieux.

La puissance paternelle reste d'ailleurs aux parents, mais elle est en quelque sorte démembrée. Les droits de la personne qui est intervenue au contrat d'apprentissage se bornent à en surveiller l'exécution. Elle peut et doit s'enquérir de la situation de l'apprenti, et agir au besoin devant les tribunaux pour obtenir du maître l'accomplissement des obligations qu'il a prises. Il est d'ailleurs évident que réciproquement

le maître peut recourir contre la personne avec laquelle il a contracté.

B. — Nous venons de supposer que le mineur ne figure point au contrat d'apprentissage, et que ses représentants traitent seuls avec le patron qui doit le recevoir.

La loi du 22 germinal an XI (art. 9) se référait à une hypothèse différente et parlait des « contrats d'apprentissage *consentis par des mineurs* avec le concours de ceux sous l'autorité desquels ils sont placés. »

D'après cette loi, l'apprenti mineur devait donc personnellement participer à la formation du contrat qui engage, jusqu'à un certain point, sa liberté personnelle. La loi de 1851, au contraire, ne fait aucune allusion à l'engagement direct du mineur et se contente d'exiger dans l'acte d'apprentissage la signature des *représentants* de l'apprenti.

Il résulte de cette nouvelle législation que le contrat d'apprentissage est assimilé à tous les autres contrats quant à l'incapacité du mineur. S'il contracte lui-même, l'engagement qu'il prend est annulable dans son intérêt seulement. Le maître demeure obligé, tandis que l'apprenti a le choix de tenir la convention pour valide ou d'en demander la rescision.

Il résulte au surplus de la nouvelle loi, que le consentement du mineur n'est point nécessaire pour son placement en apprentissage. On l'avait décidé ainsi, mais avec moins de raison peut-être, sous l'empire de la loi de germinal an XI. Aujourd'hui, le droit d'éducation et de garde qui appartient au père, justifie pleinement l'usage qu'il peut faire de la puissance paternelle pour choisir l'état de son enfant, et, en

admettant même que sa décision fût étrange, elle n'en devrait pas moins être respectée.

C. — Si le mineur est émancipé, lui-même doit stipuler les conditions de son apprentissage. Mais a-t-il besoin de l'assistance de son curateur? Oui, pensons-nous (1). L'article 481 du code civil ne permet au mineur émancipé que les actes de pure administration. Et comment faire rentrer dans la classe de ces actes une convention qui peut entraîner des conséquences fort graves pour l'apprenti, en engageant sa liberté? On invoque l'article 1308, C. C., qui dit que le mineur artisan n'est point restituable contre les engagements qu'il a pris à raison de son art. Mais le jeune homme qui se place en apprentissage n'est point encore artisan, il veut le devenir, et l'argument ne nous touche pas. Quant à l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, nous croyons qu'il peut passer seul une convention d'apprentissage, pourvu que le prix qu'il s'oblige à payer ne dépasse point la quotité des revenus dont il a la libre disposition.

(1) *Contrà*, M. Mollot. *Code de l'Ouvrier*, p. 36.

CHAPITRE QUATRIÈME

DES OBLIGATIONS RÉSULTANT DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE.

---

§ I. — *Obligations du maître.*

La loi de 1851 parle d'abord des obligations du maître. Cela devait être ; car il est chargé, non-seulement des intérêts matériels, mais aussi, dans une certaine mesure, des intérêts moraux de l'apprenti.

A. — « Le maître doit se conduire envers l'ap-
« prenti en bon père de famille, surveiller sa conduite
« et ses mœurs, soit dans la maison, soit au dehors,
« et avertir ses parents ou leurs représentants des
« fautes graves qu'il pourrait commettre ou des pen-
« chants vicieux qu'il pourrait manifester.
« Il doit aussi les prévenir sans retard, en cas de
« maladie, d'absence ou de tout fait de nature à
« motiver leur intervention. » (Art. 8, §§ 1 et 2.)

Comme le dit très-justement le texte que nous rapportons, le type modèle du patron c'est celui d'un bon père de famille. Et nous ne devons pas prendre ici cette expression comme synonyme de bon administrateur, mais bien comme indiquant le caractère paternel des relations du maître avec son apprenti. « Le contrat d'apprentissage est un véritable contrat de famille », disait M. Dumas en présentant à l'As-

semblée nationale le projet de loi sur l'apprentissage.

Ces paroles nous montrent quelle large interprétation il convient de donner aux dispositions de la loi. La moralité et la santé de l'enfant sont confiées à la vigilance du patron, et il ne peut rien faire qui les atteigne, sans méconnaître les conditions du contrat. On comprend d'ailleurs qu'il appartient aux juges d'apprécier *ex æquo et bono* où commence et où s'arrête la responsabilité du patron.

L'article 8 contient une prescription générale dont la sanction est autant morale que juridique, puis, quelques prescriptions particulières plus faciles à appliquer. Dans tous les cas, c'est l'abus de l'autorité du maître que le législateur a voulu prévenir, et toutes les fois que cet abus apparaîtra bien caractérisé, les tribunaux devront, dans la mesure du possible, en assurer le redressement.

Si la faute du maître a causé un préjudice appréciable à l'apprenti, des dommages-intérêts devront être alloués. Et si le fait est suffisamment grave, la résiliation du contrat pourra s'ensuivre, ainsi que nous le verrons bientôt.

La surveillance que la loi impose au maître sur la conduite de l'apprenti entraîne un certain pouvoir sur sa personne. Les lois anglaises, désireuses de constituer fortement la discipline, s'arrêtent expressément sur ce point. Elles donnent au patron le droit d'infliger un châtiment corporel à l'apprenti, pourvu qu'il le fasse avec modération; mais elles refusent ce droit à la maîtresse d'apprentissage (1). De plus, si l'apprenti se conduit très-mal ou cherche à s'enfuir,

(1) Laya. *Droit anglais,* t. II, p. 275. La même disposition se retrouve dans les lois allemandes.

il peut être envoyé, sur la plainte du maître, pour trois mois au plus, dans une maison de correctiou.

En France, rien de semblable n'existe, et c'est avec la plus grande prudence que le maître doit réprimer les écarts de son apprenti. La puissance paternelle et le droit de correction demeurent entre les mains des parents ou tuteur du mineur, et c'est à eux qu'il appartient de prendre les mesures de coercition nécessaires pour la réforme de ses penchants vicieux. L'obligation imposée au patron de prévenir les parents, montre bien qu'il ne peut tout seul redresser la conduite de l'apprenti.

Si toutefois l'apprenti se rendait coupable de torts graves envers le maître, celui-ci pourrait le déférer au conseil des prud'hommes, qui exerce un pouvoir disciplinaire sur les apprentis, ainsi que nous le verrons bientôt.

Après avoir parlé du devoir de surveillance qui incombe au maître, nous devons ajouter, qu'aux termes des articles 333 et 334 du code pénal, il devrait subir une aggravation de peine, s'il commettait des faits d'immoralité sur la personne de ses apprentis ou s'il les excitait à la débauche.

B. — « Il (le maître) n'emploiera l'apprenti, sauf « conventions contraires, qu'aux travaux et services « qui se rattachent à l'exercice de sa profession. Il « ne l'emploiera jamais à ceux qui seraient insalu- « bres et au-dessus de ses forces. » (Art. 8, § 3.)

L'apprenti, en principe, n'est pas un ouvrier et encore moins un domestique : on comprend donc qu'il ne peut, suivant l'esprit du contrat, être astreint à d'autres travaux que ceux de la profession qu'il doit apprendre.

Toutefois il est loisible aux parties de déroger par une clause spéciale à ce principe, et d'assujettir l'apprenti à divers services. En pratique, l'usage a introduit aussi quelques tempéraments à la règle de l'article 8. Ainsi, il est généralement admis que l'apprenti doit nettoyer et ranger l'atelier. La loi de 1851, en interdisant le travail du dimanche, se réfère même à cet usage. On charge encore communément les apprentis de *faire les commissions,* pour employer le mot usité. Sur ce point, si les parties ne se sont pas expliquées, il faudra consulter les habitudes du lieu et les conditions du contrat, pour voir quelle a dû être leur intention. L'importance du prix de l'apprentissage fournira au juge un élément sérieux d'appréciation pour déterminer dans quelle mesure le maître peut exiger quelques services domestiques de l'apprenti.

Daus tous les cas cependant, le but essentiel du contrat ne peut être oublié. A moins d'une stipulation formelle, le maître ne peut priver l'apprenti de l'enseignement professionnel auquel il a droit, et ne peut le surcharger de travaux étrangers à sa profession.

Nous n'avons point à insister pour le moment sur la prohibition d'employer l'apprenti à des travaux insalubres. Disons seulement que 'est là une disposition d'ordre public, à laquelle on ne peut déroger.

C. — « Le maître doit enseigner à l'apprenti, pro-
« gressivement et complétement, l'art, le métier ou
« la profession spéciale qui fait l'objet du contrat.
« Il lui délivrera, à la fin de l'apprentissage, un
« congé d'acquit, ou certificat constatant l'exécution
« du contrat. » (Art. 12.)

Le maître doit faire de l'apprenti un bon ouvrier. Non-seulement il doit lui enseigner la théorie de son art, mais encore il doit, par un travail méthodique, l'initier à la pratique de la profession. Un travail uniforme donné à l'apprenti ne remplirait évidemment point les conditions du contrat. Si cependant le patron était un ouvrier spécialiste, il y aurait à rechercher si les parties ont entendu stipuler un apprentissage complet ou restreint à la spécialité du maître (1).

Une question assez délicate se rapporte aux procédés de fabrication qui peuvent être la propriété exclusive du maître. Autrefois, que les monopoles étaient nombreux et que les différents métiers avaient leur organisation particulière, il existait des secrets professionnels qui ne devaient être révélés qu'à la fin de l'apprentissage, lorsque le jeune ouvrier était réputé digne de les connaître. Aujourd'hui, il n'y a plus guère de secrets professionnels, mais il y a toujours certains procédés qui appartiennent en propre au fabricant qui les a découverts.

Celui-ci est-il tenu de les communiquer aux apprentis qu'il reçoit ?

On décide généralement que non. Et cette décision nous paraît juste. L'apprentissage comprend bien l'enseignement complet de la profession, mais il ne comprend pas nécessairement la révélation des procédés exceptionnels que le maître est seul à connaître dans sa profession. L'intention des parties doit toujours être la règle première d'interprétation, et comment supposer qu'un chef d'atelier ait voulu

(1) Suivant un usage assez général, le maître est tenu de fournir à l'apprenti les outils nécessaires à l'exercice de sa profession. (M. Mollot. *C. de l'ouvrier*, p. 48.)

s'engager à livrer, pour un salaire généralement très-modique, la connaissance d'une invention qui assure la supériorité de son industrie ?

Si cependant les conditions du contrat, le prix élevé de l'apprentissage indiquaient une intention différente, on devrait décider autrement. Il en serait de même si les réticences faites par le maître enlevaient toute utilité à l'apprentissage ; car on ne peut admettre que l'apprenti ait consenti à payer un enseignement qui ne lui profiterait aucunement (1).

Une question analogue s'est posée devant la jurisprudence. L'apprenti peut-il, après avoir terminé son apprentissage, prendre publiquement le titre d'élève de son ancien patron ? Le tribunal de la Seine a répondu affirmativement dans un jugement (2) dont nous adoptons pleinement les motifs : « Attendu, y est-il dit, que celui qui souscrit un engagement avec une personne en réputation dans un genre d'industrie et se soumet à lui payer une somme pour recevoir ses leçons, ou à lui consacrer gratuitement un temps déterminé, a nécessairement l'intention de recueillir le prix de ses sacrifices et de se présenter plus tard comme l'élève de celui qui jouit de la confiance ou de la faveur du public ; attendu que, si le chef d'une industrie en réputation croit qu'il pourra résulter pour ses intérêts un préjudice de la création d'établissements semblables au sien par ceux qui recevraient ses leçons, il est libre de n'en pas donner et de ne pas fournir d'élèves, mais qu'on ne peut lui reconnaître le droit, après avoir effectivement donné des leçons et en avoir reçu le prix, d'interdire à ceux qui

(1) *Sic* Pardessus. *Droit commercial*, t. II, nº 519.
(2) 13 octobre 1841.

les ont reçués, pendant le temps déterminé, de se dire ses élèves et de se présenter sous ce titre à la confiance publique. »

Il est évident d'ailleurs, et la jurisprudence l'a reconnu, que ce droit n'appartient qu'aux véritables apprentis et non aux jeunes ouvriers qui auraient travaillé chez un maître sans convention d'apprentissage.

D. — Après avoir détaillé les obligations du maître pendant la durée de l'apprentissage, l'article 12 ajoute que, lorsqu'il est fini, le maître doit délivrer à l'apprenti un congé d'acquit, c'est-à-dire un certificat constatant l'exécution du contrat.

Cette prescription, empruntée à la loi du 22 germinal an XI, a une double utilité. Elle permet à l'apprenti de justifier, sinon sa capacité professionnelle, du moins l'enseignement qu'il a reçu, et elle donne une garantie au maître pour l'accomplissement des engagements pris envers lui. L'arrêté du 9 frimaire an XII (art. 11) disposait que l'apprenti ne pourrait obtenir un livret d'ouvrier sans la représentation de son congé d'acquit. La nouvelle loi du 22 juin 1854 sur les livrets d'ouvriers ne reproduit pas la même disposition; mais le décret réglementaire du 30 avril 1855 dit que le premier livret ne doit être délivré par l'administration qu'après constatation de l'identité du réclamant et de sa *position*. Ce qu'on peut entendre de la justification qu'il doit faire de sa libération des engagements contractés comme apprenti. Quoi qu'il en soit, le maître n'a pas le droit de refuser un congé d'acquit à l'apprenti qui a rempli ses obligations. Il le pourrait dans le cas contraire; mais nous ne pensons pas qu'il puisse faire aucune annotation défavorable à l'apprenti. L'analogie très-grande qui existe

entre le livret d'ouvrier et le congé d'acquit, nous conduit à décider ainsi.

Si le maître refuse indûment de délivrer le congé d'acquit, il s'expose à des dommages-intérêts. La loi du 22 germinal an XI avait même pris soin de fixer le minimum de l'indemnité due en pareil cas, et le portait au triple du prix des journées, depuis la fin de l'apprentissage. Actuellement aucune restriction n'est imposée au pouvoir d'appréciation des tribunaux.

Il est bien entendu, d'ailleurs, que le jugement rendu sur la demande de l'apprenti par le tribunal compétent est un titre pleinement suffisant pour remplacer le congé d'acquit, dont la présentation serait nécessaire. Le conseil des prud'hommes de Rouen a, paraît-il, la coutume de faire délivrer, dans ce cas, un congé d'acquit par son secrétaire. Sans bien comprendre la parfaite régularité de cette formalité, nous admettons volontiers qu'en pratique on voie là une justification suffisante.

E. — Nous devons maintenant parler de la responsabilité qui incombe aux maîtres à raison des faits dommageables de leurs apprentis.

Aux termes de l'article 1384 du code civil, les maîtres sont responsables du dommage causé par leurs apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance. Ils peuvent toutefois échapper à cette responsabilité en prouvant qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui y donne lieu.

La responsabilité du patron s'étend, suivant l'opinion générale, même au cas où l'apprenti est majeur. Mais nous croyons qu'il y a lieu de faire une distinction. Si l'apprenti est mineur, le maître est responsable, alors même que la faute préjudiciable ne se rap-

porte pas aux occupations industrielles de l'apprenti (1). Dans le cas de la majorité de l'apprenti, nous pensons au contraire que le maître n'est obligé, comme un *commettant* par rapport à son *préposé*, que pour les faits commis dans l'exercice du travail professionnel. En effet, tandis que le maître d'apprentissage a la surveillance de la conduite et des mœurs de l'apprenti mineur, nous ne voyons pas qu'il ait le même devoir à l'égard du majeur.

Dans tous les cas, si l'apprenti a agi avec discernement, le maître a un recours contre lui, pour l'indemnité qu'il a été obligé de payer. Car le mineur s'oblige personnellement par son délit.

Le maître a-t-il de même un recours contre les parents de l'apprenti ? Non, en principe, puisqu'ils se sont déchargés de leur surveillance sur le patron. Cependant, s'ils étaient en faute, s'ils avaient, par exemple, négligé d'intervenir après avertissement du maître, nul doute qu'ils puissent être rendus responsables.

Enfin si le maître était lui-même en faute, il n'aurait aucun recours contre l'apprenti ou ses parents (2). Ainsi il a été bien jugé, suivant nous, « que le fait du maître d'avoir chargé l'apprenti d'un service étranger à sa profession et que l'apprenti n'a fait que par complaisance est un abus qui, dans le cas où le service effectué a eu des conséquences dommageables, ne saurait engager que la responsabilité du maître qui l'a commandé, sans recours de sa part soit contre l'apprenti, soit contre les parents (3). »

(1) Tribunal de paix de Bayeux, 11 juillet 1864.
(2) *Sic* Dalloz. Rép. V° ouvriers, n° 34.
(3) Tribunal de paix d'Aubusson, 23 novembre 1865. Jugement confirmé par le tribunal civil de la même ville.

§ II. — *Obligations de l'apprenti.*

A. *Prix de l'apprentissage.* — Le prix de l'apprentissage, dont le paiement est la première obligation de l'apprenti, consiste soit en argent, soit en services rendus par l'apprenti. Presque toujours ce dernier élément se combine avec le premier. Le maître reçoit une certaine somme et bénéficie en outre du travail lucratif de l'apprenti.

Souvent aussi, nous l'avons déjà dit, le maître donne un salaire. Mais ce salaire est assez minime, eu égard au gain réel du jeune ouvrier, pour que le patron retire un émolument du contrat.

Dans tous les cas, on tient compte de la durée que doit avoir l'apprentissage et des conditions de nourriture et de logement, qui sont fréquemment stipulées.

Rien d'ailleurs n'est plus variable que les clauses du contrat d'apprentissage, suivant la nature de la profession à laquelle il s'applique. Certains métiers exigent un apprentissage long et difficile, certains autres en sont à peu près exemptés. Ici l'apprenti reste longtemps sans faire aucun travail profitable, là au contraire il se rend utile dès les premiers jours.

Indépendamment du prix d'apprentissage, on exige parfois un cautionnement de la part de l'apprenti. Cette stipulation accessoire, qui a pour but de garantir le maître contre les dangers de l'insolvabilité, est assez fréquemment usitée dans l'industrie de la joaillerie.

Il y a une espèce particulière de cautionnement dont l'usage tend à se répandre après avoir été d'abord pratiqué dans les ateliers de Rouen. Il consiste dans

une retenue sur le salaire de l'apprenti. Cette retenue, (habituellement de 25 %) forme une masse qui peut, le cas échéant, être attribuée au maître pour le paiement des dommages-intérêts qui lui seraient dus. Elle est remise à l'apprenti à la fin de l'apprentissage, s'il a rempli ses engagements. On prévient ainsi le calcul indélicat de l'apprenti qui s'autoriserait de son insolvabilité pour faillir à ses obligations.

L'action en réclamation du prix d'apprentissage se prescrit par un an (art. 2272, C. C.). Mais cette courte prescription repose sur une présomption de paiement, et le créancier peut toujours déférer le serment au débiteur sur la question de savoir si le paiement a eu véritablement lieu (art. 2275, C. C.).

Si le maître a nourri l'apprenti, nous croyons, avec M. Mollot (1), qu'il peut invoquer le privilége de l'article 2101 (§ 5).

B. — « L'apprenti doit à son maître fidélité, obéis-
« sance et respect ; il doit l'aider par son travail, dans
« la mesure de son aptitude et de ses forces. »
(Art. 11, § 1.)

Ainsi, de même que la loi demande au maître la vigilance et les soins paternels, elle demande à l'apprenti la soumission et l'activité. Cette observation fait ressortir la portée morale de la loi sur l'apprentissage. Et nous sommes fondé à en tirer cette conséquence que l'équité doit souvent être consultée dans l'exécution de ce contrat. Sans doute, tous nos contrats sont de bonne foi, dans un sens général, mais tous ne comportent pas au même degré le pouvoir d'arbitrage du juge.

(1) *Code de l'Ouvrier*, p. 63.

Nous remarquerons d'ailleurs que les devoirs de l'apprenti sont indiqués d'une façon générale et nous n'insisterons que sur un des termes de l'article 11.

L'apprenti doit être fidèle. La fidélité est un devoir pour tous, mais elle emprunte à la situation de l'apprenti une importance exceptionnelle qui explique la mention spéciale de la loi.

Au point de vue civil, la moindre indélicatesse de l'apprenti pourra motiver l'action en indemnité du maître. Au point de vue pénal, la répression pourra être plus sévère que pour une autre personne.

Ainsi, le vol commis par l'apprenti a un caractère propre de gravité. L'article 386 du Code pénal punit, en effet, de la réclusion le vol perpétré « par un apprenti dans la maison, l'atelier ou le magasin de son maître. » Et peu importe que la soustraction ait porté préjudice au maître lui-même ou à toute autre personne. Par cela seulement que le vol a eu lieu dans l'atelier ou la maison, il tombe sous l'application de l'article 386.

Quelques auteurs (1) pensent que, si l'apprenti n'est point logé chez son maître, il n'y a pas lieu de considérer comme vol domestique le vol commis dans la maison du maître séparée de l'atelier. C'est dans l'atelier seulement, dit-on, que l'apprenti a accès, et en commettant un vol dans la maison, où il n'est pas habituellement reçu, il ne viole pas la confiance nécessaire du maître, comme s'il habitait avec lui. Nous pensons, contrairement à cette opinion, que l'article 386 ne comporte point une telle distinc-

(1) MM. Chauveau et Faustin Hélie, Dalloz. *Contrà* Cass., 29 avril 1830.

tion. Les rapports du maître et de l'apprenti motivent bien la sévérité de la loi, et nous remarquerons que, d'ailleurs, l'article 386 assimile l'apprenti à l'ouvrier qui n'est pas habituellement logé chez son maître.

Indépendamment du vol (1), il y a un autre genre d'indélicatesse que la loi pénale punit, suivant nous, chez l'apprenti. Nous voulons parler de la divulgation des secrets de fabrique, prévue par l'article 418 du code pénal. Cet article n'emploie pas, il est vrai, le mot apprenti, mais les expressions dont il se sert, « directeur, commis, ouvrier de fabrique », nous semblent suffisamment indiquer la pensée du législateur. Il y a même, comme le fait remarquer Dalloz (2), une raison *a fortiori* de décider ainsi; car l'apprenti doit avoir avec le maître des rapports de confiance beaucoup plus intimes que ceux d'un simple ouvrier. — Nous admettrions également l'aggravation de peine pour le délit de contrefaçon commis par un apprenti (art. 43 de la loi du 5 juillet 1844).

L'apprenti est responsable envers le maître des suites de sa négligence ou de son imprudence, quand il y a faute lourde (3). Sans doute, le maître ne peut pas lui demander une grande habileté, ni même une grande prévoyance, et nous croyons entrer dans l'esprit du contrat en écartant la responsabilité de l'apprenti pour les fautes légères, qui ont dû naturellement être prévues par les parties, lors de la fixation du prix d'apprentissage. Mais au delà, le maître ne

(1) L'abus de confiance est également puni de peines plus sévères lorsqu'il est commis par un apprenti au préjudice de son maître (art. 408, C. P.).

(2) Rép. V° industrie, n° 80.

(3) M. de Fuisseaux : *Contrat d'apprentissage*, n° 136, et M. Mollot, *Code de l'ouvrier*, p. 46.

peut demeurer à la discrétion de son apprenti, et il peut lui demander la réparation du préjudice qu'une imprudence inexcusable lui a causé.

C. — « L'apprenti est tenu de remplacer, à la fin de « l'apprentissage, le temps qu'il n'a pu employer par « suite de maladie ou d'absence ayant duré plus de « quinze jours. » (Art. 11, § 2.)

Cette disposition, inspirée par un usage que la pratique avait depuis longtemps consacré, a eu pour but de faire cesser toute incertitude sur le règlement de l'indemnité due par l'apprenti (1).

L'apprenti ne doit remplacer que la perte de temps qui dépasse une durée de quinze jours. Mais suffit-il, pour qu'il soit obligé, que l'ensemble de ses absences atteigne ce laps temps, ou faut-il que chaque absence ou maladie ait eu au moins cette durée? C'est dans ce dernier sens, croyons-nous (2), qu'il faut entendre la loi. On a voulu prévenir les contestations qui s'élèveraient entre le maître et l'apprenti au sujet de courtes absences disséminées sur un espace de temps considérable. Si le maître veut exiger un compte plus rigoureux, il doit avoir soin de faire insérer dans le contrat d'apprentissage une clause formelle pour le remplacement du temps perdu.

Si l'interruption de l'apprentissage résultait d'un fait personnel au maître, il est évident que, loin de lui devoir aucun dédommagement, l'apprenti pourrait se plaindre de cette interruption et réclamer des dom-

(1) Il a été jugé avec raison que le maître ne peut, d'ailleurs, réclamer une somme d'argent comme indemnité, si l'apprenti offre de lui donner un supplément de temps. (Tribunal de paix de Durlingen, 18 octobre 1865.)

(2) *Sic* M. Ravelet.

mages-intérêts, s'il en avait souffert. Dans le cas d'un chômage forcé dont la cause est étrangère au maître et à l'apprenti, on comprend de même qu'il n'y aurait, de part et d'autre, aucune réclamation à élever (1).

(1) De même, suivant la jurisprudence du conseil des prud'hommes de Lyon, l'apprenti n'est pas tenu de remplacer le temps qu'il a passé hors de l'atelier, lorsqu'une maladie contagieuse y est survenue.

CHAPITRE CINQUIÈME

COMMENT FINIT LE CONTRAT D'APPRENTISSAGE.

L'apprentissage prend fin, soit par la volonté d'une seule part des parties, soit par l'arrivée du terme, soit par la résolution, qui peut être ou *légale*, c'est-à-dire prononcée de plein droit par la loi, ou *judiciaire*, c'est-à-dire prononcée après examen par la justice.

§ I. — *Dissentiment des parties.*

« Les deux premiers mois de l'apprentissage sont « considérés comme un temps d'essai, pendant lequel « le contrat peut être annulé par la seule volonté « de l'une des parties. Dans ce cas, aucune indemnité « ne sera allouée à l'une ou à l'autre partie, à moins « de conventions expresses. » (Art. 14.)

Dans un contrat qui nécessite des rapports aussi fréquents que l'apprentissage, il est bon de laisser aux parties la faculté de se séparer, si elles trouvent trop de difficulté à vivre ensemble. Aussi, lors de l'élaboration de la loi de 1851, le principe d'un temps d'essai fut généralement admis. On ne discutait que sur la durée qu'il devait avoir. Le projet de loi portait trois mois, un amendement demandait la réduction à un mois, et de commun accord, on adopta un moyen terme.

La faculté de résoudre le contrat ne serait pas entière, si son exercice exposait celui qui en use à une réclamation de dommages-intérêts. Il était donc tout naturel de dire qu'aucune indemnité ne serait due dans ce cas, où la partie qui rompt la convention ne fait qu'user de son droit. La loi permet cependant de déroger à ce principe par une stipulation expresse.

Si toutefois l'apprenti abusait des dispositions de l'article 14 pour se faire nourrir et loger gratuitement en passant d'un patron chez un autre, cette conduite répréhensible engagerait sa responsabilité. Ce serait le cas d'appliquer la maxime bien connue : *Fraus omnia corrumpit,* et de le condamner à des dommages-intérêts. Mais pourrait-il, ainsi que l'admet Dalloz (1), être poursuivi comme coupable d'escroquerie ? Nous aurions peine à l'admettre ; car ce seul fait ne constitue point, suivant nous, les manœuvres dolosives qui caractérisent le délit d'escroquerie. En abandonnant son maître pour bénéficier des avantages que lui procurent les premiers mois de l'apprentissage, il nous semble que l'apprenti ne commet qu'un dol civil.

§ II. — *Arrivée du terme.*

Si le terme est déterminé par la convention, tout doit en principe se régler d'après la volonté des parties, et le jour qu'elles ont marqué pour la fin de l'apprentissage en arrête de plein droit les effets. Il ne reste plus qu'à régler les comptes qui peuvent être pendants entre le maître et l'apprenti.

Si la durée de l'apprentissage n'a point été fixée par la convention, on s'en réfère aux usages locaux (2),

(1) Rép. Vo industrie, no 54.
(2) Tribunal de paix d'Aix, 15 septembre 1863.

auxquels les parties sont censées n'avoir point voulu déroger.

Ces usages varient beaucoup, suivant les lieux et suivant les professions. En Angleterre, du moins jusqu'à ces dernières années, la durée commune de l'apprentissage était de sept ans. En France, la durée moyenne est généralement de trois ans (1). Le maximum de durée est de cinq ans et le minimum de deux mois.

Le temps est d'ailleurs, conformément aux usages, plus ou moins long, suivant que l'apprenti donne ou ne donne pas d'argent et suivant qu'il loge chez le maître ou qu'il reste dans sa famille.

Il peut aussi arriver que le terme fixé par les parties ne soit pas maintenu, et nous trouvons dans la loi de 1851 une dérogation remarquable au principe de l'autorité des conventions entre parties.

« Si le temps convenu pour la durée de l'apprentis-
« sage dépasse le maximum de la durée consacré par
« les usages locaux, ce temps peut être réduit ou le
« contrat résolu. » (Art. 17.)

Le but du législateur a été de protéger la liberté de l'apprenti, qui pourrait se trouver lié pour un laps de temps trop considérable par les engagements de l'apprentissage. Cette situation méritait d'autant plus l'attention de la loi, que les obligations nées du contrat d'apprentissage peuvent survivre à la minorité de l'apprenti, et que celui-ci peut être retenu par les conditions d'une convention qu'il n'a point personnellement souscrite ou dont il était d'abord incapable de comprendre la portée. Aussi la loi de germinal an XII s'était-elle déjà préoccupée du même intérêt.

(1) D'après M. Sibille, ce temps est même considéré à Nantes comme un maximum. (Usages locaux de la Loire-Inférieure, nº 434.)

Seulement elle ne prévoyait que le cas où le prix d'apprentissage n'aurait point été fixé en argent. « Le contrat d'apprentissage pourra être résolu si l'apprenti s'est obligé à donner, pour tenir lieu de rétribution pécuniaire, un temps de travail dont la valeur serait jugée excéder le prix ordinaire des apprentissages. » (Art. 9, § 4.) Aux termes de la nouvelle loi, cette circonstance n'est pas nécessaire pour que la réduction puisse avoir lieu. Il suffit que la durée de l'apprentissage paraisse excessive.

Le juge a d'ailleurs un très-large pouvoir d'appréciation. La loi lui laisse le soin de décider si, à raison des circonstances de la cause, le contrat doit être résolu ou si l'on doit se borner à réduire le temps mentionné dans la convention.

Bien que la loi ne le dise pas expressément, il nous semble que les motifs qui l'ont inspirée ne permettent qu'à l'apprenti d'invoquer le bénéfice de l'article 17. Le maître, y eût-il intérêt, ne pourrait, croyons-nous, s'en prévaloir; car sa propre liberté n'est point engagée comme celle de l'apprenti.

§ III. — *Résolution légale.*

« Le contrat d'apprentissage sera résolu de plein droit :

« 1° Par la mort du maître ou de l'apprenti ;

« 2° Si l'apprenti ou le maître est appelé au service « militaire ;

« 3° Si le maître ou l'apprenti vient à être frappé « d'une des condamnations prévues en l'article 6 de « la présente loi ;

« 4° Pour les filles mineures, dans le cas de décès « de l'épouse du maître, ou de toute autre femme de

« la famille qui dirigeait la maison à l'époque du « contrat. » (Article 15.)

Suivant les termes de la loi que nous venons de rapporter, il y a certains cas où le contrat d'apprentissage est résolu de plein droit; il en est d'autres, nous le verrons bientôt, où la résolution peut être prononcée par la justice. Dans la première hypothèse, nous disons qu'il y a résolution *légale*, et dans la seconde, résolution *judiciaire*. Tandis que dans l'une le juge doit examiner si les motifs invoqués par la partie qui demande la résiliation sont suffisants pour la justifier, dans l'autre le juge ne doit que vérifier l'exactitude du fait qui donne lieu à résolution et en constater les effets.

Reprenons successivement les circonstances prévues par l'art. 15.

A. — *Mort du maître ou de l'apprenti.* — Cette cause de résolution découle de la nature même du contrat d'apprentissage et des principes généraux du droit.

D'une part, en effet, il est évident que la mort de l'apprenti rend absolument impossible la continuation de l'apprentissage. Et d'autre part, la mort du maître vient, en contrariant toutes les prévisions des parties, s'opposer également à ce que les héritiers du maître exécutent les obligations de leur auteur. Si, en effet, la mort des parties ne met point ordinairement fin aux obligations qu'elles ont assumées, c'est qu'en général, ces obligations sont de nature à être exécutées par leurs héritiers. Il n'en est plus de même pour les obligations de faire, où l'on envisage les aptitudes particulières de la personne qui s'oblige. Et cela est surtout vrai dans le contrat d'apprentis-

sage, où non-seulement l'habileté du maître, mais encore sa moralité et son caractère doivent très-raisonnablement être appréciés par l'apprenti qui se place sous sa direction.

Aussi, bien avant la loi de 1851, n'hésitait-on nullement à appliquer le principe qu'elle a expressément sanctionné (1). La seule question qui se posait est relative au règlement pécuniaire qui doit être fait, lorsque la résolution intervient. Et, chose remarquable, le législateur de 1851, qui aurait pu se dispenser de rappeler une cause de résolution admise par tous, a négligé de statuer sur la difficulté sérieuse que fait naître cette résolution (2).

Quand le prix de l'apprentissage a été payé d'avance, le maître ou ses héritiers doivent-ils restituer tout ou partie de ce prix, en cas de décès de l'une des parties ? Peuvent-ils, au contraire, réclamer le paiement du prix qui n'a point encore été soldé ? Enfin, lorsqu'il n'y a pas eu de somme d'argent stipulée, peut-on exiger de part et d'autre une indemnité pécuniaire ?

Sur tous ces points, la controverse existe.

Suivant les uns (3), il y aurait une distinction à faire entre le cas où le maître fournit la nourriture et le logement à l'apprenti et le cas où il ne lui donne que l'enseignement. Dans le premier cas, on devrait toujours faire concorder la somme payée par

(1) V. Pardessus. *Droit commercial*, t. II, n° 521.

(2) Dans le projet de loi que le *Comité de travail* avait préparé sur l'apprentissage, on avait pensé à la difficulté et on avait inséré un article ainsi conçu : « Dans les divers cas de résolution prévus par les articles précédents, l'indemnité et la restitution qui peuvent être dues à l'une ou à l'autre des parties seront réglées de manière à ce qu'aucune d'elles ne bénéficie aux dépens de l'autre. »

(3) Pardessus. *Loc. cit.*; Dalloz. Rép. V° industrie, n°s 83 et 84.

l'apprenti avec la valeur des fournitures qui lui ont été faites. L'apprenti logé et nourri contracte, en effet, dit-on, une série d'obligations correspondant aux prestations successives du maître. En ce qui touche le prix de l'apprentissage proprement dit, c'est-à-dire de l'enseignement professionnel, on devrait décider autrement. Le maître ou ses héritiers auraient droit au prix intégral. La mort est, en effet, une cause de force majeure, qui empêche l'exécution des obligations du maître, sans empêcher l'obligation de l'apprenti, du moins quant au paiement des sommes d'argent. Cette obligation, indépendante de celle du maître, doit donc recevoir son exécution, alors même que l'apprentissage ne peut continuer. Si d'ailleurs le prix de l'apprentissage consistait uniquement dans le travail personnel de l'apprenti, il y aurait pour lui, comme pour le maître, impossibilité d'exécuter les obligations nées du contrat, et dès lors, ni de part ni d'autre, il n'y aurait lieu à indemnité.

Suivant d'autres auteurs (1), les tribunaux devraient, dans tous les cas, apprécier le préjudice causé aux parties par la résolution du contrat, et ordonner soit une restitution, soit le paiement d'une indemnité d'après les circonstances. Sans doute, disent-il, la mort des parties est au premier chef un cas de force majeure qui ne permet pas de demander des dommages-intérêts pour inexécution de l'obligation devenue impossible (art. 1148 C. C.). Aussi ne s'agit-il point ici de véritables dommages-intérêts. On ne tient pas compte du manque de gain, mais seulement de la perte réelle éprouvée. L'équité ne veut pas que l'apprenti qui n'a point reçu l'enseigne-

(1) MM. Mollot et de Fuisseaux.

ment promis, soit tenu d'en payer néanmoins le prix, comme elle ne veut pas que le maître qui s'est donné beaucoup de peine pour instruire l'apprenti, soit privé de tout dédommagement.

Ce second système, moins rigoureusement juridique peut-être que le premier, tire une certaine force d'un argument d'analogie puisé dans les articles 1722 et 1796 du code civil. Aux termes de l'article 1722, le locataire d'un objet loué qui vient à périr, ne doit qu'un prix proportionnel à la jouissance dont il a profité. L'article 1796, se plaçant dans l'hypothèse de la mort de l'ouvrier qui a loué ses services, dit que le propriétaire ne doit payer que la valeur des travaux faits à ce moment et seulement si ces travaux peuvent lui être utiles. On infère de ces textes que le législateur a répudié en matière de louage les principes généraux qui conduiraient à faire payer le prix entier du louage, et l'on s'en autorise pour appliquer au contrat d'apprentissage une solution analogue.

Nous croyons devoir adopter cette décision pour un autre motif. C'est qu'elle se prête mieux aux exigences de l'équité dans un contrat qui est essentiellement de bonne foi, comme nous l'avons déjà fait remarquer. De plus l'article 19 de la loi du 22 février 1851, que nous reproduirons bientôt, défère au conseil des prud'hommes le règlement des « indemnités ou des restitutions qui pourraient être dues à l'une ou l'autre des parties, dans les divers cas de résolution prévus par la loi. » N'est-ce pas là décider implicitement que, toutes les fois qu'il y a résolution, il peut y avoir lieu à indemnité? Si cette proposition n'est pas formellement inscrite dans la loi de 1851, du moins ressort-elle de l'ensemble de ses dispositions.

B. *Appel du maître ou de l'apprenti au service militaire.* — Les exigences du service militaire peuvent être considérées comme un cas de force majeure; et la faveur que mérite l'accomplissement d'un devoir public explique bien la mention spéciale que nous rapportons.

Déjà une loi du Ier complémentaire an VII déclarait résiliables les engagements pris par des conscrits avant d'être appelés à l'activité de service. Cette loi est encore en vigueur, car elle n'a jamais été expressément abrogée et l'abrogation générale contenue dans la loi du 30 ventôse an XII, ne s'applique, on le sait, qu'aux lois anciennes et non aux lois du droit intermédiaire, toutes les fois du moins qu'elles ne sont pas inconciliables avec la loi nouvelle. La loi de 1851 est d'ailleurs allée plus loin que la loi de l'an VII. Cette dernière loi exigeait que le conscrit notifiât, dans le mois qui suit l'appel, son intention de résilier le contrat, tandis que maintenant la résolution de l'apprentissage a lieu de plein droit.

On s'est demandé si le jeune homme qui s'engage volontairement peut invoquer le bénéfice de la résolution dont il s'agit. Quelques auteurs (1) l'ont pensé et permettent, *favore militiæ*, de se soustraire aux engagements qui retiendraient le jeune homme loin des armes. La décision contraire est plus généralement admise, et nous nous contenterons de faire remarquer que ni les termes de la loi du Ier complémentaire an VII (qui ne parle que des conscrits), ni ceux de la loi de 1851 (qui ne parle que des appelés) ne comportent une aussi large interprétation.

Nous ajouterons que la loi du 27 juillet 1872 sur le

(1) Duranton, t. XVII, nº 232.

recrutement de l'armée permet aux jeunes gens d'obtenir un sursis d'appel pour terminer leur apprentissage. Ce sursis est accordé pour un an et peut être renouvelé pour une seconde année (art. 23 de la loi précitée).

L'appel au service militaire étant d'ailleurs, comme nous l'avons dit, un cas de force majeure, nous appliquerons au règlement pécuniaire à intervenir ce que nous avons dit du cas où la résolution a pour cause la mort de l'apprenti.

C. *Condamnation du maître ou de l'apprenti.* — Toute condamnation qui entraîne pour le maître incapacité de recevoir des apprentis, entraîne également, et cela va de soi, la résolution de l'apprentissage qu'il a déjà consenti. Mais de plus, les mêmes condamnations prononcées contre l'apprenti sont une cause de résolution légale. Il suffit donc, pour en connaître le détail, de se reporter aux dispositions de l'article 6, qui traite des cas d'incapacité du maître.

Une différence notable existe d'ailleurs entre les effets de la condamnation du maître et de celle de l'apprenti. Si le maître est condamné, l'apprentissage ne peut continuer, alors même que les représentants de l'apprenti mineur consentiraient à garder la foi du contrat. La résolution est ici d'ordre public, et le maître encourrait une pénalité dont nous parlerons bientôt. Si au contraire c'est l'apprenti qui subit la condamnation, rien n'empêche que le maître consente à le garder.

Il nous paraît même douteux que l'apprenti condamné puisse invoquer la résolution de l'apprentissage, si le maître ne veut pas s'en prévaloir.

Dans tous les cas, la résolution intervenant par la

faute de l'une des parties, on doit allouer à l'autre des dommages-intérêts, si elle souffre de la rupture des engagements contractés.

D. *Décès de la femme du maître.* — Nous avons déjà vu que l'article 5 défend à tout homme célibataire ou veuf de loger comme apprenties des jeunes filles mineures, mais qu'il ne lui défend pas d'en recevoir dans son atelier, pourvu qu'il ne les loge pas.

L'article 15 va plus loin, et prononce la résolution du contrat d'apprentissage toutes les fois que la maison du maître vient à perdre la femme qui en avait la direction. Sans doute, si les apprenties ne logent pas chez leur patron, on pourra convenir qu'elles continueront leur apprentissage avec lui; mais il faut pour cela une nouvelle convention. La loi suppose que les parents qui ont confié leur fille à un homme marié, ne l'auraient point fait, sans la garantie que leur offrait la présence de l'épouse, et l'on interprète leur volonté en rescindant le contrat quand cette garantie vient à disparaître. Si la confiance des parents n'est point ébranlée, il leur est loisible de consentir, d'accord avec le maître, à la continuation de l'apprentissage, sous la réserve toutefois que l'apprentie mineure ne pourra jamais habiter chez le patron devenu veuf.

La loi ne parle que du décès de l'épouse, sans mentionner l'hypothèse de la séparation de corps. Nous serions porté à admettre ici une large application du texte. Et ce qui pourrait nous y autoriser, c'est que le législateur a étendu ses dispositions au cas du décès de toute personne de la famille qui dirigeait la maison du maître au moment de l'entrée de l'apprentie, mon-

trant ainsi quel souci il prend des intérêts moraux de la jeune fille placée en apprentissage. Or le motif légitime d'inquiétude pour les parents, qui se présente dans le cas du décès de la femme du maître, ne se présente-t-il pas avec autant de force dans le cas d'une séparation judiciaire? Pourtant nous reconnaissons que les termes de la loi répugnent à cette extension, et cela est d'autant plus fâcheux que la séparation de corps est souvent amenée par l'inconduite du mari.

§ IV. — *Résolution judiciaire.*

« Le contrat peut être résolu sur la demande des « parties ou de l'une d'elles :

« 1° Dans le cas où l'une des parties manquerait aux « stipulations du contrat;

« 2° Pour cause d'infraction grave ou habituelle aux « prescriptions de la présente loi;

« 3° Dans le cas d'inconduite habituelle de la part de « l'apprenti;

« 4° Si le maître transporte sa résidence dans une « autre commune que celle qu'il habitait lors de la « convention; — néanmoins la demande en résolu- « tion de contrat fondée sur ce motif, ne sera receva- « ble que pendant trois mois à compter du jour où le « maître aura changé de résidence;

« 5° Si le maître ou l'apprenti encourait une con- « damnation emportant un emprisonnement de plus « d'un mois;

« 6° Dans le cas où l'apprenti viendrait à contracter « mariage. » (Art. 16.)

Nous avons maintenant à étudier les cas de résolution judiciaire, c'est-à-dire ceux qui laissent au juge le soin d'apprécier souverainement la demande de

résolution qui lui est faite, et de déterminer, d'après les principes généraux, l'indemnité qui pourra être due par la partie dont le fait motive la cessation de l'apprentissage.

A. *Inexécution des stipulations du contrat.* — Cette disposition n'est que la reproduction du principe général posé dans l'article 1184 du code civil, relativement aux contrats synallagmatiques.

C'est aussi d'après les indications du code civil que l'on doit régler les conditions et conséquences de cette résolution. Les tribunaux auront à apprécier la gravité des manquements sur lesquels s'appuie le demandeur en résolution, et, s'ils estiment que le contrat doive être rescindé, ils détermineront le quantum des dommages-intérêts qui seront dus par le défendeur, en évaluant le bénéfice dont l'autre partie se trouve privée.

Lorsque l'obligation à laquelle se soustrait l'un des contractants est de nature à recevoir une exécution forcée, on sait qu'au lieu de la résolution du contrat, il peut être demandé à la justice de contraindre le débiteur à remplir ses engagements.

En matière d'apprentissage, on ne peut exercer une contrainte directe, parce qu'il faudrait pour cela user de violence sur la personne. Tout se réduit donc à une question de dommages-intérêts. Et nous ne croyons même pas que ces dommages-intérêts puissent être accordés sans la fixation d'un taux qu'ils ne sauraient dépasser. Ainsi c'est à tort, suivant nous, que quelques tribunaux condamnent l'apprenti à payer une certaine somme pour chaque jour de retard qu'il mettrait à rentrer dans l'atelier du maître. Il nous semble que c'est là violer un principe toujours admis

dans notre droit : *Nemo præcise cogi potest ad factum* (1). Soumettre l'apprenti à payer des dommages-intérêts qui peuvent croître indéfiniment, c'est porter atteinte à sa liberté personnelle en exagérant le droit du maître. Celui-ci, en réclamant l'exécution du contrat d'apprentissage, ne peut, en définitive, exiger que l'obtention du bénéfice pécuniaire sur lequel il avait compté. Une fois ce bénéfice obtenu, il n'a plus rien à demander. Les juges doivent donc évaluer immédiatement les dommages-intérêts qui devront être payés, ou du moins fixer une limite qu'ils ne pourront dépasser.

B. *Infraction grave ou habituelle aux prescriptions de la loi.* — Il ne suffit pas que les conventions particulières soient observées, il faut encore que les dispositions générales de la loi sur l'apprentissage soient respectées. Et, indépendamment de la sanction pénale qui en assure l'observation, il y a une sanction civile, dans cette demande de résolution, que leur oubli peut autoriser.

Le législateur, tout en abandonnant aux juges la question d'appréciation, a pris soin d'indiquer deux circonstances dont ils devront toujours tenir compte. Pour que l'infraction de la loi puisse motiver la résolution du contrat, il faut que cette infraction ait une véritable gravité, soit à raison de la nature du fait, soit à raison de la fréquence des contraventions. Tel acte, en d'autres termes, peut constituer un abus si grave, qu'il suffise seul à entraîner la résolution, tandis que tels autres manquements moins sérieux ne peuvent avoir le même résultat, qu'autant que leur

(1) *Sic* MM. Aubry et Rau, t. IV, § 299; M. Demolombe, t. XXIV, § 494.

répétion indique chez celui qui s'en rend coupable la fâcheuse *habitude* d'enfreindre la loi.

Nous n'avons point à détailler les différentes sortes d'infractions auxquelles se réfère l'article 16. Tout ce que nous avons dit des obligations respectives du maître et de l'apprenti, peut servir à caractériser les principales contraventions dont il s'agit actuellement (¹). Ajoutons seulement qu'outre les prescriptions générales qui régissent les rapports du maître et de l'apprenti, il y a certaines prescriptions spéciales dont nous n'avons encore mentionné qu'une partie, parce que les autres doivent trouver leur place dans l'étude qui nous reste à faire sur les conditions réglementaires du travail des enfants.

Les dommages-intérêts se régleront comme dans le cas précédent.

C. *Inconduite habituelle de l'apprenti.* — Le maître ne pouvait être obligé de garder près de lui, et souvent dans sa propre famille, un apprenti dont les mœurs sont répréhensibles.

Que doit-on d'ailleurs entendre par inconduite? C'est là une pure question de fait. Tout ce que la loi veut, c'est qu'on donne à l'apprenti le temps de se corriger. Des écarts passagers ne rentreraient pas dans l'hypothèse prévue au texte. Le mot inconduite indique en effet une manière de vivre contraire aux lois de la morale, et le législateur a grand soin d'ajouter qu'elle doit être *habituelle.*

Si toutefois la faute de l'apprenti était grave et avait

(¹) Ainsi il a été souvent jugé que les mauvais traitements du maître à l'égard de l'apprenti constituent un motif valable de résolution pour infraction à la loi, qui prescrit au maître de traiter l'apprenti en bon père de famille.

rapport aux devoirs que la loi lui impose envers son patron, on pourrait invoquer le paragraphe précédent de l'article 16 pour demander la dissolution de l'apprentissage.

L'apprenti qui se conduit mal peut être condamné à des dommages-intérêts envers le maître. Nous ferons cependant observer que le maître doit surveiller la conduite de l'apprenti et signaler aux parents les mauvais penchants qu'il manifeste. De là une véritable responsabilité pour le patron, et l'on devra toujours examiner si l'inconduite de l'apprenti ne lui est point en partie imputable. Dans le cas où on l'admettrait, la résolution pourrait néanmoins être prononcée, mais la question des dommages-intérêts serait singulièrement modifiée, à raison de la faute du maître négligent.

On peut se demander si l'inconduite du maître est elle-même une cause de résolution du contrat d'apprentissage.

Cette question ainsi posée en droit, nous semble devoir être résolue négativement. La loi ne parle que de l'inconduite de l'apprenti ; et son silence à l'égard du maître est d'autant plus significatif, que dans le même article nous la voyons mentionner le maître et l'apprenti, tantôt ensemble, tantôt séparément. Il n'y a donc pas là un simple oubli. Y aurait-il une inconséquence ?

Le législateur a sans doute pensé que l'inconduite du maître n'entraîne pas les mêmes conséquences que celle de l'apprenti, qui peut engager la responsabilité civile de son patron; que de plus, lorsque l'inconduite du maître ne dégénère pas en scandale, il pourrait y avoir les plus graves inconvénients pour l'ordre public à la rechercher et à la divulguer par l'éclat d'un pro-

cès. Ces raisons sont loin de nous satisfaire pleinement et nous regrettons l'insuffisance de la loi. Il est bien entendu d'ailleurs que, si le maître offrait à ses apprentis des exemples pernicieux, il y aurait dans ce fait un manquement grave à ses obligations et dès lors une cause de résolution.

En pratique, ce tempérament pourrait permettre le plus souvent de corriger ce que la loi a de défectueux.

D. *Changement de résidence du maître.* — Cette cause de résolution a plusieurs raisons d'être. On a craint que l'apprenti ne fût soustrait à la surveillance protectrice de ses parents, et de plus que l'éloignement du maître ne vint rendre extrêmement difficile la continuation de l'apprentissage. Si en effet l'apprenti demeure chez son maître, un changement de résidence de la part de ce dernier peut séparer l'enfant de sa famille et l'exposer à bien des dangers. Si l'apprenti demeure chez ses parents, comment pourrait-il être contraint de faire chaque jour un véritable voyage pour se rendre à l'atelier ?

Il est donc très-raisonnable de donner au juge le pouvoir d'apprécier si le changement de résidence est de nature à préjudicier sérieusement à l'apprenti, et de prononcer, s'il y a lieu, la résolution avec ou sans dommages-intérêts.

Il ne faut pas d'ailleurs que l'apprenti ou ses représentants tardent trop à formuler leur demande. La loi leur accorde trois mois pour le faire, à compter du jour où le maître a changé de résidence; et ce délai est bien suffisant. Leur silence prolongé ne pourrait s'expliquer que par une acceptation tacite du nouvel état de choses.

E. *Condamnation du maître ou de l'apprenti à un emprisonnement de plus d'un mois.* — Nous avons vu que l'article 15 prononçait la résolution de plein droit pour certaines condamnations. L'article 16 permet en outre de demander la résolution du contrat, toutes les fois qu'une condamnation à l'emprisonnement a été prononcée, si la durée de la peine excède un mois. Cette demande doit être appréciée suivant les circonstances, et, si elle est admise, les dommages-intérêts se règlent comme dans tous les cas où il y a faute de la part d'une des parties.

F. *Mariage de l'apprenti.* — Le législateur a voulu faciliter ainsi le mariage de l'apprenti. On comprend pourtant assez difficilement l'utilité de cette disposition. La loi veut-elle dire que dans ce cas le contrat d'apprentissage sera résolu sans que le maître puisse réclamer aucun dédommagement? Ce serait assez inique et rien ne nous autorise à lui prêter une telle intention. S'il en est autrement, pourquoi parler de résolution ? L'apprenti marié étant majeur ou du moins émancipé par le mariage, peut refuser d'exécuter le contrat, et comme son obligation est une obligation de faire, il ne peut être forcé de s'y soumettre malgré lui. Il n'y aura plus là qu'une question de dommages-intérêts (1).

Nous pensons, quant à nous, que la dernière partie de l'article 16 n'est point tout à fait superflue. Le législateur a vraisemblablement pensé que la possibilité d'un mariage ultérieur a pu entrer dans les prévisions des contractants, et qu'il ne faut pas entraver la liberté des mariages par une exécution trop rigou-

(1) M. de Fuisseaux. *Du contrat d'apprentissage*, n° 157.

rouse du contrat. Aussi, sans dire que le mariage sera une cause de résolution légale, notre article abandonne au juge le soin d'apprécier la convenance de la résolution. Sans doute l'inexécution du contrat peut toujours se réduire à une question de dommages-intérêts; mais, tandis que ces dommages-intérêts devront être rigoureusement fixés si l'apprenti n'a pas de raison valable pour quitter son maître, le juge devra se montrer beaucoup moins sévère si la résolution demandée a des motifs sérieux.

§ V. — *Cas de résolution non prévus par la loi.*

A. — Dans l'énumération que nous venons de faire des cas de résolution prévus par la loi ne se trouve pas la survenance d'une maladie. Dans cette hypothèse, qui est d'une application assez fréquente, il y a lieu, pensons-nous, de faire une distinction.

Si la maladie est de peu durée, l'apprentissage est seulement interrompu (1). Nous avons vu, au surplus, que l'apprenti devait remplacer les journées de travail qu'il n'a point faites, lorsque la maladie l'a retenu absent pendant plus de quinze jours. Et nous déciderions par analogie que le maître devrait un dédommagement à l'apprenti, si lui-même ayant été malade, l'apprenti a souffert de l'interruption de l'apprentissage.

Si au contraire la maladie est de nature à se prolonger longtemps, ou à entrainer pour le malade une incapacité persistante de travail, nous voyons là une cause de force majeure emportant la résolution du contrat.

(1) Tribunal de paix de Gardes, 21 juin 1859.

Quant à la question des dommages-intérêts, nous la résolvons de la même façon que dans le cas du décès de l'une des parties. La situation est tout à fait similaire.

Il en serait encore de même, si un accident mettait l'une ou l'autre des parties dans l'impossibilité de remplir ses engagements.

B. — Dans le projet de loi soumis en 1850 à l'Assemblée nationale, l'article 16 portait un paragraphe ainsi conçu : « La résolution pourra être demandée si l'apprenti, par incapacité physique et intellectuelle, est hors d'état de profiter des leçons du maître.

Cette disposition a été écartée après discussion, comme inutile et comme paraissant créer au profit du maître un droit exceptionnel. « Il est clair, disait M. Pons-Tande (1), que si l'apprenti ne peut travailler, exercer sa profession, il manque à la clause essentielle du contrat; le contrat peut être résolu. Mais il est évident aussi que si le maître est malade, s'il devient infirme, s'il ne peut enseigner sa profession, il manque aussi aux conditions essentielles du contrat : le contrat peut être résolu. » Et le rapporteur ajoutait que le paragraphe discuté rentrait dans les dispositions générales du paragraphe premier de l'article 16, qui prévoit le cas où l'une des parties manque aux stipulations du contrat.

Il ressort donc de cette discussion que l'on a voulu purement et simplement rentrer dans le droit commun, pour les causes de résolution qui ne sont pas expressément indiquées par la loi sur l'apprentissage.

(1) Séance du 22 février 1851.

CHAPITRE SIXIÈME

DES CONDITIONS DU TRAVAIL DES APPRENTIS.

La loi du 22 février 1851, nous l'avons déjà dit, comprenait dans ses dispositions deux parties distinctes. L'une ayant trait au contrat d'apprentissage, l'autre se rapportant au régime protecteur du travail des enfants. Sur ce dernier point, la loi du 19 mai 1874 a modifié la loi de l'apprentissage, et nous devons examiner le résultat de ces modifications. Voici quelles étaient, relativement à l'âge des apprentis et à la durée de leur travail, les prescriptions de la loi de 1851 :

« La durée de travail effectif des apprentis âgés « de moins de quatorze ans, ne pourra dépasser dix « heures par jour.

« Pour les apprentis âgés de quatorze à seize ans, « elle ne pourra dépasser douze heures.

« Aucun travail de nuit ne peut être imposé aux « apprentis âgés de moins de seize ans.

« Est considéré comme travail de nuit tout travail « fait entre neuf heures du soir et cinq heures du « matin. Les dimanches et jours de fêtes reconnues ou « légales, les apprentis, dans aucun cas, ne peuvent « être tenus vis-à-vis de leur maître à aucun travail « de leur profession. Dans le cas où l'apprenti serait

« obligé, par suite des conventions ou conformément à « l'usage, de ranger l'atelier aux jours ci-dessus « marqués, ce travail ne pourra se prolonger au delà « de dix heures du matin. Il ne pourra être dérogé « aux dispositions contenues dans les trois premiers « paragraphes du présent article que par un arrêté « rendu par le préfet sur l'avis du maire. » (Article 9.)

Voici maintenant comment s'exprime l'article 30 de la loi du 19 mai 1874:

« Les articles 2, 3, 4 et 5 de la présente loi sont ap- « plicables aux enfants placés en apprentissage et « employés à un travail industriel.

« .... Ladite loi continuera de recevoir son exécution « dans ses autres prescriptions. » (Art. 30, §§ 1 et 3.)

Si nous nous référons aux dispositions visées dans ce dernier article, nous voyons que la condition d'âge des apprentis reçoit une double modification. Désormais aucun apprenti ne pourra être admis avant l'âge de douze ans ou de dix ans, suivant la nature de l'industrie. De plus, la durée du travail ne pourra excéder six heures par jour jusqu'à douze ans; mais elle pourra par contre être de douze heures dès l'âge de douze ans. (Art. 2 et 3 de la loi de 1874).

Le travail de nuit demeure défendu, avec la différence que la dispense de cette interdiction ne peut avoir lieu que dans le cas de chômage forcé, et que le préfet n'est plus compétent pour la donner. (Art. 4).

Le travail du dimanche est plus rigoureusement interdit, car l'apprenti ne peut plus être astreint à ranger l'atelier, et son consentement n'autoriserait plus le maître à le faire travailler.

En dehors de ces dispositions, la loi du 19 mai 1874 est-elle applicable aux apprentis ? Non, pensons-nous,

puisque l'article 30 que nous avons cité, mentionne expressément quelles sont les modifications apportées à la loi de 1851 et la déclare maintenue pour le reste.

D'après le projet présenté par la commission de l'Assemblée nationale, il n'en était point ainsi (1), et si on eût adopté ce projet, une réglementation uniforme se fût imposée au travail des enfants apprentis et autres. La présente loi, tout en entrant assez franchement dans la voie de généralisation qui lui était ouverte, s'est arrêtée, on ne sait trop pourquoi, en chemin (2), et les apprentis continueront à former une classe à part de travailleurs protégés.

Ainsi, en ce qui concerne l'instruction des apprentis, on devra toujours se rapporter à l'article 10 de la loi de 1851, qui est ainsi conçu :

« Si l'apprenti âgé de moins de seize ans ne sait « pas lire, écrire et compter, ou s'il n'a pas encore « terminé sa première éducation religieuse, le maître « est tenu de lui laisser prendre sur la journée de « travail le temps et la liberté nécessaires pour son « instruction. Néanmoins ce temps ne pourra pas « excéder deux heures par jour. » (Art. 10.)

(1) « L'article 9 de la loi du 22 février 1851 sur le contrat d'apprentissage est modifié en ce sens que l'emploi des apprentis sera soumis aux conditions fixées par les articles 2 et 3 de la présente loi. Les règles relatives au travail de nuit, aux travaux dangereux, au travail des dimanches et des jours fériés, aux dispositions relatives à l'instruction et à celles comprises dans les articles 12 et 13 (travaux insalubres et dangereux) de la présente loi, sont également applicables aux enfants placés en apprentissage. » (Art. 30 du projet.)

(2) Chose assez remarquable ! la modification profonde apportée à l'article 30 n'a point fait l'objet d'une discussion publique. Elle s'est faite au sein de la commission, après renvoi de l'ensemble du projet de loi, et le procès-verbal des séances publiques ne fait que mentionner le changement de résolution, sans en indiquer les motifs.

Cet article diffère sous deux rapports principaux de la loi de 1874.

D'une part, il se préoccupe de l'*éducation religieuse* de l'enfant, et en cela le législateur de 1851 se montre plus prévoyant que le législateur de 1874.

D'autre part, en ce qui concerne l'instruction primaire, l'apprenti se trouve dans une condition moins favorable que l'enfant-ouvrier. La loi de 1851 n'accorde en effet que deux heures pour l'école, et elle ne fait point de sa fréquentation une obligation pour le maître. En cela, elle peut mériter des critiques. C'est à l'apprenti qu'il appartient de demander du temps pour s'instruire; si le patron ne lui en refuse pas, sa responsabilité est à couvert. On comprend facilement que ce système sacrifie presque toujours l'instruction de l'apprenti.

Il résulte d'ailleurs de l'article 10 que les deux heures accordées pour l'éducation religieuse ou pour l'instruction primaire, doivent être prises sur le temps du travail. Le maître ne peut pas obliger l'apprenti à se rendre à l'école après la fin de la journée ou pendant le temps consacré au repos.

Quant aux travaux insalubres et dangereux sur lesquels la loi de 1874 s'étend avec raison, la loi de 1851 se contente de dire:

« Le maître n'emploiera jamais l'apprenti aux tra-
« vaux qui seraient insalubres ou au-dessus de ses
« forces. » (Article 8, § 3, *in fine*.)

On comprend tout ce qu'une disposition aussi laconique laisse de champ à l'interprétation. L'autorité judiciaire et l'autorité administrative auront également à en tenir compte. Il eût été bien préférable de déclarer applicables les articles 12, 13, 14 et 15 de la loi du 19 mai 1874. En pratique, nous croyons d'ail-

leurs que si cette loi de 1874 et les décrets qui la développent, ne sont point rigoureusement obligatoires pour les ateliers d'apprentissage, ils n'en offriront pas moins le terme de comparaison le plus sérieux, pour décider quels travaux sont insalubres et quels travaux excèdent les forces de l'apprenti.

Quant à ce qui concerne le livret et le registre mentionnés dans l'article 10 de la loi du 19 mai 1874, nous avons quelques hésitations. Si, d'une part, nous ne pouvons nous expliquer l'exception qui serait faite pour les apprentis, nous ne pouvons, d'autre part, oublier les termes restrictifs de l'article 30 de la loi de 1874, qui semble poser des limites très-étroites à l'application de cette dernière loi aux apprentis. Pourtant nous inclinons à penser que le législateur n'a eu en vue dans cet article que les cas où la loi sur l'apprentissage aurait déjà statué sur les points qu'il venait de régler. Pour ceux-là, il a maintenu partiellement l'ancien état de choses, sans repousser l'application des nouvelles dispositions pour les détails qui n'étaient point encore prévus. Et comme la loi du 22 février 1851 est entièrement muette sur la question du livret, nous pensons devoir nous référer ici à la loi de 1874.

Nous devons enfin ajouter que la loi sur l'apprentissage est seule applicable aux apprentis, qui échappent, à raison de leur âge, à la protection de la loi de 1874. Ainsi, comme cela a été formellement reconnu au cours de la discussion (1), le droit au repos du dimanche demeure maintenu, sous les conditions de l'ancienne loi, pour les apprentis au-dessus de 16 ans.

(1) Séance du 5 février 1873.

CHAPITRE SEPTIÈME

DU JUGEMENT DES CONTESTATIONS RELATIVES A L'APPRENTISSAGE.

§ I. — *Contestation entre le maître et l'apprenti.*

« Toute demande à fin d'exécution ou de résolu-
« tion de contrat sera jugée par le conseil des prud'-
« hommes, dont le maître est justiciable, et, à défaut,
« par le juge de paix du canton. » (Art. 18, § 1.)

« Dans les divers cas de résolution prévus en la
« section IV du titre Ier, les indemnités ou les resti-
« tutions qui pourraient être dues à l'une ou à
« l'autre des parties, seront, à défaut de stipulations
« expresses, réglées par le conseil des prud'hommes
« ou par le juge de paix dans les cantons qui ne res-
« sortissent point à la juridiction d'un conseil des
« prud'hommes. » (Art. 19.)

La juridiction des prud'hommes, relativement aux contestations du maître et de l'apprenti, a été créée en même temps que ce tribunal par le décret du 18 mars 1806. Elle a été confirmée par les décrets du 11 juin 1809 et du 3 août 1810.

La loi du 22 février 1851 n'a donc fait que consacrer un état de choses déjà existant, et nous remarquerons qu'elle reproduit, quant à la compétence, une disposition du décret du 11 juin 1809 (art. 11). Tandis qu'en règle ordinaire, le tribunal du domicile du dé-

fendeur est seul compétent, c'est toujours ici le tribunal du domicile du maître, qui doit statuer sur la contestation. Ce n'est pas d'ailleurs du domicile véritable qu'il s'agit ici, c'est du domicile industriel, c'est-à-dire le lieu où le maître fait travailler ses ouvriers.

La jurisprudence a jugé, au surplus, que la compétence du tribunal dont le maître est justiciable s'étendait non-seulement au cas où l'apprenti serait directement en cause, mais encore à celui où l'on actionnerait ses représentants (1). Ce point ne nous paraît point souffrir de difficulté.

Mais devrait-il en être de même si l'action était dirigée contre une caution fournie par l'apprenti? — Évidemment non. La juridiction des prud'hommes est tout exceptionnelle, et l'on ne saurait l'étendre au delà des cas spécialement prévus par la loi. Elle ne s'applique, d'ailleurs, qu'à une catégorie déterminée de personnes: fabricants, ouvriers, apprentis. L'engagement de la caution devra donc être apprécié par les tribunaux ordinaires.

§ II. — *Contestation entre le maître et un tiers.*

« Tout fabricant, chef d'atelier ou ouvrier, con-
« vaincu d'avoir détourné un apprenti de chez son
« maître pour l'employer en qualité d'apprenti ou
« d'ouvrier, pourra être passible de tout ou partie de
« l'indemnité à prononcer au profit du maître aban-
« donné. » (Art. 13.)

« Les réclamations qui pourraient être dirigées
« contre les tiers, en vertu de l'article 13 de la pré-

(1) Tribunal d'Agen, 11 février 1869, et tribunal de Lyon, 24 avril 1866.

« sente loi, seront portées devant le conseil des « prud'hommes ou devant le juge de paix du lieu de « leur domicile. » (Art. 18, § 2.)

Précisons, tout d'abord, la nature de la réclamation dont il s'agit.

La loi du 22 germinal an XI contenait une disposition ainsi conçue : « Nul individu employant des ouvriers ne pourra recevoir un apprenti sans congé d'acquit, sous peine de dommages-intérêts envers son maître. » La loi actuelle, moins sévère, se contente de prohiber le *détournement* de l'apprenti. Ce mot indique une pensée de fraude et non pas une simple négligence. On a pensé que le contrat d'apprentissage ne recevant aucune publicité particulière, les tiers peuvent légitimement ignorer les engagements antérieurs de l'apprenti. Si, d'ailleurs, ils connaissaient sa condition d'apprenti, ce serait pour eux une grave imprudence de ne pas exiger la production du congé d'acquit, et nous pensons que dans ce cas leur responsabilité pourrait se trouver engagée (1).

Avant la loi de 1851, le tribunal compétent pour connaître de la demande du maître était tantôt la justice de paix ou le tribunal civil, tantôt le tribunal de commerce, suivant l'importance de la demande et la qualité des parties.

Aujourd'hui, le conseil des prud'hommes et le juge de paix, s'il n'y a pas de conseil de prud'hommes, sont seuls compétents, comme dans le cas où les difficultés existent entre le maître et l'apprenti. Mais ici on suit

(1) Il est, d'ailleurs, certain que le détournement d'un apprenti n'entraîne l'application d'aucune pénalité. Et c'est justement que la Cour de cassation a décidé qu'il en devait être ainsi, alors même qu'un arrêté municipal en aurait fait la défense expresse. (Cass., 18 juin 1846.)

le principe général de la compétence personnelle. C'est le juge du domicile du défendeur qui doit être saisi.

§ III. — *Questions de procédure.*

La procédure à suivre devant les juridictions que nous venons de mentionner se règle, bien entendu, suivant les lois spéciales qui les ont organisées.

Disons seulement que la situation des parties ne sera pas identique, au point de vue de l'appel, devant le conseil des prud'hommes et devant le juge de paix.

Si l'on agit devant les prud'hommes, la cause sera jugée en dernier ressort par eux, jusqu'à concurrence de deux cents francs. Au-dessus de cette somme, leur jugement sera sujet à l'appel devant le tribunal de commerce. (Art. 13 de la loi du 1er juin 1853.)

Si, au contraire, l'affaire est portée devant le juge de paix, il ne peut juger en dernier ressort que si la demande ne dépasse pas cent francs, et au delà de cette somme, l'appel devra être porté devant le tribunal civil. (Art. 5 de la loi du 25 mai 1838.)

Sous un autre rapport, les pouvoirs des deux juridictions diffèrent un peu. Le juge de paix peut ordonner l'exécution provisoire de ses jugements, et cela sans caution, lorsque la somme n'excède pas trois cents francs (art. 11 de la loi du 25 mai 1838). Le conseil des prud'hommes ne peut, lui, ordonner l'exécution provisoire sans caution que jusqu'à concurrence de deux cents francs (art. 14 de la loi du 1er juin 1853). Il eût peut-être été utile de faire disparaître ces différences, en disant que le juge de paix devrait se conformer, en matière d'apprentissage, aux règles suivies devant le conseil des prud'hommes.

CHAPITRE HUITIÈME

DE LA SANCTION PÉNALE DES DISPOSITIONS DE LA LOI SUR L'APPRENTISSAGE.

§ I. — *Juridiction disciplinaire.*

A. — En matière d'apprentissage, le conseil des prud'hommes a reçu de la loi un pouvoir disciplinaire sur la conduite des apprentis. — Le décret du 3 août 1810 contient, en effet, une disposition ainsi conçue : « Tout délit tendant à troubler l'ordre et la « discipline de l'atelier, tout manquement grave des « apprentis envers leurs maîtres, pourront être punis « par les prud'hommes d'un emprisonnement qui « n'excédera pas trois jours, sans préjudice de l'exé- « cution de l'article 19 de la loi du 22 germinal an XI. « — L'expédition du prononcé des prud'hommes, cer- « tifiée par leur secrétaire, sera mise à exécution par « le premier agent de police ou de la force publique « sur ce requis. » (Art. 4 du décret du 3 août 1810.)

Cette disposition est toujours en vigueur ; car la loi du 1er juin 1853 sur les conseils des prud'hommes a formellement maintenu les décrets et ordonnances qui ne lui sont pas contraires.

Les faits qui tombent sous l'application du décret de 1810, sont tous ceux qui causent du désordre dans l'atelier ou atteignent gravement l'autorité du maître. Peu importe que les fautes de l'apprenti constituent

ou non un délit ou une contravention, suivant le droit commun. Seulement, dans ce dernier cas, on peut se demander si la condamnation disciplinaire prononcée par le conseil des prud'hommes, doit se cumuler avec celle que prononceraient les tribunaux ordinaires.

Cette question comporte plusieurs distinctions. D'une part, il parait certain que la condamnation déjà prononcée par un tribunal criminel rendrait impossible une seconde condamnation pour le même fait de la part des prud'hommes. Si, en effet, nous disons que leur juridiction est disciplinaire, nous ne pouvons méconnaitre que les pénalités qu'ils prononcent sont de droit commun, et l'on ne saurait, sans violer la maxime *Non bis in idem*, ajouter un emprisonnement nouveau à celui qui aurait été déjà ordonné. D'autre part, si le conseil des prud'hommes avait rendu son jugement avant l'issue des poursuites criminelles, nous croyons que la justice ordinaire pourrait très-bien prononcer à son tour une condamnation; car la mission disciplinaire des conseils de prud'hommes ne doit point entraver l'action de la justice ordinaire (1). Toutefois, dans ce cas, nous pensons que la peine déjà prononcée devrait se confondre avec la dernière condamnation.

Le ministère public n'étant point représenté près du conseil des prud'hommes, c'est sur la plainte des intéressés que doivent être rendues ces décisions disciplinaires. Nous ne croyons point en effet que le conseil puisse agir d'office (2). Ce n'est que très-exceptionnellement que les juges de tout ordre peu-

(1) Cela a été jugé dans un cas analogue pour les conseils de prud'hommes pêcheurs. (Cassation, 9 avril 1836.)

(2) *Sic* Dalloz. Rép. V° prud'hommes, n° 138.

vent agir d'office, et nous ne voyons pas de texte qui donne ce droit aux prud'hommes. Loin de là, l'article 10 du décret du 18 mars 1806, en leur donnant qualité pour constater les contraventions aux lois et règlements, a soin de dire qu'ils le feront « d'après les plaintes qui pourraient leur être adressées ».

Les jugements rendus en matière disciplinaire par le conseil des prud'hommes sont-ils susceptibles d'appel? On décide généralement qu'ils le sont, et que l'appel doit être porté devant le tribunal correctionnel. Nous devons cependant faire remarquer que la loi est muette sur ce point, et qu'il faut assimiler ces jugements à ceux que rendent les tribunaux de simple police, pour pouvoir en déférer l'appel aux tribunaux correctionnels. L'opinion contraire nous semble préférable.

B. — Nous avons maintenant à dire quelques mots d'une disposition de la loi du 22 germinal an XI, de laquelle il est fait mention dans le décret de 1810. Cette disposition est ainsi conçue : « Toutes les affaires « de simple police entre les ouvriers et apprentis, les « manufacturiers, fabricants et artisans seront portées à Paris devant le préfet de police, devant les « commissaires généraux de police dans les villes où « il y en a d'établis, et dans les autres lieux, devant « le maire ou un des adjoints.

« Ils prononceront sans appel les peines applicables « aux divers cas, selon le code de police municipale.

« Si l'affaire est du ressort des tribunaux de police « correctionnelle ou criminelle, ils peuvent ordonner « l'arrestation provisoire des prévenus, et les faire « traduire devant le magistrat de sûreté. » (Art. 19 de « la loi du 22 germinal an XI.)

Cet article est-il encore en vigueur? — Plusieurs auteurs affirment que non (1). Nous pensons au contraire, avec MM. Chauveau et Faustin Hélie (2), que jamais l'abrogation n'en a eu lieu. On prétend que le code d'instruction criminelle l'aurait abrogé. Mais on oublie, nous semble-t-il, que si le code d'instruction criminelle est postérieur à la loi du 22 germinal an XI, ce code et la loi du 20 avril 1810 sur l'organisation des tribunaux sont antérieurs au décret du 3 août 1810. Or ce décret, comme nous l'avons vu, maintient formellement l'application de l'article 19 de la loi du 22 germinal an XI.

On doit donc admettre que cette loi subsiste toujours, et comme en fait elle n'est point appliquée, on pourrait tout au plus invoquer contre elle la désuétude, bien méritée d'ailleurs, qui semble l'avoir atteinte.

§ II. — *Juridiction pénale de droit commun.*

« Toute contravention aux articles 4, 5, 6, 9 et 10 de
« la présente loi sera poursuivie devant le tribunal
« de police et punie d'une amende de cinq à quinze
« francs.

« Pour les contraventions aux articles 4, 5, 9 et 10
« le tribunal de police pourra, dans le cas de récidive,
« prononcer, outre l'amende, un emprisonnement
« d'un à cinq jours.

« En cas de récidive, la contravention à l'article 6
« sera poursuivie devant les tribunaux correctionnels,
« et punie d'un emprisonnement de quinze jours à
« trois mois, sans préjudice d'une amende, qui pourra

(1) *Sic* Dalloz. Rép. Vo industrie, no 96; M. Mollot. *Code de l'ouvrier*, p. 273.

(2) Instruction criminelle, t. V, p. 660.

« s'élever de cinquante francs à trois cents francs. » (Art. 20.)

« Les dispositions de l'article 463 du code pénal « sont applicables aux faits prévus par la présente « loi. » (Art. 21.)

L'article 20 a été modifié par la loi du 19 mai 1874, qui s'exprime ainsi :

« Les articles 2, 3, 4 et 5 de la présente loi sont ap- « plicables aux enfants placés en apprentissage et « employés à un travail industriel.

« Les dispositions des articles 18 et 25 ci-dessus « seront appliqués *auxdits cas* en ce qu'elles modi- « fient la juridiction et la quotité de l'amende indi- « quées au premier paragraphe de l'article 20 de la « loi du 22 février 1851.

« Ladite loi continuera à recevoir son exécution « dans ses autres prescriptions. » (Art. 30.)

Il y a donc désormais deux sortes de contraventions en matière d'apprentissage. Les unes réprimées par la loi du 22 février 1851, les autres par la loi du 19 mai 1874.

A. — La loi de 1874 s'applique aux apprentis, comme nous l'avons vu, pour régler les conditions d'âge et de durée du travail, et pour interdire le travail de nuit et des jours fériés. Dans cette limite, les infractions seront appréciées suivant les termes de la nouvelle loi. Elles seront justiciables du tribunal correctionnel et punissables de 16 francs à 50 francs d'amende, avec le maximum total de 500 francs. Nous remarquerons que l'article 30 de la loi du 19 mai 1874 ne vise que l'article 25, et non l'article 26, relatif aux peines de la récidive. Est-ce un oubli ? Nous sommes très-porté à le croire, et à suppléer au silence de la

loi. Si l'on devait pourtant s'en tenir rigoureusement au texte, aucune aggravation de peine n'existerait en cas de récidive, puisqu'en matière ordinaire la récidive n'est prévue que pour les condamnations à l'emprisonnement.

De même on a négligé de déclarer applicables aux maitres d'apprentissage les dispositions de l'article 28 de la loi du 19 mai 1874, qui punit d'une amende de 16 francs à 100 francs l'obstacle mis à l'accomplissement des devoirs des inspecteurs et autres personnes chargées de vérifier l'état des ateliers. Nous n'hésitons pas sur ce point à considérer cet article comme absolument général. La raison en est que la loi de 1851 sur l'apprentissage n'ayant aucunement déterminé le mode d'inspection, qui serait employé à l'égard des apprentis, il semble que la loi générale de 1874 doive être appliquée, sans qu'il soit besoin d'une mention expresse, toutes les fois que, sans déroger aux dispositions de la loi spéciale, elle les complète par de nouvelles dispositions.

B. — Les contraventions auxquelles s'applique encore la loi de 1851 sont relatives :

1° A la réception d'apprentis par un maitre mineur ;

2° Au logement d'apprenties mineures par un maitre célibataire ou veuf ;

3° A la réception d'apprentis par un maitre condamné à certaines peines ;

4° A l'inobservation de l'article 10 sur l'éducation religieuse et l'instruction élémentaire de l'apprenti.

Dans ces différents cas, le contrevenant doit être déféré au tribunal de simple police et puni d'une amende de cinq à quinze francs.

En cas de récidive, le législateur distingue entre les diverses sortes d'infractions. Celles que nous venons de mentionner sous les numéros 1, 2 et 4 demeurent justiciables du tribunal de simple police, qui peut seulement prononcer, outre l'amende, un emprisonnement d'un à cinq jours. La contravention mentionnée au nº 3 (cas de l'article 6) est, au contraire, lorsqu'il y a récidive, déférée au tribunal correctionnel et passible de peines bien plus graves, qui sont : un emprisonnement de quinze jours à trois mois et une amende de cinquante à trois cents francs.

Si le maitre a plusieurs apprentis en dehors des prescriptions de la loi, il commet plusieurs condamnations, qui doivent entraîner une peine distincte. Nous ne trouvons point d'ailleurs de maximum total pour les amendes, comme dans les lois de 1841 et de 1874. Le silence du législateur peut s'expliquer par la raison qu'en général le nombre des apprentis reçus par le même maitre est assez restreint, et que jamais il n'atteint le chiffre élevé que l'on rencontre parmi les enfants employés dans les manufactures.

C. — Il nous reste à voir comment seront recherchées et constatées les contraventions à la loi sur l'apprentissage. Tout d'abord, il est certain que les principes du droit commun devaient être appliqués d'une façon exclusive jusqu'à l'époque des réformes contenues dans la loi du 19 mai 1874. Mais depuis lors, les inspecteurs créés par cette loi ont-ils qualité pour veiller à l'application de la loi du 22 février 1851 ?

Nous le pensons. Par cela même que les inspecteurs ont le devoir de visiter tous les ateliers où travaillent des enfants et de contrôler les conditions du

travail de ces enfants, il nous semble qu'ils doivent aussi bien s'enquérir des faits prévus par la loi spéciale de l'apprentissage que des faits prévus par la loi générale de 1874. On pourra dire que les dispositions de cette dernière loi ne concorderaient pas avec cette décision, puisque l'inspecteur doit adresser ses procès-verbaux au parquet, ce qui suppose qu'il s'agit d'une poursuite correctionnelle. Mais cette objection nous paraît peu sérieuse. Rien n'empêche que l'inspecteur suive, dans tous les cas, la voie qui lui est tracée par l'article 18. S'il s'agit de contraventions soumises à la juridiction du tribunal de simple police, le chef du parquet fera poursuivre par qui de droit ces contraventions, sans que l'inspecteur ait besoin d'entrer en rapport avec le représentant du ministère public près du tribunal de simple police.

Seulement, et ceci ne souffre aucune difficulté, on appliquera dans notre cas la disposition du paragraphe 6 de l'article 18 de la loi du 19 mai 1874. Concurremment avec les inspecteurs, tous les agents qui ont qualité pour rechercher les contraventions devront veiller, comme par le passé, à l'exécution de la loi sur l'apprentissage.

III

Examen critique de la législation française sur le travail industriel des enfants et des femmes.

Après avoir étudié dans leurs détails les lois qui protégent, en France, les enfants employés dans l'industrie, il nous reste à voir ce qu'on doit penser de cette législation. Après avoir dit ce que sont nos lois, nous essaierons de dire ce qu'elles pourraient être.

Pour cela, nous commencerons par jeter un coup d'œil sur les lois étrangères relativement au même objet. S'il est toujours intéressant de comparer les institutions étrangères aux nôtres, c'est surtout lorsque ces institutions nous ont servi de modèle, qu'il importe de faire la comparaison entre l'œuvre nationale et celle qui l'a inspirée. Or, en ce qui touche la protection des enfants dans les manufactures, nous avons été précédés par plusieurs de nos voisins dans la voie que nous avons parcourue. C'est donc une raison toute spéciale pour étudier ce qu'ils ont fait.

Et comme notre législation s'est lentement formée, que bien des essais et des projets ont préparé la loi qui régit actuellement l'industrie, nous devons également nous reporter aux actes législatifs antérieurs à la loi de 1874. Le souvenir des efforts qui ont été faits depuis longtemps nous montrera mieux l'importance de la réforme accomplie et nous aidera peut-être à en comprendre la véritable portée.

CHAPITRE PREMIER

RÉSUMÉ DES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES SUR LE TRAVAIL INDUSTRIEL DES ENFANTS (1).

§ I. — *Angleterre.*

C'est dans la Grande-Bretagne que nous trouvons le premier exemple d'une loi spéciale pour la protection des enfants employés dans l'industrie.

Au commencement de ce siècle, la plupart des manufactures anglaises, et tout particulièrement les filatures, présentaient, au point de vue hygiénique comme au point de vue moral, le plus lamentable aspect. On y rencontrait fréquemment des enfants de six ans, employés quatorze heures par jour; d'autres enfants travaillaient toute la nuit; tous étaient exposés aux plus mauvais traitements.

En 1796, deux médecins, Athin et Perceval avaient révélé au public quelques-uns de ces criants abus. Quelques années plus tard, en 1802, Robert Peel (manufacturier, père du ministre de ce nom) proposait un bill pour « préserver la santé et la moralité des

(1) Pour cet exposé des législations étrangères, nous nous sommes servi tout d'abord du complet rapport de M. de Freycinet (chargé en 1867 par le gouvernement français de faire une étude sur les lois anglaises), puis des comptes rendus de nos assemblées législatives. Enfin, nous devons spécialement mentionner ici le recueil de documents législatifs et statistiques publié tout récemment par MM. E. Tallon et G. Maurice sur la législation du travail des enfants dans les manufactures.

apprentis (*apprentice*) employés dans les filatures de coton et de laine ». La proposition fut adoptée par le Parlement et servit de base à toutes les dispositions législatives qui se sont depuis lors multipliées.

La loi de 1802, restreinte à certaines industries, limitait le travail des enfants à douze heures par jour, interdisait le travail de nuit et prescrivait de donner un temps suffisant pour l'instruction élémentaire. Mais cette loi rencontra une vive résistance de la part des manufacturiers. Comme elle confiait d'ailleurs la poursuite des infractions aux juges de paix, et que ces magistrats étaient généralement des industriels intéressés dans la question, il y eut un véritable concert pour éluder la loi de toutes manières et en laisser dormir les prescriptions. On excipait surtout de l'expression « apprentis », malencontreusement insérée dans l'acte législatif, et en évitant de passer une convention d'apprentissage, on pouvait rigoureusement se soustraire aux exigences du législateur.

En 1815, Robert Peel demanda lui-même une nouvelle rédaction du bill qu'il avait proposé. On substitua au mot apprenti le mot plus général d'enfants (*children*). Le fond de la loi était maintenu, et, malgré les efforts de Wilberforce en 1819 et de Hobbonse en 1825, elle ne reçut que des modifications presque insignifiantes jusqu'en 1831. A cette époque, lord Ashley se constitua l'énergique champion des jeunes ouvriers, il provoqua des enquêtes, et après de vives et longues discussions, il réussit à faire adopter, en 1833, une loi très-importante qui consacrait beaucoup plus largement le principe de la protection des enfants et pourvoyait avec grand soin à l'exécution des mesures édictées.

Depuis lors et jusqu'à ce jour, de nombreuses mo-

difications ont été apportées à la législation anglaise sur le travail des enfants, notamment en 1844, 1853, 1856, 1864, 1868, 1870, 1871, 1872 et enfin en 1874.

Les lois principales sont : *the factory act*, de Guillaume IV (29 août 1833); *the factory regulation act*, de Victoria (6 juin 1844); et *the workshop regulation act*, en vigueur depuis le 1er janvier 1868.

Voici en substance quelles sont les dispositions les plus saillantes de ces différentes lois.

A. — Le législateur anglais a évité de poser des règles uniformes et absolues pour toutes les industries. Il tend au contraire à maintenir des distinctions multiples, qui ont pour but de tenir compte de tous les intérêts et de tous les besoins, mais qui rendent assez compliquée la réglementation des ateliers où travaillent les enfants.

« Les industries réglementées se divisent en deux catégories :

« 1° Les *factories* (1) proprement dites, ou établissements régis par les *factory acts*;

« 2° Les établissements autres que les *factories* et régis conséquemment par des actes spéciaux. Ces actes ont pour objet, tout en respectant habituellement les principes généraux des *factory acts*, de déroger sur certains points aux règles établies par ces derniers. »

(1) Le mot *factories* n'a pas d'équivalent en français. Il ne s'applique pas en effet à telle nature d'établissement plutôt qu'à telle autre, mais indistinctement à toutes les industries, similaires ou non, qu'il a plu au législateur de ranger sous la même dénomination. Originairement ce mot avait une signification industrielle, car il désignait les fabriques de la famille des filatures; mais, par suite des additions introduites par les *acts* successifs, le terme de *factories* n'a plus qu'un sens purement légal. (Note de M. de Freycinet.)

Les *factories* comprennent : les établissements plus ou moins analogues aux filatures, c'est-à-dire ceux où l'on travaille les matières textiles; les fabriques de terre cuite (à l'exception de celles de briques et de tuiles); les fabriques d'allumettes chimiques, de capsules fulminantes et de cartouches; les fabriques de papiers peints; les ateliers de coupage de laine.

Les industries non groupées sous la dénomination de *factories* comprennent: les fabriques d'impression sur étoffes, les fabriques de dentelles à moteur mécanique; les blanchisseries et les teintureries; les ateliers de calandrage et d'apprêtage; les établissements où l'on apprête, mesure, plie, ajuste et emballe les fils ou tissus de matières textiles.

A chacune de ces industries s'applique une loi spéciale qui en porte le nom. On a ainsi: *the print works act* (1845), *the lace factories act* (1861); *the bleach and dyeworks act* (1860), etc.

Le nombre des personnes protégées par la loi dans ces diverses industries est considérable. Dans le seul groupe des *factories,* il était en 1861 de 558,716 se décomposant comme suit:

Enfants de 8 à treize ans.	Garçons.	23,863
	Filles...	30,548
Jeunes gens mâles de 13 à 18 ans..		71,332
Femmes de tout âge.....		432,973
	TOTAL.	558,716

Ce chiffre dépasse aujourd'hui 600,000. De plus, il faut ajouter environ 200,000 travailleurs protégés par l'acte de 1864 relatif à de nouvelles *factories,* et un nombre égal pour les autres classes d'établissements, ce qui fait que l'on arrive au chiffre d'un million.

Enfin les lois récentes du 21 août 1871 (1) et de 1872 ont beaucoup étendu le nombre des travailleurs protégés. Les entreprises agricoles sont elles-mêmes soumises au contrôle administratif quand elles occupent plus de vingt ouvriers. « On évalue à 1,400,000 le nombre de femmes et d'enfants qui viennent grossir le contingent réglementé. » Le chiffre total s'élève donc actuellement à près de deux millions et demi.

B. — Les ouvriers sont divisés en quatre catégories:

1° Les enfants des deux sexes de huit à treize ans (*children*);

2° Les adolescents des deux sexes, de treize à dix-huit ans (*young persons*, ou *youths* en parlant des garçons seulement);

3° Les femmes au delà de dix-huit ans (*women*);

4° Les hommes au delà de dix-huit ans (*workmen*).

Le travail de la dernière catégorie est entièrement libre. Quant aux trois premières, qui sont au contraire réglementées, on peut les ramener à deux, parce que, sauf quelques rares exceptions, les femmes sont traitées comme les adolescents de treize à dix-huit ans.

I. — Pour les enfants de huit à treize ans le travail peut être distribué de deux façons différentes: ou bien

(1) Cette loi a fait cesser une anomalie surprenante que M. Louis Blanc signalait en ces termes: « Si aujourd'hui encore, dans les tuileries et les briqueteries, de pauvres petits êtres de 8 ou 9 ans sont condamnés à porter sur la tête, pendant 11, 12, 13 heures par jour, des mottes d'argile pesant 40 livres et plus, c'est que le génie de l'Angleterre, fort peu généralisateur de sa nature, se plaît aux tâtonnements et ne s'avance jamais qu'après avoir tiré de l'expérience la certitude absolue qu'il n'aura pas à reculer. » (Séance de l'Assemblée nationale du 25 novembre 1872.)

quotidiennement, ou bien en alternant, un jour de repos et un jour de travail. Dans le premier cas, qui est de beaucoup le plus fréquent, la durée maximum du travail est de six heures et demie. Dans le second cas, elle est de dix heures. Ce travail doit toujours être coupé par un repos d'une demi-heure ou par deux repos comprenant une heure et demie, suivant qu'on adopte le système de la journée entière ou de la demi-journée. La journée de travail ne peut pas commencer avant six heures du matin ni finir après sept heures du soir. Tout travail de nuit est rigoureusement interdit. Le repos complet du dimanche est obligatoire; il doit même commencer pour les enfants à deux heures de l'après-midi dans la journée du samedi. De plus, il y a dans l'année dix jours de fête (*holidays*) qui entraînent un chômage partiel ou entier.

Dans les fabriques à moteur hydraulique où le travail a été suspendu ou ralenti par suite du manque ou de l'excès d'eau, les enfants peuvent, pendant les six mois qui suivent l'interruption, fournir une heure supplémentaire chaque jour, jusqu'à ce que le temps perdu ait été regagné. On peut prendre cette heure supplémentaire soit avant la journée ordinaire, soit après; mais, dans aucun cas, l'enfant ne peut être retenu après sept heures du soir.

Pour être admis dans une usine, l'enfant doit justifier qu'il fréquente une école depuis six mois au moins. Jusqu'à treize ans, il doit continuer à y passer trois heures par jour s'il travaille tous les jours, ou cinq heures deux jours l'un, s'il travaille à jours alternatifs. Une partie du salaire des enfants est retenue par le patron et sert à entretenir l'école affectée aux jeunes ouvriers.

II. — Les enfants do treize à dix-huit ans et les femmes do tout âge no peuvent travailler plus do dix heures par jour, divisées par des ropos compronant uno heuro et demie.

Ils ne peuvent, d'ailleurs, être employés ni avant six heures du matin ni après sept heures du soir, comme les enfants de moins de treize ans.

Le chômage du dimanche, de la soirée du samedi et des jours de fête leur est également appliqué.

La durée du travail et l'interdiction qui s'y rapporte pour les heures de nuit, soutfrent d'assez nombreuses exceptions dans certaines industries, telles que les imprimeries sur étoffes, les blanchisseries, teintureries, apprêteries, calandreries et dentelleries. La prohibition du travail de nuit pour les femmes est néanmoins absolue.

Le travail souterrain des mines leur est également interdit d'une façon générale.

Les adolescents de treize à dix-huit ans ne sont assujettis à aucune prescription concernant l'instruction primaire.

C. — Des mesures détaillées sont prescrites aux chefs d'établissement pour sauvegarder la vie et la santé des travailleurs protégés. Les machines à vapeur et les roues hydrauliques doivent être entourées d'une clôture continue; les roues d'engrenages, les poulies et tambours de transmission doivent être soigneusement enveloppés; enfin il est défendu de faire travailler les enfants aux réparations ou au nettoyage des mécanismes en mouvement.

La ventilation, le lavage et le blanchissement à la chaux des ateliers, sont ordonnés à tous ceux qui emploient des enfants ou des femmes.

Il est interdit de laisser les enfants prendre leurs repas dans les locaux affectés à des manipulations insalubres.

Tout enfant, pour être admis dans une manufacture, doit être visité par un médecin commis ad hoc par l'inspecteur du gouvernement. Ce médecin constate son âge et délivre, s'il y a lieu, un certificat attestant qu'il est propre au travail industriel. S'il y a quelque doute sur l'âge, on doit demander un extrait de l'acte de naissance. Il paraît d'ailleurs que les fraudes sont assez fréquentes sur ce point.

Les patrons doivent tenir un registre spécial pour les enfants et un autre pour les adolescents. Les résultats de la visite du médecin sont également consignés sur un registre, avec lequel les deux premiers doivent être en concordance.

D. — La surveillance des manufactures et ateliers est confiée à un corps d'inspection fortement constitué. Deux inspecteurs en chef et cinquante-cinq sous-inspecteurs sont actuellement chargés de faire exécuter les lois et règlements sur le travail des femmes et des enfants.

Les inspecteurs en chef, qui sont nommés par la reine sur la proposition du ministre de l'intérieur, centralisent et contrôlent le service des sous-inspecteurs et des médecins certificateurs.

Ils statuent sur les contestations qui peuvent s'élever entre les patrons et les maîtres d'école, de même qu'entre les patrons et les médecins certificateurs. Ces derniers sont nommés et révoqués par eux. En cas de contestation du maître de fabrique, l'inspecteur en chef nomme un arbitre pour constater l'état des mécanismes déclarés dangereux par le sous-inspecteur.

Les sous-inspecteurs, nommés par le ministre de l'Intérieur, sont chargés du service actif. « Ils peuvent entrer à toute heure *de jour et de nuit* dans les fabriques où l'on occupe des enfants, des adolescents ou des femmes, et à toute heure *de jour* dans les établissements qu'ils supposent être des fabriques soumises au régime légal. Ils peuvent pénétrer également dans les écoles où l'on instruit des enfants employés dans les manufactures. »

Dans leurs visites, les inspecteurs peuvent se faire assister, soit d'un médecin, soit de toute autre personne, qu'ils jugent devoir les éclairer. Ils doivent vérifier les registres, certificats et règlements intérieurs, relatifs au travail des enfants. Ils doivent tenir la main à l'exécution de toutes les mesures qui concernent l'hygiène de l'atelier. Enfin ils peuvent directement citer en justice tout individu qui a contrevenu à la loi, et appeler tous les témoins utiles à la manifestation de la vérité. Ils ont d'ailleurs le droit de requérir les agents de la force publique pour l'exécution de leurs fonctions.

La sanction ordinaire de ces dispositions législatives consiste dans des amendes assez élevées, qui varient suivant la nature de la contravention.

Le patron qui emploie indûment un enfant, soit avant l'âge réglementaire, soit sans avoir satisfait aux exigences de police de la loi, est puni d'une amende de 1 liv. sterl. (25 fr.) à 3 liv. (75 fr.). En cas de récidive (1), l'amende peut s'élever jusqu'à 5 liv. (125 fr.) Dans tous les cas, on doit appliquer autant d'amendes qu'il y a eu de contraventions; aucun maximum total n'est indiqué.

(1) La loi anglaise distingue la première et la deuxième récidive.

Le manque de précautions pour les mécanismes dangereux est puni d'une amende de 5 liv. (125 fr.) à 20 liv. (500 fr.). Si un accident est résulté de cette imprudence, l'amende varie de 10 liv. (250 fr.) à 100 liv. (2,500 fr.). Tout empêchement au service de l'inspecteur est puni d'une amende de 3 liv. (75 fr.) à 10 liv. (250 fr.), ou même de 20 liv. (500 fr.) à 50 liv. (1,250 fr.), si l'opposition a eu lieu la nuit.

Les parents et tuteur qui consentent à l'emploi illégal d'un enfant, sont passibles d'une amende. Mais cette amende n'est que de 5 shillings (6 fr. 25) à 1 liv. st. (25 fr.), et, en cas de récidive, de 1/2 liv. (12 fr. 50) à 1 liv. (25 fr.).

La falsification des certificats, la délivrance de faux certificats et l'usage qui en est fait sciemment, sont punis d'une amende de 6 liv. (150 fr.) à 20 liv. (500 fr.) et d'un emprisonnement dont la durée ne peut excéder six mois. C'est le seul cas où une peine corporelle soit prononcée.

Le produit des amendes est réparti par les inspecteurs en chef entre les écoles primaires du district, sous l'approbation du ministre de l'intérieur.

Par suite du bon service de l'inspection et surtout de l'habitude qu'ont enfin prise les industriels de respecter la loi, le nombre des contraventions a beaucoup diminué. En 1836, on relevait 2,000 condamnations pour trois ans. En 1861, où le nombre des travailleurs protégés était environ deux fois plus grand qu'en 1833, le chiffre total des condamnations ne s'est élevé qu'à huit cents pour l'année entière.

La législation anglaise est d'ailleurs toujours à l'étude pour être améliorée, et tout récemment un bill du 30 juillet 1874 a encore modifié l'état de chose existant. D'après cette loi, qui ne doit avoir sa pleine

exécution qu'au 1er janvier 1876, l'âge d'admission des enfants dans les manufactures est reculé à *dix* ans. Les enfants devront, jusqu'à *quatorze* ans, justifier de leur instruction primaire. Différentes mesures concernant la division du travail et le temps du repos sont aussi édictées.

§ II. — *Allemagne et Autriche.*

La première loi allemande sur le travail des enfants est le règlement du 9 mars 1839, édicté en Prusse.

Ce règlement défendait de recevoir aucun enfant dans les fabriques, avant l'âge de neuf ans. Il fixait à dix heures par jour la durée du travail, et interdisait le travail de nuit entre neuf heures du soir et cinq heures du matin.

Jusqu'à seize ans, l'enfant ne pouvait être admis à travailler sans faire la justification de son instruction élémentaire, ni sans continuer à fréquenter une école dans les conditions spéciales déterminées par l'administration. De plus, les ouvriers chrétiens qui n'avaient encore point été admis à la sainte communion, ne pouvaient être occupés pendant les heures fixées par le ministre de leur culte pour leur instruction religieuse.

Ce règlement a été modifié par la loi du 16 mai 1853 et par celle du 21 juin 1869, qui, reproduisant presque en entier la loi du 16 mai 1853, en a étendu les dispositions à toute la confédération du Nord. Depuis lors, elle est devenue loi de l'empire allemand, et a été introduite dans le royaume de Wurtemberg, dans le grand-duché de Bade, et enfin dans le royaume de Bavière (1).

(1) Ces Etats possédaient antérieurement des lois ou règlements particuliers sur le travail des enfants.

Voici quelle est, en résumé, la législation allemande :

Aucun enfant au dessous de *douze* ans ne peut être admis à une occupation régulière dans une fabrique.

Jusqu'à l'âge de quatorze ans, la durée du travail journalier ne peut excéder six heures (1). De quatorze à seize ans, il ne peut dépasser dix heures. Ce travail doit d'ailleurs être coupé par des repos, et une disposition spéciale, que l'on retrouve dans toutes les lois allemandes, prescrit de faire prendre aux enfants de l'exercice en plein air pendant chaque repos.

Avant quatorze ans, les enfants doivent suivre les classes d'une école, pendant trois heures au moins chaque jour. Des règlements spéciaux à certains États prolongent au delà de quatorze ans cette obligation, et dans ce cas la durée du travail est réduite, jusqu'à seize ans, à six heures par jour.

Le travail de nuit est absolument interdit, et la journée industrielle ne peut commencer avant cinq heures et demie du matin, ni finir après huit heures et demie du soir. Le repos du dimanche et des jours fériés est rigoureusement maintenu.

Les enfants doivent être porteurs d'un livret délivré par l'autorité chargée de la police locale et contenant avec les indications du livret français, une attestation relative à la fréquentation antérieure de l'école. Les chefs d'établissements doivent conserver ce livret pendant le temps qu'ils occupent l'enfant et

(1) Il paraît que la jurisprudence n'applique pas la loi de 1869 aux ateliers dits d'apprentissage, et que pour ceux-ci elle maintient, suivant une circulaire ministérielle du 18 août 1853, l'interdiction du travail avant l'âge de *quatorze* ans. (Observations présentées à l'Assemblée nationale au nom des œuvres de patronage d'apprentis.)

tenir en outre un registre spécial reproduisant les indications du livret.

Des fonctionnaires spéciaux doivent être chargés de l'inspection des manufactures. Jusqu'ici la Prusse, la Saxe et le grand-duché de Bade ont seuls établi des inspecteurs. Dans les autres Etats, c'est aux autorités chargées de la police ordinaire et aux inspecteurs de l'enseignement qu'a été laissé le soin de veiller à l'application de la loi.

Une amende de cinq thalers (18 fr. 50) au plus doit être prononcée contre les contrevenants. On suit, d'ailleurs, le principe du cumul des amendes pour chaque enfant indûment employé (1). Mais, en outre de l'amende, il y a une sanction spéciale qui nous a particulièrement frappé. Si le patron a été condamné trois fois pendant les cinq années qui précèdent la poursuite, le tribunal peut lui interdire, pendant un temps déterminé ou même pour toujours, le droit d'employer des enfants. Cette interdiction est nécessairement prononcée pour trois mois au moins, quand le contrevenant a été, dans le cours des cinq dernières années, condamné par six fois différentes.

En Prusse, un règlement particulier interdit aux enfants de moins de seize ans et aux femmes de tout âge les travaux souterrains. L'interdiction du travail des mines aux femmes est, d'ailleurs, observée dans toute l'Allemagne, bien qu'il n'y ait pas de loi formelle à ce sujet.

En 1839, le gouvernement autrichien rendit une ordonnance relative à l'enseignement religieux et

(1) En cas d'insolvabilité, on remplace l'amende par un emprisonnement de trois jours. C'est, d'ailleurs, l'application d'un principe général du code pénal prussien.

élémentaire des enfants employés dans les manufactures. Cette ordonnance se référait, d'ailleurs, à une ancienne ordonnance du 18 février 1787, qui contenait un article ainsi conçu : « On ne perdra pas de vue que les enfants, avant qu'ils aient atteint leur neuvième année, ne peuvent, sans nécessité, être admis au travail des fabriques. » Deux lois, l'une du 20 décembre 1859 et l'autre du 14 mai 1859, ont modifié et complété les dispositions très-incomplètes des ordonnances.

Les enfants ne peuvent travailler dans les manufactures avant l'âge de *douze* ans. Jusqu'à quatorze ans, la durée de la journée de travail ne doit pas excéder six heures, et de quatorze à seize ans dix heures. Elle doit être coupée par des repos pendant lesquels les enfants prennent de l'exercice en plein air. Jusqu'à quatorze ans, les jeunes ouvriers doivent fréquenter une école pendant deux heures au moins chaque jour. Le travail ne peut se faire que de six heures du matin à huit heures du soir.

Les enfants doivent avoir un livret analogue à celui que l'on exige dans les États allemands.

Le travail de nuit n'est pas interdit aux femmes, mais en retour elles ne peuvent être employées dans les fabriques six semaines avant et après leurs couches.

§ III. — *Suède et Norwège.*

Dans ce pays, la condition des jeunes ouvriers se distingue surtout par le développement considérable de l'instruction primaire et par la pratique des conventions d'apprentissage. Il n'y a pas, à proprement parler, d'enfants de fabriques, comme dans les autres nations industrielles; il n'y a que des apprentis. De

cette façon, les rapports du patron et de l'enfant étant presque toujours réglés par un acte spécial, le législateur avait moins besoin d'intervenir pour protéger le jeune ouvrier.

On s'est contenté de fixer l'âge d'admission à *douze* ans et d'interdire jusqu'à dix-huit ans le travail de nuit (de neuf heures du soir à 5 heures du matin). La sanction de ces dispositions consiste dans une amende de 10 rixdalers (14 fr. environ), appliquée cumulativement pour chaque enfant indûment employé.

Quant à l'instruction primaire et religieuse, elle est obligatoire pour tous, et les apprentis ne font que se conformer à la règle commune en fréquentant les écoles jusqu'à ce qu'ils aient acquis les premières notions de l'enseignement élémentaire. En cas de contravention, une amende est prononcée, tant contre les parents que contre le patron.

§ IV. — *Russie, Suisse, Etats-Unis et Danemark.*

En même temps que la Prusse, la Russie, en 1839, recevait un premier règlement protecteur pour les enfants employés dans les mines et usines métallurgiques.

« Un ukase impérial, promulgué en 1874, prescrit pour la protection des enfants dans le travail industriel, une série nombreuse de mesures, où l'on trouve des analogies manifestes avec la loi adoptée en France par l'Assemblée nationale.

« Un corps d'inspecteurs vient d'être constitué dans ce grand Etat, pour assurer l'exécution des dispositions réglementaires récemment édictées (1). »

(1) MM. Tallon et Maurice (ouvrage cité).

La Suisse n'a pas une législation uniforme pour toutes ses parties; plusieurs cantons ont adopté, en en 1869, une loi assez analogue à celle qui régit les Etats allemands. L'âge d'admission est fixé, en Genève, à douze ans; dans le canton d'Argovie à treize ans, et ailleurs à quatorze ans.

Les Etats-Unis ont depuis longtemps emprunté à la législation anglaise une partie de ses dispositions. L'Etat de Massachusset a reçu, en 1874, une loi qui limite à dix heures le travail de tous les ouvriers, et qui interdit l'entrée de certaines manufactures aux enfants âgés de moins de *quinze* ans.

Le Danemark s'est également donné, en 1873, une législation qui se rapproche beaucoup, dit-on, de la législation française actuelle.

§ V. — *Italie et Belgique.*

L'Italie n'a point encore de loi générale sur le travail industriel des enfants. Il y a quelques mois, le gouvernement a présenté au parlement un projet de loi sur les mines, qui contient quelques dispositions protectrices pour les enfants (1). Cette première mesure était d'autant plus urgente, qu'une enquête faite récemment avait révélé les plus déplorables abus dans le travail des mines, et spécialement dans l'exploitation des solfatares de Sicile.

Il est juste d'ajouter que, sous un autre rapport, l'Italie nous a précédés pour la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

Une loi présentée au sénat italien en 1870 (2) et

(1) Journal *l'Economiste*, n° du 27 mars 1875.
(2) *Revue critique*, t. XXXV, p. 539.

adoptée l'année suivante, défend et punit le fait de livrer des enfants âgés de moins de seize ans pour leur faire exercer le métier de saltimbanque, de chanteur ou de musicien ambulant (sous ce nom ou sous toute autre dénomination). En cas de contravention, les parents et tuteur sont passibles d'une amende de 500 fr. à 1;000 fr. et d'un emprisonnement de trois mois à un an. Les patrons encourent la même amende et de plus un emprisonnement qui peut s'élever d'un an à deux ans.

On voit donc que la loi française du 7 décembre 1874 avait eu son précédent en Italie, où d'ailleurs elle était plus nécessaire qu'en France, à raison de l'émigration considérable des enfants italiens.

Seule des nations industrielles, la Belgique est jusqu'à ce jour restée étrangère aux efforts de ses voisins pour assurer la protection des enfants dans le travail industriel. Le mal y est pourtant très-grand, et une enquête faite en 1871 a démontré l'opportunité d'un acte législatif. Il est probable que notre exemple contribuera à hâter la réalisation des vœux d'un grand nombre d'économistes et d'industriels belges.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE LA LÉGISLATION ANTÉRIEURE ET DES PROJETS DE RÉFORME QUI ONT PRÉCÉDÉ LA LOI DU 19 MAI 1875.

§ I. — *Loi du 22 mars 1841.*

La loi du 22 mars 1841 protégeait jusqu'à l'âge de *seize* ans, les enfants des deux sexes employés, soit dans les manufactures, usines et ateliers à moteur mécanique ou à feu continu, soit dans toutes les fabriques occupant plus de vingt ouvriers réunis en ateliers.

Aucun enfant ne pouvait y être admis avant l'âge de *huit* ans. Jusqu'à *douze* ans, le maximum de la durée du travail était fixé à *huit* heures par jour et après douze ans à *douze* heures par jour.

Le travail de nuit, c'est-à-dire tout travail effectué entre neuf heures du soir et cinq heures du matin, était interdit à tous les enfants âgés de moins de seize ans. Cette interdiction recevait toutefois deux tempéraments : l'un pour les usines à feu continu, l'autre dans le cas du chômage d'un moteur hydraulique ou de réparations urgentes. Dans tous les cas, les enfants, pour travailler la nuit, devaient avoir au moins treize ans, et la durée de leur travail se calculait en comptant deux heures pour trois.

Le travail était également interdit, les dimanches et jours de fêtes, aux enfants ayant moins de seize ans, sauf dans les usines à feu continu.

La fréquentation d'une école était imposée comme condition d'admission pour tout enfant âgé de moins de douze ans. Et même au-dessus de douze ans, la même obligation subsistait jusqu'à seize ans, à moins que l'enfant ne produisît un certificat délivré par le maire et attestant qu'il avait reçu l'instruction primaire élémentaire.

L'enfant âgé de moins de seize ans devait être porteur d'un livret délivré par le maire de sa résidence et indiquant ses nom et prénoms, son âge, le lieu de sa naissance, son domicile et le temps pendaut lequel il avait suivi l'enseignement primaire. Les patrons devaient mentionner sur ce livret la date de l'entrée de l'enfant dans leur établissement et celle de la sortie, puis transcrire toutes ces mentions sur un registre spécial.

La surveillance des manufactures et ateliers était confiée à des inspecteurs nommés par le gouvernement, mais dont la loi ne fixait point le nombre et auxquels elle n'accordait point de traitement. Ces inspecteurs devaient constater les contraventions à la loi par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire.

Les contraventions étaient punies d'une amende de un à quinze francs, prononcée par le tribunal de simple police. En cas de récidive, l'amende s'élevait de seize à cent francs, et devait être prononcée par le tribunal de police correctionnelle.

Le principe du cumul des peines était formellement appliqué aux contraventions concernant l'âge d'admission des enfants ou l'excès de travail. Seulement il était dit que les amendes cumulées ne pourraient jamais dépasser le total de deux cents francs ou de cinq cents francs en cas de récidive.

Enfin, pour compléter la loi, de larges pouvoirs étaient donnés au gouvernement. Des règlements d'administration publique devaient assurer le maintien des bonnes mœurs dans les ateliers, assurer l'instruction primaire et l'enseignement religieux des enfants, empêcher tous mauvais traitements à leur égard, et enfin assurer les conditions de salubrité et de sûreté nécessaires à leur vie et à leur santé.

En outre, et ceci est une des dispositions les plus remarquables de la loi de 1841, l'administration avait la faculté de remanier profondément l'œuvre du législateur. Ainsi on lui permettait d'étendre à tous les établissements industriels les dispositions réglementaires de la loi, d'élever l'âge d'admission des enfants, de réduire la durée du travail journalier, de leur interdire l'entrée des fabriques insalubres et les travaux dangereux, de statuer enfin sur les conditions du travail de nuit ou des jours fériés dans les usines à feu continu.

Sur tous ces points, le gouvernement craignit toujours de faire usage de ses pouvoirs, et les règlements qu'il avait le devoir de faire ne furent pas plus mis au jour que les règlements facultatifs.

§ II. — *Projet de loi de 1848.*

En 1847, avons-nous dit, la chambre des pairs fut de nouveau saisie de la question du travail des enfants.

Voici quelles étaient les dispositions principales du projet de loi (¹) discuté au commencement de l'année 1848, et adopté le 21 février de la même année.

(¹) Le gouvernement avait présenté, le 15 février 1847, un projet moins complet, qui élevait l'âge d'admission des enfants à *dix* ans.

On généralisait l'application des mesures de protection déjà édictées en faveur des enfants. Les dispositions de la loi du 22 mars 1841 étaient déclarées applicables aux enfants travaillant dans toutes les manufactures, usines, fabriques, chantiers et ateliers. La journée de travail des enfants de huit à douze ans était réduite à *six* heures. Un jour de chaque semaine, deux heures devaient être retranchées à la durée ordinaire du travail et consacrées à l'enseignement primaire, pour tous les adolescents de douze à seize ans.

Une classe du dimanche, de deux heures, devait être spécialement affectée à l'enseignement religieux des enfants et des adolescents. Mais l'innovation la plus importante consistait à comprendre les femmes de tout âge dans le système de protection réservé jusqu'alors aux enfants. Il y avait en effet assimilation des femmes aux adolescents de douze à seize, au double point de vue de la durée du travail journalier et de l'interdiction du travail de nuit et des jours fériés.

Enfin un dernier article, que nous transcrirons en entier, constituait d'une manière toute nouvelle le service de l'inspection.

« Il sera nommé quatre inspecteurs généraux du « travail des manufactures, usines, chantiers et ate- « liers soumis au régime de la présente loi. — Cha- « cun d'eux ne pourra avoir sous sa direction moins « d'un inspecteur divisionnaire.

« Ces inspecteurs, salariés par l'Etat, ne pourront « remplir aucune autre fonction administrative.

« Chaque inspecteur général parcourra chaque « année les quatre divisions du ressort qu'il aura dans « ses attributions.

« Une rotation régulière des inspecteurs généraux

« leur donnera successivement la surveillance des « quatre grands districts dans lesquels sera divisée la « France manufacturière.

« Chaque inspecteur général rédigera tous les ans « son rapport sur les résultats de l'inspection. Ce rap- « port, signé par lui, sera publié en entier pour être, « à l'ouverture de chaque session, distribué aux « membres des deux Chambres.

« L'organisation des comités d'inspection locale « continuera d'être réglée par des arrêtés ministé- « riels (1).

« Ces comités seront présidés de droit par les ins- « pecteurs divisionnaires et généraux dans le ressort « desquels ils seront établis, et recevront d'eux leur « direction.

« Des ordonnances royales pourront autoriser les « sociétés de patronage formées pour concourir à « l'instruction et à la protection des enfants dans les « manufactures, chantiers et ateliers soumis à la pré- « sente loi. Les membres de ces sociétés ne pourront « exercer de surveillance dans les ateliers et dans « les manufactures, sans la permission des chefs « d'établissement. »

Nous remarquerons que, d'après le projet présenté par la commission de la chambre des pairs (2), il était attribué une participation directe à l'inspection aux sociétés de patronage. C'était faire en quelque sorte double emploi avec les *comités d'inspection* : aussi

(1) Ces comités, assez analogues à ce qu'on a nommé plus tard les commissions locales, étaient généralement composés de personnes bienfaisantes qui voulaient prêter un concours gratuit à l'exécution de la loi.

(2) Séance du 31 janvier 1848.

convint-on de permettre seulement la reconnaissance de ces associations charitables comme établissements d'intérêt public.

§ III. — *Projet de loi de 1870.*

En 1870, un nouveau projet fut présenté au sénat par MM. Plichon, ministre des travaux publics, et Louvet, ministre de l'agriculture et du commerce.

Ce projet ayant beaucoup servi à la rédaction définitive de la loi du 19 mai 1874, nous croyons devoir le reproduire textuellement :

« Art. 1er. — Les enfants des deux sexes ne peuvent être employés dans les manufactures, usines, chantiers, ateliers, mines, minières et carrières, que sous les conditions prescrites par la présente loi.

« Art. 2. — Les enfants ne peuvent être admis avant l'âge de *huit* ans révolus. De *huit* à *treize* ans révolus, ils ne peuvent être occupés à un travail effectif de plus de *six* heures sur vingt-quatre, divisées par un repos.

« Ce travail ne peut avoir lieu que de cinq heures du matin à neuf heures du soir.

« Art. 3. — Nul enfant ayant moins de treize ans révolus ne peut être employé qu'autant que ses parents ou tuteur justifient chaque mois qu'il fréquente une école publique ou privée pendant deux heures par jour au moins.

« Art. 4. — Les enfants de treize à seize ans révolus ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de *onze* heures par jour sur vingt-quatre divisées par des repos.

« Ce travail ne peut avoir lieu que de cinq heures du matin à neuf heures du soir. »

« Néanmoins, si le chômage d'un moteur hydraulique ou la nécessité de réparations urgentes ont interrompu momentanément le travail de l'usine, les enfants ayant plus de treize ans révolus peuvent travailler entre neuf heures du soir et cinq heures du matin, pendant une période de quinze jours au plus, sans que chaque enfant puisse travailler plus de *huit* heures sur vingt-quatre ni plus de six nuits dans la quinzaine.

ART. 5. — Les enfants âgés de plus de treize ans seront dispensés de suivre une école lorsqu'un certificat délivré par l'instituteur et visé par le maire de leur résidence attestera qu'ils ont reçu l'instruction primaire élémentaire. A défaut de la production de ce certificat et jusqu'à ce qu'ils aient justifié qu'ils ont acquis l'instruction primaire élémentaire, ils ne pourront être admis que dans les conditions déterminées par la présente loi pour les enfants de huit à treize ans.

« Toutefois cette clause ne recevra son exécution que deux ans après la promulgation de la présente loi.

« ART. 6. — Les enfants au-dessous de seize ans accomplis ne peuvent être chargés du maniement des treuils ou manéges, ni du service des pompes et des machines à vapeur.

« Ils ne peuvent être employés à aucune espèce de travail les dimanches et jours de fêtes reconnus par la loi.

« ART. 7. — Les chefs d'établissement doivent prendre toutes les mesures nécessaires : 1° pour assurer le maintien des bonnes mœurs et de la décence publique; 2° pour maintenir constamment les ateliers dans de bonnes conditions d'hygiène.

« ART. 8. — Dans les usines mues par l'eau ou la vapeur, les roues, les courroies, les engrenages et tous les appareils qui peuvent être une cause de danger seront séparés par une clôture qui n'en permettra l'accès que pour les besoins du service.

« ART. 9. — Dans les verreries, les hauts-fourneaux, les forges, les fonderies de fer et autres métaux, et, en général, dans les usines à feu continu, il est interdit d'employer des enfants au-dessous de l'âge de *dix* ans accomplis. Les enfants âgés de *treize* ans révolus peuvent y travailler la nuit, à la condition qu'ils aient les mêmes repos que pendant le jour, qu'ils ne travaillent pas dans la journée qui précède ni dans celle qui suit, et que les mêmes individus ne soient pas occupés plus de six nuits par quinzaine.

« Des règlements d'administration publique pourront ultérieurement réduire le travail de nuit et le ramener aux conditions générales indiquées dans l'article 4 de la présente loi.

« ART. 10. — Aucun enfant ne peut être admis dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières avant l'âge de *treize* ans révolus. A partir de cet âge, l'enfant peut être soumis à la même durée de travail que le poste d'ouvriers auquel il est attaché; mais jusqu'à l'âge de seize ans révolus, il ne peut être employé plus de six nuits par quinzaine.

« ART. 11. — Les filles et les femmes ne peuvent, quel que soit leur âge, être admises comme ouvrières dans les travaux souterrains.

« ART. 12. — Des règlements d'administration publique détermineront les fabriques et ateliers dans lesquels les enfants au-dessous de seize ans ne pourront être admis pour cause de danger ou d'insalubrité ou les conditions spéciales sous lesquelles ils pourront y être employés.

« ART. 13. — Les maires sont tenus de délivrer au père, à la mère ou au tuteur, un carnet sur lequel sont portés les nom et prénoms de l'enfant, la date et le lieu de sa naissance, son domicile et le temps pendant lequel il aura suivi l'école primaire.

« Les chefs ou patrons inscriront sur ce carnet la date de l'entrée dans l'établissement et celle de la sortie.

« Ils doivent également tenir un registre spécial sur lequel sont inscrites toutes les indications mentionnées au présent article.

« L'âge des enfants sera constaté par un certificat délivré sur papier non timbré et sans frais par l'officier de l'état-civil.

« Le carnet sera délivré moyennant une rétribution qui ne pourra excéder 25 centimes.

« ART. 14. — Les chefs d'établissement sont tenus de faire afficher dans chaque atelier les dispositions de la présente loi et des règlements d'administration publique, relatifs à son exécution.

« Ils doivent également afficher les règlements intérieurs concernant les heures de travail et de repos des enfants, et les conditions du travail de nuit.

« ART. 15. — Un règlement d'administration publique déterminera le mode et l'organisation de l'inspection du travail des enfants dans les manufactures, usines et autres établissements indiqués dans la présente loi.

« ART. 16. — Les inspecteurs ont entrée dans tous les établissements industriels. Ils peuvent se faire représenter le registre prescrit par l'article 13, les carnets, les règlements intérieurs, les enfants eux-mêmes, et, au besoin, se faire accompagner d'un médecin commis par le préfet ou le sous-préfet.

« Néanmoins, ne sont pas soumis à l'inspection ci-dessus déterminée, les ateliers des personnes qui n'emploient que leurs propres enfants.

« ART. 17. — En cas de contravention, les inspecteurs dresseront des procès-verbaux qui feront foi jusqu'à preuve du contraire.

« ART. 18. — Les ingénieurs des mines sont chargés, sous l'autorité directe du ministre des travaux publics, d'assurer l'exécution des dispositions de la présente loi dans les mines, minières et carrières.

« ART. 19. — En cas de contravention à la présente loi ou aux règlements d'administration publique rendus pour son exécution, les propriétaires ou exploitants des établissements seront traduits devant le juge de paix du canton et punis d'une amende de police qui ne pourra excéder quinze francs.

« Les contraventions qui résulteront, soit de l'admission d'enfants au-dessous de l'âge, soit de l'excès de travail, soit de la violation des prescriptions des articles 3 et 5 sur l'instruction primaire, donneront lieu à autant d'amendes qu'il y aura eu d'enfants indûment admis ou employés, sans que ces amendes réunies puissent s'élever au-dessus de 200 francs.

« S'il y a récidive, les propriétaires ou exploitants des établissements seront traduits devant le tribunal de police correctionnelle et condamnés à une amende de seize à cent francs. Dans les cas prévus par le paragraphe 2 du présent article, les amendes réunies ne pourront excéder 500 francs.

« Il y a récidive lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant, dans les douze mois précédents, un premier jugement pour contravention à la présente loi ou aux règlements d'administration publique rendus pour son exécution.

« En cas de récidive, le tribunal correctionnel pourra ordonner l'affiche du jugement dans les lieux qu'il désignera et son insertion intégrale ou par extrait dans les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné.

« ART. 20. — Une commission supérieure nommée par l'empereur est chargée :

1° De proposer toutes les améliorations que comporte le service de l'inspection ;

2° De donner son avis sur les règlements à faire, et généralement sur toutes les questions que le ministre de l'agriculture et du commerce jugerait à propos de lui soumettre.

« Chaque année, la commission présente à l'empereur un rapport sur les résultats de l'inspection et sur l'ensemble des faits relatifs à l'exécution de la présente loi.

« Ce rapport est distribué au sénat et au corps législatif. »

§ IV. — *Proposition de M. Joubert en 1871.*

Nous devons maintenant mentionner la proposition qui a donné lieu à la loi du 19 mai 1874.

Le 19 juin 1871, M. Ambroise Joubert présentait à l'Assemblée nationale un projet de loi ainsi conçu :

« ARTICLE 1er. — Les enfants au-dessous de *dix* ans ne pourront être employés à aucun travail industriel, dans les usines, manufactures et ateliers de tout genre.

« ART. 2. — Jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de *quatorze* ans, les enfants ne pourront pas être soumis à un travail industriel d'une durée effective de plus de *six* heures par jour.

« ART. 3. — Les patrons qui emploieront des enfants dans leurs ateliers seront tenus de leur donner une instruction primaire convenable ou de s'assurer que ces enfants fréquentent régulièrement les écoles primaires de la commune.

« ART. 4. — L'exécution de la présente loi est confiée aux soins des inspecteurs de l'enseignement primaire, qui, en cas de contravention, devront saisir le parquet de l'arrondissement.

« ART. 5. — Toute infraction à la présente loi sera punie d'une amende de 50 francs; en cas de récidive, elle pourra être élevée à 100 francs, et dans tous les cas, le tribunal pourra ordonner la publication de son jugement dans un ou plusieurs journaux de la localité. »

Cette proposition, renvoyée d'abord à la commission d'initiative, puis à une commission spéciale, fut profondément remaniée dans le sein de cette commission et, le 11 mai 1872, un projet de loi beaucoup plus complet était présenté à l'Assemblée nationale. Ce projet n'a été adopté qu'après des modifications assez importantes. Nous avons eu plus d'une fois occasion de les signaler. Disons seulement, pour nous résumer, qu'elles ont porté sur l'âge d'admission des enfants, sur la durée de leur travail, sur l'interdiction du travail de nuit pour les femmes, sur différents détails relatifs à l'inspection et enfin sur l'application de la loi aux apprentis.

CHAPITRE TROISIÈME

COMPARAISON DE LA LOI DU 19 MAI 1874 AVEC LA LOI DU 22 MARS 1841.

A notre avis, la loi du 19 mai est un véritable progrès sur l'ancienne législation. Pour s'en convaincre, il suffit, croyons-nous, d'établir un parallèle entre elles et de résumer les divergences que nous avons eu incidemment déjà l'occasion de signaler.

La loi de 1841 avait surtout deux grands défauts : elle était d'une application trop restreinte et était trop peu pratique. D'une part, elle omettait de protéger un grand nombre d'enfants, et d'autre part, elle négligeait de prendre des mesures efficaces pour l'exécution de ses dispositions.

Voici comment, en 1870, s'exprimait l'exposé de motifs fait au nom du gouvernement, lors de la présentation du projet de loi que nous avons rapporté :

« La limitation de la loi aux établissements de plus de vingt personnes, limitation qui laissait en dehors les petits ateliers, où se produisent cependant les plus graves abus, et qui faisait aux mêmes industries, suivant le nombre des ouvriers employés, une situation si différente, l'étendue même et la gravité des délégations faites par la loi au pouvoir exécutif et la responsabilité que ces délégations faisaient peser sur lui, enfin et surtout l'absence d'une inspection sérieuse, uniforme et fortement organisée, telles ont été, au dire de tous les hommes compétents, les raisons de la stérilité d'une loi qui aurait pu être si féconde. »

Tout cela est vrai, et nous nous approprierons les critiques sérieuses que ces paroles renferment, en les reprenant avec quelques détails.

A. — D'après une statistique faite en 1867 (1), le nombre des établissements soumis à la loi de 1841 était de 7,959. Ces établissements occupaient 99,212 enfants, se décomposant ainsi :

Enfants de 8 à 10 ans	5,005
— de 10 à 12 ans	17,471
— de 12 à 16 ans.....	76,736
TOTAL.....	99,212

Les établissements non soumis à la loi s'élevaient au chiffre de 9,938, comprenant 25,003 enfants, ainsi partagés :

Enfants de 8 à 10 ans	1,360
— de 10 à 12 ans	5,253
— de 12 à 16 ans	18,390
TOTAL.....	25,003

Mais en dehors de cette statistique restait la classe très-nombreuse des apprentis. D'après M. Gréard, inspecteur de l'enseignement primaire, le nombre des apprentis pour Paris seulement n'est pas inférieur à 25,000, tandis que, d'après M. Descottes, ingénieur en chef des mines, le nombre total des enfants employés à Paris serait de 33,000 environ, ce qui permet de cal-

(1) Une autre statistique, dressée en 1872, accuse des chiffres inférieurs. Le nombre des établissements soumis à la loi de 1841 aurait été de 8,829, employant 108,889 enfants, et le nombre des établissements libres de surveillance 7,105, occupant 15,165 enfants. La diminution sensible que l'on remarque dans cette dernière statistique peut s'expliquer par la perte des départements d'Alsace-Lorraine, qui comprenaient une nombreuse population ouvrière. M. Tallon considère cependant comme trop faibles les chiffres que nous venons d'indiquer.

culer approximativement la proportion qui existe entre les deux classes de jeunes ouvriers. Suivant une évaluation faite par l'association des œuvres de patronage d'apprentis (1), le nombre total des apprentis ne serait pas inférieur à 300,000.

On voit, par le seul rapprochement de ces chiffres, que la loi de 1874 est appelée à protéger un nombre d'enfants quadruple de celui auquel s'appliquait la loi de 1841. Mais, indépendamment de ce calcul, dont nous ne pouvons garantir complétement l'exactitude, nous devons tenir compte de l'importante population que forment les jeunes ouvrières de seize à vingt et un ans. En la portant à 100,000, nous ne croyons pas être loin de la vérité. Enfin, il faut encore se souvenir que la nouvelle loi, en interdisant les travaux souterrains aux femmes de tout âge, a sous ce rapport étendu la sphère de protection des travailleurs.

B. — Si le nombre de ceux que la loi de 1841 protégeait était beaucoup plus restreint que celui auquel s'applique la loi de 1874, on doit ajouter que la protection est en même temps devenue plus sérieuse.

Tout d'abord, au point de vue de l'âge d'admission. le minimum est élevé de *huit* ans à *douze* ans (dix ans à titre d'exception). La durée de la journée de travail n'est pas changée pour les enfants de douze ans, mais elle est réduite de *huit* heures à *six* heures pour les enfants de dix à douze ans.

Sous le rapport du travail de nuit et des jours fériés, l'interdiction portée par la loi de 1841 est maintenue sans changement. Mais ce qui établit une différence importante entre le nouvel état de choses

(1) Observations présentées à l'Assemblée nationale, au nom des directeurs.

et l'ancien, c'est que maintenant les exceptions admises à cette interdiction sont nettement déterminées par des règlements jusqu'ici toujours attendus.

En un point, pourtant, la loi de 1874 s'est montrée moins protectrice que la loi de 1841. Elle permet, en effet, le travail de nuit exceptionnel dès l'âge de *douze* ans, tandis que la loi antérieure ne le permettait qu'à l'âge de *treize* ans. Par contre, il n'est plus permis aux filles mineures de travailler la nuit ou le dimanche, dans les usines et manufactures.

Sous le rapport de l'instruction primaire, le principe est encore maintenu, mais une rédaction plus précise et la formalité des feuilles de présence à l'école doivent assurer une exécution plus rigoureuse de la loi.

De même, la loi de 1841 n'avait point oublié de prescrire la bonne tenue des ateliers, pour la sécurité et la santé des enfants. Seulement, elle remettait le soin de tous les détails à l'administration, qui ne voulut jamais accomplir sa tâche. La loi de 1874 a été plus formelle, et l'administration obéissant cette fois aux invitations du législateur, nous avons maintenant des règles précises qui ont beaucoup plus de chance d'être suivies.

C. — Enfin, et c'est là le point le plus saillant peut-être de la réforme de 1874, la nouvelle loi a pourvu bien plus sûrement à la mise en pratique de ses prescriptions. La loi de 1841 avait institué des inspecteurs, mais elle avait omis de donner aux inspecteurs une constitution arrêtée. Le gouvernement demeurait chargé de les nommer comme bon lui semblerait, et comme aucune allocation pécuniaire n'était accordée, il fallait de toute nécessité, ou s'adresser à la bonne

volonté des personnes étrangères à l'administration, ou se servir des fonctionnaires déjà employés à un autre service.

Dans cette alternative, il y eut bien des tâtonnements, et en réalité le choix des inspecteurs présentait les plus graves difficultés. Si l'on prenait des fonctionnaires, il était le plus souvent impossible d'obtenir d'eux une surveillance sérieuse, qui aurait suffi seule à absorber tout leur temps. Si au contraire on demandait à des personnes charitables de vouloir bien remplir les fonctions d'inspecteur, il arrivait presque toujours que ces personnes reculaient devant les mesures de rigueur qu'il aurait fallu employer, ou que, découragées par les résistances, elles devaient bientôt résigner leur charge.

« Les commissions locales et gratuites, instituées par le gouvernement dans les villes manufacturières pour assurer l'exécution, cessèrent de fonctionner, les unes après quelques mois, les autres après quelques années d'efforts impuissants (1). » La loi du 19 mai 1874 a tenu compte de ces difficultés, et elle a institué un système de surveillance beaucoup plus fort et beaucoup plus complet. Ainsi, s'emparant d'une idée déjà émise en 1868, elle associe deux éléments qu'on avait jadis le tort d'employer séparés. Nous voulons parler des inspecteurs et des commissions locales. L'inspecteur, actuellement rétribué et chargé du service exclusif de l'inspection, pourra librement se consacrer à remplir ces délicates fonctions. Armé d'une autorité suffisante et placé un peu loin des industriels, il pourra lutter avec avantage contre les oppositions qui lui seront faites, et sévir au besoin contre les

(1) Exposé de motifs déjà cité.

contrevenants avec beaucoup plus d'indépendance qu'une personne rattachée par ses relations ordinaires à ceux qu'il faudrait atteindre.

En même temps, la commission locale, placée beaucoup plus près des ateliers, a plus de facilité pour connaître en détail la situation de chacun d'eux. Elle a donc le moyen d'éclairer l'inspecteur, et comme le rôle le plus ingrat, celui des mesures de rigueur, est réservé à ce fonctionnaire, les personnes dévouées aux classes laborieuses n'auront plus les mêmes raisons qu'autrefois pour décliner la mission de surveillance qui leur sera offerte.

La loi de 1874 a d'ailleurs créé un pouvoir de contrôle tout nouveau : la commission supérieure. Elle a de plus rehaussé l'importance des fonctions de ceux qui doivent s'occuper du travail des enfants, en appelant, par différents moyens, l'attention du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif sur les résultats de l'inspection. Donnant même une grande publicité au rapport général de la commission supérieure, elle associe également l'opinion publique à ses préoccupations.

D. — Ajoutons enfin que la sanction des dispositions de la loi est devenue plus sérieuse, par l'augmentation des amendes et le changement de juridiction. A la place de l'amende de simple police et du maximum de deux cents francs des amendes cumulées, que la loi de 1841 avait établis, la loi de 1874 a fixé l'amende de seize à cinquante francs et a élevé le maximum à cinq cents francs. Et tandis qu'antérieurement à cette dernière loi, le tribunal correctionnel n'était compétent que dans le cas de récidive, maintenant il devra statuer dans tous les cas.

CONCLUSION

La loi du 19 mai 1874 est, nous venons de le voir, un progrès sérieux sur la précédente législation. Nous ajouterons qu'elle offre en général de sages dispositions, et nous n'avons que peu de critiques à énoncer en terminant cette étude.

Tout d'abord, nous ferons quelques réserves sur l'âge et la durée du travail des enfants. Le législateur français n'a peut-être pas adopté assez largement le système de distinctions qui se pratique en Angleterre. Toutes les industries n'ont pas les mêmes besoins, et toutes ne présentent pas les mêmes inconvénients pour les enfants. Il y aurait donc eu lieu, suivant nous, de sacrifier l'uniformité de la règle pour mieux tenir compte des différences profondes qui séparent certains travaux. Sans doute le gouvernement est autorisé à réduire de douze à dix ans le minimum d'âge exigé des enfants; mais il ne peut aucunement sortir de cette limite, ni modifier la durée du travail journalier. Or si d'une part le système du demi-temps offre matière à la critique, d'autre part la journée de douze heures nous paraît bien longue pour un enfant de douze ans. N'y aurait-il point eu quelque moyen terme? N'y avait-il point lieu de fixer à dix heures jusqu'à quatorze ans la durée du travail? — On peut

tout au moins le supposer. Ce qui nous paraît le moins douteux, c'est que la présente loi ne s'est pas suffisamment préoccupée des ateliers d'apprentissage.

Si, sous certains rapports, elle omet à tort de les comprendre dans ses dispositions, sous le rapport qui nous occupe, elle les assimile trop invariablement aux manufactures. Il ne fallait pas perdre de vue que l'apprentissage, parfois très-long, demande que l'enfant commence de bonne heure à travailler, et que son travail peut différer beaucoup de celui des enfants-ouvriers (1).

Aussi pensons-nous, avec plusieurs des auteurs de la loi de 1874, qu'il faudrait de nouveau étudier la question de l'apprentissage et améliorer la loi du 22 février 1851, comme a été améliorée la loi du 22 mars 1841.

Nous reviendrons ici sur une observation que nous avons déjà faite. La protection des adolescents pourrait être plus étendue. Interdiction du travail de nuit jusqu'à l'âge de dix-huit ans pour les garçons, et assimilation des mineurs des deux sexes au point de vue du repos des jours fériés : telle nous semble la double mesure qu'il convenait d'adopter. Si la physiologie et la médecine justifient l'extension de la défense du travail de nuit, la logique devrait, ce semble, faire disparaître une distinction assez inexpliquable entre les garçons et les filles relativement au travail du dimanche (2). Nous ne voyons pas pourquoi on contraindrait plus justement les adolescents que les filles mineures à travailler les jours fériés.

(1) Voir le discours de M. Ducarre, à la séance du 18 mai 1874.

(2) Voir le discours de M. Th. Roussel à la séance du 22 janvier 1873.

Nous reprochons aussi à la loi de n'avoir pas appliqué aux femmes de tout âge l'interdiction du travail de nuit. Ce n'est plus d'ailleurs une disposition que nous critiquons, c'est une omission. Le législateur de 1874 aurait dû, croyons-nous, suivre l'exemple donné depuis longtemps par l'Angleterre et par la majeure partie des législations étrangères. Après avoir protégé les enfants, il était utile de protéger la femme contre un des plus dangereux abus du travail industriel. Le travail de nuit, qui est presque toujours funeste à la santé des femmes et qui peut compromettre gravement leur moralité, a le déplorable effet de ruiner les conditions d'existence de la famille en écartant la mère et l'épouse du toit domestique. « La famille, disait M. Wolowski (qui a combattu vigoureusement pour faire adopter le principe de l'interdiction), la famille doit servir de fondement à la société tout entière, et il n'y a pas de famille si vous n'interdisez pas le travail de nuit aux femmes. Est-ce que la famille est possible lorsque la mère s'absente de la maison pour aller travailler dans l'usine ou dans la manufacture? »

Et s'adressant à l'éternelle objection tirée des exigences de l'industrie, le savant économiste faisait cette concluante réponse: « Les mêmes arguments ont été produits lorsque la loi de 1844 a été votée en Angleterre, et ces arguments pouvaient s'appuyer sur une pratique beaucoup plus grande que celle qui existe en France. Mais c'est qu'en Angleterre on a compris, suivant un vieil adage des économistes français qu'on ne doit jamais oublier, que les produits sont faits pour les hommes et non les hommes pour les produits. C'est une pratique déplorable que celle qui consiste à sacrifier les forces d'une partie de la population, afin, soi-disant, d'accroître la production. On ne l'accroît

pas ; on est puni par où l'on a péché ; on rend la production plus faible, plus chétive, moins favorable, alors qu'on contrevient aux lois suprêmes de la morale, qu'on ne devrait jamais oublier. »

L'une des raisons les plus graves qui aient été invoquées, suivant nous, par les partisans de l'opinion contraire, est celle que M. Tesserenc du Bort, alors ministre du commerce, présentait (1) en ces termes : « Il y a des impossibilités absolues qui ne permettent pas aux usines travaillant la nuit de cesser leur travail nocturne. Que feront-elles si l'amendement en discussion est adopté ? Elles remplaceront les femmes exclues par des hommes. De là une demande supplémentaire d'ouvriers, et comme la population urbaine ne pourra satisfaire à cette demande, on se retournera du côté des populations rurales. » Certes, si l'interdiction du travail de nuit aux femmes devait avoir pour résultat d'accroître encore l'émigration désastreuse des campagnes vers les villes, on pourrait hésiter sur l'opportunité d'une pareille mesure. En évitant un mal sérieux on causerait peut-être un mal plus grave.

Pourtant nous estimons que cette considération ne devait pas empêcher le législateur de prohiber le travail de nuit. Nous avons peine à croire que l'agglomération des villes eût été sensiblement augmentée, comme on l'a dit. L'augmentation des salaires qu'il aurait fallu donner aux ouvriers mâles eût vraisemblablement arrêté les tentatives du remplacement des femmes, et l'industrie eût sans doute modifié ses habitudes pour faire concorder le travail de la manufacture avec les exigences légales. Aussi pensons-nous que le dernier mot n'a point été dit sur cette grave

(1) Séance du 5 février 1873.

question. En 1848 et en 1870, nous savons que l'on avait cru nécessaire de proclamer le principe qui a été rejeté en 1874. L'une des premières réformes de l'avenir pourrait bien être d'inscrire dans nos lois une disposition qui est, d'ailleurs, en germe dans la loi de 1874 et qui ne peut guère manquer de recevoir un jour ou l'autre son développement.

L'organisation de l'inspection nous paraît bonne, et bien que le nombre des inspecteurs soit assurément restreint, il y a lieu de bien augurer du succès de leur mission. Pour cela, toutefois, une condition est indispensable : il faut que les commissions locales fonctionnent régulièrement et qu'elles montrent un peu de zèle. Sans elles, il est presque impossible à un inspecteur divisionnaire d'exercer une surveillance efficace. C'est donc surtout du bon choix des membres des commissions et de l'impulsion qui devra leur être donnée par le préfet que dépend l'exécution de la loi. La grande industrie sera facilement atteinte; car on ne dissimule guère une usine importante et l'attention des inspecteurs sera promptement éveillée, si la loi n'y est point observée. Mais comment contrôler les petits ateliers? Voilà la grande difficulté. On n'arrivera que très-lentement à faire pénétrer jusque là les prescriptions légales. Il faudra réformer peu à peu les habitudes de la masse des travailleurs pour obtenir ce résultat. Si les commissions locales ne consacrent pas tous leurs efforts à ce but, la loi restera, en plus d'un endroit, non-seulement inappliquée, mais encore inconnue.

Quant à la commission supérieure, nous avons déjà dit que ses attributions ne nous semblaient pas suffisamment actives. Il y avait, dans l'institution de ce

conseil dirigeant, une excellente pensée. Malheureusement, elle n'a peut-être pas reçu tout le développement désirable. La commission supérieure, telle qu'elle existe, n'a point sur les inspecteurs une action directe, et il est un peu à craindre que, se bornant à présenter des considérations générales dans son rapport annuel, elle ne soit jamais cette gardienne vigilante de la loi que l'on avait voulu créer.

Nous pensons enfin que la sanction pénale aurait dû être plus forte, et nous partageons assez l'opinion de M. Keller (1), qui demandait une peine corporelle contre les plus graves infractions. N'y a-t-il pas, disait-il, des délits moins coupables qui sont punis de peines bien plus sévères? La destruction d'une greffe, par exemple, est punie d'un emprisonnement de six jours à deux mois (art. 447, C. P.) « La greffe est bien peu de chose, mais elle doit produire des fruits. L'enfance n'est-elle pas une greffe sacrée destinée à produire des fruits et qui a droit de notre part à la plus grande prévoyance, à la plus grande sollicitude? »

Nous admettrions donc volontiers que la loi prononçât une peine d'emprisonnement en cas de récidive. L'admission des circonstances atténuantes permettrait d'ailleurs toujours aux tribunaux d'en supprimer l'application, si quelque raison motivait leur indulgence. Il y a aussi dans la législation allemande une disposition que nous désirerions voir adopter.

C'est la défense temporaire ou perpétuelle d'employer des enfants. Cette interdiction, qui frappe le contrevenant dans l'exercice même de sa profession,

(1) Séance de l'Assemblée nationale du 8 février 1873.

serait, pensons-nous, en certains cas, le meilleur châtiment de la faute commise.

Voilà quelques-unes des critiques que l'on peut faire à la loi du 19 mai 1874. Nous les formulons avec une grande réserve; car nous n'oublions point le peu de compétence qui nous appartient, et nous voudrions pouvoir abriter toutes nos appréciations derrière la haute garantie de l'expérience.

Quel est, en définitive, le sort réservé à la nouvelle législation? Nous n'oserions surtout le prédire. Les lois comme les hommes ne sont bien jugées qu'autant qu'elles ont été vues à l'œuvre, et nous devons attendre l'épreuve du temps pour nous prononcer d'une manière absolue, sur le mérite du monument législatif qui vient d'être édifié.

Les auteurs l'ont déclaré perfectible. Ils ont bien fait. Les lois du travail doivent se transformer avec leur objet, et en admettant que la loi actuelle réponde parfaitement aux besoins du moment, il est plus que probable que, dans quelques années, il n'en sera plus ainsi. Il devrait donc y avoir là pour le législateur un sujet constant d'étude. Imitons l'exemple de l'Angleterre, qui ne cesse jamais de compléter et de réformer ses lois sur le travail des enfants. L'enfant est l'espoir de la patrie, ne négligeons rien, quand il s'agit de rendre plus efficace la protection dont il a besoin pour devenir un homme!

APPENDICE

LOI ET RÈGLEMENTS

SUR LE

TRAVAIL INDUSTRIEL DES ENFANTS ET DES FEMMES

LOI DU 19 MAI 1874

Sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie.

SECTION PREMIÈRE.

AGE D'ADMISSION. — DURÉE DU TRAVAIL.

Art. 1er. Les enfants et les filles mineures ne peuvent être employés à un travail industriel dans les manufactures, fabriques, usines, mines, chantiers et ateliers, que sous les conditions déterminées par la présente loi.

Art. 2. Les enfants ne pourront être employés par des patrons ni être admis dans les manufactures, usines, ateliers ou chantiers, avant l'âge de douze ans révolus.

Ils pourront être toutefois employés, à l'âge de dix ans révolus, dans les industries spécialement déterminées par un règlement d'administration publique rendu sur l'avis conforme de la commission supérieure ci-dessous instituée.

Art. 3. Les enfants, jusqu'à l'âge de douze ans révolus, ne pourront

être assujettis à une durée de travail de plus de six heures par jour, divisées par un repos.

A partir de douze ans, ils ne pourront être employés plus de douze heures par jour, divisées par un repos.

SECTION II.

TRAVAIL DE NUIT, DES DIMANCHES ET JOURS FÉRIÉS.

Art. 4. Les enfants ne pourront être employés à aucun travail de nuit jusqu'à l'âge de seize ans révolus.

La même interdiction est appliquée à l'emploi des filles mineures de seize à vingt et un ans, mais seulement dans les usines et manufactures.

Tout travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin est considéré comme travail de nuit.

Toutefois, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle et de force majeure, l'interdiction ci-dessus pourra être temporairement levée, et pour un délai déterminé par la commission locale ou l'inspecteur ci-dessous institués, sans que l'on puisse employer au travail de nuit des enfants âgés de moins de douze ans.

Art. 5. Les enfants âgés de moins de seize ans et les filles âgées de moins de vingt et un ans ne pourront être employés à aucun travail, par leurs patrons, les dimanches et fêtes reconnues par la loi, même pour rangement de l'atelier.

Art. 6. Néanmoins, dans les usines à feu continu, les enfants pourront être employés la nuit ou les dimanches et jours fériés aux travaux indispensables.

Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils devront être exécutés seront déterminés par des règlements d'administration publique.

Ces travaux ne seront dans aucun cas autorisés que pour des enfants âgés de douze ans au moins.

On devra en outre leur assurer le temps et la liberté nécessaires pour l'accomplissement des devoirs religieux.

SECTION III.

TRAVAUX SOUTERRAINS.

Art. 7. Aucun enfant ne peut être admis dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières, avant l'âge de douze ans révolus.

Les filles et femmes ne peuvent être admises dans ces travaux.

Les conditions spéciales du travail des enfants de douze à seize ans, dans les galeries souterraines, seront déterminées par des règlements d'administration publique.

SECTION IV.

INSTRUCTION PRIMAIRE.

Art. 8. Nul enfant ayant moins de douze ans révolus, ne peut être employé par un patron qu'autant que ses parents ou tuteur justifient qu'il fréquente actuellement une école publique ou privée.

Tout enfant admis avant douze ans dans un atelier devra, jusqu'à cet âge, suivre les classes d'une école pendant le temps libre du travail.

Il devra recevoir l'instruction pendant deux heures au moins, si une école spéciale est attachée à l'établissement industriel.

La fréquentation de l'école sera constatée au moyen d'une feuille de présence, dressée par l'instituteur et remise chaque semaine au patron.

Art. 9. Aucun enfant ne pourra, avant l'âge de quinze ans accomplis, être admis à travailler plus de six heures par jour, s'il ne justifie, par la production d'un certificat de l'instituteur ou de l'inspecteur primaire, visé par le maire, qu'il a acquis l'instruction primaire élémentaire.

Ce certificat sera délivré sur papier libre et gratuitement.

SECTION V.

SURVEILLANCE DES ENFANTS. — POLICE DES ATELIERS.

Art. 10. Les maires sont tenus de délivrer aux père, mère ou tuteur, un livret sur lequel sont portés les nom et prénoms de l'enfant, la date et le lieu de sa naissance, son domicile, le temps pendant lequel il a suivi l'école.

Les chefs d'industrie ou patrons inscriront sur le livret la date de l'entrée dans l'atelier ou établissement, et celle de la sortie.

Ils devront également tenir un registre sur lequel seront mentionnées toutes les indications insérées au présent article.

Art. 11. Les patrons ou chefs d'industrie seront tenus de faire afficher dans chaque atelier les dispositions de la présente loi et les règlements d'administration publique relatifs à son exécution.

Art. 12. Des règlements d'administration publique détermineront les différents genres de travaux présentant des causes de danger ou excédant leurs forces, qui seront interdits aux enfants dans les ateliers où ils seront admis.

Art. 13. Les enfants ne pourront être employés dans les fabriques et ateliers indiqués au tableau officiel des établissements insalubres ou dangereux, que sous les conditions spéciales déterminées par un règlement d'administration publique.

Cette interdiction sera généralement appliquée à toutes les opérations où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé.

En attendant la publication de ce règlement, il est interdit d'employer des enfants âgés de moins de seize ans :

1° Dans les ateliers où l'on manipule des matières explosibles et dans ceux où l'on fabrique des mélanges détonnants, tels que poudre, fulminates, etc., ou tous autres éclatant par le choc ou par le contact d'un corps enflammé ;

2° Dans les ateliers destinés à la préparation, à la distillation ou à la manipulation de substances corrosives, vénéneuses, et de celles qui dégagent des gaz délétères ou explosibles.

La même interdiction s'applique aux travaux dangereux et malsains, tels que :

L'aiguisage ou le polissage à sec des objets en métal et des verres ou cristaux ;

Le battage ou grattage à sec des plombs carbonatés dans les fabriques de céruse ;

Le grattage à sec d'émaux à base d'oxyde de plomb dans les fabriques de verre dit de mousseline ;

L'étamage au mercure des glaces ;

La dorure au mercure.

Art. 14. Les ateliers doivent être tenus dans un état constant de propreté et convenablement ventilés.

Ils doivent présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé des enfants.

Dans les usines à moteurs mécaniques, les courroies, les engrenages ou tout autre appareil, dans le cas où il aura été constaté qu'ils présentent une cause de danger, seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service.

Les puits, trappes et ouvertures de descente doivent être clôturés.

Art. 15. Les patrons ou chefs d'établissement doivent, en outre, veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique dans leurs ateliers.

SECTION VI.

INSPECTION.

Art. 16. Pour assurer l'exécution de la présente loi, il sera nommé quinze inspecteurs divisionnaires. La nomination des inspecteurs sera faite par le gouvernement, sur une liste de présentation dressée par la commission supérieure ci-dessous instituée, et portant trois candidats pour chaque emploi disponible.

Ces inspecteurs seront rétribués par l'Etat.

Chaque inspecteur divisionnaire résidera et exercera sa surveillance dans l'une des circonscriptions territoriales déterminées par un règlement d'administration publique.

Art. 17. Seront admissibles aux fonctions d'inspecteur les candidats qui justifieront du titre d'ingénieur de l'Etat ou d'ingénieur civil, ainsi que les élèves diplômés de l'école centrale des arts et manufactures et des écoles des mines.

Seront également admissibles ceux qui auront déjà rempli, pendant trois ans au moins, les fonctions d'inspecteurs du travail des enfants ou qui justifieront avoir dirigé ou surveillé pendant cinq années des établissements industriels occupant cent ouvriers au moins.

Art. 18. Les inspecteurs ont entrée dans tous les établissements manufacturiers, ateliers et chantiers. Ils visitent les enfants; ils peuvent se faire représenter le registre prescrit par l'article 10, les livrets, les feuilles de présence aux écoles, les règlements intérieurs.

Les contraventions seront constatées par les procès-verbaux des inspecteurs, qui feront foi jusqu'à preuve contraire.

Lorsqu'il s'agira de travaux souterrains, les contraventions seront constatées concurremment par les inspecteurs ou par les gardes-mines.

Les procès-verbaux seront dressés en double exemplaire, dont l'un sera envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet.

Toutefois, lorsque les inspecteurs auront reconnu qu'il existe dans un établissement ou atelier une cause de danger ou d'insalubrité, ils prendront l'avis de la commission locale ci-dessous instituée, sur l'état du danger ou d'insalubrité, et ils consigneront cet avis dans un procès-verbal.

Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles du droit

commun quant à la constatation et à la poursuite des infractions commises à la présente loi.

Art. 19. Les inspecteurs devront, chaque année, adresser des rapports à la commission supérieure ci-dessous instituée.

SECTION VII.

COMMISSIONS LOCALES.

Art. 20. Il sera institué dans chaque département des commissions locales dont les fonctions seront gratuites, chargées : 1° de veiller à l'exécution de la présente loi ; 2° de contrôler le service de l'inspection ; 3° d'adresser au préfet du département, sur l'état du service et l'exécution de la loi, des rapports qui seront transmis au ministre et communiqués à la commission supérieure.

A cet effet, les commissions locales visiteront les établissements industriels, ateliers et chantiers ; elles pourront se faire accompagner d'un médecin quand elles le jugeront convenable.

Art. 21. Le Conseil général déterminera, dans chaque département, le nombre et la circonscription des commissions locales ; il devra en établir une au moins dans chaque arrondissement ; il en établira, en outre, dans les principaux centres industriels ou manufacturiers, là où il le jugera nécessaire.

Le Conseil général pourra également nommer un inspecteur spécial rétribué par le département ; cet inspecteur devra toutefois agir sous la direction de l'inspecteur divisionnaire.

Art. 22. Les commissions locales seront composées de cinq membres au moins et de sept au plus, nommés par le préfet sur une liste de présentation arrêtée par le Conseil général.

On devra faire entrer, autant que possible, dans chaque commission un ingénieur de l'Etat ou un ingénieur civil, un inspecteur de l'instruction primaire et un ingénieur des mines dans les régions minières.

Les commissions sont renouvelées tous les cinq ans ; les membres sortants pourront être de nouveau appelés à en faire partie.

SECTION VIII.

COMMISSION SUPÉRIEURE.

Art. 23. Une commission supérieure, composée de neuf membres, dont les fonctions seront gratuites, est établie auprès du Ministre du

commerce ; cette commission est nommée par le Président de la République ; elle est chargée :

1° De veiller à l'application uniforme et vigilante de la présente loi ;

2° De donner son avis sur les règlements à faire et généralement sur les diverses questions intéressant les travailleurs protégés ;

3° Enfin, d'arrêter les listes de présentation des candidats pour la nomination des inspecteurs divisionnaires.

Art. 24. Chaque année, le président de la commission supérieure adressera au Président de la République un rapport général sur les résultats de l'inspection et sur les faits relatifs à l'exécution de la présente loi.

Ce rapport devra être, dans le mois de son dépôt, publié au *Journal officiel*.

Le Gouvernement rendra compte chaque année à l'Assemblée nationale de l'exécution de la loi et de la publication des règlements d'administration publique destinés à la compléter.

SECTION IX.

PÉNALITÉS.

Art. 25. Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements industriels et les patrons qui auront contrevenu aux prescriptions de la présente loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution seront poursuivis devant le tribunal correctionnel et punis d'une amende de seize à cinquante francs.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a eu de personnes employées dans des conditions contraires à la loi, sans que son chiffre total puisse excéder 500 francs.

Toutefois, la peine ne sera pas applicable si les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements industriels et les patrons établissent que l'infraction à la loi a été le résultat d'une erreur provenant de la production d'actes de naissance, livrets ou certificats contenant de fausses énonciations ou délivrés pour une autre personne.

Les dispositions des articles 12 et 13 de la loi du 22 juin 1854 sur les livrets d'ouvriers seront, dans ce cas, applicables aux auteurs des falsifications.

Les chefs d'industrie sont civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants.

Art. 26. S'il y a récidive, les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements industriels et les patrons seront condamnés à une amende de 50 à 200 francs.

La totalité des amendes réunies ne pourra toutefois excéder mill francs.

Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé, dans les douze mois qui ont précédé le fait qui est l'objet de la poursuite, d'un premier jugement pour infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution.

Art. 27. L'affichage du jugement pourra, suivant les circonstances et en cas de récidive seulement, être ordonné par le tribunal de police correctionnelle.

Le tribunal pourra également ordonner, dans le même cas, l'insertion de sa sentence, aux frais du contrevenant, dans un ou plusieurs journaux du département.

Art. 28. Seront punis d'une amende de seize à cent francs, les propriétaires d'établissements industriels et les patrons qui auront mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur, des membres des commissions, ou des médecins, ingénieurs et experts délégués pour une visite ou une constatation.

Art. 29. L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de la présente loi.

Le montant des amendes résultant de ces condamnations sera versé au fonds de subvention affecté à l'enseignement primaire dans le budget de l'instruction publique.

SECTION X.

DISPOSITIONS SPÉCIALES.

Art. 30. Les articles 2, 3, 4 et 5 de la présente loi sont applicables aux enfants placés en apprentissage et employés à un travail industriel.

Les dispositions des articles 18 et 25 ci-dessus seront appliquées auxdits cas en ce qu'elles modifient la juridiction et la quotité de l'amende indiquées au premier paragraphe de l'article 20 de la loi du 22 février 1851.

Ladite loi continuera à recevoir son exécution dans ses autres prescriptions.

Art. 31. Par mesure transitoire, les dispositions édictées par la présente loi ne seront applicables qu'un an après sa promulgation.

Toutefois, à ladite époque, les enfants déjà admis légalement dans

les ateliers continueront à y être employés aux conditions spécifiées dans l'article 3.

Art. 32. A l'expiration du délai susindiqué, toutes dispositions contraires à la présente loi seront et demeureront abrogées.

Délibéré en séance publique, à Versailles, les 25 novembre 1872, 19 février 1873 et 19 mai 1874.

Le Président,
Signé : L. BUFFET.

Les Secrétaires,

Signé : FÉLIX VOISIN, FRANCISQUE RIVE, LOUIS DE SÉGUR, E. DE CAZENOVE DE PRADINE.

Le Président de la République promulgue la présente loi (3 juin 1874).

Maréchal DE MAC-MAHON,
duc de MAGENTA.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,
L. GRIVART.

DÉCRET DU 15 FÉVRIER 1875.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre de l'agriculture et du commerce ;

Vu l'article 16 de la loi du 19 mai 1874 ;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures ;

Vu l'avis de la Commission supérieure du travail des enfants dans les manufactures ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décrète :

Art. 1er. — Les circonscriptions territoriales des inspections instituées par la loi du 19 mai 1874, relative au travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, sont déterminées ainsi qu'il suit :

Première circonscription. — Département de la Seine. Résidence, Paris.

Deuxième circonscription. — Départements de Seine-et-Marne, de Seine-et-Oise, du Loiret, d'Eure-et-Loir, de Loir-et-Cher, du Cher et de l'Indre. Résidence, Orléans.

Troisième circonscription. — Départements de l'Yonne, de la Côte-d'Or, du Jura, de l'Ain, de Saône-et-Loire, de la Nièvre et de l'Allier. Résidence, Dijon.

Quatrième circonscription. — Départements de Meurthe-et-Moselle, des Vosges, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne et du Doubs. Résidence, Nancy.

Cinquième circonscription. — Départements de l'Aisne, des Ardennes, de la Marne, de la Meuse et de l'Aube. Résidence, Reims.

Sixième circonscription. — Départements du Pas-de-Calais et du Nord. Résidence, Lille.

Septième circonscription. — Départements de la Seine-Inférieure, de la Seine et de l'Oise. Résidence, Rouen.

Huitième circonscription. — Départements de l'Eure, du Calvados, de la Manche et de l'Orne. Résidence, Caen.

Neuvième circonscription. — Départements des Côtes-du-Nord, d'Ille-et-Vilaine, de la Mayenne, de la Sarthe, de Maine-et-Loire, de la Loire-Inférieure, du Morbihan et du Finistère. Résidence, Rennes.

Dixième circonscription. — Départements de la Vendée, d'Indre-et-Loire, de la Vienne, de la Creuse, de la Haute-Vienne, de la Charente, des Deux-Sèvres et de la Charente-Inférieure. Résidence, Limoges.

Onzième circonscription. — Départements de la Corrèze, de la Dordogne, de Lot-et-Garonne, de la Gironde, des Landes, du Gers, des Basses-Pyrénées, des Hautes-Pyrénées, du Lot et de Tarn-et-Garonne. Résidence, Bordeaux.

Douzième circonscription. — Départements du Cantal, de l'Aveyron, du Tarn, de la Haute-Garonne, de l'Ariége, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales. Résidence, Toulouse.

Treizième circonscription. — Départements de l'Ardèche, de la Lozère, du Gard et de l'Hérault. Résidence, Nîmes.

Quatorzième circonscription. — Départements de la Drôme, des Hautes-Alpes, des Basses-Alpes, des Alpes-Maritimes, de Vaucluse, des Bouches-du-Rhône, du Var et de la Corse. Résidence, Avignon.

Quinzième circonscription. — Départements du Rhône, de la Loire, du Puy-de-Dôme, de la Haute-Loire, de l'Isère, de la Savoie et de la Haute-Savoie. Résidence, Lyon.

Art. 2. — Le Ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

DÉCRET DU 27 MARS 1875.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du Ministre de l'agriculture et du commerce ;
Vu l'article 2 de la loi du 19 mai 1874 ;
Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures ;
Vu l'avis de la Commission spéciale instituée par l'article 23 de la loi du 19 mai 1874 ;
Le Conseil d'Etat entendu,

Décrète :

Art. 1er. — Les enfants de dix à douze ans peuvent, dans les conditions déterminées par la loi, être employés dans les industries dont la nomenclature suit :

1° Dévidage des cocons ;
2° Filature de bourre de soie ;
3° Filature du coton ;
4° Filature de la laine ;
5° Filature du lin ;
6° Filature de la soie ;
7° Impression à la main sur tissus ;
8° Moulinage de la soie ;
9° Papeterie (les enfants de dix à douze ans ne pourront être employés au triage des chiffons) ;
10° Retordage du coton ;
11° Tulles et dentelles (fabrication mécanique des) ;
12° Verrerie.

Art. 2. — Le Ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

DÉCRET DU 12 MAI 1875.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du Ministre de l'agriculture et du commerce ;
Vu l'article 7 de la loi du 19 mai 1874 ;
Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures ;
Vu l'avis de la Commission supérieure instituée par l'article 23 de la loi du 19 mai 1874 ;
Le Conseil d'Etat entendu,

Décrète :

Art. 1er. — La durée du travail effectif des enfants du sexe masculin de douze à seize ans, dans les galeries souterraines des mines, minières et carrières, ne peut excéder huit heures sur vingt-quatre heures, coupées par un repos d'une heure au moins.

Art. 2. — Les enfants de douze à seize ans ne peuvent être occupés aux travaux proprement dits du mineur, tels que l'abatage, le forage, le boisage, etc.

Ils ne peuvent être employés qu'au triage et au chargement du minerai, à la manœuvre et au roulage des wagonnets, à la garde et à la manœuvre des portes d'aérage, à la manœuvre des ventilateurs à bras et autres travaux accessoires n'excédant pas leurs forces.

Les enfants employés à faire tourner les ventilateurs ne pourront y être occupés pendant plus de quatre heures, coupées par un repos d'une demi-heure au moins.

Art. 3. (Disposition transitoire.) — Dans les mines où le service est actuellement réglé sur le pied de dix heures de travail effectif, les enfants pourront continuer d'être occupés pendant le même temps et dans les conditions fixées par l'article 2, mais seulement jusqu'au 1er janvier 1878. A partir de cette époque, les enfants ne pourront travailler que huit heures sur vingt-quatre, ainsi qu'il est dit à l'article 1er.

Art. 4. — Le Ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

DÉCRET DU 13 MAI 1875.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du Ministre de l'agriculture et du commerce ;
Vu l'article 12 de la loi du 19 mai 1874 ;
Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures ;
Vu l'avis de la Commission supérieure instituée par l'article 23 de la loi du 19 mai 1874 ;
Le Conseil d'Etat entendu,

Décrète :

Art. 1er. — Il est interdit d'employer les enfants au-dessous de seize ans au graissage, au nettoyage, à la visite ou à la réparation des machines ou mécanismes en marche.

Il est interdit de les employer aux mêmes opérations lorsque, les mécanismes étant arrêtés, les transmissions marchent encore, à moins que le débrayage ou le volant n'aient été préalablement calés.

Art. 2. — Il est interdit d'employer des enfants au-dessous de seize ans dans les ateliers qui mettent en jeu des machines dont les parties dangereuses et pièces saillantes mobiles ne sont point couvertes de couvre-engrenages ou garde-mains ou autres organes protecteurs.

Art. 3. — Les enfants de dix à douze ans, exceptionnellement autorisés par le règlement du 27 mars 1875 à participer aux travaux de certaines industries, ne pourront être employés ni à porter ni à traîner des fardeaux.

Les enfants, depuis l'âge de douze ans jusqu'à celui de quatorze ans révolus, ne pourront être chargés sur la tête ou sur le dos au-delà du poids de 10 kilogrammes. Les enfants, depuis l'âge de quatorze ans jusqu'à celui de seize ans révolus, ne pourront, dans les mêmes conditions, recevoir une charge supérieure à 15 kilogrammes.

Il est interdit de faire traîner aux enfants de douze à seize ans des charges exigeant des efforts supérieurs à ceux qui correspondent aux poids indiqués au paragraphe précédent.

Art. 4. — Il est interdit d'employer les enfants au-dessous de seize ans à faire tourner des appareils en sautillant sur une pédale.

Il est également interdit de les employer à faire tourner des roues horizontales.

Art. 5. — Les enfants au-dessous de seize ans ne pourront être employés à tourner des roues verticales, ou utilisés comme producteurs de force motrice que pendant une durée d'une demi-journée de travail divisée par un repos d'une heure au moins.

Art. 6. — Dans les usines ou ateliers employant des scies circulaires ou des scies à ruban, les enfants au-dessous de seize ans ne pourront être employés à pousser la matière à scier contre la scie.

Art. 7. — Les enfants au-dessous de seize ans ne pourront être employés au travail des cisailles et autres lames tranchantes mécaniques.

Art. 8. — Les enfants, depuis l'âge de dix ans jusqu'à celui de quatorze ans révolus, ne pourront, dans les verreries, être employés à cueillir le verre dans les creusets.

Art. 9. — Il est interdit de préposer des enfants au-dessous de seize ans au service des robinets à vapeur.

Art. 10. — Le Ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

DÉCRET DU 14 MAI 1875.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre de l'agriculture et du commerce ;

Vu l'article 13 de la loi du 19 mai 1874 ;

Vu les décrets du 31 décembre 1866 et du 31 janvier 1872, portant nomenclature des établissements dangereux, incommodes ou insalubres ;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures ;

Vu l'avis de la Commission supérieure instituée par l'article 23 de la loi du 19 mai 1874 ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décrète :

Art. 1er. — Le travail des enfants est interdit dans les établissements dénommés au tableau A annexé au présent décret. Il est interdit également dans les ateliers où se pratiquent l'aiguisage et le polissage à sec des objets en métal et des verres ou cristaux.

Art. 2. — Le travail des enfants est autorisé dans les établissements dénommés au tableau B, mais seulement sous les conditions spécifiées audit tableau.

Art. 3. — Dans les établissements compris dans la nomenclature générale des ateliers dangereux, incommodes ou insalubres, qui ne figurent ni au tableau A, ni au tableau B annexés au présent décret, le travail des enfants est autorisé sans autres conditions que celles prescrites par la loi susvisée du 19 mai 1874 et par les autres lois et règlements sur la matière.

Art. 4. — Le Ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

TABLEAU A.

Etablissements dans lesquels l'emploi des enfants est interdit, et raisons de l'interdiction.

Abattoir public. (Dangers de blessures.)
Absinthe. (Voir Distilleries.)
Acide arsénique (Fabrication de l') au moyen de l'acide arsénieux

et de l'acide azotique. (Dangers d'empoisonnement, vapeurs délétères.)

Acide chlorhydrique (Production de l') par décomposition des chlorures de magnésium, d'aluminium et autres. (Emanations corrosives, dangers d'accidents.)

Acide muriatique. (Voir Acide chlorhydrique.)

Acide nitrique. (Vapeurs délétères.)

Acide oxalique (Fabrication de l'). (Vapeurs délétères.)

Acide picrique. (Vapeurs délétères.)

Acide sulfurique (Fabrication de l'). (Vapeurs irritantes et dangers de brûlure.)

Acide urique. (Voir Murexide.)

Affinage de l'or et de l'argent par les acides. (Vapeurs corrosives.)

Alcools autres que de vin, sans travail de rectification. (Dangers d'incendie.)

Alcools (Distillerie agricole des). (Dangers d'incendie.)

Alcool (Rectification de l'). (Dangers d'incendie.)

Amorces fulminantes (Fabrication des) sans distinction de classe. (Dangers d'explosion et d'incendie.)

Argentures sur métaux. (Voir Dorure et Argenture.)

Arséniate de potasse (Fabrication de l') au moyen du salpêtre. (Dangers d'empoisonnement, vapeurs délétères.)

Artifice (Fabrication des pièces d'). (Dangers d'explosion et d'incendie.)

Benzine (Fabrication et dépôts de). (Voir Huiles de pétrole, de schiste, etc). (Dangers d'incendie.)

Blanc de plomb. (Voir Céruse.)

Blanc de zinc (Fabrication de) par la combustion du métal. (Poussières nuisibles.)

Bleu de Prusse (Fabrication de). (Voir Cyanure de potassium.)

Bouillon de bière (Distillation de). (Voir Distilleries.)

Caoutchouc (Travail du) avec emploi d'huiles essentielles ou de sulfure de carbonne. (Vapeurs délétères.)

Caoutchouc (Application des enduits du). (Vapeurs délétères.)

Cendres d'orfèvre (Traitement des) par le plomb. (Vapeurs délétères.)

Cendres gravelées. (Dangers d'empoisonnement.)

Céruse ou blanc de plomb (Fabrication de la). (Dangers d'empoisonnement.)

Chiens (Infirmerie de). (Dangers de morsures.)

Chiffons (Dépôt de). (Poussières nuisibles.)

Chlore (Fabrication du). (Vapeurs délétères.)

Chlorure de chaux (Fabrication du). (Vapeurs délétères.)

Chlorures alcalins, eau de javelle (Fabrication des). (Vapeurs délétères.)

Chromate de potasse (Fabrication du). (Maladies spéciales dues aux émanations.)

Chrysalides (Ateliers pour l'extraction des parties soyeuses des). (Emanations malsaines.)

Cuirs vernis (Fabrication de). (Dangers d'incendie.)

Cuivre (Derochage du) par les acides. (Vapeurs corrosives.)

Cyanure de potassium et bleu de Prusse (Fabrication de). (Emanations malsaines.)

Cyanure rouge de potassium ou prussiate rouge de potasse. (Dangers d'empoisonnement.)

Derochage du cuivre. (Voir Cuivre.)

Distilleries en général, eau-de-vie, genièvre, kirsch, absinthe e autres liqueurs alcooliques. (Dangers d'incendie.)

Dorure et argenture sur métaux. (Dangers d'empoisonnement dans le procédé au mercure, vapeurs délétères par les procédés aux acides.)

Eau de javelle (Fabrication d'). (Voir Chlorures alcalins.)

Eau-de-vie. (Voir Distilleries.)

Eau forte. (Voir Acide nitrique.)

Email (Application d') sur les métaux. (Emanations vénéneuses.)

Emaux (Fabrication d') avec fours non fumivores. (Poussières vénéneuses.)

Equarrissage des animaux. (Dangers d'accidents.)

Etamage des glaces. (Vapeurs délétères.)

Ether (Fabrication et dépôt d') sans distinction de classes. (Dangers d'incendie.)

Etoupilles (Fabrication d') avec matières explosibles. (Dangers d'explosion et d'incendie.)

Feutres et visières vernies (Fabrication de). (Dangers d'incendie.)

Fonte et laminage du plomb, du zinc et du cuivre. (Emanations malsaines.)

Fulminate de mercure (Fabrication du). (Vapeurs délétères, dangers d'explosion.)

Genièvre. (Voir Distilleries.)

Glaces (Etamage des). (Voir Etamage.)

Huiles de pétrole, de schiste et de goudron, essences et autres hydrocarbures employés pour l'éclairage, le chauffage, la fabrication

des couleurs et vernis, le dégraissage d'étoffes et autres usages (Dangers d'incendie.)

Huiles essentielles ou essences de térébenthine, d'aspic et autres. (Voir Huiles de pétrole, de schiste, etc.) (Dangers d'incendie.)

Huiles extraites de schistes bitumineux. (Voir Huiles de pétrole, de schiste, etc.)

Kirsch. (Voir Distilleries.)

Liquides pour l'éclairage (Dépôts de) au moyen de l'alcool et des Huiles essentielles (Dangers d'incendie.)

Liqueurs alcooliques. (Voir Distilleries.)

Litharge (Fabrication de). (Dangers d'empoisonnement.)

Massicot (Fabrication du). (Dangers d'empoisonnement.)

Minium (Fabrication du). (Dangers d'empoisonnement.)

Murexide (Fabrication de la) en vase clos par la réaction de l'acide azotique et de l'acide urique du guano. (Vapeurs délétères.)

Nitrate de fer (Fabrication du). (Vapeurs délétères.)

Nitro-benzine, aniline et matières dérivant de la benzine (Fabrication de la). (Vapeurs délétères.)

Olives (Tourteaux d'). (Voir Tourteaux.)

Peaux de lièvre et de lapin. (Voir Secrétage.)

Pétrole (Voir Huiles de pétrole.)

Phosphore (Fabrication de). (Vapeurs délétères.)

Pileries mécaniques des drogues. (Poussières nuisibles et parfois vénéneuses.)

Plomb (Fonte et laminage du). (Voir Fonte, etc.) (Dangers d'intoxication.)

Poil de lièvre et de lapin. (Voir Secrétage.)

Potasse. (Voir Chromate de potasse).

Poudres et matières fulminantes (Fabrication de). (Voir aussi Fulminate de mercure.) (Dangers d'explosion et d'incendie).

Prussiate de potasse. (Voir Cyanure de potassium.)

Rouge de prusse et d'angleterre. (Emanations nuisibles.)

Schistes bitumineux. (Voir Huile de pétrole, de schiste, etc.)

Secrétage de peaux ou poils de lièvre ou de lapin. (Émanations délétères, poussières.)

Sel de soude (Fabrication du) avec le sulfate de soude. (Vapeurs corrosives.)

Soude. (Voir Sulfate de soude.)

Sulfate de mercure (Fabrication du). (Vapeurs corrosives.)

Sulfate de peroxyde de fer (Fabrication du) par le sulfate de protoxyde de fer et l'acide nitrique (Nitro-sulfate de fer). (Vapeurs déétères.)

Sulfate de protoxyde de fer ou couperose verte par l'action de l'acide sulfurique sur la ferraille (Fabrication en grand du). (Vapeurs irritantes, dangers de brûlure.)

Sulfate de soude (Fabrication du). (Dégagements corrosifs.)

Sulfure de carbone (Fabrication du). (Vapeurs délétères, dangers d'incendie.)

Sulfure de carbone (Manufactures dans lesquelles on emploie en grand le). (Vapeurs délétères, dangers d'incendie.)

Sulfure de carbone. (Dépôts de). (Suivant le régime des huiles de pétrole) Vapeurs délétères, dangers d'incendie.

Taffetas et toiles vernis (Fabrication de). (Dangers d'incendie.)

Toiles vernies (Fabrication de). (Voir Taffetas et toiles vernis.)

Térébenthine (Distillation et travail en grand de la). (Voir Huiles de pétrole, de schiste, etc.) (Dangers d'incendie.) !

Tourteaux d'olives (Traitement des) par le sulfure de carbone. (Vapeurs insalubres.) (Dangers d'incendie.)

Tueries d'animaux. (Voir aussi Abattoirs publics ; dangers d'accidents.)

Vernis à l'esprit de vin (Fabrique de). (Dangers d'incendie.)

Vernis (Ateliers où l'on applique le) sur les cuirs, feutres, taffetas, toiles. (Voir ces mots.) (Dangers d'incendie)

Visières et feutres vernis (Fabrique de). (Voir Feutres et visières.)

TABLEAU B.

Établissements dans lesquels l'emploi des enfants est autorisé sous certaines conditions.

Allumettes (Fabrication des) avec matières détonantes et fulminantes. (Interdiction dans les locaux où l'on fond la pâte et où l'on trempe les allumettes. Dans les autres locaux, emploi autorisé, mais pendant six heures seulement sur 24 heures.)

Battage, cardage et épuration des laines, crins et plumes de literie. (Interdiction dans les locaux où les poussières provenant des opérations se dégagent librement.)

Battage des tapis en grand. (Interdiction dans les locaux où les poussières provenant des opérations se dégagent librement.)

Blanchiment. (Interdiction dans les locaux où l'on dégage le chlore ou l'acide sulfureux.)

Boutonniers et autres emboutisseurs de métaux par moyens mécaniques. (Interdiction dans les locaux où les poussières provenant du tournage se dégagent librement.)

Boyauderies (Travail des boyaux frais pour tous usages). (Interdiction du travail des enfants pour le soufflage. Dangers d'affections pulmonaires.)

Chanvre (Teillage et rouissage en grand du). (Interdiction dans les locaux où l'on effectue le teillage mécanique.)

Chanvre imperméable. (Voir Feutre goudronné.)

Chapeaux de feutre (Fabrication de). (Interdiction dans les locaux où les poussières provenant de la préparation des poils, soies, etc., se dégagent librement.)

Chapeaux de soie ou autres préparés au moyen d'un vernis (Fabrication de). (Interdiction dans les locaux où l'on applique ou prépare le vernis.)

Chaux (Fours à). (Interdiction dans les locaux où les poussières provenant du broyage, du tamisage, etc., se dégagent librement.)

Ciment (Fours à). (Interdiction dans les locaux où les poussières provenant du broyage, du tamisage, etc., se dégagent librement.)

Cordes à instruments en boyaux (Fabrication de). (Voir boyauderies.)

Coton et coton gras (Blanchisserie des déchets de). (Interdiction dans les opérations où l'on emploie le sulfure de carbone.)

Crins (Teinture des). (Voir Teintureries.)

Crins et soies de porc (Préparation des) sans fermentation. (Voir aux Soies de porc par fermentation.) (Interdiction dans les locaux où les poussières provenant des opérations se dégagent librement.)

Eaux grasses (Extraction pour la fabrication du savon et autres usages des huiles contenues dans les). (Interdiction quand on emploie le sulfure de carbone.)

Faïence (Fabrique de). (Interdiction dans les locaux où se pratique l'émaillage, où il se produit des dégagements de poussière par suite du broyage, du blutage, etc.)

Feutre goudronné (Fabrication du). (Interdiction dans les locaux où les poussières se dégagent librement.)

Filature des cocons (Ateliers dans lesquels la) s'opère en grand, c'est-à-dire, employant au moins six tours. (Interdiction de l'emploi des enfants pour l'extraction des parties soyeuses des chrysalides.)

Fours à plâtre et fours à chaux. (Voir Plâtre, chaux.)

Impression sur étoffes. (Voir Toiles peintes.)

Jute (Teillage du). (Voir Teillage.)

Lin (Teillage en grand du). (Voir Teillage.)

Ménageries. (Interdiction quand la ménagerie renferme des bêtes féroces ou venimeuses.)

Moulins à broyer le plâtre, la chaux, les cailloux et les pouzzolanes. (Interdiction dans les locaux où les poussières provenant des opérations se dégagent librement.)

Noir minéral (Fabrication du) par le broyage des résidus de la distillation des schistes bitumineux. (Interdiction dans les locaux où les poussières se dégagent librement.)

Ouates (Fabrication des). Interdiction dans les locaux où les poussières se dégagent librement.)

Papiers (Fabrication de). (Interdiction du travail pour les enfants dans le triage et la préparation des chiffons.)

Pipes à fumer (Fabrication des). Interdiction dans les locaux où les poussières se dégagent librement.)

Plâtres (Fours à). (Interdiction dans les locaux où les poussières provenant du broyage, du blutage, etc., se dégagent librement.)

Poêliers fournalistes, poêles et fournaux en faïence et terre cuite. (Voir Faïence.)

Porcelaine (Fabrication de). (Interdiction dans les locaux où les poussières provenant du broyage, blutage, etc., se dégagent librement.)

Poterie de terre (Fabrication de) avec fours non fumivores. (Interdiction dans les locaux où les poussières provenant du broyage, blutage, etc., se dégagent librement.)

Pouzzolane artificielle (Fours à). (Interdiction dans les locaux où les poussières provenant du broyage, blutage, etc., se dégagent librement.)

Soie. (Voir Chapeaux.)

Soie. (Voir Filature.)

Soies de porc (Préparation des). (Interdiction dans les locaux où les poussières du battage se dégagent librement.)

Soufre (Pulvérisation et blutage du). (Interdiction dans les locaux où les poussières du broyage, du blutage, etc., se dégagent librement.)

Superphosphate de chaux et de potasse (Fabrication du). (Interdiction dans les locaux où les poussières des opérations ou les vapeurs du traitement par les acides se dégagent.)

Tabacs (Manufacture de). (Interdiction dans les locaux où l'on démolit les masses.)

Tan (Moulins à). (Interdiction dans les locaux où les poussières se dégagent librement.)

Tanneries. (Interdiction dans les locaux où les poussières se dégagent librement.)

Teillage du lin, du chanvre et du jute en grand. (Interdiction dans les locaux où les poussières se dégagent librement.)

Teinturiers. (Interdiction dans les locaux où l'on emploie des matières toxiques.)

Teintureries de peaux. (Interdiction dans les locaux où l'on emploie des matières toxiques.)

Terres émaillées (Fabrication de). (Interdiction dans les locaux où l'on emploie des matières toxiques.)

Toiles (Blanchiment des). (Voir blanchiment.)

Toiles peintes (Fabrique de). (Interdiction dans les locaux où l'on emploie des matières toxiques.)

Tôles et métaux vernis. (Interdiction dans les locaux où l'on emploie des matières toxiques.)

Vernis (Ateliers où l'on applique le) sur les chapeaux. (Voir ce mot.)

Verreries, cristalleries et manufactures de glaces. (Interdiction dans les locaux où se dégagent les poussières des opérations, ou dans lesquels il est fait usage des matières toxiques.)

Vu pour être annexé au décret en date du 14 mai 1875.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

C. DE MEAUX.

DÉCRET DU 22 MAI 1875.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du Ministre de l'agriculture et du commerce ;
Vu les articles 4, 5 et 6 de la loi du 19 mai 1874 ;
Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures ;
Vu l'avis de la Commission supérieure instituée par l'article 23 de la loi du 19 mai 1874 ;
Le Conseil d'Etat entendu,

Décrète :

Article premier. — Les enfants du sexe masculin, de douze à seize ans, peuvent être employés la nuit dans les usines à feu continu dont la nomenclature suit :

Papeteries ;
Sucreries ;
Verreries ;
Usines métallurgiques ;

Dans les papeteries, les enfants peuvent être employés à aider les surveillants des machines et appareils, ainsi qu'aux opérations qui ont pour objet de couper, trier, ranger, rouler et apprêter le papier.

Dans les sucreries, les enfants sont admis à coopérer aux travaux de râperie suivants : alimenter le lavoir, secouer les sacs de pulpe, porter les sacs vides, présenter les sacs et les claies. Ils peuvent être chargés de la manœuvre de robinets à jus et à eau et être appelés à aider les ouvriers d'état, en cas de réparations urgentes.

Dans les verreries, les enfants ne sont employés qu'aux travaux suivants : aider l'ouvrier qui moule et qui souffle le verre, porter les objets dans les fours à cuire, présenter les outils.

Dans les usines métallurgiques, les enfants peuvent être employés comme aides aux opérations des fours à puddler et à réchauffer, à celles des fours d'affinerie et des fours de réduction, aux travaux du laminage et du martelage, à la fabrication du fer-machine et des objets en fonte moulée de première fusion.

Art. 2. — Lorsque les enfants sont employés toute la nuit, leur travail doit être coupé par des intervalles de repos représentant un temps total de repos au moins égal à deux heures.

La durée totale du travail, y compris le temps de repos, ne peut d'ailleurs dépasser douze heures par vingt-quatre heures.

Les enfants ne peuvent être employés plus de six nuits par quinzaine, sauf dans les verreries où l'on travaille à la fonte.

Art. 3. — Le travail est autorisé, aux conditions fixées par l'article 1er, le dimanche et les jours fériés dans les sucreries et les verreries, sauf de six heures du matin à midi.

Dans les papeteries et usines métallurgiques, il est également autorisé, sauf de six heures du matin à six heures du soir.

Art. 4. — L'ordre du travail du dimanche dans les usines dénommées à l'article 3 sera toujours distribué de manière à permettre

l'application du paragraphe 4 de l'article 6 de la loi susvisée, et concernant l'accomplissement des devoirs religieux.

Art. 5. — Les chefs des industries dénommées au présent règlement doivent afficher dans leurs ateliers un tableau de l'emploi du temps des enfants, faisant connaître les heures de reprise et le système d'alternance des équipes, ainsi que les suspensions de travail.

Ce tableau de l'emploi du temps doit être revêtu de la signature de l'inspecteur institué par l'article 16 de la loi susvisée.

Art. 6. — Le Ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

POSITIONS.

DROIT ROMAIN.

I. — La période de l'*infantiæ* était fixée invariablement jusqu'à l'âge de sept ans.

II. — Les enfants de l'adrogé subissent la *capitis deminutio*.

III. — La caution *de persequendo servo restituendove pretio* s'applique au cas où il y a eu faute de la part du défendeur.

IV. — On ne peut concilier la loi 24 *in pr.* (*Dig. de pigner. act. lib.* XIII, tit. VII) avec la loi 46 *in pr.* (*Dig. de solutionibus, lib.* XLVI, tit. III).

V. — L'action civile, donnée concurremment avec les actions adjectices contre le maître de l'esclave, est toujours la *condictio*.

VI. — Les différents *exercitores* qui ont préposé un même *magister navis* sont tenus *in solidum*, mais non *correalement*.

VII. — La compensation a toujours été judiciaire.

DROIT FRANÇAIS.

DROIT CIVIL.

I. — La femme mariée étrangère n'a point d'hypothèque légale sur les biens de son mari situés en France.

II. — Le Français, cessionnaire de la créance d'un étranger contre un étranger, peut assigner ce dernier devant les tribunaux français.

III. — Si l'émancipation conférée à un mineur vient à être révoquée, l'usufruit légal ne renaît pas au profit des parents.

IV. — L'enfant naturel, en concours avec des ascendants et des collatéraux, n'a droit qu'à la moitié de la succession.

V. — L'acceptation de l'héritier sous bénéfice d'inventaire ne dispense pas les créanciers de la succession du soin de demander la séparation des patrimoines.

VI. — La disposition de l'article 1037 du code civil, qui maintient la révocation d'un testament faite dans un second testament au profit d'un incapable, n'est pas applicable au cas de l'article 907, qui interdit au mineur de disposer en faveur de son tuteur.

VII. — Lorsqu'un propre de la femme a été aliéné par le mari seul, la femme peut le revendiquer, bien qu'elle ait accepté la communauté, son obligation se bornant, en ce cas, à payer à l'acquéreur la moitié du prix et la moitié des dommages-intérêts qui peuvent lui être dus.

VIII. — Les revenus des immeubles dotaux ne peuvent être saisis, après la séparation de biens, pour

dettes contractées par la femme avant cette époque, même pour ce qui excède les besoins du ménage.

IX. — La caution qui a payé une dette garantie par une hypothèque sur les biens du débiteur principal peut exercer tous les droits de l'ancien créancier contre le tiers détenteur de cet immeuble, en supposant qu'il ait été aliéné.

X. — Le privilége du vendeur s'applique aux frais qu'il a été obligé de payer à défaut de l'acheteur.

XI. — L'acquéreur *a non domino* peut prescrire par dix ans contre le véritable propriétaire, sans avoir fait transcrire son titre d'acquisition.

PROCÉDURE CIVILE.

XII. — On peut pratiquer une saisie-arrêt en vertu d'un jugement qui n'a point encore été signifié.

XIII. — Le délai d'appel contre les jugements interlocutoires ne court que le jour de la notification du jugement définitif.

XIV. — La Cour qui admet une demande de prise à partie peut annuler le jugement dont la rédaction a été entachée de dol de la part des juges.

DROIT COMMERCIAL.

XV. — Le commissionnaire doit être réputé saisi des marchandises à lui expédiées par un connaissement dont l'endossement ne mentionne point la valeur fournie.

XVI. — En cas de naufrage, l'État qui rapatrie les matelots naufragés n'a de recours contre l'armateur

que jusqu'à concurrence du fret des marchandises sauvées et des débris du navire. Le décret du 7 avril 1860, qui statue autrement, doit être considéré comme illégal.

DROIT CRIMINEL.

XVII. — La réhabilitation obtenue après une première condamnation ne met pas obstacle à l'application des peines de la récidive, si le réhabilité vient à commettre un nouveau méfait.

XVIII. — Dans une accusation de bigamie, la Cour d'assises n'est point compétente pour statuer sur la question de validité du premier mariage.

DROIT ADMINISTRATIF.

XIX. — Le paiement des impôts fait entre les mains des agents d'une insurrection qui s'est temporairement emparée du pouvoir dans un lieu déterminé, libère les contribuables qui habitaient en ce lieu et ont été contraints au paiement des impôts.

XX. — C'est aux fabriques paroissiales et non aux communes qu'appartient le produit des souscriptions recueillies par un curé pour la reconstruction d'une église.

L.-M. COTTINEAU.

Vu pour l'impression :

POUR LE DOYEN EN MISSION,

Le Professeur,

A. ÉON.

Vu et permis d'imprimer :

POUR LE RECTEUR,

L'Inspecteur d'Académie délégué,

E. CARRIOT.

TABLE DES MATIÈRES

DROIT ROMAIN.

DE OPERIS SERVORUM.

I. — Condition et travaux des esclaves..... 6
II. — Du droit aux *operæ* des esclaves..... 11
§ I. — Usage des esclaves..... 12
§ II. — Usufruit des esclaves..... 13
§ III. — Legs des *operæ*..... 16
§ IV. — Quelques conventions relatives aux *operæ*... 23
§ V. — Estimation des *operæ*..... 26
III. — Des actions auxquelles peut donner lieu l'emploi des esclaves..... 28
§ I. — Action *quod jussu*..... 29
§ II. — Action *exercitoria*..... 33
§ III. — Action *institoria*..... 40
§ IV. — Actions *de peculio, de in rem verso et tributoria*..... 42
§ V. — Actions directes pour et contre le maître.... 45

DROIT FRANÇAIS.

DU TRAVAIL INDUSTRIEL DES ENFANTS ET DES FEMMES.

INTRODUCTION..... 49

I

CONDITIONS GÉNÉRALES DU TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FEMMES.

CHAPITRE PREMIER. — Des cas où s'applique la loi du 19 mai 1874..... 57

§ I. — Enfants et filles mineures..... 59
§ II. — Genre de travail réglementé..... 61
CHAPITRE DEUXIÈME. — De l'âge d'admission et de la durée du travail..... 65
§ I. — Age d'admission..... 65
§ II. — Durée du travail..... 68
CHAPITRE TROISIÈME. — Des travaux interdits aux enfants et aux filles mineures..... 70
§ I. — Travail de nuit..... 70
§ II. — Travail des jours fériés..... 75
§ III. — Travaux insalubres ou dangereux..... 76
CHAPITRE QUATRIÈME. — Des travaux spécialement réglementés pour les enfants ou interdits aux femmes..... 80
§ I. — Usines à feu continu..... 80
§ II. — Travaux souterrains..... 84
CHAPITRE CINQUIÈME. — De l'instruction primaire..... 86
CHAPITRE SIXIÈME. — Des mesures de police concernant l'emploi des enfants dans l'industrie..... 90
§ I. — Pièces justificatives exigées pour l'emploi des enfants..... 90
§ II. — Police des ateliers..... 92
CHAPITRE SEPTIÈME. — Des autorités chargées de veiller à l'exécution de la loi..... 97
§ I. — Inspecteurs..... 98
§ II. — Commissions locales..... 103
§ III. — Commission supérieure..... 107
§ IV. — Rapport à l'Assemblée nationale..... 112
CHAPITRE HUITIÈME. — De la poursuite et de la répression des contraventions..... 113
§ I. — Recherche et constatation des contraventions..... 113
§ II. — Pénalités..... 119
CHAPITRE NEUVIÈME. — De la mise à exécution de la loi..... 129

DE L'APPRENTISSAGE.

CHAPITRE PREMIER. — De la nature du contrat d'apprentissage. 137
§ I. — Définition..... 137

§ II. — Objet et caractères du contrat..... 140
CHAPITRE DEUXIÈME. — De la preuve et de l'interprétation du contrat d'apprentissage..... 143
§ I. — Moyens de preuve..... 143
§ II. — Interprétation du contrat..... 146
CHAPITRE TROISIÈME. — De la capacité des parties. 149
§ I. — Capacité du maître..... 149
§ II. — Capacité de l'apprenti..... 154
CHAPITRE QUATRIÈME. — Des obligations résultant du contrat d'apprentissage..... 159
§ I. — Obligations du maître..... 159
§ II. — Obligations de l'apprenti 168
CHAPITRE CINQUIÈME. — Comment finit le contrat d'apprentissage 174
§ I. — Dissentiment des parties. 174
§ II. — Arrivée du terme..... 175
§ III. — Résolution légale..... 177
§ IV. — Résolution judiciaire..... 185
§ V. — Cas de résolution non prévus par la loi..... 192
CHAPITRE SIXIÈME. — Des conditions du travail des apprentis. 194
CHAPITRE SEPTIÈME. — Du jugement des contestations relatives à l'apprentissage..... 199
§ I. — Contestations entre le maître et l'apprenti.. 199
§ II. — Contestations entre le maître et un tiers.... 200
§ III. — Questions de procédure..... 202
CHAPITRE HUITIÈME. — De la sanction pénale des dispositions de la loi sur l'apprentissage..... 203
§ I. — Juridiction disciplinaire 203
§ II. — Juridiction pénale de droit commun..... 206

III

EXAMEN CRITIQUE DE LA LÉGISLATION FRANÇAISE SUR LE TRAVAIL INDUSTRIEL DES ENFANTS ET DES FEMMES.

CHAPITRE PREMIER. — Résumé des législations étrangères... 212
§ I. — Angleterre..... 212
§ II. — Allemagne et Autriche..... 222
§ III. — Suède et Norwége..... 225

§ IV. — Russie, Suisse, États-Unis et Danemark.... 226
§ V. — Italie et Belgique..... 227

CHAPITRE DEUXIÈME. — De la législation antérieure et des projets de réforme qui ont précédé la loi du 19 mai 1874..... 229

§ I. — Loi du 22 mars 1841..... 229
§ II. — Projet de loi de 1848.. 231
§ III. — Projet de loi de 1870..... 234
§ IV. — Proposition de M. Joubert en 1871..... 239

CHAPITRE TROISIÈME. — Comparaison de la loi du 19 mai 1874 avec la loi du 22 mars 1841..... 241

CONCLUSION..... 247

APPENDICE. — Loi et règlements..... 255

POSITIONS..... 279

Nantes. — Imp. Vincent Forest et Émile Grimaud, place du Commerce, 4.



DROIT ROMAIN. DE OPERIS SERVORUM.
I. - Condition et travaux des esclaves
II. - Du droit aux *operoe* des esclaves
§ I. - Usage des esclaves
§ II. - Usufruit des esclaves
§ III. - Legs des *operoe*
§ IV. - Quelques conventions relatives aux *operoe*
§ V. - Estimation des *operoe*
III. - Des actions auxquelles peut donner lieu l'emploi des esclaves
§ I. - Action *quod jussu*
§ II. - Action *exercitoria*
§ III. - Action *institoria*
§ IV. - Actions *de peculio, de in r* **[...]** *verso et tributoria*
§ V. - Actions directes pour et contre le maître
DROIT FRANCAIS. DU TRAVAIL INDUSTRIEL DES ENFANTS ET DES FEMMES.
INTRODUCTION
I CONDITIONS GENERALES DU TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FEMMES.
CHAPITRE PREMIER. - Des cas où s'applique la loi du 19 mai 1874
§ I. - Enfants et filles mineures
§ II. - Genre de travail réglementé
CHAPITRE DEUXIEME. - De l'âge d'admission et de la durée du travail
§ I. - Age d'admission
§ II. - Durée du travail
CHAPITRE TROISIEME. - Des travaux interdits aux enfants et aux filles mineures
§ I. - Travail de nuit
§ II. - Travail des jours fériés
§ III. - Travaux insalubres ou dangereux
CHAPITRE QUATRIEME. - Des travaux spécialement réglementés pour les enfants ou interdits aux femmes
§ I. - Usines à feu continu
§ II. - Travaux souterrains
CHAPITRE CINQUIEME. - De l'instruction primaire
CHAPITRE SIXIEME. - Des mesures de police concernant l'emploi des enfants dans l'industrie
§ I. - Pièces justificatives exigées pour l'emploi des enfants
§ II. - Police des ateliers
CHAPITRE SEPTIEME. - Des autorités chargées de veiller à l'exécution de la loi
§ I. - Inspecteurs
§ II. - Commissions locales
§ III. - Commission supérieure
§ IV. - Rapport à l'Assemblée nationale
CHAPITRE HUITIEME. - De la poursuite et de la répression des contraventions
§ I. - Recherche et constatation des contraventions
§ II. - Pénalités
CHAPITRE NEUVIEME. - De la mise à exécution de la loi
II DE L'APPRENTISSAGE.
CHAPITRE PREMIER. - De la nature du contrat d'apprentissage
§ I. - Définition
§ II. - Objet et caractères du contrat
CHAPITRE DEUXIEME. - De la preuve et de l'interprétation du contrat d'apprentissage
§ I. - Moyens de preuve
§ II. - Interprétation du contrat
CHAPITRE TROISIEME. - De la capacité des parties
§ I. - Capacité du maître
§ II. - Capacité de l'apprenti
CHAPITRE QUATRIEME. - Des obligations résultant du contrat d'apprentissage
§ I. - Obligations du maître
§ II. - Obligations de l'apprenti
CHAPITRE CINQUIEME. - Comment finit le contrat d'apprentissage
§ I. - Dissentiment des parties
§ II. - Arrivée du terme
§ III. - Résolution légale
§ IV. - Résolution judiciaire
§ V. - Cas de résolution non prévus par la loi
CHAPITRE SIXIEME. - Des conditions du travail des apprentis
CHAPITRE SEPTIEME. - Du jugement des contestations relatives à l'apprentissage
§ I. - Contestations entre le maître et l'apprenti
§ II. - Contestations entre le maître et un tiers
§ III. - Questions de procédure
CHAPITRE HUITIEME. - De la sanction pénale des dispositions de la loi sur l'apprentissage
§ I. - Juridiction disciplinaire
§ II. - Juridiction pénale de droit commun
III EXAMEN CRITIQUE DE LA LEGISLATION FRANCAISE SUR LE TRAVAIL INDUSTRIEL DES ENFANTS ET DES FEMMES.
CHAPITRE PREMIER. - Résumé des législations étrangères
§ I. - Angleterre
§ II. - Allemagne et Autriche
§ III. - Suède et Norwége
§ IV. - Russie, Suisse, Etats-Unis et Danemark
§ V. - Italie et Belgique
CHAPITRE DEUXIEME. - De la législation antérieure et des projets de réforme qui ont précédé la loi du 19 mai 1874
§ I. - Loi du 22 mars 1841
§ II. - Projet de loi de 1848
§ III. - Projet de loi de 1870
§ IV. - Proposition de M. Joubert en 1871
CHAPITRE TROISIEME. - Comparaison de la loi du 19 mai 1874 avec la loi du 22 mars 1841
CONCLUSION
APPENDICE. - Loi et règlements
POSITIONS